



© La Demeure du Chaos - The Abode of Chaos - «Le Messager» 2019 - Œuvre collective de la Demeure du Chaos - Sculpteur Remy Teulier

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2018

En application du règlement général, notamment de l'article 212-13, le présent document de référence a été déposé auprès de l'AMF le 25 juin 2019. Ce document pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais auprès du siège social d'Artprice ainsi que sur les sites internet de Artprice (www.artprice.com) et de l'AMF (www.amf-france.org).



LEADER MONDIAL DE L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DE L'ART

Tél : +33 472 421 706 | Tout l'univers d'Artprice sur : <http://web.artprice.com/video>
Artprice.com est cotée sur Eurolist (SRD long only) by Euronext Paris (PRC 7478-ARTF)

SOMMAIRE

1) PERSONNE RESPONSABLE.....	3
1.1) Nom et fonction du responsable.....	3
1.2) Attestation du responsable du document.....	3
2) CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES.....	4
2.1) Nom et adresse des Commissaires aux Comptes.....	4
2.2) Honoraires des Commissaires aux Comptes au titre de l'exercice 2018.....	4
3) INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES.....	5
3.1) Résultats clés issus des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.....	5
3.2) Résultats clés issus des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018.....	5
4) FACTEURS DE RISQUE.....	5
4.1) Risques de Marché.....	5
4.2) Risques juridiques.....	12
4.3) Risques opérationnels, industriels et environnementaux.....	50
4.4) Risques sur les actifs incorporels.....	68
4.5) Risque de liquidités.....	69
4.6) Assurance – couverture des risques.....	69
5) INFORMATIONS CONCERNANT ARTPRICE.COM.....	70
5.1) Histoire et évolution de la société.....	70
5.2) Investissements.....	90
6) APERÇU DES ACTIVITÉS.....	90
6.1) Principales activités.....	90
6.2) Principaux marchés.....	99
6.3) Environnement concurrentiel.....	100
7) ORGANIGRAMME.....	102
8) PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES, ÉQUIPEMENTS.....	102
9) EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT.....	104
9.1) Situation financière.....	104
9.2) Résultat d'exploitation.....	105
10) TRÉSORERIE ET CAPITAUX.....	111
11) RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES.....	112
12) INFORMATION SUR LES TENDANCES.....	112
13) PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE.....	127
14) ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DIRECTION GÉNÉRALE.....	128
15) RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES.....	129
16) FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION.....	131
16.1) Gouvernement d'entreprise.....	131
16.2) Modalités d'exercice de la direction générale.....	132

16.3)	Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société Mère avec une filiale.....	132
16.4)	Informations concernant les mandataires sociaux.....	132
16.5)	Tableau relatif à la délégation en matière d'augmentation de capital.....	133
16.6)	Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration..	133
16.7)	Limitation des pouvoirs du Directeur Général.....	138
16.8)	Contrats liant les membres du conseil d'administration au groupe Artprice.....	138
17)	SALARIÉS.....	138
17.1)	Effectif.....	138
17.2)	Participations et stock-options.....	146
18)	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	148
18.1)	Titres et droits de vote détenus par les principaux actionnaires.....	148
18.2)	Informations relatives aux actionnaires principaux de la société Artprice.com.....	148
18.3)	Pacte d'actionnaires.....	149
19)	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS.....	149
19.1)	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées de l'exercice clos le 31 décembre 2018.....	149
19.2)	Complément d'information sur les opérations conclues avec des apparentés.....	154
20)	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'ARTPRICE.COM.....	154
20.1)	Comptes des exercices clos les 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017.....	154
20.2)	Comptes consolidés au 31 décembre 2018.....	154
20.3)	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.....	185
20.4)	Comptes sociaux au 31 décembre 2018.....	191
20.5)	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018.....	220
20.6)	Date des dernières informations financières.....	226
20.7)	Politique de distribution des dividendes.....	226
20.8)	Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	226
20.9)	Changement significatif de la situation financière.....	231
21)	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	232
21.1)	Capital social.....	232
21.2)	Actes constitutifs et statuts.....	234
22)	CONTRATS IMPORTANTS.....	239
23)	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS.....	240
24)	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	240
25)	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	243

1) PERSONNE RESPONSABLE

1.1) NOM ET FONCTION DU RESPONSABLE

Thierry EHRMANN : Président Directeur Général de la société Artprice.com

1.2) ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

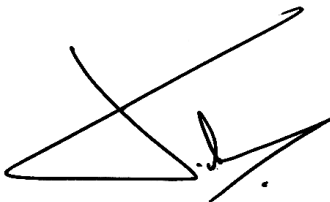
Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le document de référence présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence.

Les informations financières présentées dans le présent document de référence ont fait l'objet pour l'exercice 2018 de rapports des contrôleurs légaux figurant aux points 20-3) et 20-5) du présent document.

Le 25 juin 2019
Thierry EHRMANN, P.D.G.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the typed name of Thierry Ehrmann.

2) CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

2.1) NOM ET ADRESSE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires :

Monsieur Nicolas PRIEST

Domicilié 66 quai Charles de Gaulle, Cité Internationale, 69006 LYON

Date premier mandat : 30 juin 2017

Durée : mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2022.

FIDUCIAIRE CENTREX (SFC), représentée par M. Nicolas TOTAL,

Domicilié 18 Avenue Félix Faure 69362 Lyon Cedex 07

Date premier mandat : 26 juin 2015

Durée : mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Commissaires aux comptes suppléants :

Monsieur Grégory ROJKOFF

Domicilié 23 avenue de Poumeyrol, Bat. C, 69300 Caluire et Cuire

Date premier mandat : 30 juin 2017

Durée : mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2022.

Monsieur David HUMBERT

Domicilié 18 Avenue Félix Faure 69362 Lyon Cedex 07

Date premier mandat : 26 juin 2009

Durée : mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020

Monsieur Roger-Pierre JERABEK, représentant de FIDENT AUDIT, et Monsieur Franck VIGGIANI, respectivement co-commissaire aux comptes titulaire et suppléant, dont les mandats sont arrivés à terme lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/16, n'ont pas été renouvelés.

2.2) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe sont mentionnés au chapitre 20 du présent document de référence au niveau de la note 9 des annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31.12.18.

3) INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

3.1) RÉSULTATS CLÉS ISSUS DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17	31/12/16
Chiffres d'affaires	8 134	7 508	6 846
Résultat opérationnel	1 180	931	838
Résultat net	1 004	734	618
Capitaux propres	18 086	17 103	16 296
Endettement financier net	46	(52)	(92)

3.2) RÉSULTATS CLÉS ISSUS DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17	31/12/16
Chiffres d'affaires	8 135	7 508	6 846
Résultat d'exploitation	1 208	926	868
Résultat net	1 339	1 071	991
Capitaux propres	12 613	11 275	10 204
Endettement financier net	26	(154)	(167)

4) FACTEURS DE RISQUE

Les informations relatives à la description des risques de marché (taux, change et actions) sont détaillées notamment dans l'annexe des comptes consolidés clos au 31.12.18 du présent document de référence (chapitre 20).

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le présent chapitre et dans les annexes des comptes consolidés incluses dans le présent document de référence au chapitre 20.

4.1) RISQUES DE MARCHÉ

4.1.1) Risque de taux et de crédit

A ce jour, la société n'a contracté aucun autre emprunt à taux fixe ou variable.

Evolution du ratio d'endettement net au 31/12/18, 31/12/17 et 31/12/16 (consolidé)

Milliers d'euros	31/12/18	31/12/17	31/12/16
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0
I- Dettes financières à long terme	0	0	0
Découverts bancaires	(19)	(176)	(173)
II- Endettement brut	(19)	(176)	(173)
Valeurs mobilières de placement hors actions propres	15	15	15
Disponibilités	50	109	66
III- Endettement financier net	46	(52)	(92)

Endettement net et trésorerie consolidé au 31/12/18, 31/12/17 et 31/12/16

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17	31/12/16
Actions propres	0	0	0
VMP (portées par LSJE)	15	15	15
Net(1)	15	15	15
Disponibilités (actif)	50	109	66
Concours bancaires (Passif)	(19)	(176)	(173)
Cash net	46	(52)	(92)
Cash net hors actions propres	46	(52)	(92)

L'exploitation de la société génère assez de trésorerie pour faire face à l'ensemble des charges.

Au 31/12/18, la société n'a pas d'action propre.

4.1.2) Risque de change

Les résultats commerciaux et les investissements d'Artprice sont faits en euro afin d'être inclus dans les rapports financiers consolidés d'Artprice. Les taux de change (dollar-euro) peuvent être sujets à des fluctuations et évolutions qui pourraient avoir un effet négatif ou positif sur les recettes et la situation financière d'Artprice une fois exprimées en euro.

L'exposition du groupe au risque de change porte essentiellement sur les opérations commerciales réalisées avec l'Amérique du nord tant au niveau de la société Artprice que de la filiale américaine.

➤ Filiale Artprice, Inc. USA

Au 31/12/2018	Montant en €	Montant en USD
Actif - C/C Artprice USA	622 855	715 128
Passif		

➤ Politique marketing

Toutes les clients des zones hors Amérique du nord sont facturés en Euro.

Concernant la zone Amérique du Nord (USA, Canada), la politique tarifaire des services et abonnements vendus aux clients est fixée en fonction de la situation concurrentielle de ladite zone.

➤ Fournisseurs

Les fournisseurs facturant en USD ou dont les produits et services sont sujet à la fluctuation USD par rapport à l'EUR inclut notamment les achats d'espaces publicitaires, les DNS, la bande passante. Les frais de la filiale Artprice INC sont payés à partir d'un compte devise en dollar.

➤ Risque lié à la sortie de l'EURO

La zone euro n'a pas été épargnée par la crise structurelle économique et financière sans précédent qui touche le monde entier depuis 2008. Après la Grèce, Chypre est en très grande difficulté et d'autres pays de la zone euro tels que l'Espagne ou l'Italie montrent également des signes inquiétants. A cela s'ajoute le Brexit décidé par les Anglais lors du référendum du 24 juin 2016. Cette décision a engendré des fluctuations au niveau du taux de change £/euros depuis le 2ème semestre 2016 sans conséquence significative pour la société Artprice. Cette décision a été officialisée auprès de l'Union Européenne par le premier Ministre Britannique, Theresa May, le 29 mars 2017 sans que cela ait, pour le moment, perturbé de manière significative les marchés boursiers. La sortie du Royaume Unis de l'Union Européenne aurait dû avoir lieu le 29 mars 2019 mais suite au refus du traité de retrait présenté par Theresa May, par les députés britanniques, un report a été accordé par l'Union Européenne.

De son côté, la France n'est pas épargnée par cette crise structurelle économique et financière et le risque lié à la sortie de pays de l'euro ou la remise en cause de la monnaie « euro » ne serait pas sans conséquence sur les activités commerciales, les risques de change et les frais bancaires supplémentaires dus aux conversions entre des monnaies différentes.

Concernant les risques de change et de frais bancaires et afin de parer au mieux aux incertitudes entourant l'abandon de la monnaie unique par un état membre de la zone euro, Artprice veillerait, le cas échéant, à adapter ses conditions générales de ventes en incluant dans ses dernières une clause de répartition du risque de change et de paiement des frais bancaires associés à la conversion du paiement.

Ce risque étant pris au sérieux par Artprice, comme le font discrètement, pratiquement, tous les grands établissements bancaires européens, des moyens techniques et des coûts financiers sont engendrés pour prévoir dans l'ERP d'Artprice et les plates-formes de paiement la possibilité d'une sortie partielle ou totale de l'euro. Il existe donc la possibilité d'une charge structurelle de nature à impacter la relation clients.

4.1.3) Risques actions

Au 31/12/2018, la société ne détient pas d'action en auto-contrôle.

	31/12/18	31/12/17	31/12/16
Portefeuille d'actions propres	/	/	/
Provisions	/	/	/
Position nette globale	/	/	/

Risque Trading Haute Fréquence ou ordres algorithmiques :

Arprice étant considérée, depuis son introduction, comme une valeur très spéculative, par son caractère innovant, et par ailleurs liquide, elle est susceptible de variations de cours (intraday) très importantes au sein d'une même journée ou sur des périodes plus longues. Le trading haute fréquence et algorithmiques, qui touchent principalement des sociétés à caractère hautement spéculatif avec une forte liquidité, sont susceptibles d'amplifier, de manière impressionnante, les variations à la hausse et/ou à la baisse d'Arprice. A ce titre, la société met en garde les investisseurs qui doivent considérer Arprice comme une valeur hautement spéculative et très sensible au trading haute fréquence, au trading algorithmiques et/ou aux opérateurs recherchant des plus-values sur des délais assez courts dans des volumes importants. Les 19 années de cotation d'Arprice sur le marché réglementé Eurolist by Euronext démontrent qu'Arprice a été, à plusieurs reprises, considérée comme la société ayant eu des performances boursières les plus importantes à la hausse suivies de corrections baissières toutes aussi impressionnantes». Le passage au SRD Long only, le recours par certains opérateurs au C.F.D. ainsi qu'aux internalisateurs systématiques arbitraires (I.S./ECN) ne peuvent qu'accentuer les risques décrits au présent paragraphe. De même, Arprice souligne le très grave problème que constitue le principal forum français Boursorama Banque sur Arprice, objet quotidien de fausses informations et de violations répétées du Code Monétaire et Financier qui sont traitées en détail dans le présent rapport et en ligne sur le diffuseur homologué par l'AMF, <http://www.actusnews.com>

Ordres algorithmiques

Exemples non exhaustifs d'ordres algorithmiques (source Saxobanque) susceptibles d'affecter Arprice.

- Types d'ordre algorithmiques proposés :

Iceberg :

Description : L'ordre « Iceberg » ou ordre « caché », permet de passer des ordres de volumes importants en ne divulguant qu'une partie du volume total de cet ordre.

Reload :

L'ordre « Reload » consiste en un fractionnement de votre ordre en une série de petits lots. Quand un lot est exécuté, le lot suivant est placé dans le marché.

Ordre au volume :

Description : Participer au marché en fonction du volume global, réagir avec l'activité globale et traiter en décidant d'impacter ou non le marché. Cet ordre permet aux traders de contrôler leur participation au marché, et de traiter des valeurs dont le volume peut varier considérablement d'une journée à l'autre. Si le volume désiré est de 20%, alors à chaque fois que 100 titres seront échangés dans le marché, l'utilisateur devra en avoir traité 20.

Ratios utilisés :

>40% : L'ordre sera exécuté plus rapidement mais l'impact de l'ordre sera plus important sur le prix.

25% - 35 % : ordre le plus fréquemment utilisé, combine rapidité et impact modéré

<20% : Impact faible mais temps d'exécution plus long

Objectif : L'ordre est exécuté en proportion du volume du marché. Il cible un certain pourcentage de volume effectué par rapport au volume total échangé

VWAP (volume-weighted average price) :

Définition : Le Volume-weighted average price ou VWAP correspond à la moyenne des prix des actions échangées pendant une période donnée pondéré par le volume.

Description : L'ordre VWAP exécute l'ordre proportionnellement avec le volume du marché et à travers une période spécifiée par l'utilisateur.

Objectif : minimiser les dérapages par rapport au prix moyen, tout en pondérant par les volumes sur une période temporelle définie.

La stratégie IS « Implementation Shortfall »:

La stratégie IS vise à optimiser la rapidité d'exécution et minimiser l'impact de l'ordre sur les mouvements de marchés.

L'optimisation prend en compte le marché actuel, les caractéristiques du marché et la taille de l'ordre.

Stratégie utilisée dans les situations plutôt urgentes.

La stratégie SmartDark:

La stratégie SmartDark permet d'exécuter des ordres sur des places dites de liquidité invisible.

L'ordre n'est pas transféré sur une place boursière officielle ou sur une Multilateral Trading Facility (MTF). Cette stratégie permet d'éviter les mouvements de marché

Risque lié au SRD Long Only

Arprice est éligible au SRD Long Only depuis le 24 février 2012.

Le mécanisme SRD a été créé en 2000 lors de l'harmonisation du règlement jusqu'alors mensuel. Il connaît depuis un réel succès car simple et encadré par des règles prudentielles strictes. En effet l'investisseur passe son ordre à son intermédiaire financier qui le transmet sur le marché réglementé. Il est exécuté et livré auprès de l'intermédiaire financier en J+3, qui finance jusqu'à la fin du mois en espèces (dans le cas d'un achat) dans le cas du SRD Long seulement.

Le label SRD offre une meilleure visibilité au titre Arprice.com et une meilleure liquidité en permettant à une nouvelle catégorie d'investisseurs de se porter sur le titre. En contrepartie, le SRD Long Only est susceptible d'amplifier les variations du cours de bourse de l'action Arprice. De même, un certain nombre d'établissements financiers ne permet pas à leurs clients d'accéder aux facilités propres au règlement du SRD Long Only. Ces dispositions bancaires relèvent de leur bon vouloir et en aucun cas de la société Arprice dont la responsabilité ne peut donc pas être mise en jeu sur ce fondement.

Risque lié au C.F.D. (contract for difference)

Le C.F.D. permet de spéculer sur une action en visant :

- soit une hausse et donc gagner si le cours monte
- soit une baisse et gagner si le cours de l'action baisse

Le C.F.D. est un produit à effet de levier, qui permet donc de démultiplier les gains (ou les pertes) en fonction des variations de l'action, avec des leviers pouvant aller jusqu'à 100.

Avec un levier 5, une variation de 1 % du cours de l'action correspond à une variation de 5 % de la position engagée, à l'achat ou à la baisse.

Arprice considère que les opérateurs maniant le C.F.D. et le Trading Haute fréquence contournent le SRD court alors qu'Arprice est au SRD long Only. De plus, ces opérateurs n'agissent pas avec la

même transparence de marché qu'avec le SRD. Ce détournement, qui semble être validé par les autorités de tutelles, est incontestablement nuisible à Artprice dans la mesure où il déconstruit le carnet d'ordres en misant à la baisse.

Risque lié au développement croissant des plate-formes alternatives : une véritable opacité sur le marché boursier

Depuis l'entrée en vigueur de la directive MIF, un ordre de bourse peut être exécuté par Euronext (ancien monopole), par une plate-forme électronique alternative (Chi-X, Turquoise, Equiduct, ...) ou par un « internalisateur systématique ».

Transposée en 2007 en France, cette directive européenne, baptisée MiFID (Markets in Financial Instruments Directive), a surtout permis au lobby bancaire de tirer profit du marché de la négociation des actions. Car les banques ont à la fois internalisé les transactions, ce qui leur a permis de croiser directement les ordres d'achat et de vente de leurs clients en interne sans passer par le marché, et créer des plate-formes spécialisées, les MTF (Multilateral Trading Facility), dont elles sont les clientes et les actionnaires majoritaires.

C'est ainsi qu'en quelques années, une demi-douzaine de grandes plate-formes alternatives se sont créées (BATS, Turquoise, Chi-X, Equiduct ...). Trois de ces plate-formes dominent le marché. Bats aux Etats-Unis. et en Europe, Turquoise et Chi-X. Turquoise a été créée en 2008 par une dizaine de banques – dont BNP Paribas, Citigroup, Deutsche Bank, UBS, ou Morgan Stanley- et appartient depuis 2010 au LSE (London Stock Exchange). La seconde, Chi-X a fusionné en 2011 avec Bats Europe, filiale de Bats Global Markets.

A également vu le jour la plate-forme Equiduct qui était auparavant détenue en majorité par Citadel Securities. À partir de l'outil technologique de l'EASDAQ, Equiduct, la Bourse de Berlin tente en 2008 de bâtir un nouveau marché boursier alternatif en Europe, de la catégorie des systèmes multilatéraux de négociation (*multilateral trading facilities* ou *MTF*), à l'instar de Chi-X ou Turquoise.

Ces plate-formes échangeaient, en 2011, l'équivalent de 1,2 milliard d'euros par jour, soit 3,1 % des titres négociés sur les marchés européens. Mais en France, Chi X passait déjà, à lui seul, 20 % des volumes sur les titres du CAC 40 et, aux Etats-Unis, l'ensemble des plate-formes existantes représentait déjà 12 % des transactions.

Face à cette offensive, les Bourses traditionnelles ont créé, de leur côté, leurs propres plate-formes alternatives, ou en ont racheté une. La plateforme Turquoise a par exemple été acquise par le LSE (London Stock Exchange). Au point qu'on finit par ne plus vraiment savoir qui fait quoi.

Ainsi l'existence de places financières différentes rend extrêmement difficile la surveillance des marchés par les autorités de contrôle. Plusieurs sociétés cotées, notamment du CAC40, se sont d'ailleurs plaintes officiellement de ne plus pouvoir retracer qui achetait et vendait leurs propres titres. Il est vrai que le principe même de ces plate-formes ne les pousse pas à la transparence. C'est d'ailleurs cette absence de transparence qui leur vaut l'appellation de « Dark Pools ». La MIF leur permet en effet d'exécuter certains ordres en toute confidentialité, en utilisant certaines exceptions aux règles de transparence pré-négociation. C'est-à-dire qu'elle les a autorisés à réaliser des transactions "à l'aveugle", autrement dit sans être obligés de révéler, avant la transaction, le prix auquel l'ordre sera exécuté. Ces pratiques existent déjà aux Etats-Unis mais la consolidated tape répertorie toutes les plates-formes de transaction et assure que l'information post-négociation est accessible. Cela permet à tous les opérateurs de savoir où l'exécution s'est faite à meilleur prix.

Ce n'est pas le cas en Europe ce qui signifie qu'aujourd'hui, une part significative des transactions se fait donc sans que l'équilibre de l'information, base de l'existence de plate-formes de négociations officielles, soit respecté.

Selon l'AMF, si l'on considère les volumes sur le CAC40 par type d'exécution, en prenant donc aussi en compte les "dark pools" (système anonyme) et les échanges de gré à gré (en dehors du marché organisé), on s'aperçoit qu'Euronext, la "Bourse de Paris", ne représente que 30% des volumes échangés (source AMF : "Risques et Tendances N°16 : Cartographie 2015 des risques et tendances sur les marchés financiers et pour l'épargne").

Enfin, des interrogations pèsent sur le développement des transactions **large-in-scale** (LIS). En effet, la mesure relative au **mécanisme du double plafonnement** (double volume cap en anglais ou DVC) ne s'applique pas aux ordres de taille importante (large-in-scale) qui peuvent continuer à être négociés sur plates-formes dark, y compris pour les titres concernés par la suspension de la dérogation de transparence pré-transaction. Il semblerait ainsi que certains participants attendent d'agréger suffisamment d'ordres de petites tailles afin de conserver leur capacité à traiter sur plates-formes dark une fois la taille LIS atteinte. Or, si la part de marché des transactions LIS est en constante augmentation depuis deux ans, l'entrée en vigueur du DVC se serait traduite par une accélération de cette tendance. Ainsi, Tabb Forum estime que, en Europe, le LIS représente 36 % des volumes des plates-formes dark à fin mars 2018 pour un montant moyen journalier de 1,2 milliard d'euros, contre 20 % en moyenne sur l'année 2017. Ce comportement consistant ainsi à différer l'exécution d'un ordre client afin d'atteindre une taille LIS permettant de contourner le DVC pourrait nuire directement à la qualité d'exécution des ordres clients et contrevenir à l'obligation de meilleure exécution.

La fragmentation du marché entre différentes plateformes entraîne donc une diminution de la liquidité et peut tendre à dégrader le processus de formation des prix. Pour résumer, la Directive MIF a permis la hausse de la concurrence et donc la baisse des coûts liés aux transactions boursières, mais a créé de nouveaux risques liés à l'opacité d'une partie d'entre elles ! Pour y remédier, une nouvelle directive, la Directive européenne MIF 2, a été votée en 2014 et est entrée en vigueur en janvier 2018. Elle prévoit "une large refonte des exigences de transparence pré- et post-négociation". L'idée de cette Directive est de garder le côté positif de MIF, qui a cassé le monopole, tout en essayant de rendre le marché plus transparent en limitant les transactions de gré à gré et les dark pools. La directive MIF2 avait également comme ambition d'améliorer la transparence sur les marchés boursiers et les rendre plus sûrs et plus efficaces mais le recours aux IS par les principaux acteurs (banques, courtiers ...) sur les marchés boursiers pourrait être une voie de contournement pour les acteurs des marchés. On assiste depuis l'entrée en vigueur de MIF2 à une explosion de la part de marché des IS. Alors qu'en 2017, on dénombrait 14 IS actifs sur les valeurs françaises pour une part de marché cumulée inférieure à 1 %, ils sont désormais 28 et totalisent un tiers des volumes totaux (et les trois quarts des volumes OTC) (Source cartographie 2018 des marchés et des risques publié par l'AMF le 5/07/18).

Arprice, dans un souci de transparence et d'équité entre les actionnaires et les investisseurs novices et aguerris, a fait un important travail de communication à ce sujet tout au long de l'exercice et continuera à le faire durant les exercices à venir afin que les investisseurs et actionnaires d'Arprice aient conscience que l'information donnée par Euronext sur les échanges boursiers du titre Arprice n'est qu'une partie des données boursières concernant ce titre qui est en réalité beaucoup plus liquide avec, notamment, un nombre conséquent d'échange via d'autres plateformes alternatives comme Equiduct.

4.1.4) Risque lié aux analyses financières

Artprice ne peut garantir de quelle que manière que ce soit les analyses, projections économiques, comptables et financières, commentaires, recommandations en provenance de bureaux ou sociétés de bourse ayant contracté avec Artprice (ex: Bryan & Garnier) pour produire une ou plusieurs analyses. Ces analyses doivent être prises à titre purement indicatif et constituent uniquement une grille de lecture et une pédagogie sur les produits et services d'Artprice, le marché de l'art, ses concurrents, ses barrières d'entrée et son évolution. Elles ne constituent en aucun cas un quelconque engagement donné, une promesse ou un prévisionnel à atteindre. Elle restitue essentiellement une multitude d'éléments permettant à l'actionnaire potentiel de comprendre les origines de la société, son développement en cours ainsi que ces évolutions et tendances dans l'avenir. Ces analyses doivent être considérées comme de simples hypothèses de travail soumises aux aléas et à des facteurs risques figurant dans le présent document ou inconnus à ce jour. Les seuls documents légaux et opposables à tous sont le document de référence, le rapport financier annuel et le rapport financier semestriel. La société Artprice indique clairement qu'elle ne peut être tenue responsable de tout autre document et/ou information publié(e) à son sujet.

De même, des analyses indépendantes, statistiques, études, rapports ... produits par des bureaux d'analyses, d'études ou de compagnies de bourse sont réalisés à l'insu d'Artprice. Artprice a pu constater de nombreuses erreurs, voire des fautes graves ou lourdes, de par la méconnaissance du marché de l'art et des produits et services d'Artprice. A ce titre, Artprice met en garde les investisseurs sur ces types de documents qui peuvent induire en erreurs, voire même constituer des infractions au code monétaire et financier par les recommandations apportées par ces derniers qu'Artprice n'a jamais rencontrés.

4.1.5) Risque lié aux interviews et/ou aux articles de presse

Contrairement à la presse anglo-saxonne et des idées reçues, les interviews portant sur Artprice ou sur la valeur action ne sont jamais validées de quelle que manière que ce soit par la Direction d'Artprice. De ce fait, de nombreuses erreurs, parfois lourdes de conséquence, se retrouvent, entre autres, dans la presse économique et financière, notamment sur les sites Internet. Artprice ne peut, pour des raisons financières, poursuivre de manière régulière, sur la base des ordonnances de presse de 1881, ces erreurs, coquilles ou fausses interprétations. Artprice met en garde contre les fausses informations et/ou les erreurs et rappelle que seule la communication réglementée d'Artprice, diffusée exclusivement par des organismes habilités par l'AMF et/ou reprise avec le copyright desdits diffuseurs habilités par des supports notoirement connus, peut être considérée comme une information fiable à l'exclusion de toute autre source écrite et/ou audiovisuelle.

4.2) RISQUES JURIDIQUES

4.2.1) Risques liés à la commercialisation des banques de données d'Artprice au sein de la République Populaire de Chine dans le cadre du partenariat avec Artron

Depuis près de 10 ans, Artprice travaille en harmonie avec le groupe Artron et sa filiale AMMA (Art Market Monitor by Artron) pour produire le Rapport Annuel sur le Marché de l'Art qui fait référence depuis 21 ans dans le monde entier.

Artprice a signé avec le groupe Artron, en octobre 2018, un partenariat exclusif de ses banques de données consultables par abonnements en Chine.

Avec près de 10 ans de partenariat éditorial, Artprice a pu valider les compétences et la situation exceptionnelle dont bénéficie Artron dans le Marché de l'Art en Chine.

Pour cela, nous renvoyons le lecteur aux différentes annonces publiées sur le site d'Actusnews, diffuseur homologué par l'AMF.

Cependant, Artprice attire l'attention sur le conflit grandissant et mondial entre les USA et la Chine qui génère un nombre de nouvelles contraintes hebdomadaires considérables.

Tout d'abord, Artprice adopte une stratégie qui concilie ses deux marchés privilégiés, à savoir les USA et la Grande Asie, dans une logique diplomatique, économique et juridique qui est complexe et lourde à gérer dans le temps mais cette stratégie donne une véritable assurance pour ses actionnaires de la croissance pérenne de ces deux marchés quels que soient les scénarios.

Le risque économique se limite, d'une part, aux frais de recherche et développement, qui sont passés la plupart en compte de charges, et, d'autre part, le chiffre d'affaires réalisé en direct par Artprice sur la Chine, Hong-Kong et Tawaï où ses clients sont désormais reroutés sur la plateforme de paiement sino-chinoise Artron/Artprice.

Artprice ne peut que constater que ce conflit, qualifié par les économistes de « péril majeur pour l'économie mondiale », ne cesse de générer en République Populaire de Chine une multitude de lois, décrets, ordonnances juridiques et/ou administratives, avec de surcroît les recommandations et directives du Parti Communiste Chinois, qui est l'organe central du pays.

Le démarrage de la commercialisation des banques de données Artprice avec l'aide d'Artron a déjà fait l'objet d'un recul de calendrier, notamment par la directive du parti qui veut privilégier le marché intérieur chinois et limiter les sorties de capitaux.

Dans ce cadre, il est demandé aux opérateurs de vérifier si le client a franchi ou non les limites en devises dont le plafond est régulièrement révisé par l'administration, selon le statut des personnes physiques ou morales. La somme du fait du conflit USA/Chine, est à la baisse (pour avril 2019 = 3000 \$/an) et les conditions d'achat d'exportation par les consommateurs chinois d'Artprice sont de plus en plus draconiennes.

Artron a donc proposé de se subroger à la plateforme de paiement d'Artprice pour endosser les flux financiers des abonnements sur le territoire chinois par une plateforme de paiement qui est physiquement implantée en Chine et détenue par une société de droit chinois.

De même, au regard de différentes réglementations administratives et lois et dans le respect de ses dernières, Artprice est une société qui délivre des informations sur le marché de l'art très qualifiées et uniques au monde et qui, en même temps, enregistre des données propres à ses clients pour ses abonnements. De ce fait, en février 2019, de nouvelles directives administratives et lois chinoises ont imposé une multitude de contraintes auxquelles Artprice a dû se soumettre.

Pour autant, Artprice a toujours adopté, depuis 21 ans, une règle identique pour tous les pays du monde entier, à savoir, en aucun cas, elle ne confie ses banques de données uniques au monde à un

tiers, qu'il soit opérateur télécom, distributeur, opérateur en ligne etc, protège et ne cède pas à des tiers les données à caractère personnel de ses utilisateurs...

Artprice doit donc, dans le cadre de son contrat avec Artron, faire preuve d'une grande diplomatie et s'adapter au jour le jour aux nouvelles lois et directives chinoises, en ayant pour souci de préserver ses principaux actifs que sont ses banques de données uniques au monde.

Il faut souligner que la multitude de règlements et directives administratives, lois, textes, décrets et ordonnances chinois ne sont pas traduits en anglais et sont donc soumis à l'appréciation de traducteurs qui peuvent eux-mêmes faire des erreurs d'interprétation et/ou de traduction.

Un problème nouveau est apparu à la fin du premier trimestre dans le conflit USA/Chine où désormais, au-delà du relèvement des taxes douanières, se greffe un problème plus grave qui est l'interdiction sur les logiciels, hardware, brevets et licences où chacun des deux blocs posent des interdictions en riposte à l'autre au cours d'une même semaine. Dans ce cadre Artprice est obligé de vérifier si ses codes source sont ou non visés. C'est une incertitude complexe à gérer car la mondialisation a fait en sorte que les logiciels et matériels informatiques fabriqués où qu'ils soient font appel concomitamment à une somme de brevets et licences tant américains que chinois.

Artprice, quels que soient les scénarios futurs du fait du conflit USA/Chine, garde une ligne de conduite, en terme de propriété intellectuelle, inchangée depuis 21 ans à savoir :

- Artprice ne vend pas, ne concède pas et n'héberge pas ses banques de données en dehors de ses propres machines,
- Artprice s'interdit de fusionner différentes sources propriétaires dans ses banques de données,
- Le savoir faire et la chaîne des process traitant des données d'Artprice restent sa pleine propriété sans aucune concession ni cession,
- Artprice a construit ses banques de données en mandarin depuis 10 ans sans aucune aide extérieure et n'est donc pas dépendant d'une quelconque entité chinoise.

Artprice a donc pris une multitude d'attaches notamment avec les principales instances de régulation, entités diplomatiques franco-chinoises, pour s'adapter au jour le jour, tout en respectant un marketing spécifique à la Chine.

Artprice, par l'intermédiaire du cabinet d'avocats français, implanté en Chine (Beijing et Shanghai) depuis 30 ans, a déposé la phonétique de sa marque et objet social en mandarin (雅派.艺术道) afin de mieux pénétrer le marché chinois en respectant une culture millénaire. Artprice est aussi entourée de conseillers, experts et sages qui régulièrement forment ses cadres et informent l'état major d'Artprice de l'évolution politique, administrative et juridique de la Chine et des règles internes à ses 36 provinces.

De même, une veille informatique est établie par Artprice pour suivre heure par heure les informations en provenance de Chine en surveillant de manière constante les sites étatiques chinois.

Toutefois, la structure du pouvoir en Chine, détenu principalement par le Parti Communiste Chinois, est susceptible d'émettre des directives, des injonctions ou recommandations qui peuvent échapper aux services de veille mis en place par Artprice.

De plus, l'Intranet chinois n'est pas accessible en dehors des frontières, ce qui constitue un risque supplémentaire pour Artprice. En effet, pour satisfaire aux obligations des autorités chinoises, dans le cadre de la distribution de ses abonnements à l'aide d'Artron dans le marché intérieur chinois,

Artprice a dû établir une infrastructure de réseaux spécifiques d'une très rare complexité qui a pour but d'être accessible sur l'ensemble du territoire chinois, tout en préservant ses banques de données sur le territoire français avec en surcouche réseau une plateforme de paiement sino-chinoise.

Dans ce contexte, il est impossible de certifier pour Artprice, comme elle le pratique sur l'ensemble du monde grâce à son protocole de certification d'aboutissement de ses data, l'infrastructure réseaux dédiée spécifiquement à la Chine. En effet, le protocole de certification d'aboutissement des data Artprice est inopérant car il serait considéré par les autorités chinoises comme intrusif. Dans un souci de diplomatie, Artprice a donc renoncé à ce dernier pour le confier en partie à Artron.

Il existe des différences importantes entre les groupes Artprice et Artron, notamment en matière de marketing online de ventes de data, mais aussi en matière de définition de systèmes informatiques d'information et de routage de paquets TCP/IP et modes https. C'est pour cela qu'Artprice fait des navettes régulières avec ses cadres en Chine pour former Artron aux pratiques de ventes et systèmes informatiques d'Artprice. De même, Artron, de son côté, forme les équipes Artprice à l'univers culturel propre à la Chine et son mode de consommation sur Internet, les consommateurs chinois opérant différemment des occidentaux.

Concernant la comptabilité des abonnements perçus, elle est susceptible d'être modifiée à tout moment afin de s'adapter aux nouvelles réglementations et législations chinoises. En 2019, l'objectif principal de la République Populaire de Chine est le développement de son marché intérieur, ce qui amènera vraisemblablement Artprice à créer, à terme, une entité juridique chinoise pour pouvoir s'intégrer dans la logique de développement du marché intérieur et viser notamment, comme client principal, le Trésor Public chinois qui a besoin des indices et cotations d'Artprice pour calculer l'assiette fiscale sur laquelle sont apposées des taxes tant entre provinces chinoises, qu'avec les autres pays.

Cet exercice périlleux et constant est susceptible de retarder les campagnes de lancement d'Artprice. Cette prudence qu'adopte Artprice a pour but d'assurer le principe de loyauté sans faille avec le groupe Artron et les autorités chinoises ainsi que la protection des actifs corporels et incorporels d'Artprice qui doivent rester sur le territoire national français.

Depuis le premier trimestre 2019, le conflit USA / Chine continue de plus belle et les dates butoir fixées par les deux parties ont été dépassées, sans que des accords ne soient trouvés.

Il est donc vraisemblable que la Chine durcisse ses positions dans les mois à venir.

Par ailleurs, Artprice est actuellement confronté au problème concernant la 5G qui est la nouvelle norme de téléphonie dans le monde où la fonction kiosque payant va constituer la première source de revenus d'Artprice comme indiqué dans les perspectives à venir du prospectus d'introduction. En effet, en 2019, la majorité des requêtes clients provient de l'internet mobile. Le conflit USA/Chine porte sur la 5G et Huawei, qui est leader mondial dans son secteur et, selon les scientifiques indépendants, qui dispose de 18 mois d'avance sur le déploiement de la 5G par rapport à ses 2 principaux concurrents qui sont Ericsson et Nokia. D'après le journal Le Point dans son article « Huawei au cœur du nouvel ordre mondial », « Il s'agit pour certains de la première guerre technologique de l'ère numérique qui s'annonce » selon le Président russe. En effet, les USA ont interdit à leurs alliés de l'OTAN, d'utiliser la technologie Huawei, à contrario, par exemple, de la Suisse qui, au mois de mai a déployé sur l'ensemble de son territoire la 5G sans la contrainte de ne pas utiliser d'équipementier chinois. Artprice est donc, selon les pays, totalement dépendant de cette guerre technologique. La 5G, qui est l'avenir d'Artprice de par son business model, a conduit le

département informatique à adapter l'intégralité de ses banques de données pour la 5 G, qui n'est pas un simple upgrade, comme cela a été le cas entre la 3G et la 4G, mais bel et bien un nouveau système informatique, scientifique avec des protocoles réseaux qui obligent de repartir à zéro. Les bureaux d'études prévoient que la 5G en 2021 représenterait 90 % du parc mobile mondial.

4.2.2) Risque lié à la taxation sur les données numériques

Depuis l'explosion des télécommunications fin des années 90, la quantité d'information échangée en continu n'a jamais cessé de croître, dépassant même toutes les prévisions. Le développement massif du web (4,05 milliards d'internautes en 2017 selon World Stats) y a largement contribué tout comme l'arrivée récente de nouveaux objets tels que les smartphones, tablettes, capteurs en tout genre qui, selon le Cabinet Gartner, a représenté 2,5 milliards en 2015 (source : silicon.fr) et vont fortement accroître cette tendance.

Cette mutation entraîne une autre, celle de la fiscalité. En effet, alors qu'une nouvelle économie reposant sur la collecte d'informations personnelles sur la toile se met en place, des voix se font désormais entendre pour réclamer une mise en harmonie de la fiscalité des Etats avec cette réalité.

C'est ainsi qu'en juillet 2012 Bercy a mandaté le conseiller d'état Pierre Collin et l'inspecteur des finances Nicolas Colin pour faire des propositions en matière de fiscalité numérique. En janvier 2013 ce rapport proposait de taxer les données des géants du web au niveau national et international et le gouvernement français espérait introduire des dispositions dans ce sens dès le projet de loi de finances 2014.

Selon ce rapport, ce projet de taxation s'appliquerait qu'aux pratiques de collecte, de gestion et d'exploitation commerciale de données personnelles issues d'utilisateurs localisés en France et collectées grâce au fruit du « travail gratuit » réalisé par lesdits utilisateurs s'insérant de manière dynamique dans la chaîne de valeur de l'entreprise bénéficiaire.

Selon le Figaro, la taxe pourrait toucher en sus des géants de l'économie numérique, tels que Google, Facebook, Apple, Youtube .., les entreprises plus traditionnelles, tels que les banques en ligne, les grands sites de e-commerce, qui pourraient être concernées par cette taxe assise, en fait, sur les bases de données.

De nouveau l'étude «fiscalité et économie numérique », initiée par France Stratégie, commissariat général dirigé par Jean Pisani-Ferry et rattaché au premier ministre et rendue publique le 9 mars 2015, relance le débat d'une taxation adaptée aux spécificités du numérique. Pour Axelle Lemaire, Secrétaire d'État chargée du numérique, il faut une harmonisation européenne pour taxer les bénéficiaires « là où la valeur est créée ».

Le débat a été relancé par l'actuel ministre de l'économie française, Monsieur Bruno Le Maire, lors du premier sommet européen dédié aux questions numériques les 28 et 29 septembre 2017. L'idée de la France via la « taxe GAFA » est davantage de répartir les contributions fiscales des géants du numérique en Europe. La proposition de la France part du principe suivant : si les multinationales du numérique ne payent pas la juste part d'impôt correspondant à leurs activités dans chaque pays européen, c'est leur chiffre d'affaires, calculé par les paiements des clients, qui doit être imposé, plutôt que les bénéficiaires, facilement dissimulables dans l'opacité des paradis fiscaux.

De même l'eurodéputé Alain Lamassoure, co-rapporteur au Parlement européen du projet de création d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) a l'échelle

européenne propose de baser une taxe sur la « présence numérique » c'est à dire basée sur le volume de données personnelles collectées, qui constitue le seul élément non délocalisable.

Dans son discours du 6 mars 2019, Monsieur Bruno Le Maire a présenté son projet de loi sur la taxation des gérants du numérique. Les grandes entreprises de la publicité ciblée, de la vente de données ou percevant des commission au travers de leurs plateformes seraient taxées en France à hauteur de 3% de leur chiffre d'affaires sur le territoire. En Europe, le projet est en revanche bloqué.

Ces propositions posent toutefois à ce jour plusieurs difficultés, notamment en matière de contrôle par l'administration des données taxées et/ou l'obtention obligatoire d'une position unanime de tous les pays membres de l'union européenne.

Par ailleurs, l'accord signé fin janvier 2019 par 127 pays membres de l'OCDE pour revoir la fiscalité des entreprises du numérique pose de nombreuses questions et aucune des solutions envisagées ne semble faire l'unanimité. Cette direction commune va d'ailleurs engager une période de réflexion autour des solutions techniques qu'il est possible de mettre en place, alors que certains pays — dont la France — ont déjà pris « le taureau par les cornes ». Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, espère ainsi qu'un vote de la fameuse “taxe Gafa” puisse avoir lieu à l'Assemblée nationale avant l'été. Il serait question en France de taxer les entreprises réalisant un chiffre d'affaires global de plus de 750 millions d'euros (dont 25 millions en France) via leurs services numériques. Cette taxe, d'un montant maximum de 5 % du chiffre d'affaires, pourrait rapporter quelque 500 millions d'euros chaque année à l'État. Or, cette méthode de taxation fait débat (source : article 11/02/19 www.lesnumériques.com).

Au regard des critères actuels avancés par le ministre de l'Économie et des Finances, la société Artprice, ne devrait pas être concernée par cette taxe mais elle va suivre de près les projets sur ce sujet et, en cas d'évolution des critères, si la taxe venait à s'appliquer à ses activités elle risquerait de réduire ses résultats à moins d'aménager sa politique économique, marketing et financière en conséquence pour compenser cette charge supplémentaire.

De même, au regard des évolutions fiscales nationales et internationales qui deviennent relativement instables, complexes et divergentes d'un pays à l'autre, Artprice a renforcé sa veille juridique et fiscale afin d'adapter au mieux son activité et son développement et met tout en œuvre pour qu'elles impactent le moins possible sa croissance.

4.2.3) Risque lié à la taxation des revenus générés par les utilisateurs de plateforme mettant en relation des personnes à distance par voie électronique en vue de la vente d'un bien, de la fourniture d'un service ou de l'échange ou du partage d'un bien ou d'un service

L'article 87 de la loi de finances pour 2016 met en place un dispositif qui a pour but de clarifier les obligations déclaratives des contribuables qui exercent des activités lucratives via ces plateformes. Les entreprises mettant en relation des personnes à distance par voie électronique en vue de la vente d'un bien, de la fourniture d'un service ou de l'échange ou du partage d'un bien ou d'un service, sont tenues de fournir à leurs utilisateurs deux sortes d'information :

- donner, à l'occasion de chaque transaction, une information loyale, claire et transparente sur les obligations sociales et fiscales qui incombent aux personnes qui réalisent des transactions commerciales par leur intermédiaire,

- adresser à leurs utilisateurs, en janvier de chaque année, un document récapitulant le montant brut des transactions dont elles ont connaissance et qu'ils ont perçu, par leur intermédiaire, au cours de l'année précédente.

Ces plateformes doivent faire certifier chaque année, avant le 15 mars, par un tiers indépendant, le respect, au titre de l'année précédente, des obligations d'information décrites ci-dessus.

Ce nouveau dispositif s'applique aux transactions réalisées à compter du 1^{er} juillet 2016 et concerne, pour Artprice, uniquement sa Place de Marché aux enchères.

Le décret d'application du 2 février 2017 est entré en vigueur le 4 février 2017. La Direction Générale des Finances Publiques avait confirmé, dans son courrier du 8 mars 2017, que la société Artprice, ne connaissant pas les transactions effectivement réalisées sur sa Place de marché à prix fixe, n'est pas concernée par les dispositions énumérées par ladite loi de finances pour 2016 et son décret d'application au niveau de l'information annuelle récapitulative à transmettre aux utilisateurs.

Au regard des difficultés d'interprétation relatives à ce régime de déclaration ainsi qu'à sa complexité, le législateur a tenté de revoir l'intégralité des **devoirs fiscaux et sociaux des plateformes en ligne**.

C'est ainsi que la [Loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude](#), en son article 10, a réformé l'intégralité des obligations reposant sur les plateformes en ligne.

Le nouveau texte prévoit que l'obligation de fournir une information à l'occasion de chaque transaction n'est pas modifiée, tout comme l'obligation de faire figurer les liens vers les sites internet de l'**Administration fiscale** et de l'**Administration sociale**.

Les nouvelles dispositions sont venues renforcer les éléments à fournir aux utilisateurs de manière annuelle, et au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle de la perception des gains.

A compter du 1^{er} janvier 2019, les plateformes devront distinguer le montant total brut des transactions réalisées par l'utilisateur des transactions portant sur « *la vente entre particuliers de biens mentionnés au II de [l'article 150 UA](#) ou sur une prestation de services dont bénéficie également le particulier qui la propose, sans objectif lucratif et avec partage de frais avec les bénéficiaires* ».

Les plateformes n'auront plus à faire certifier par un tiers indépendant, le respect, au titre de l'année précédente, des obligations d'information décrites ci-dessus mais elles auront désormais l'obligation d'adresser par voie électronique à l'administration fiscale l'ensemble de ces informations, au plus tard le 31 janvier, pour les utilisateurs ayant perçu plus de 3 000 € ou ayant effectué plus de 20 transactions au cours de l'année précédente.

4.2.4) Risque lié aux réseaux sociaux

Les risques principaux concernant l'usage par l'entreprise des réseaux sociaux sont :

- Des attaques de “malware” ou des tentatives de “phishing”, menant à l'infiltration de logiciels malveillants dans l'infrastructure de l'entreprise ;

- La perte de données sensibles par le biais d'employés mal informés sur l'utilisation et la sécurité de ces réseaux ;
- La dégradation de l'image de l'entreprise, via le détournement de comptes existants ou la création de faux comptes par des individus ne travaillant pas dans l'entreprise.

Des risques spécifiques à chaque réseau : Bien que ces menaces concernent n'importe quel réseau social, les principaux risques pour chacun des réseaux étudiés sont :

- Pour Facebook : les problèmes de “*malware*” et de “*phishing*” qui sont les plus récurrents, additionnés aux applications développées par des entités tierces via l'API (*Application Programming Interface*) qui peuvent parfois présenter des problèmes de sécurité dans un environnement professionnel ;
- Sur Twitter : le problème majeur est la facilité avec laquelle il est possible de “*spammer*”. La majorité des membres ont la mauvaise habitude de suivre toute personne qui les suit. Ainsi n'importe qui peut créer facilement un compte Twitter, suivre des milliers de personnes qui le suivront en retour et envoyer des messages contenant des URL malveillantes ;

Pour limiter ses risques l'entreprise ne confie la gestion de ces réseaux sociaux qu'à un nombre très restreints de salariés formés sur l'utilité et les risques liés à l'usage des réseaux sociaux. De même la société a défini et délimité le périmètre d'utilisation de ces réseaux et ses objectifs.

Par ailleurs, il existe sur Facebook un certain nombre de risques à identifier. Facebook ne définit pas clairement la pleine propriété des clients acquis de manière interne ou externe qui aboutissent sur la page officielle d'Artprice sur Facebook. De même, Facebook ne cède ou ne concède des systèmes de sauvegarde autonome permettant de garder les postes (communiqués), les liens de partage HTML et les « like ». Facebook affirme qu'il dispose de moyens de sauvegarde puissants et que ses clients professionnels ne peuvent pas avoir accès au stockage de leurs données, Facebook s'en réservant l'exclusivité, à contrario de certains services qui, moyennant finance, propose des SSII qui assurent cette conservation des données. Comme la plupart des grands groupes, 97 % des sociétés appartenant au S&P 500 sont sur Facebook. Artprice, en sa qualité de leader mondial de l'information sur le marché, se doit d'être présent sur Facebook. Ce réseau étant incontournable, Artprice, en moins de quatre années s'est assurée d'être, de manière incontestable, sur Facebook, le site leader mondial de référence sur les données relatives au marché de l'art. Pour cela des moyens financiers très importants pour Artprice ont été engagés depuis septembre 2013. Ils ont continué en 2018 et se poursuivront sur les exercices à venir. Il faut rajouter à ces sommes allouées à Facebook le coût de production de 7300 dépêches/an entraînant des frais de rédaction, d'infographie et de traduction spécifiques au format imposé par Facebook.

Il existe un risque minime que Facebook perde sa suprématie dans son secteur. De même, les sommes importantes engagées par Artprice, au regard des CGV et CGU de Facebook, ne donnent pas, selon notre analyse, tous les gages de confiance d'un retour proportionnel aux sommes dépensées. Facebook, en tant que leader mondial incontesté, modifie de manière quasi hebdomadaire ses CGV et CGU, ses tableaux de bord, ses outils analytiques ainsi que ses règles et algorithmes de classement et de partage. Ainsi, pour minimiser au mieux les risques, Artprice fait appel à des consultants et surtout au n°1 mondial de l'analyse de données de Facebook, le groupe Social Bakers, qui est indépendant de Facebook et permet de croiser l'information entre Facebook et la leur. Pour information, de nombreux fans lisent régulièrement les dépêches sous forme de post en différentes langues que publie Artprice.

Enfin, la société Artprice ne peut en aucun cas certifier les chiffres que Facebook ou Social Bakers lui fournissent, notamment sur le nombre de membres, le nombre de lecteurs, le nombre de post vus et la répartition géographique des utilisateurs. Facebook donne aux professionnels, comme Artprice, des Intranets extrêmement puissants leurs permettant d'extraire un nombre impressionnant de données marketing et financière qui, de facto, se retrouvent dans l'information réglementée d'Artprice, sans qu'Artprice ne puisse posséder le code source ou un code ouvert lui permettant, indépendamment de Facebook, de vérifier les outils marketing, comptable et analytique de Facebook. De manière plus général, la nouvelle présentation chiffrée des clients et membres d'Artprice, leur répartition géographique ainsi que les différentes études portant sur le fonds de commerce d'Artprice sera désormais produites en consolidant des données de source Artprice et des données fournies par Facebook et sur lesquelles la responsabilité d'Artprice ne peut pas être engagée.

De même, Facebook, pour des raisons totalement étrangères à Artprice, est susceptible de fermer certains pays (ex : la Chine) ou restreindre la communication d'Artprice selon des règles internes qui lui sont propres.

De même, Artprice a pris une position très forte sur Twitter avec des campagnes ciblées sur les grands acteurs du marché de l'art, principalement sur l'Amérique du Nord, avec 85 cibles qualifiées soit un fichier ultra-pointu de 9 millions d'utilisateurs (maisons de vente, galeries, marchands, institutions, presse artistique). Les risques relatifs à l'utilisation de Twitter sont pratiquement identiques à ceux développés dans le présent paragraphe concernant Facebook.

Pour 2019 et les années à venir, Artprice émet un risque à savoir qu'il abandonne 100 % de son achat d'espace dans la presse artistique et réoriente ses budgets publicitaires conséquents se chiffrant en plusieurs centaines de milliers d'euros, sur 3 réseaux principalement, Facebook, Twitter et Google +. Les résultats sont très prometteurs, notamment avec Twitter, avec une campagne ciblant 9 millions de d'utilisateurs liés à l'Art, Artprice obtient 3,85 % d'implication aux USA(retweet, like, abonnement, clic sur le lien de la société...).

4.2.5) Risque lié à la remise en cause par la République populaire de Chine du régime d'exception d'Hong Kong

Artprice a été la première agence de presse dans le monde, à annoncer et certifier, chiffres à l'appui, en 2010 que la Chine était devenue dans le marché de l'Art la première puissance mondiale sans contestation possible devant les USA, place qu'elle retrouve en 2016.

C'est donc avec une logique implacable qu'Artprice a ouvert, comme prévue à ses engagements, son bureau le 14 août 2012 à Hong Kong qui est le laboratoire d'essai de la République Populaire de Chine et la porte d'entrée de toute l'Asie. Hong Kong avec son port franc, est déjà dans les quatre premières places du marché de l'art mondial. L'économie du marché de l'art en Asie repose en grande partie sur son marché intérieur.

Loué au Royaume Uni pour 99 ans, Hong Kong est revenu à la République populaire de Chine au terme du bail en 1997, comme annoncé par la déclaration commune sino-britannique, signée le 19 décembre 1984, par laquelle le Royaume-Uni s'engageait à remettre à la Chine l'ensemble de la colonie en 1997. La République populaire, quant à elle, s'est engagée à maintenir les systèmes économique et législatif et le mode de vie hongkongais pendant 50 ans. C'est la politique dite « un

pays, deux systèmes ». Le 1er juillet 1997, Hong Kong devient la première région administrative spéciale chinoise.

En vertu de la loi fondamentale de Hong Kong et de la déclaration commune sino-britannique, Hong Kong a un système légal et judiciaire distinct de celui de la Chine continentale.

Hong Kong a ainsi gardé la tradition de Common law établie lors de la colonisation britannique alors que la Chine continentale obéit à un système de droit civil. De plus, les règles de common law et les lois en vigueur avant la rétrocession restent valables sauf si elles contredisent la loi fondamentale. Hong Kong n'obéit pas aux lois nationales de la République populaire de Chine sauf exceptions (défense, affaires étrangères).

Les manifestations de Hong Kong à partir de septembre 2014 dites « révolution des parapluies » ont été menées par des militants pro-démocrates, regroupés au sein du collectif Occupy Central with Love and Peace, plus communément appelé Occupy Central, à l'initiative de Benny Tai. Ces derniers s'opposent au gouvernement chinois et à son projet de limiter la portée du suffrage universel pour l'élection du Chef de l'exécutif de Hong Kong en 2017,

Ainsi, bien que le risque existe, il reste marginal et Artprice, dans ce cas, prendrait toutes les mesures nécessaires pour assurer au mieux la sécurité de son entreprise et ses données, Artprice émet le risque que la république populaire de Chine pourrait remettre en cause tout ou partie des systèmes politique, économique, fiscal, juridique et judiciaire actuels et provisoires de Hong-Kong pour imposer ceux de la république populaire de Chine avec toutes les conséquences que ces derniers auraient sur la liberté d'entreprendre, le régime fiscal, le traitement des travailleurs étrangers sur le territoire, la liberté des droits de l'homme De même, les pratiques commerciales, la mentalité des acteurs du marché de l'art, sont fondamentalement différentes des structures du marché de l'art en Europe et aux USA. Artprice fait le pari et prend le risque de considérer que la structure du marché de l'art asiatique, qui n'a environ que 15 ans, est la structure qui l'emportera sur le système européen et américain. Pari qui est désormais conforté par la suprématie absolue de la Chine et plus généralement de l'Asie depuis 2010.

Pour mémoire, en 2000, la Chine pesait à peine 2 % du marché de l'art mondial pour avoisiner en 2018, les 30 %. La Place de Marché Normalisée aux enchères et à prix fixe a vraisemblablement pour vocation, à terme, de s'installer progressivement, puis intégralement, à Hong Kong et/ou en Chine continentale. Dans ce cadre, Artprice met en garde ses actionnaires sur les nombreuses réformes qui impactent les acteurs du marché de l'art, comme Artprice, qui viendraient s'établir en Chine continentale. Artprice n'a pas, pour le moment, toute l'information nécessaire à une implantation en Chine continentale de par les nouvelles dispositions tendant à réguler et moraliser le marché de l'Art.

Cette décision naît du fait de la souplesse des systèmes bancaires qui savent gérer une multitude de langues dans leurs progiciels de séquestres/mainlevées, avec un service client qui lui-même accompagnerait les clients d'Artprice dans leur langue d'origine ce qui nous fait cruellement défaut à ce jour devant les blocages législatifs et psychologiques des banques européennes (cf paragraphe risque concernant la place de marché normalisée aux enchères).

De même, les différents scandales de paradis fiscaux (ex : Affaire Cazuhac...) sont susceptibles, d'après la presse généraliste et financière, de générer des lois, règlements, ordonnances, circulaires ... qui pourraient affecter le déplacement d'Artprice vers l'Asie et, notamment, Hong-Kong. En effet, le cœur du marché de l'art se trouve désormais en Chine avec environ 30 % de part de marché par rapport à la France qui représente 4 %. Il est donc évident, comme tout industriel avisé,

qu'Artprice doit impérativement se rapprocher de son cœur de marché, notamment pour être en conformité avec la législation chinoise. Il n'est pas exclu qu'Artprice soit obligé d'engager des frais importants pour démontrer aux différents ministères sa bonne foi et que l'avenir d'Artprice ne soit plus en France pour de longues années faute de marché.

4.2.6) Risque de prétendue revendication de droit d'auteur sur les catalogues de ventes des Maisons de Ventes :

Il existe un infime risque potentiel de prétendue revendication de droit d'auteur des Maisons de ventes sur leurs catalogues de ventes aux enchères, alors que ces derniers ne sont pas des œuvres de l'esprit susceptibles de protection par le droit d'auteur comme l'a d'ailleurs confirmée la célèbre Troisième Chambre du Tribunal de Grande instance de Paris (qui traite exclusivement, dans le cadre de ses quatre sections, des affaires de propriété intellectuelle et dont, à ce titre, les décisions font autorité en la matière), dans ses jugements dans les procédures nous ayant opposés à 5 maisons de ventes.

Pour mémoire, depuis la création de la société, Artprice a une ligne de défense conforme aux textes et lois en vigueur en France, en Europe, en Asie et aux USA sur la propriété littéraire et artistique.

Depuis fin août 2007, à titre accessoire, Artprice a ouvert un nouveau service au sein de ses bases de données : le service Artprice Images(R). Elle propose l'accès, par lot et par artiste, aux informations relatives aux œuvres d'art vendues aux enchères publiques sur le territoire national et international, de 1700 à nos jours, service dénommé << Artprice Images >>, pour lequel elle paye des redevances auprès de l'ADAGP, société française de gestion collective dans les arts visuels représentant 43 sociétés de droits d'auteur dans différents pays.

Ainsi, Artprice Images reproduit l'objet mis en vente ou déjà vendu et fait figurer à sa droite le prix au marteau, l'estimation, la discipline concernée, la technique utilisée, la date de vente, le lieu de vente, les dimensions de l'objet, la maison de vente, la date de création de l'œuvre, le numéro du lot, les signes distinctifs et le numéro de la page du catalogue sur laquelle il est possible de visualiser l'objet.

Il est à noter qu'Artprice figure parmi les principaux payeurs de droit de reproduction à l'ADAGP. Les journaux internationaux présentent cet accord comme un véritable succès conciliant respect des droits de reproduction et mondialisation de l'information sur le marché de l'art, assurant une rémunération importante aux auteurs, ou à leurs ayant-droits, membres sociétaires de l'ADAGP.

Artprice rappelle, entre autres, qu'au titre du décret n°81-255 du 3 mars 1981 tel que modifié par le décret n°2001-650 du 19 juillet 2001, le catalogue de vente aux enchères n'était qu'un document informatif et non original, donc non créateur de droit d'auteur. De plus, les maisons de ventes sont bien conscientes que leurs catalogues ne relèvent pas du droit d'auteur puisqu'elles choisissent délibérément d'en soumettre la vente au taux normal de TVA, au lieu du taux réduit de 5,5 % s'appliquant aux ouvrages transcrivant une œuvre de l'esprit (art. 278 bis, 6ème du Code général des impôts).

En effet, dans la mesure où le Code Général des Impôts donne le libre choix aux producteurs de catalogues d'opter pour la TVA à taux réduit, en cas de droit d'auteur, ou pour la TVA à taux normal en cas d'absence de droit d'auteur, c'est en toute connaissance de cause que toutes les Maisons de

Ventes ont choisi le taux normal et ont donc reconnu, malgré le surcoût que cela engendre pour leurs clients, que leurs catalogues n'étaient pas des œuvres de l'esprit.

Ce choix est d'ailleurs conforme à la doctrine fiscale qui exclut expressément du bénéfice du taux réduit, les catalogues dépourvus de contenu créatif et dont la finalité essentielle est la vente des produits présentés et parmi ceux-ci, les catalogues de ventes aux enchères publiques (bulletin officiel des impôts numéro 82 du 12 mai 2005, NAK 12).

De même, il existe une multitude de travaux de juristes, textes réglementaires, décrets et ordonnances, codes de déontologie, règlement ordinal, qui définissent clairement le catalogue de ventes, appelé plaquette de ventes, comme un banal outil d'aide à la vente publique dont la seule fonction est d'assurer la publicité légale des ventes aux enchères publiques. Quelles que soient les périodes, que ce soit avant la réforme de 2000 et le décret de 2001, mais aussi après la réforme, invariablement, le catalogue de ventes, intitulé plaquette de ventes, est un document standard intrinsèquement et volontairement dépourvu d'originalité tel que le prévoit le législateur.

Au contraire, l'activité d'Artprice promeut ces dernières grâce au processus industriels qu'elle a mis en place et dont les données en résultant sont couramment utilisées par les maisons de vente pour l'élaboration de leurs propres catalogues de vente.

Cette démarche juridique innovante démontre qu'Artprice a toujours mis un point d'honneur à respecter le droit de représentation et le droit de reproduction des auteurs. La démarche d'Artprice est régulièrement citée en exemple par les différents Ministres en exercice et répond pleinement au souhait du Ministre de la Culture sur la rémunération du droit d'auteur à l'heure d'Internet.

À la différence de ce qu'offrent les maisons de ventes aux enchères qui se contentent de proposer au téléchargement leurs propres catalogues gratuitement sur leur site Internet sans contrepartie, Artprice démembré ces catalogues afin d'en analyser les données selon un processus industriel spécifique puis inclut les données qui ont été analysées dans plusieurs champs variables constituant des banques de données originales sur lesquelles une protection s'exerce au titre du droit sui generis.

Elle les met en ligne accompagnées de commentaires de ses propres rédacteurs historiens couplées ou raccordées à ses bases biographiques propriétaires et à ses données indiciaires uniques au monde et protégées au titre du Code de la propriété intellectuelle.

L'ensemble des processus industriels d'Artprice est déposé et protégé par l'A.P.P. (Agence de Protection des Programmes). Ces processus industriels normalisent le marché de l'art (ID artiste, ID œuvre, ID catalogue raisonné, ID bibliographie, ID estimation/économétrie...).

Ce savoir-faire unique au monde est parfaitement expliqué dans la vidéo en 5 langues qui décrit Artprice : <http://web.artprice.com/video/>

Le besoin pour les Maisons de Ventes de souscrire un abonnement chez Artprice est vital pour elles (toutes tailles économiques confondues) pour la bonne et simple raison qu'Artprice, en sa qualité de leader mondial, dispose de la banque de données la plus complète qu'il existe concernant l'information sur le marché de l'art mondial et comprenant, notamment, les données relatives aux artistes et leurs œuvres d'art comme aucune autre base de données dans le monde ne possède.

Artprice a procédé durant plus de douze ans à de nombreux rachats de Maison d'Éditions de livres de cotes à travers le monde, créées, la plupart, entre 1970 et 1987.

Artprice n'a jamais consenti ou concédé, de manière contractuelle, à ces maisons de vente, ni aux experts et/ou sapiteurs agissant pour le compte de ces maisons de ventes, la moindre autorisation ou capacité juridique à contourner les conditions générales de vente ou les données protégées par Artprice, tant par le droit d'auteur que par le droit sui generis des bases de données.

Le droit sui generis (L341-1 et suivant du C.P.I.) a été prévu en Europe et en droit interne pour protéger l'investissement substantiel des bases de données (financier, matériel et/ou humain) qu'implique une telle entreprise. La protection est accordée au producteur de la base. Elle permet d'interdire l'extraction et la réutilisation de la totalité ou d'une partie substantielle de la base.

La violation du droit sui generis est sanctionnée dans les mêmes termes que le délit de contrefaçon. Artprice a régulièrement fait condamner des tiers pour l'utilisation non contractuelle de ses bases de données. Pour information, les commissaires aux comptes d'Artprice attestent que plusieurs millions d'euros ont été investis par Artprice afin d'exploiter sa banque de données *Artprice Images*.

En cas d'utilisation de la base de données d'Artprice pour produire un catalogue de vente, sans accord contractuelle venant se subroger aux Conditions Générales de Ventes, la Maison de Vente viole les conditions générales de vente d'Artprice et, à ce titre, Artprice, sur le fondement, notamment, du droit sui generis et du droit d'auteur, est, le cas échéant, en mesure de faire valoir ses droits à l'encontre des maisons de ventes. Artprice ramène la preuve d'un véritable process industriel avec une arborescence, un thesaurus et une ergonomie qui font l'objet de dépôts réguliers auprès de l'APP (Agence de Protection des Programmes).

Les conflits qu'a connu Artprice au cours de ces années n'ont jamais excédé 5 Maisons de Ventes, sur les 4500 avec lesquelles Artprice travaille depuis près de 30 ans.

Ces prétentions à détenir un droit d'auteur sont extrêmement marginales et résultent le plus souvent de manœuvres stratégiques et/ou de manœuvres intentionnelles et /ou parfois de malentendu.

Enfin, Artprice, ayant jusqu'alors gagné l'ensemble de ses procès, a pour politique de faire une demande reconventionnelle à l'égard de la Maison de Vente pour le préjudice qu'elle a subi.

4.2.7) Risque lié à l'application de la Directive Services donnant capacité aux utilisateurs d'Artprice de réaliser des opérations de courtage aux enchères par voie électronique sur la Place de Marché Normalisée® d'Artprice :

Artprice a lancé avec succès début 2005 sa Place de Marché normalisée®. Le modèle de la Place de Marché Normalisée® d'Artprice (protégée au titre de la propriété intellectuelle) est désormais éprouvé et validé par le marché de l'Art. A ce titre, Artprice engage systématiquement des poursuites en contrefaçon et/ou en concurrence déloyale à l'encontre des tiers dont le comportement porte atteinte à sa place de marché normalisée.

Artprice constate un flux d'œuvres d'art proposées mais n'est pas en mesure de certifier la somme réelle annuelle de présentation des œuvres d'art et le taux de transformation en vente de ces dernières sur sa Place de Marché Normalisée à prix fixe gratuite. Ces données chiffrées prennent en compte une multitude d'événements, notamment, les différentes repasses d'œuvres d'art n'ayant pas trouvé preneur ainsi que des œuvres, dont certaines sont millionnaires, et qui font parfois l'objet de

retrait suite à une demande motivée et justifiée d'un tiers. En effet, les maisons de ventes proposent une œuvre dans un catalogue qui, en général, n'excède pas 120 œuvres, mais ne peuvent, à contrario d'Artprice, repasser l'œuvre dans l'année en cours. Sur Artprice, un vendeur peut repasser à de multiples reprises ses œuvres sans risquer de blâmer ces dernières.

Toutes ces années expérimentales, depuis 2005, ont donné à Artprice une expérience exceptionnelle en matière d'analyse du marché de l'art dématérialisé et normalisé sur Internet. A cette compétence unique s'ajoute le premier fichier clients mondial de collectionneurs et professionnels d'art déjà actifs sur Internet.

Artprice a mis au point l'infrastructure informatique permettant d'accueillir et d'héberger autant de ventes cataloguées, ou purement numériques, qu'il est possible de concevoir. Forte de ses propres salles machines et d'une bande passante quasi illimitée, d'une capacité de stockage de 700 To, Artprice dispose de tous les atouts pour offrir aux maisons de ventes une prestation de SSII pour leur migration intégrale sur Internet.

Ainsi, en conformité avec la loi n°2011-850 du 20 juillet 2011, Artprice a lancé le 18 janvier 2012, en toute légalité et sereinement, sa Place de Marché Normalisée aux enchères®. La Place de Marché Normalisée aux enchères® d'Artprice est une infrastructure permettant aux utilisateurs d'Artprice de visualiser, participer, organiser et/ou effectuer des opérations de courtage aux enchères réalisées à distance par voie électronique. Artprice invite le lecteur du présent document à prendre connaissance des Conditions Générales d'Utilisation qui répondent à toutes les questions relatives à la Place de Marché Normalisée aux Enchères. Artprice précise, qu'à la différence des Maisons de Vente, le vendeur, au terme de l'enchère, choisit librement de retenir ou non, parmi les trois meilleurs offreurs, une de ces enchères. Le vendeur peut donc sereinement et à tout moment, tant qu'il n'a pas accepté une offre parmi les trois meilleurs offreurs, retirer son enchère.

Il est prévu dans les futurs modèles économiques qu'Artprice devienne la plate-forme d'enchères en ligne de référence pour les 6300 Maisons de Ventes auxquelles la société Artprice serait rémunérée. Dans ce cadre, Artprice deviendrait un simple prestataire de services mettant à la disposition des Maisons de Ventes une infrastructure informatique au même titre qu'une SSII. Il peut exister un éventuel risque que des Maisons de Ventes n'adoptent pas ce futur modèle économique et cessent alors leurs relations avec Artprice. Il existe un risque potentiel que la conversion de la Place de Marché Normalisée, qui est une réussite incontestable depuis 11 ans, en mode enchères, prenne beaucoup plus de temps que prévu, du fait que les clients et utilisateurs doivent se familiariser avec ce nouveau système. Artprice ne peut garantir, sous quelque forme que ce soit, la conversion de la Place de Marché Normalisée en mode enchères par voie électronique, bien que tout plaide pour un déroulement naturel où chacune des parties (acheteur, vendeur), d'un point de vue strictement économique, est gagnante.

Artprice refuse d'imposer, sous quelque forme que ce soit, une contrainte juridique et/ou marketing aux clients de la Place de Marché Normalisée® à prix fixe les faisant basculer en mode Place de Marché Normalisée aux enchères®. Ce refus catégorique est susceptible de ralentir de manière conséquente les conversions du modèle Place de Marché Normalisée à prix fixe® vers la Place de Marché Normalisée aux enchères® et, en conséquence, de limiter la progression du Chiffre d'affaires générés par la Place de Marché Normalisée aux enchères®. La position d'Artprice se justifie par le fait qu'elle a mis plusieurs années à bâtir sur sa Place de Marché Normalisées® à prix fixe une relation de confiance rarement égalée sur Internet et avec une absence totale d'action judiciaire liée à cette activité. De ce fait, Artprice considère que cet écosystème patiemment

construit doit, par lui-même, évoluer grâce à une pédagogie faite auprès de ses clients et en aucun cas en leurs imposant l'évolution de la Place de Marché Normalisée® vers les enchères.

Par ailleurs, Artprice ne peut garantir que le Législateur, dans les années qui viennent, ne modifiera pas, par voie législative et/ou décret, ordonnance ou circulaire, sa loi n° 2011-850, ce qui viendrait modifier le modèle économique qu'Artprice propose. De plus, les turbulences économique et politique que connaît l'Europe des 28 (et bientôt des 27) pourraient constituer un handicap dont on ne peut pas à ce jour mesurer les conséquences sur l'activité de courtage aux enchères par voie électronique. Concernant les comptes séquestres, donnant lieu à mainlevée pour chaque opération de courtage aux enchères par voie électronique, ils sont susceptibles d'être modifiés, notamment, par le code monétaire et financier et/ou des dispositions visant le commerce électronique ou les modes de paiement électronique. Artprice est donc tributaire, pour ces opérations de courtage aux enchères par voie électronique réalisées sur sa Place de Marché Normalisée®, des établissements bancaires, principalement européens, sachant que la politique d'Artprice, depuis son origine, a été, pour des raisons sécuritaires, de ne jamais stocker les coordonnées bancaires, CB, de ses clients, préférant transférer le risque réel sur les opérateurs bancaires tels que PAYPAL, ATOS, CYBERMUT ,... (voir risque informatique)

Il existe un risque mineur qu'un tiers, n'ayant pas pris connaissance des conditions générales d'utilisation concernant les opérations de courtage aux enchères par voie électronique, essaie d'attirer, à tort, Artprice qui se considère, au regard de la législation en vigueur, comme uniquement une infrastructure permettant aux utilisateurs d'Artprice de visualiser, participer, organiser et/ou effectuer des opérations de courtage aux enchères réalisées à distance par voie électronique et en aucun cas comme mandataire du vendeur. Le vendeur, selon les conditions générales d'utilisation, est libre de choisir son acheteur et/ou de mener à terme sa vente. Il existe un risque que les recettes issues de la Place de Marché Normalisée aux Enchères®, ventilées en plusieurs services, soient considérées comme importantes par les clients, pour autant, le pourcentage, se situant, selon les options du vendeur, entre 5 et 9 % environ est très en dessous de la marge d'intermédiation que constate le Conseil des Ventes Volontaires qui, selon lui est de 37,5 % (source : Documentation française).

Enfin, la nouvelle activité sur la Place de Marché Normalisée aux enchères d'Artprice va l'amener vraisemblablement à créer un partenariat et/ou une joint venture avec une des principales maisons de ventes de la République populaire de Chine, pays qui est désormais numéro 1 mondial sur le marché de l'Art. A ce titre, Artprice est susceptible, pour le continent asiatique, de modifier sa Place de Marché Normalisée destinée aux opérations de courtage aux enchères par voie électronique pour s'adapter aux règles en vigueur en République populaire de Chine et, de manière plus générale, aux mœurs et coutumes du continent asiatique. L'installation d'une salle machine mirroring, vraisemblablement à Hong Kong, est susceptible d'affecter, partiellement, sa mise en place informatique pour répondre aux besoins de son partenaire chinois, la Place de Marché Normalisée® d'Artprice.

Pour information, Artprice note qu'au regard du rapport du Conseil des Ventes Volontaires de meubles aux enchères publiques intitulé "l'Autorité de régulation des ventes publiques en France", (14 août 2008,) édité par "La Documentation Française", ce dernier déclare dans ses conclusions en recommandation : *"la directive services est un effet d'aubaine qu'on ne retrouvera pas de sitôt pour réformer en profondeur le régime de la loi de 2000"* sur la première réforme des ventes aux enchères. Selon le Conseil des Ventes Volontaires, *"ce serait une erreur de se borner à une transposition a minima, modifiant à la marge tel ou tel article de la loi de 2000 pour ne pas tomber*

sous le coup d'un "avis motivé" de la Commission pour infraction "manifeste", puis d'une condamnation par la CJCE"(page 47© CVV) .

Le Conseil des Ventes Volontaires soutient la nécessité de disposer "d'une industrie française des enchères", forte, capable de se battre à armes égales avec ses concurrents avec une vraie vision libérale.

Le régulateur s'est appuyé sur trois importantes contributions : la proposition de loi des MM Yann Gaillard et Philippe Marini, l'avis du Conseil Economique et Social de M. Pierre Simon et le rapport remis à Madame la Ministre de la Culture et de la Communication par M. Martin Bethenod et a souligné "l'opportunité exceptionnelle de la Présidence de l'Union Européenne par la France à partir du 1er juillet". Enfin, le Conseil des Ventes Volontaires "ne peut que constater qu'il a très tôt senti le vent de l'histoire qu'il porte à la modernité numérique".

De même, Arprice en ouvrant sa Place de Marché Normalisée, et protégée au titre de la propriété intellectuelle, aux enchères (comme le permet la Directive "Services") au coté des annonces à prix fixe, met en jeu des chiffres constatés aux cours des exercices 2005 à 2011 sur le flux d'œuvres d'art présenté où Arprice n'a perçu aucune somme de quelque nature que ce soit.

L'extension aux enchères de sa Place de Marché Normalisée® est susceptible de bouleverser le marché de l'art, notamment, de modifier les classements des principaux compétiteurs et, par la même, d'entraîner potentiellement, de la part d'une toute petite minorité, des actions de concert, des manœuvres dilatoires et/ou intentionnelles contre Arprice afin que cette dernière ne remette pas en jeu leur monopole acquis pour certains depuis plusieurs décennies.

La Place de Marché Normalisée aux enchères® d'Arprice repose en grande partie sur la gestion du règlement, consécutif à la transaction liée aux enchères, par un Tiers de Confiance qui effectue toute une série d'opérations autour de deux actes principaux, le séquestre de la somme versée par l'acheteur et la mainlevée de ladite somme au profit du vendeur lors de la bonne réception par l'acheteur de l'œuvre objet des enchères.

Arprice considère qu'il existe un risque de frein et d'inhibitions des utilisateurs de la Place de Marché Normalisée aux Enchères® incluant les clients historiques d'Arprice et les nouveaux clients. En effet, l'opération, autour de deux actes principaux, le séquestre de la somme versée par l'acheteur et la mainlevée de ladite somme au profit du vendeur lors de la bonne réception de l'œuvre objet des enchères, repose sur une vingtaine d'étapes que les deux Tiers de Confiance spécialisés, retenus par Arprice, décrivent en langue anglaise.

Concernant le risque d'inhibitions sur une monnaie unique de règlement, à savoir le dollars, que traite le leader mondial des Tiers de Confiance, escrow.com (pour mémoire le terme "escrow" signifie "séquestre" en anglais), Arprice, après le lancement des enchères sur sa Place de Marché Normalisée® le 18 janvier 2012, a constaté un blocage très net de sa clientèle qui refusait de se voir imposer le dollar comme monnaie unique. Arprice a donc remédié à ce problème après le lancement mondial des enchères sur sa Place de Marché Normalisée® en retenant le Tiers de Confiance leader européen Transpact.com (société anglaise) qui accepte les règlements en euro, en livre sterling et en dollar.

Pour autant, la barrière linguistique subsiste, notamment, pour la clientèle mondiale d'Arprice qui a l'habitude de converser en anglais mais qui, pour autant, n'a pas la maîtrise suffisante des termes technique et juridique anglais qui décrivent la vingtaine d'étapes permettant le bon déroulement du

règlement de la transaction consécutive à l'enchère. Artprice, au regard de l'article 5 de la loi du 20 juillet 2011 transposé dans le code du commerce à l'article L321-3, ne peut en aucun cas se substituer en tout ou en partie au Tiers de Confiance. De même, Artprice ne peut détenir, directement ou indirectement à travers des liens capitalistiques, une quelconque participation dans une société Tiers de Confiance.

Artprice est donc tributaire d'Escrow et de Transpact, ses Tiers de Confiance actuels, pour les problèmes de traduction car, d'une part, seul le Tiers de Confiance connaît ses lignes de programme, API et mode opératoire entre acheteur et vendeur qui évoluent constamment et, d'autre part, le Tiers de Confiance agissant en toute autonomie par rapport à Artprice, ce dernier n'a pas pouvoir à imposer au Tiers de Confiance la traduction de leurs sites en différentes langues. A ce titre, Artprice ne peut, dans l'immédiat, satisfaire les principales langues de ses clients utilisées sur ses banques de données à savoir le français, l'allemand, l'italien, l'espagnol et le chinois. Pour autant, Artprice recherche activement la solution liée au problème des 5 langues tant auprès de ses Tiers de Confiance actuels qu'auprès d'autres Tiers de Confiance, notamment pour la zone Asie-Pacifique où le règlement bancaire des banques chinoises est fondamentalement différent. Artprice, avec ses deux Tiers de Confiance, a montré le nombre très impressionnant de clients qui, arrivés sur la page du site du tiers de confiance, décrochent car ils considèrent que transférer des sommes importantes sans une maîtrise totale du texte dans leurs langues habituelles, est un risque non négligeable. C'est en montrant ce pourcentage considérable de transactions désactivées en dernière minute sur les sites de nos tiers de confiance, que ces derniers prennent conscience qu'il serait nécessaire qu'ils prennent la responsabilité de traduire leur site, leurs pages et leurs API informatiques dans les langues d'Artprice (français, anglais, allemand, italien, espagnol et chinois).

De manière générale, l'ensemble des facteurs risques et éléments exogènes décrits au présent paragraphe et liés à la Place de Marché Normalisée aux enchères® ne permettent pas à Artprice d'annoncer un quelconque chiffre d'affaire prévisionnel. En effet, il est extrêmement difficile d'appréhender la migration d'un client gratuit issu de la Place de Marché Normalisée à prix fixe vers celle aux enchères. Artprice met donc en garde sur le fait que le potentiel énorme issu de la Place de Marché Normalisée à prix fixe, gratuit, ne constitue absolument pas une garantie de réussite pour la Place de Marché Normalisée aux enchères. Cette position est également valable, d'une manière plus étendue, pour tous les produits et services gratuits proposés par Artprice (alerte email, portefeuille virtuel, my artprice) si ces derniers venaient à passer en mode payant.

4.2.8) Risque lié au ralentissement du développement de la Place de Marché Normalisée aux enchères du fait du Conseil des Ventes Volontaires

Ce risque est lié aux formalités et lenteurs de l'organisme de régulation nommé Conseil des Ventes Volontaires.

Il convient de rappeler que le développement de la Place de Marché Normalisée aux enchères par voie électronique a été considérablement ralenti par l'attitude du Conseil des Ventes Volontaires (C.V.V.) et au gouvernement Français qui ont pris leur temps pour adopter le fonctionnement des enchères par voie électronique pour les œuvres d'art, contrairement à de nombreux pays.

Pour mémoire, le 12 décembre 2006 (2006/123/CE), la Communauté Européenne avait voté un texte ouvrant la voie aux ventes aux enchères électroniques. Le gouvernement français disposait de 3 ans pour transposer cette Directive Européenne en droit français. Mais, compte tenu des pressions des commissaires priseurs et autres professionnels de l'art et profitant de la situation quasi-monopolistique de ce système, l'Etat Français n'a transposé cette directive qu'un an et demi après la

date limite autorisée. Cette transposition n'aurait sans doute toujours pas eu lieu si la Communauté Européenne n'avait pas menacé officiellement d'une forte condamnation la France.

De même, avant le lancement de sa Place de Marché Normalisée aux enchères par voie électronique, Artprice a bien fait figurer de manière claire et non équivoque au grand public sa qualité d'infrastructure permettant d'organiser et d'effectuer une opération de courtage aux enchères par voie électronique. Elle a donc bien informé le public de manière claire et non équivoque sur la nature du service proposé, dans les conditions fixées à l'article L. 111-2 du code de la consommation et au III de l'article L. 441-6 du présent code, et ce dans toutes les langues disponibles sur son site. Cette transparence avec le public lui a permis d'ailleurs d'être conforme par anticipation à la nouvelle loi consommation dite « loi Hamon », publiée le 18 mars 2014, qui « protège » désormais la dénomination « vente aux enchères publiques » aux ventes organisées et réalisées par les commissaires-priseurs, ainsi que par les notaires et huissiers de justice à titre accessoire selon l'article L 321-2 du code de commerce.

Puis, en janvier 2012, le C.V.V. a, lors d'une conférence de presse, fait état d'une prétendue assignation concernant Artprice, et ce quelques heures avant l'ouverture de sa Place de Marché Normalisée aux enchères. La réalité était toute autre, et le C.V.V. a été obligé d'admettre qu'il n'y a jamais eu la moindre procédure, ni assignation, ni mise en demeure, ni même un simple contact téléphonique. Les conséquences imputables intégralement au Conseil des Ventes Volontaires ont, dans les minutes qui ont suivi, faits perdre plusieurs millions de capitalisation à Artprice. La juxtaposition du communiqué de presse et ses reprises par les agences et les sites d'information en ligne est en parfaite corrélation avec l'effondrement du cours quelques minutes après. De même, Artprice ne peut que noter que l'intervention malheureuse du C.V.V. a cassé une dynamique du cours qui était à son plus haut laquelle s'en ressent encore. De plus, le communiqué du C.V.V. a été traduit dans différentes langues par des tiers non identifiés aggravant ainsi la situation.

Par ailleurs, un certain nombre de transactions très importantes, étrangères au territoire français, seraient susceptibles d'être mises en cause par le C.V.V. de par la méconnaissance des acheteurs, qui sont dans leur pays d'origine notoirement et nommément connus, principalement sur la zone Asie Pacifique et aux USA.

De plus, Catherine Chadelat, présidente du C.V.V. livrait au quotidien Les Echos, daté du 25 mars 2013, ses priorités pour réguler les ventes aux enchères d'art. Pour défendre les Maisons de ventes, la présidente pointait notamment du doigt la concurrence de sociétés qui prétendent faire des adjudications sans se soumettre aux obligations de la loi, en particulier les acteurs de l'Internet. Avant de mentionner la phrase suivante : « j'en veux pour preuve l'action que nous avons du mener contre le Géant du Net Artprice pour dissiper toute confusion ». Artprice n'a pu que constater, deux ans après le premier incident, que le contexte de l'interview ainsi que les propos tenus par la Présidente du C.V.V. était une fois de plus extrêmement préjudiciable pour Artprice car les lecteurs des échos ne possèdent pas forcément toutes les subtilités juridiques et sont victimes de ce que l'on appelle en presse l'effet de sens. Une fois de plus, l'action Artprice, malgré un démenti immédiat, a été impacté ainsi que la clientèle qui se pose à nouveau la question si Artprice est dans les règles. Cette situation intenable alors qu'Artprice est irréprochable est susceptible de se renouveler.

Une fois de plus, et un an après le lancement de sa place de Marché Normalisée aux enchères, Artprice a de nouveau démenti le jour même par un communiqué réglementé toute poursuite judiciaire, contentieuse ou même simple notification avec le C.V.V. Cette attaque réitérée ne fait, selon Artprice, que confirmer le coté dérangeant pour les acteurs historiques de la stratégie entreprise par le Groupe.

Par ailleurs, la présidente a également déclarée : 1/ la mise en place d'une veille au jour le jour des ventes dématérialisées sur l'Internet, 2/ le recours à toutes les armes que la loi offrira au C.V.V. (jusqu'au référé sous astreinte) à chaque fois que le terme de vente aux enchères sera abusif. De plus, comme dans beaucoup de domaines, l'Internet n'a que peu de frontières et la France semble mal placée pour rivaliser avec les autres places du point de vue de la fiscalité (exception faite de la niche fiscale qui exclut les œuvres d'art du calcul de l'ISF), alors pourquoi tenter de freiner le développement d'un des vecteurs du secteur qui pourrait, de plus, promouvoir la place de la France désormais reléguée à un rang qui n'est pas conforme à son histoire et son patrimoine. Pour mémoire, la France représente aujourd'hui que 4 % de part de marché mondial ce qui signifie qu'elle est définitivement sortie du trio de tête (Chine, USA, GB) et n'est plus considérée, désormais, comme un acteur du Marché de l'Art.

Ainsi, Artprice ne peut que constater la volonté très clairement affichée et sans ambiguïté du Conseil des Ventes Volontaires (instance de régulation française du marché de l'art) de modifier à nouveau la loi du 20 juillet 2011 (2011-850) et notamment l'article 5, sous lequel Artprice a bâti son cahier des charges et sa Place de Marché Normalisée aux Enchères en tant que "infrastructure permettant la réalisation d'opérations de courtage aux enchères réalisées à distance par voie électronique (article 5 de la loi n° 2011-850 du 20 juillet 2011)", menant Artprice à très probablement redévelopper intégralement cette activité en Asie, plus particulièrement à Hong Kong avec de nouvelles plates-formes bancaires.

Ce combat d'arrière-garde se solde d'ailleurs dans bien des cas par des jugements qui déboutent le C.V.V.. Ainsi, le C.V.V. avait engagé, entre autres, une procédure à l'encontre d'EBAY pour l'obliger à solliciter l'agrément afin d'organiser les ventes aux enchères électroniques. En première instance, contrairement aux demandes du C.V.V., la qualification de vente aux enchères n'avait pas été retenue faute de mandat d'adjudication. De même, a été écarté le courtage de biens culturels. Le C.V.V. a alors fait appel et, dans son arrêt de la Cour d'appel du 25 mai 2012 n°10.13925, la demande du C.V.V. a été rejetée par la Cour d'Appel qui confirme dans son intégralité le jugement rendu par le TGI de Paris. De même, la chambre civile de la Cour de cassation a rendu un arrêt le 19 février 2013 (n°11-23.287) concernant un litige opposant le C.V.V. à la société Auto Contact Groupe favorable à ce dernier en indiquant que son activité était en dehors du cadre des ventes aux enchères électroniques.

Artprice rappelle que la France s'est vue sérieusement remise à l'ordre par la vraie fausse réforme du 10 juillet 2000. De surcroît, la France a produit, pour sa deuxième réforme de 2011, une nouvelle loi suite à la directive européenne sur les services, avec deux années de retard, tout cela pour préserver les intérêts des acteurs français, ce qui n'a pas empêché le déclin de la France, reléguée désormais avec 4 % de parts de marché fine art.

Artprice a pris connaissance d'une troisième "réforme" prévue prochainement et visant principalement les acteurs de l'Internet. Cette démarche se passe de tout commentaire.

Cette focalisation du Conseil des Ventes, avec des déclarations publiques récurrentes telles que : "les géants du net Artprice et Ebay ont créé une confusion vis-à-vis des consommateurs", vient corroborer la décision d'Artprice d'annoncer en Assemblée Générale d'installer très probablement intégralement sa Place de Marché Normalisée à prix fixe et aux enchères en Asie où se réalise plus de 50% du marché de l'art mondial, avec une prévision de hausse pour 2017.

Cette démarche relève de l'acte de gestion salutaire et bénéfique pour Artprice et ses actionnaires français et étrangers au regard de l'état des lieux en France.

Artprice rappelle que sa Place de Marché Normalisée à prix fixe (pour laquelle elle ne perçoit aucune commission) croît de manière conséquente d'année en année.

Artprice opérerait cette transformation avec un nouveau développement informatique de l'intégralité de la Place de Marché Normalisée à prix fixe et aux enchères, avec une extrême simplicité pour les clients, Artprice n'ayant pas à subir les contraintes malheureuses et invraisemblables imposées par la France. Artprice ne peut d'ores et déjà annoncer un calendrier sur ledit transfert. En effet, il est impératif qu'Artprice connaisse le contenu et les conséquences que la nouvelle législation française prévoit notamment sur les opérations de courtage aux enchères par voie électronique réalisées en dehors de l'union européenne.

En synthèse, il apparaît relativement clair qu'après plus de 450 années de monopole (le monopole datait de 1535), certains ex-commissaires priseurs ont gardé une capacité de lobbying considérable sur les différentes instances du pouvoir en France et ont tout fait pour freiner l'évolution du marché en France au détriment d'Artprice mais aussi du marché de l'art dans son ensemble en France. Ainsi, depuis les années 1970, la part de marché de la France n'a cessé de reculer pour passer de près de 55 % à 4,6 % en 2016. Cet effondrement continu reflète selon artprice une stratégie d'immobilisme favorisée par un cadre réglementaire étouffant qui a permis dans un premier temps à Londres et aux Etats-Unis de s'appropriier le marché français et depuis quelques années à la Chine. Enfin, pour rappel, des Maisons de Ventes en exercice siège, parmi d'autres, au Conseil des Ventes Volontaires et sont, de facto, juges et parties.

4.2.9) Risque lié à l'introduction de la filiale américaine Artprice Inc (USA) devenu Artmarket.com sur un marché anglo-saxon ou asiatique

Artprice, au regard de la législation française de plus en plus contraignante concernant les Ventes aux enchères d'œuvres d'art sur Internet (cf risque ci-avant sur ce sujet), est susceptible d'introduire sa filiale américaine sur un marché boursier anglo-saxon ou asiatique propice au développement des ventes aux enchères d'œuvres d'art sur Internet sans les contraintes constantes et de plus en plus draconiennes qu'exerce le Conseil des Ventes Volontaires en France.

Le projet d'introduction en bourse est notamment lié à l'alliance avec une maison de vente physique notoirement connue sur laquelle Artprice n'a pas encore arrêté son choix définitif. Malgré le retard pris dans ce projet, il demeure d'actualité néanmoins Artprice émet le risque d'apparition de nouvelles dispositions légales ou contraintes fiscales pouvant modifier tout ou partie dudit projet, notamment au niveau du périmètre d'introduction.

4.2.10) Risque lié aux actions de concert, de manœuvres dilatoires et/ou intentionnelles contre Artprice afin que cette dernière ne remette pas en jeu leur monopole acquis pour certains depuis plusieurs décennies

Artprice qui a suivi depuis 20 ans les deux réformes des ventes aux enchères et, notamment, la loi du 10 juillet 2000 et ses décrets 2001-650, 651 et 652, a écrit avec thierry Ehrmann en qualité d'auteur principal, l'ouvrage de référence de 1431 pages dénommé "Code des Ventes Volontaires et Judiciaires". Cet ouvrage de référence a bénéficié de la contribution d'une dizaine d'intervenants incontestablement reconnus dans leur domaine respectif composés de Maîtres de conférence, Doctorants en Droit et d'Agrégés. Artprice considère qu'il existe un risque de conflit de forte envergure car il est décidé à mener une politique féroce contre des actions juridiques dont le fondement repose uniquement sur la préservation d'un monopole, l'entente illicite et les actions de concert.

Il est vraisemblable que, compte tenu qu'une infime minorité refuse l'évolution que propose Artprice aux 6 300 Maisons de Ventes et que ces dernières, à plus de 90 %, voient en Artprice, non pas un concurrent mais, bien au contraire, par sa Place de Marché Normalisée (protégée au titre du C.P.I.), une solution vitale pour survivre au 21ème siècle face à la révolution d'Internet, Artprice soit obligée, dans le cadre d'une politique juste et féroce, consistant à refuser toute forme de compromis délictueux, de porter ces conflits à la Cour de Justice de l'Union Européenne qui est, depuis le premier décembre 2009 par le traité de Lisbonne, le quatrième degré de juridiction.

Il faut préciser que certaines des Maisons de Ventes incriminées, notamment dans le présent document au paragraphe « litige », ont fait l'objet de très lourdes condamnations pour ententes illicites et actions de concert tant aux USA qu'en Europe.

Il est donc clair que le combat que mène Artprice, loin d'être novateur et dangereux, ne fera que confirmer que des monopoles acquis depuis des décennies, voire des siècles, amènent ces Maisons de Ventes à reproduire des schémas délictueux face à la Directive "Services" visant, notamment, les enchères électroniques.

Par ailleurs, du fait de l'instabilité judiciaire grandissante ces dernières années avec des revirements jurisprudentiels de plus en plus fréquents et des décisions diamétralement opposées, sur des litiges pourtant de même nature, selon les chambres chargées de l'affaire ou les degrés de juridiction, Artprice est conscient de l'accroissement des risques pris lorsqu'elle participe à un contentieux, que ce soit en demande ou en défense, mais elle demeure ainsi en harmonie avec sa politique qu'elle trouve juste, pour les parties prenantes à son activité, et intransigeante, envers les acteurs des affaires ayant des comportements répréhensibles.

Malgré les coûts importants que devra supporter Artprice dans un premier temps, les amendes et demandes reconventionnelles que formera Artprice se chiffreront en dizaine de millions d'euros. Artprice se doit d'avertir son actionnariat mais considère que l'Histoire des Ventes aux Enchères et le Droit Européen, qui en découle, plaident totalement en sa faveur.

A ce titre, les poursuites judiciaires engagées et à venir, en demande comme en défense, ne constituent pas un risque inconsidéré. Bien au contraire, cela est la preuve de l'opiniâtreté d'Artprice dans son modèle économique d'un marché de l'art normalisé et transparent dans ses transactions.

4.2.11) Risques liés aux DNS (Domain Name Server), marques, signes distinctifs, copyright et droits d'auteur

La société Artprice est propriétaire de la marque semi-figurative Artprice dans les classes 16, 36 et 41. Cette marque déposée initialement à l'INPI le 25 février 1997 a été renouvelée le 13 février 2007 et le 26 janvier 2017. Cette marque déposée initialement par Thierry EHRMANN a été cédée à la société Artprice.com en date du 27 mars 2000 (date enregistrement cession INPI).

Dans le cadre d'Artprice, l'utilisateur compose dans son navigateur www.artprice.com ou www.artprice.fr ou www.artprice.co.uk, ou l'un des 1200 autres DNS et ccTLDs (country code top-level domain).

L'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Industrielle) et ICANN (Internet Corporation for Assigned Names Number — entité américaine de droit privé à but non lucratif en charge de trouver

des concurrents à Networks Solutions, de les sélectionner puis de les autoriser à enregistrer les noms de Domain en .com, .net ou .org) se sont contentées de recommandations.

A ce jour, la règle du “ premier arrivé premier servi ” demeure en vigueur pour les .com, .net, .org, .info, .biz et désormais la quasi-majorité des ccTLDs a été ouverte à un dépôt libre et non soumis à détention de marque.

Les Registrars ne prennent aucune position dans d'éventuels conflits pouvant naître entre un déposant et des tiers. Il existe donc un risque réel que des contrefacteurs ou parasites (droit de la concurrence) utilisent la notoriété d'Artprice.

La société Artprice exploite néanmoins régulièrement de manière mondiale les marques et DNS cités dans le prospectus afin qu'ils ne tombent pas en déchéance. Le caractère générique des DNS laisse supposer qu'ils ne portent pas atteinte aux droits d'un tiers.

Il existe néanmoins un risque de nullité de certains dépôts pour défaut de distinctivité. La protection au titre du droit “ sui generis ” de la banque de données Artprice et toutes les banques de données dérivées ne bénéficient que d'une protection européenne (96/9CE du parlement européen et du conseil du 11 mars 1996). La société Artprice possède près de 120 marques semi-figuratives et 1200 DNS. En l'état actuel aucune législation supranationale ne s'est prononcée sur l'attribution des Domain Names. La majorité des DNS, dont, entre autres, Artprice.com, a pour “ registrant ” et “ administrative contact ” Thierry Ehrmann en qualité de titulaire des DNS et est détenteur du droit moral sur l'ensemble de ses DNS. La société Artprice mène une politique draconienne de protection de ses banques de données (droit sui generis, droit du producteur, droit des marques, droit brevets logiciels ainsi que les droits d'auteur). La société Artprice assigne systématiquement pour contrefaçon, concurrence déloyale ou tentative d'intrusion dans le système informatique, tout tiers. Elle a, jusqu'à présent, eu gain de cause dans tous les litiges l'opposant à des tiers sur les chefs d'inculpation ci-dessus énumérés.

De nombreux documents commerciaux ou reportages de presse écrite et audiovisuelle comportent l'usage des droits de reproduction de “ l'Esprit de la Salamandre ” et/ou "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos®.

La société Artprice avait l'usufruit non exclusif de l'utilisation des œuvres “nutrisco et extinguo, l'Esprit de la Salamandre”, décrite au contrat du 09/12/1999 et par avenants des 21/06/2005 et 27/04/2009. Cet usufruit ne lui conférait aucune propriété sur l'image des œuvres “ l'Esprit de la Salamandre ” et/ou "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos®. Le groupe Serveur était le seul concessionnaire exclusif des droits de reproduction des 3 348 œuvres constituant "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos® dont l'auteur principal est Thierry Ehrmann. Cette concession exclusive au profit de Groupe Serveur avait fait l'objet d'une convention réglementée avec le propriétaire des murs des bureaux d'Artprice, la SCI VHI. Elle a pris fin au 31.12.08 et n'a pas été renouvelée. Comme indiqué dans le présent chapitre, lors des communications antérieures, du fait du non renouvellement de ladite concession exclusive, le régime du droit commun lié, notamment, au droit de reproduction s'applique de plein droit selon les usages en vigueur dans la profession.

Un rapport d'expert auprès de la Cour d'Appel mandaté par Groupe Serveur fait état de près de 8,2 millions d'euros de retombées de presse écrite et audiovisuelle de 1 138 médias mondiaux sur la période 2006-2008. Avec une méthodologie restrictive se limitant aux articles ou reportages incluant la reprise systématique d'Artprice, ne retenant que les reportages supérieurs à 30 000 euros et en écartant les reportages dont les grilles de tarifs publicitaires du journal ne sont pas connues, l'expert de la Cour d'Appel a estimé lesdites retombées de presse à 2,919 millions d'euros.

En 2019/2020, la plaidoirie historique : Demeure du Chaos, Epoux Ehrmann contre la France devant le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies est considérée, selon de très nombreux journaux d'art internationaux, et sous la plume d'historiens, de critiques, de juristes spécialisés en propriété littéraire et artistique, comme une suite en Europe, au 21ème siècle du célèbre procès Brancusi contre les USA en 1928. L'enjeu de ce célèbre procès, gagné par Brancusi au terme des procédures, a été la reconstruction aux USA d'un consensus, cadré par le droit, sur la juste délimitation des frontières cognitives de l'art.

C'est dans ces termes que les demandeurs défendront de nouveau la Demeure du Chaos devant les tribunaux.

Enfin, le film: "Artprice ou la révolution du marché de l'Art" écrit par un scénario original de Thierry EHRMANN, qui est un documentaire historique sur l'Histoire d'Artprice, de son origine à ce jour et dont le tournage a duré plusieurs mois, au sein de la Demeure du Chaos, est un succès au delà de toute référence de film d'entreprise. Le nombre de consultation se chiffre en millions de vue et/ou téléchargement. De même, il a été édité pour les clients d'Artprice plusieurs centaines de milliers de D.V.D. du film.

La société Artprice, toutefois, ne s'est pas acquittée des différents droits dont Thierry EHRMANN est l'auteur unique et détenteur des droits de reproduction et droit moral. Une discussion est toujours en cours, cette dernière étant régulièrement reportée par la croissance exponentielle de consultation du film désormais en 5 langues et où les parties souhaitent contracter en toute connaissance de cause et, notamment, avec un prévisionnel sur les consultations futures.

La société Artprice, le Groupe Serveur, l'auteur principal et les auteurs des milliers d'œuvres monumentales de la "Demeure du Chaos ®" ne pourraient en aucun cas voir leur responsabilité mise en jeu en cas de confusion du fait de journalistes et/ou de critiques d'art.

L'auteur principal autorise Artprice, dans des conditions précises conformes au régime du droit commun, à utiliser le droit de reproduction, avec l'obligation de légèrer le copyright de l'auteur principal et, pour certaines œuvres collectives des auteurs dont l'auteur principal, de respecter le droit de leur œuvre au titre de l'article L.121-1 du CPI. Il faut préciser que la société Artprice a son siège social dans les mêmes lieux que les œuvres monumentales, "la Demeure du Chaos®" lui faisant bénéficier ainsi des nombreux reportages de presse internationale écrite et audiovisuelle sur la "Demeure du Chaos®" /ou "Abode of Chaos®".

La société Artprice utilise les commentaires d'auteurs (au titre de la loi du 11/03/1957) de Thierry Ehrmann sur le marché de l'art publiés dans la presse internationale. Thierry Ehrmann est aussi le principal créateur et auteur des nouveaux indices Artprice, l'auteur unique de la Place de Marché Normalisée® et de son process et d'Artprice Images. Il définit personnellement, en tant qu'auteur unique, l'organisation contextuelle de l'ensemble des banques de données du Groupe Artprice et le droit sui generis en découlant. Il est le créateur des visuels, logos et baseline du Groupe Artprice – Les logiciels du groupe Artprice sont produits avec ce dernier.

Thierry EHRMANN est l'auteur unique des produits et services comme "Personal Research", l'indice "ArtMarket Confidence Index", "My Art Collection", "Artprice Knowledge", "Artprice Indicator", "Artpricing" et "Artprice Smartphone", la Place de Marché Normalisée à prix fixe et aux enchères, ainsi que les principaux indices du marché de l'art que produit Artprice sur lesquels il ne perçoit aucune rémunération.

La société Artprice a comme obligation de respecter le droit commun du Code de la Propriété Intellectuelle. Au titre de l'article L121-1 du code de la propriété intellectuelle, la société Artprice reconnaît à l'auteur Thierry Ehrmann la jouissance du droit au respect de ses œuvres et s'engage notamment à légénder systématiquement l'auteur. Ce droit est attaché à sa personne, il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Il est transmissible à cause de mort aux héritiers de l'auteur.

Il est à noter que les œuvres de l'esprit, relatives aux interventions de Thierry EHRMANN dans le groupe Artprice, au titre de l'article 121-1 du CPI, telles que décrites au présent paragraphe ne fait l'objet à ce jour d'aucune rémunération entre la société Artprice et Thierry Ehrmann en sa qualité d'auteur.

Dans l'hypothèse où Thierry Ehrmann souhaiterait à l'avenir que la société Artprice le rémunère en tant qu'auteur des œuvres de l'esprit d'artprice, la société Artprice ferait alors appel au droit commun de la propriété intellectuelle

Artprice concède chaque année plusieurs milliers de droits de reproduction, notamment avec de nombreux titres de presse écrite et média audiovisuel internationaux financiers et professionnels qui reprennent régulièrement les analyses et indices d'Artprice.

Cette concession est strictement limitée à la parution du journal ou à la diffusion audiovisuelle. Elle peut être gratuite, payante ou en échange valeur marchandise. Dans tous les cas, l'éditeur de presse écrite et audiovisuelle a l'obligation de légénder chaque graphique, camembert et illustration avec copyright Artprice.com.

De même, toute citation, écrite ou sous forme audiovisuelle même partielle, de donnée, indice ou commentaire au titre du droit d'auteur, même dans une revue de presse, doit expressément citer Artprice comme l'auteur de manière lisible et dans un corps de caractère égal à la légende du journal relative à la donnée Artprice.

4.2.12) Risques liés à l'appel en garantie d'un tiers sur une ou des données erronées d'Artprice

Artprice faisant payer ses données, des tiers en provenance du monde entier sont susceptibles de l'appeler en garantie en cas d'erreurs, d'omissions ou de mauvaise présentation des données.

La société Artprice précise dans ses conditions générales de vente de données, papier ou numérique qu'elle ne pourrait être tenue responsable d'erreurs, d'omissions ou de mauvaise présentation.

4.2.13) Risques liés aux Traités de libre-échange (TAFTA, CETA)

L'accord de partenariat transatlantique (APT) négocié depuis juillet 2013 par les Etats-Unis et l'Union européenne est une version modifiée de l'AMI. Il prévoit que les législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique se plient aux normes du libre-échange établies par et pour les grandes entreprises européennes et américaines, sous peine de sanctions commerciales pour le pays contrevenant, ou d'une réparation de plusieurs millions d'euros au bénéfice des plaignants. Ce type de disposition a pour but de donner plus de pouvoir aux entreprises face aux Etats, en permettant par exemple à une multinationale américaine d'attaquer la France ou l'Union Européenne devant un tribunal arbitral international, plutôt que devant la justice française ou européenne. Négocié dans le

plus grand secret il est impossible à ce jour de connaître la nature et l'étendue des textes négociés ni le calendrier de son établissement.

L'Accord économique et commercial global (AEGC) ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) est un traité international de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, signé le 30 octobre 2016. C'est à ce jour le premier accord commercial bilatéral de l'Union Européenne avec une grande puissance économique. Souvent associé au TTIP (ou TAFTA), il suscite de nombreuses critiques. Il a été approuvé par le Parlement européen le 15 février 2017, et doit encore obtenir l'aval des parlements nationaux des Etats membres. Le Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères et Président du Comité de suivi du CETA a indiqué que le vote de ratification au Parlement français sur le CETA, attendu initialement au deuxième semestre 2018, a été reporté à l'automne 2019.

L'Accord économique et commercial global (AEGC) entre l'Union européenne et le Canada (CETA) est dit de « nouvelle génération ». Il réduit drastiquement les barrières tarifaires et non-tarifaires, mais traite également de nombreux aspects liés à l'exportation de biens et de services et à la mise en place d'un cadre d'investissement stable et favorable aux entreprises européennes et canadiennes.

En pratique, il réduira la quasi-totalité des barrières d'importations, permettra aux entreprises canadiennes et européennes de participer aux marchés publics, de services et d'investissements de l'autre partenaire et renforcera la coopération entre le Canada et l'UE en termes de normalisation et de régulation.

A ce jour, du fait de l'opacité concernant le calendrier, la nature et l'étendue des négociations pour le TAFTA et dans la mesure où le CETA n'a pas encore été avalisé par tous les Parlements nationaux des états de l'Union Européenne, il est difficile pour Artprice de mesurer le risque qu'elle encourt du fait de ces accords ou de prendre toute mesure pour en limiter les impacts sur son activité.

4.2.14) Risques liés au projet de loi sur le renseignement en France

Cette loi promulguée le 24 juillet 2015 augmente de manière excessive les pouvoirs des enquêteurs en matière de collecte d'informations, notamment numériques. Les services de renseignement peuvent désormais faire installer, sur les réseaux des opérateurs télécoms et des hébergeurs, des algorithmes automatisés qui filtrent l'ensemble des métadonnées transitant par ces réseaux pour repérer des comportements en ligne suspects. Tous les internautes français ou étrangers sont susceptibles d'être concernés. Dans certains cas, les enquêteurs et les différentes administrations pourront se passer de l'autorisation d'un juge pour consulter ce recueil d'indices. Le champ d'application de la loi est large : de la lutte contre le terrorisme à la défense des intérêts économiques et scientifiques de la nation.

Il existe un risque sérieux, au regard des demandes clients d'Artprice, que ces derniers perdent confiance dans les entreprises numériques telles qu'Artprice. En effet, Artprice, selon les travaux parlementaires, ne peut que prendre acte que ces textes de loi ne permettent pas à la société émettrice Artprice de définir le périmètre de confidentialité qu'elle peut assurer à ses clients français et internationaux. Artprice rappelle que le postulat de l'économie numérique est, avant toute chose, la confiance. A ce titre, ces textes liberticides constituent une véritable rupture de la confiance entre Artprice et ses clients et ce dernier est dans l'obligation d'étudier toutes les mesures à sa disposition pour protéger ses clients et ses utilisateurs, voire à délocaliser l'ensemble de ses infrastructures si

nécessaire. Cette position est partagée par de grands industriels notoirement et nommément connus réputés pour leur patriotisme et leur attachement à la France.

La société Artprice rejoint également la position de Syntec numérique qui s'est opposé au projet de loi sur le renseignement. Pour rappel, Artprice est détenteur de classe C internationale inscrite aux Réseaux IP Européens Network Coordination Centre (RIPE NCC) et peut être, selon les textes, rattaché au régime des opérateurs.

4.2.15) Risques liés aux différentes législations sur l'e-marketing

L'ensemble des envois e-marketing d'Artprice est à destination de clients internationaux (plus de 210 pays), lesdits clients étant passés dans les différentes banques de données d'Artprice. Ces clients reçoivent de l'information relative au marché de l'art (données économiques, économétriques, historiques, sociologiques et juridiques) dans le cadre d'un consentement du client (mode opt-in). Artprice exerce une vigilance juridique sur toute forme d'émission électronique (email, fax, supports, transmission de données point à point).

Toutes les banques de données relatives aux clients d'Artprice (coordonnées physiques, électroniques, bancaires ...) font l'objet de nombreux dépôts à la CNIL, auprès du procureur délégué aux affaires télématiques, aux autorités de tutelle ainsi qu'à leurs homologues étrangers pour la filiale Américaine.

Sur le plan technique :

Artprice a une cellule de veille juridique surveillant les différentes institutions paritaires ou représentatives de ses métiers.

Cette cellule analyse les avancées du législateur ou des organismes de législation ainsi que l'adaptation des directives communautaires et la définition de l'émission électronique.

C'est à ce titre qu'Artprice a pris en compte les nouvelles dispositions prévues par la directive européenne dite " paquet télécom " indiquant que les internautes doivent être informés et donner leur consentement préalablement à l'insertion de traceurs. Ils doivent disposer d'une possibilité de choisir de ne pas être tracés lorsqu'ils visitent un site ou utilisent une application. Les éditeurs ont désormais l'obligation de solliciter au préalable le consentement des utilisateurs. Ce consentement est valable 12 mois maximum. Certains traceurs sont cependant dispensés du recueil de ce consentement.

Artprice a mis en place une chaîne de process permettant de désinscrire les clients et consommateurs s'étant inscrits sur ses moteurs de recherche ou banques de données en associant son service juridique, son déontologue et ses responsables informatiques.

Méthode de mise en œuvre désinscription :

Trois méthodes automatiques sont proposées en permanence sur chaque email envoyé :

- un lien cliquable
- si le lien échouait : une adresse à copier coller dans la fenêtre d'un explorateur qui permet de saisir à la main son email
- troisième méthode alternative : renvoyer le contenu de l'email à l'expéditeur.

Il est statistiquement peu probable que les trois méthodes aient échouées si tant est qu'elles aient été tentées.

D'autre part, Artprice traite toutes les demandes reçues directement : par l'intermédiaire des emails qui sont présents sur le site, par l'intermédiaire de email webmaster@, par fax, par téléphone, par courrier postal.

4.2.16) Risques liés au Règlement européen relatif à la protection des données personnelles

Le nouveau Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD, Règlement 2016/679 du 27 avril 2016) est entrée en vigueur le 25 mai 2018. Ses nouvelles dispositions mettent en place de nouvelles obligations assorties de sanctions lourdes pouvant atteindre plusieurs millions d'euros.

En France, le cadre du RGPD est transposé dans la législation via un projet de loi relatif à la protection des données personnelles. À l'assemblée nationale, le texte a été adopté le 13 février 2018, puis, avec modifications, par le Sénat le 21 mars 2018. Après désaccord en commission mixte paritaire, il a été adopté en nouvelle lecture, avec modifications, par l'Assemblée nationale le 12 avril 2018 et en nouvelle lecture, avec modifications, par le Sénat le 19 avril 2018. Le projet de loi a été adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale le 14 mai 2018.

Saisi le 16 mai 2018 d'un recours déposé par, au moins soixante sénateurs, le Conseil constitutionnel a, dans sa décision du 12 juin 2018, jugé l'essentiel du texte conforme à la Constitution. La loi a été promulguée le 20 juin 2018 et publiée au JO le 21 juin 2018. Cette loi a permis d'adapter la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au cadre juridique européen entré en vigueur le 25 mai 2018 (RGPD).

Artprice travaille depuis toujours à respecter la confidentialité des données et renseignements personnels fournis par ses prospects, ses clients, ses salariés et autre partie prenante à son activité et à sécuriser au maximum ces données contre toute intrusion informatique. L'ensemble du personnel a été informé et sensibilisé quant à la manipulation des données personnelles, un système d'habilitation permet également de limiter l'accès à ces données. De même, les locaux, les serveurs, les sites web, le réseau informatique interne et les postes de travail sont sécurisés et les sous-traitants devront inclure une clause spécifique à ce sujet afin qu'ils s'engagent à respecter les nouvelles dispositions prévues par le RGPD et qu'ils soient en mesure d'en apporter la preuve. Une cartographie des traitements de données personnelles a été élaborée afin d'établir un plan d'actions et être conforme dès mai 2018 aux nouvelles dispositions du RGPD. De même, les procédures et actes régissant le traitement des données à caractère personnel des parties prenantes d'Artprice ont été soumises pour validation à la CNIL.

De plus, Artprice, contrairement à de nombreuses sociétés, ne cède et/ou ne concède pas ses fichiers clients ou prospects, élément sensible sur lequel la réglementation européenne veut protéger les consommateurs. Ainsi, Artprice ne fait pas partie des entités cibles au cœur du débat à l'origine de la nouvelle réglementation européenne.

Enfin Artprice, privilégiant avant tout sa conformité vis à vis de la nouvelle réglementation européenne sur la protection des données et du desiderata de ses clients, émet un risque de ne pas pouvoir optimiser son fonds de commerce basé principalement sur les logs de consultation.

Bien qu'Artprice et son personnel mettent tout en œuvre pour s'adapter aux nouvelles contraintes imposées par le RGPD il subsiste toujours un risque de non conformité dû aux différentes interprétations possibles du texte à ce jour ou sa difficile mise en application dans les faits, aux dispositions pas toujours adaptés aux entités selon leurs tailles et/ou activités et aux limites de ces

nouvelles dispositions avec d'autres obligations légales, réglementaires ou liées aux relations d'affaires.

D'autre part, la nouvelle réglementation européenne pourrait avoir une répercussion sur l'information réglementée, la R&D et sa politique de développement ainsi que ses statistiques, données informatiques, calculs d'audience, fréquentation et nombre de membres d'Artprice du fait des modifications apportées par les sociétés auteurs des outils logiciels, progiciels et SSII, utilisés par Artprice, pour leurs mises en conformité avec la nouvelle réglementation européenne et ce à l'insu de leurs utilisateurs. Ce risque existe au niveau des logiciels en open source (OS linux) qui, bien que de grandes qualités, peuvent être impactés par cette nouvelle réglementation européenne sans que ses utilisateurs, comme Artprice, ne soient prévenus.

4.2.17) Risques liés à l'application de nouvelles règles relatives à l'authentification forte (RTS) issues de la Directive sur les Services de Paiement (DSP2)

Le 14 septembre 2019, entreront en application les nouvelles règles liées à l'authentification forte (RTS) issues de la seconde Directive sur les Services de Paiement (DSP2). Conçues notamment pour réduire le niveau de fraude observé dans le e-commerce, ces règles précisent les principes de la DSP2 qui prévoit la systématisation de l'authentification forte ainsi que la responsabilité centrale des émetteurs dans leur application.

La mise en œuvre pratique de ce nouvel environnement réglementaire nécessite des évolutions importantes des systèmes d'information chez l'ensemble des parties prenantes à la chaîne des paiements, du commerçant à la banque émettrice.

Pour alléger ce dispositif, les NTR définissent également neuf « dérogations ». Seuls les PSP du payeur et du bénéficiaire peuvent faire jouer ces dérogations selon la nature du paiement effectué en ligne. L'idée de ces dérogations est de trouver un juste équilibre entre l'intérêt d'un renforcement de la sécurité des paiements en ligne et les besoins de convivialité et d'accessibilité des paiements dans le secteur du commerce électronique.

Ces dérogations au principe d'authentification forte du client ont été définies sur la base du niveau de risque, du montant, du caractère récurrent et du moyen utilisé pour exécuter l'opération de paiement.

Parmi les dérogations, trois concernent directement les paiements en ligne :

- les opérations récurrentes (ex : abonnements réguliers du même bénéficiaire et de même montant)
- les transactions inférieures à 30 €
- les transactions entre 30 € et 500 € si le taux de fraude de la banque acquéreur ou émetteur est en dessous de certains seuils prédéfinis.

Artprice a déjà pris contact avec tous les prestataires extérieurs avec qui elle travaille pour le règlement en ligne réalisés par ses clients, partenaires et fournisseurs, afin de s'assurer qu'ils sont ou seront en conformité à temps par rapport aux nouvelles règles liées à l'authentification forte issues de la DSP2.

Même si Artprice et les banques et plateformes de paiement avec qui elle travaille ont pris toutes les mesures pour être conformes à ces nouvelles dispositions, il subsiste un risque de non conformité de la part de la banque du payeur européen pouvant entraîner le refus du règlement et donc un manque à gagner au niveau du Chiffre d'Affaires d'Artprice.

4.2.18) Risques liés au report ou refus de contrat B to B par Artprice au nom du droit de la concurrence

Artprice, dans le passé, actuellement et dans le futur, est susceptible de renoncer ou reporter des contrats importants pour la bonne marche de l'entreprise dans la mesure où ces contrats seraient susceptibles d'engendrer des poursuites en matière d'abus de position dominante ou d'entente.

Compte tenu de la pénétration d'Artprice, désormais dans des marchés de masse, la politique de B to B n'est plus prioritaire, d'autant plus qu'elle génère des possibles contraintes juridiques (situation dominante) et des contraintes contractuelles (exemple : ne pas toucher la clientèle du distributeur).

Le B to B était indispensable au début de l'Internet grand public, où les contrats permettaient à Artprice de s'introduire dans des réseaux propriétaires (EDI).

Aujourd'hui, ces réseaux s'éteignent au profit d'une collectivité généralisée à Internet, l'exemple typique est celui des réseaux bancaires qui passent d'un schéma propriétaire à un schéma ouvert avec le protocole Internet.

4.2.19) Risques liés au rapatriement des différentes bases de données Artprice en provenance d'éditeurs et médias Internet :

Artprice a, dans le passé, contracté avec différents grands éditeurs et médias sur Internet en mettant à disposition au cœur de leurs propres applications informatiques des extractions des bases de données Artprice. Artprice a dénoncé, dans les règles de l'art et par décision unilatérale, en 2008 l'intégralité des contrats en respectant les préavis nécessaires selon les modalités propres à chaque contrat. Par exemple, le numéro 1 des informations boursières, la société Boursorama, avec qui Artprice a mis fin à son contrat conformément aux modalités de l'accord qui les liait.

Cette politique voulue par Artprice lui évite, d'une part, une déperdition de clients au profit du partenaire et, d'autre part, lui permet de faire des économies importantes dans la mesure où Artprice était jusqu'alors obligé de modifier régulièrement les structures de ses données à l'export pour accompagner l'informatique propriétaire de ces co-contractants.

4.2.20) Risque lié à la parution d'un ouvrage sur l'histoire d'Artprice et les acteurs du marché de l'art

Thierry EHRMANN, auteur et écrivain d'ouvrages depuis 30 ans (source Who's who France 2018), est en cours d'écriture d'un roman biographique qui met en lumière l'Histoire d'Artprice, de ses débuts à ce jour, avec une projection vers le futur. De même, le livre décrit ses rencontres avec les grands acteurs du marché de l'art qui ont fait l'Histoire de l'Art au 20^{ème} siècle, les nombreux combats judiciaires d'Artprice à travers le monde, les zones d'ombre du marché de l'art avec les nombreuses tentatives de déstabilisation face à une Omerta respectée depuis des siècles. Cet ouvrage, dont le synopsis devrait être porté au cinéma, est susceptible de provoquer de vives réactions de certains acteurs du marché de l'Art malgré toutes les précautions juridiques prises par son auteur.

Le chapitre IX intitulé "Finis Gloriam Mundi" décrivant le crépuscule du statut social de Commissaire Priseur de 1556 à nos jours est une lecture historique et sociologique de son auteur et ne porte nullement atteinte à la réputation de ces derniers. Néanmoins, l'ouvrage ne peut exclure "le scandale Drouot" avec les mises en examen (association de malfaiteurs, vol en bande organisée et recel - Source : Les Echos 7/02/2011) de février 2011. Ce scandale ayant fait l'objet de centaines de reportages internationaux et d'ouvrages en librairie, l'ouvrage de Thierry Ehrmann, sur ce sujet,

n'entraînera pas de risque supplémentaire de par le fait que cela fait maintenant cinq ans que le déballage par voie de presse et les péripéties judiciaires sont régulièrement à la une des médias.

Ce chapitre IX est néanmoins indispensable au profane du Marché de l'Art pour décrypter la période 2010/2019 (migration intégrale des Maisons de Ventes sur l'Internet par une normalisation du Marché de l'Art) selon thierry Ehrmann. De même, la "mise en abyme "d'Artprice au regard fractal de l'histoire de l'art et des marchés financiers empruntera à ce présent rapport de nombreux passages, voire son intégralité, en sa qualité d'œuvre de l'esprit de son auteur. Sur ce point, le risque juridique est nul, de par le caractère public de ce présent rapport publié notamment sur les sites artprice.com et Actusnews, diffuseur homologué par l'A.M.F.

De même il existe les mêmes facteurs risques développés au présent paragraphe pour un scénario destiné à une adaptation cinématographique ou roman sous le nom « les Loups de Wall Street sont aux portes du Marché de l'Art (R) »

4.2.21) Risque de dépendance avec la société Groupe Serveur

La société Groupe Serveur est l'actionnaire principal d'Artprice.com dont elle détient un peu plus de 30 % du capital social et près de 46 % en terme de droit de vote. Pour des raisons historiques, notamment sur le marché de l'Art et la Genèse d'Internet dans le monde, Artprice au delà de sa situation capitaliste, vis à vis de groupe Serveur, à une très forte dépendance culturelle, scientifique, juridique et relationnelle à l'égard de Groupe Serveur de par une histoire et un destin commun. De très nombreux reportages, de presse écrite et audiovisuelle, français et internationaux assimilent Artprice comme une filiale totalement dépendante et intégrée de Groupe Serveur de par leurs méconnaissances des règles du code monétaire et financier. A ce titre, un risque supplémentaire existe dans l'esprit du grand public qui n'intègre pas les règles spécifiques aux sociétés, comme Artprice, cotées sur le marché réglementé.

Management fees

Au titre de la convention de managements fees conclue avec le Groupe Serveur, le montant reversé par Artprice s'élève à 708 k€ pour l'exercice 2016, 1 054 k€ pour l'exercice 2017 et 1 059 k€ pour l'exercice 2018.

Convention d'abandon de créance avec retour à meilleure fortune

Par conventions d'abandon de créance conclues avec Groupe Serveur les 28 décembre 2004 et 30 décembre 2005, la société Groupe Serveur a accordé à Artprice l'abandon de ses créances à hauteur, respectivement, de 500 000 € HT et de 1 044 891,62 € H.T. Ces deux conventions comprennent une clause de retour à meilleure fortune constitué par la réalisation, au cours des exercices clos à venir, d'un bénéfice net comptable ou d'une opération sur le capital permettant la reconstitution des capitaux propres à un niveau au moins égal au capital social. Au regard des normes IFRS, ces clauses ont été activées et enregistrées dans les « autres charges opérationnelles » au niveau des comptes consolidés au 31 décembre 2013, mais pas au niveau des comptes sociaux d'Artprice dans la mesure où les conditions juridiques, entraînant l'activation de la clause de retour à meilleure fortune des conventions d'abandon de créance conclues avec Groupe Serveur, n'étaient pas remplies au 31 décembre 2013. Par différents avenants, les parties ont complété les conditions de retour à meilleure fortune désormais rédigé comme suit : « Le retour à meilleure fortune sera constitué lorsque le projet de kiosque mondial couvrant l'ensemble des pays dans lesquels Artprice fournit ses prestations et tels qu'annoncé dans le document d'introduction en bourse d'Artprice, sera

opérationnel et que la société aura réalisé, au cours des exercices clos à venir, un bénéfice net comptable ou une opération sur le capital permettant la reconstitution des capitaux propres, au niveau des comptes sociaux d'Artprice, à un niveau au moins égal au capital social et lorsque la reconstitution de la créance, objet des présentes, n'entraîne pas la réduction des capitaux propres à un niveau inférieur au capital social ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur ni la capacité de financement par la société de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir.

Le Débiteur s'engage ainsi à réinscrire au crédit du Créancier, dans ses livres, dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice social durant lequel la condition ci-dessus décrite s'est réalisée, la somme correspondant à la créance objet du présent abandon à condition que cette réinscription dans les comptes du débiteur n'entraîne pas l'enregistrement d'un résultat déficitaire sur l'exercice concerné par ladite réinscription ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur pour l'exercice à venir ni n'affecte sa capacité de financement de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir. »

Malgré, notamment, la conjoncture économique et financière, et des répercussions de ces dernières sur l'activité d'Artprice, la société va être certainement en mesure d'activer cette clause prochainement si la trésorerie disponible et le résultat, au moment de la réinscription de la créance dans les comptes du débiteur, le permettent.

4.2.22) Risque mineur de changement éventuel de contrôle de Groupe Serveur SAS

Monsieur Thierry EHRMANN détient la majorité des actions de Groupe Serveur SAS (détenu à 98 % par la famille Ehrmann dont 95,39 % par Thierry Ehrmann), elle-même actionnaire principal d'Artprice. Il existe actuellement un unique conflit avec un tiers (personne physique) résultant d'une sentence arbitrale menée par un arbitre unique suisse à l'insu de la défense (Epoux Ehrmann) et entraînant la réclamation d'environ 1 million d'euros et dont l'issue quasi impossible, au terme de procédures françaises et internationales en cours, serait que lesdites actions changent de mains en cas de non paiement de la somme réclamée.

Pour cela, il faudrait que les plaintes pénales françaises et suisse déposées par Thierry EHRMANN, n'aboutissent pas au terme de toutes les procédures, que la mise en cause de la validité de l'acte de nantissement, enregistré et signifié existant à ce jour sur l'intégralité desdites actions, soit retenue, que les associés, conformément à ses statuts, octroient l'agrément préalable du nouvel associé de Groupe Serveur SAS (pour information la famille Ehrmann détient 98% du capital de Groupe Serveur), que cette opération soit conforme aux règles du code monétaire et financier et des autorités de tutelles et que l'arrêt de la Cour de Cassation du 6 juillet 2011, confirmé par l'arrêt de la Cour d'Appel de renvoi du 3 mars 2015, qui ont donné raison à la famille Ehrmann, confirmé par l'arrêt de la Cour de Cassation du 4 janvier 2017 et la Cour d'Appel de renvoi du 14 mai 2019 soit remis en cause.

Thierry EHRMANN juge désormais, au regard des multiples jugements qui lui ont été pleinement favorables sur l'ensemble de ses demandes principales (JEX, Cour d'Appel, Cour de Cassation, Cour d'Appel de renvoi), ce risque plus qu'infiniment mineur. Ceci est d'autant plus vrai que l'Arbitre unique Suisse, ayant rendu la sentence arbitrale à Genève, a reconnu, le 21 janvier 2010, sans aucune ambiguïté par courrier officiel, avoir été trompé par le tiers (personne physique) visé au présent paragraphe sur la prétendue absence de la défense (Epoux Ehrmann), tout comme les juges de la Cour de Cassation et de la Cour d'Appel de renvoi qui ont invalidé l'exequatur de ladite

sentence arbitrale. Cet aveu de Monsieur l'Arbitre unique matérialise de manière définitive l'escroquerie au jugement faisant l'objet de différentes plaintes pénales en France et en Suisse.

Ce litige entre personnes physiques résulte, selon les époux Ehrmann, d'une part, d'une escroquerie au jugement, prononcée en Suisse à son insu où Thierry et Nadège EHRMANN ont engagé les poursuites pénales et civiles nécessaires, tant en Suisse qu'en France, et, d'autre part, d'une poursuite pénale initiée par Groupe Serveur dès 2005 contre les sociétés dirigées par ce tiers.

De plus, Groupe Serveur, deuxième actionnaire dans le capital de la holding du groupe VGP SAS détenu majoritairement par ledit tiers, conteste la sincérité et la fidélité des bilans de cette société dont ledit tiers a subrepticement transféré ses titres au Luxembourg avec un contrôleur dans les îles Vierges. Groupe Serveur a engagé différentes poursuites civiles et pénales contre ledit groupe et /ou son actionnaire principal dénommé la personne tierce, notamment pour Abus de Biens Sociaux, avec des poursuites en parallèles sur les mandataires sociaux dudit groupe en France et à l'étranger.

4.2.23) Risques liés à l'introduction en bourse du Musée L'Organe (Organ museum) par le Groupe Serveur

Le Groupe Serveur détient, depuis 2001, une filiale, le Musée L'Organe. Le Musée l'Organe, désormais contrôlée à 99,95 % par le Groupe Serveur, poursuit la rédaction actuellement du prospectus bilingue d'introduction en bourse, qui est susceptible de se faire soit en France, ou tout autre pays de son choix, sur un marché réglementée, semi-réglémenté ou O.T.C. Le démembrement du NYSE et d'Euronext, suite à l'OPA d'ICE, retarde l'introduction en Bourse de l'Organe dans laquelle Groupe Serveur, actionnaire majoritaire, doit reconsidérer la place de marché puisqu'elle avait, bien évidemment, pressenti PARIS qui se trouve, selon la presse financière, marginalisée.

Le Musée L'Organe possède de très nombreux actifs incorporels, emploie des artistes de renommée internationale, possède une expertise muséale internationale, maîtrise un savoir faire en matière d'ERP (établissement recevant du public) muséal ainsi que la production de sculptures, d'installations et œuvres plastiques monumentales. Cette introduction s'inscrit dans l'explosion de l'industrie muséale où il s'est construit dans la première décennie 2000/2010, plus de musées et centres d'art contemporain qu'au cours de tout le 20ème siècle. Il est expressément convenu que l'objet social, les produits et services du Musée L'Organe ne peuvent et, ne seront jamais concurrents d'Artprice. De même, la présentation du Musée L'Organe dans son prospectus bilingue est totalement dichotomique d'Artprice. Il n'existe donc, au regard de ces données, aucun risque de concurrence directe ou indirecte ni de confusion possible entre le Musée L'Organe et Artprice. Le mandataire social du Musée L'Organe est, depuis l'origine, Thierry Ehrmann. Les principaux éléments d'actif du Musée l'Organe sont une palette de produits et services qui permettent aux conservateurs de musée d'effectuer une mutation extraordinaire passant d'une institution rigide et renfermée à une société du savoir où le Musée devient un marché de "Mass Market".

Les quelques lignes d'introduction du prospectus du Musée l'Organe permettent de comprendre que ce dernier sera un client naturel d'Artprice et un ameneur d'affaires mais en aucun cas un concurrent d'Artprice.

"thierry Ehrmann codifie en 1999 le musée l'Organe comme une vision novatrice : le Musée Œuvre d'Art" où il définit le musée comme une œuvre d'art à part entière, se traduisant par une structure de construction qui, de manière intrinsèque, est une œuvre d'art monumentale, à ciel ouvert, constituée d'un corpus de plus de 5400 œuvres d'arts incluant plus de 450 sculptures d'acier monumentales , visibles comme une cathédrale des temps modernes.

Cette révolution sera appliquée notamment avec le Musée l'Organe qui gère l'ERP de la Demeure du Chaos/Abode of Chaos, dont les chiffres de fréquentation (120 000 visiteurs/an) en font le premier musée privé en Rhône-Alpes (source Le Progrès Culture). Par ailleurs, les retombées presse mondiales valident au delà de toute espérance les théories codifiées en 1999.

Pour mémoire, le musée et la collection publique, tels que nous les connaissons aujourd'hui, sont une invention relativement récente, puisqu'elle date du XVIIIème siècle, et peut être considérée comme le fruit de la Philosophie des Lumières. En France, c'est en 1694 que voit le jour le premier musée public à Besançon. Ailleurs dans le pays, c'est la Révolution qui met en place les premiers musées, pour mettre à la disposition des citoyens les œuvres d'art des collections royales ou celles qui ont été confisquées aux nobles et aux congrégations religieuses. Le musée, lieu officiel de l'exposition de l'art, occupe dès lors une place centrale dans la vie de la cité. À Paris, c'est le Palais du Louvre qui est choisi pour devenir un musée.

Le but du musée, institution publique au départ, est de rendre accessible à tous le patrimoine collectif de la Nation, l'idée du beau et du savoir à travers une sélection d'objets. Le musée montre l'art, mais aussi la science, la technique, l'histoire, toutes les nouvelles disciplines porteuses de progrès et de modernité.

Jusqu'au début du XIXème siècle, les musées ne sont ouverts qu'aux apprentis artistes venus imiter les œuvres reconnues. Même si à partir de 1880, ils commencent à recevoir également une mission éducative, l'ouverture à un public plus large est très lente et vécue avec beaucoup de réticences par une profession habitée par une conception élitaire de sa fonction. L'ouverture de musées plus récents répond à des enjeux scientifiques et artistiques d'aménagement du territoire ainsi qu'à des facteurs proprement économiques et politiques.

Parallèlement dès 1990, toute une génération d'industriels et de bâtisseurs, désirant imprimer durablement leur présence dans leurs pays respectifs se sont mis à bâtir un nombre incroyable de musées d'art contemporain, notamment en Europe du Nord, Allemagne, Italie du Nord et Chine. Il s'est construit dans la première décennie 2000/2010, plus de musées et centres d'art contemporain qu'au cours de tout le XXème siècle (source Artprice). "

...

"A ce titre, le Musée l'Organe en 2001 était précurseur en étant le premier musée d'art contemporain français à être inscrit au Registre du Commerce des Sociétés (RCS) en France.

Cette révolution du musée est poussée très loin par le Musée du Louvre qui commercialise sa marque vers les pays du Golfe.

Pour résumer sa démarche, thierry Ehrmann, fondateur du Musée l'Organe, déclare "Le cahier des charges du Musée l'Organe, qui nous a guidé depuis 1999, s'apparente parfaitement au "Musée Imaginaire" d'André Malraux. Ce développement est un cercle vertueux, la diffusion des contenus sur Internet créé le désir d'approfondir sa connaissance, sa curiosité et naturellement de venir visiter physiquement les musées du monde". Le mot de la fin, de cette présentation du musée dans le monde en 2012 par le Musée l'Organe revient à Malraux dans Le Musée imaginaire, où il s'attache en 1947 à analyser le phénomène muséologique : "Le rôle des musées dans notre relation avec les oeuvres d'art est si grand, que nous avons peine à penser qu'il n'en existe pas... et qu'il en existe chez nous depuis moins de deux siècles. Le XIXème siècle a vécu d'eux, nous en vivons encore et oublions qu'ils ont imposé aux spectateurs une relation toute nouvelle avec l'oeuvre d'art. Ils ont contribué à délivrer de leur fonction les œuvres d'art qu'ils réunissaient". "Le Musée imaginaire" de Malraux où une fois de plus, ce visionnaire hors norme avait déjà écrit que : "le musée au XXIème siècle sera le lieu unique de tous les arts où convergeraient toutes les cultures, les générations et les différentes strates sociales."

Dans la cadre d'une totale transparence, Artprice invite le lectorat à lire le rapport du Président de Groupe Serveur, détenteur de 99,95 % du capital du Musée l'Organe.

4.2.24) Risque mineur qu'Artprice ne puisse honorer les droits de reproduction du Musée d'Art contemporain l'Organe

Depuis 1999, le Groupe Artprice, leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art, a pour siège social le célèbre Musée d'Art Contemporain l'Organe, ayant en gestion exclusive La Demeure du Chaos / Abode of Chaos (dixit The New York Times).

La Demeure du Chaos / Abode of Chaos, 1er musée privé d'art contemporain en Rhône-Alpes avec 180 000 visiteurs/an, est un ERP géré par le Musée l'Organe où le Groupe Serveur, Artprice (leader mondial de l'information sur le marché de l'art) et ses filiales ont établi volontairement leur siège social, par la démarche philosophique qui les implique.

En effet, à la lecture des pages 474 à 489 de l'Opus IX de la Demeure du Chaos, le lecteur de l'information réglementée pourra aisément comprendre l'Alchimie entre Artprice, Groupe Serveur et le Musée l'Organe.

Pour information, cet ouvrage est également consultable gratuitement en ligne en format pdf ainsi que sur Issuu où il a été téléchargé 37 millions de fois (constat d'huissiers étude Mamet-Pons) :

<http://blog.ehrmann.org/pdf/demeureduchaos-abodeofchaos-opus-IX-2013.pdf>

<https://issuu.com/demeureduchaos/docs/demeureduchaos-abodeofchaos-opus-ix-1999-2013>

En termes de gestion des droits relatifs à la propriété intellectuelle, le concours financier de Groupe Serveur, détenant 99,95 % du Musée l'Organe gérant les droits de propriété intellectuelle (droits de reproduction sur tous supports, usufruit des marques déposées au niveau mondial, droit moral, droit dérivé, droit sui generis ...) concédés à Artprice, est dicté par un intérêt économique de premier ordre, un atout historique, une visibilité et une notoriété mondiales appréciées au regard d'une politique marketing et économique élaborée pour l'ensemble du Groupe Serveur et d'Artprice.

Nous pouvons identifier de manière très claire, à travers ces dispositions, une véritable contrepartie où nous pouvons noter l'équilibre parfait entre les engagements respectifs d'Artprice et ceux du Groupe Serveur détenant le Musée l'Organe, sans excéder les possibilités financières d'Artprice qui en supporte la charge en contrepartie d'un siège social parmi les plus prestigieux au monde, selon de nombreux titres de presse nord-américains, européens et asiatiques. Il faut préciser qu'Artprice a la pleine exploitation des droits de reproduction dans le cadre d'une activité lucrative de l'image des 5 400 œuvres monumentales sur 9 000m², formant le Musée d'Art Contemporain l'Organe, siège social d'Artprice.

Le paragraphe suivant donne un état des lieux du Musée d'Art Contemporain l'Organe, siège social d'Artprice, où le lecteur peut comprendre qu'au regard de l'histoire de l'art, le célèbre Musée d'Art Contemporain l'Organe, ayant en gestion exclusive La Demeure du Chaos / Abode of Chaos (dixit The New York Times), a une notoriété mondiale incontestablement supérieure à celle d'Artprice notamment dans le monde de l'art et précisément dans le Marché de l'Art qui est le cœur de cible représentant 100 % du business model d'Artprice.

La Demeure du Chaos/ Abode of Chaos », créée en 1999 (soit 20 ans d'existence) par thierry Ehrmann, Sculpteur Plasticien depuis 1980 (biographie 2019 certifiée Who's Who In France annexée aux présentes), est un Musée d'Art Contemporain : Le Musée L'Organe. Ce Musée d'Art Contemporain à ciel ouvert est plus connu sous le nom de la Demeure du Chaos / Abode of Chaos dicit The New York Times.

Il s'étend sur 9 000 m² et se matérialise par un parcours muséal unique au monde, ouvert gratuitement au public.

Ce Musée d'Art Contemporain est composé de près de 6 300 œuvres d'art distinctives, chacune par son nom original, medium et forme dont principalement 4 500 sculptures en acier brut pouvant aller jusqu'à plusieurs centaines de tonnes ainsi que des peintures, gravures, installations et land art conformément aux lois Malraux.

Ce Musée d'Art Contemporain compte 180 000 visiteurs/an, dont 25 % hors France.

La Demeure du Chaos est aussi le siège social de :

- Artprice, le Leader mondial de l'information sur l'Art, coté sur le marché réglementé SRD LO de Paris Euronext
- Groupe Serveur (maison-mère d'Artprice) et de ses 9 filiales (depuis 1987).

Ce Musée a reçu gratuitement 2,03 millions de visiteurs en 13 ans, depuis son ouverture au public en février 2006 (création du Musée d'Art Contemporain en 1999).

Pour ses 20 ans, il remercie ses 720 000 signatures de soutiens de sa pétition historique.

Ce Musée d'Art Contemporain se classe, selon les déclarations d'Établissements Recevant du Public à caractère muséaux, comme le 1^{er} Musée d'Art Contemporain privé en province hors région Île-de-France, devant notamment les deux Musées d'Art Contemporain lyonnais (MAC de Lyon et Institut d'Art Contemporain de Villeurbanne).

Au regard des Historiens d'Art, La Demeure du Chaos/ Abode of Chaos se définit comme une « œuvre au noir de tradition hermétique se nourrissant du Chaos alchimique de notre 21^{ème} siècle, tragique et somptueux dont les braises naissent le 11 Septembre ».

De nombreuses planches maçonniques, ouvrages et revues l'attestent depuis 20 ans.

Les différents ouvrages d'art du monde entier situent sa Genèse dans la première planche maçonnique de thierry Ehrmann à la Grande Loge Nationale de France en 1985, portant sur le célèbre ouvrage alchimique « Les Demeures Philosophales » de Fulcanelli.

Par ailleurs, Monsieur Ehrmann et sa Demeure du Chaos sont comparés depuis 20 ans au Facteur Cheval et à son Palais Idéal à tel point que l'ouvrage de référence « Avec le Facteur Cheval », édité par le Palais Idéal du Facteur Cheval, l'École Nationale Supérieure des Beaux Arts et le Musée de la Poste, décrivent en 2008, dans le paragraphe « Cheval et ses poulains » : « La Demeure du Chaos de Thierry Ehrmann baptisé Le Facteur Cheval du XXI^{ème} siècle ». La filiation par les ayant-droits du Facteur Cheval est claire et sans ambiguïté. De même, il existe depuis plus de 10 ans un circuit culturel commun aux deux musées qui accueillent les mêmes visiteurs.

Le Musée d'Art Contemporain « La Demeure du Chaos » comporte aussi 1 800 portraits géopolitiques couvrant 80% de l'actualité mondiale qui sont régulièrement repris par les journaux et médias de presse écrite et audiovisuelle dans le monde ainsi que des milliers de gravures alchimiques distinguées.

La Demeure du Chaos / Abode of Chaos a fait l'objet de près de 3600 reportages de presse écrite et audiovisuelle de 72 pays en près de 20 ans.

Selon la presse internationale, elle est définie comme un corpus d'Œuvres distinguées et une "Factory" incontournable et unique au monde qui s'inscrit dans l'Histoire de l'Art comme l'œuvre majeure du début de notre 21ème siècle (cf revue de presse, notamment le n° spécial du journal « The New York Times » et Artpress).

Meilleure notation française des avis Google sur les Musées d'Art Contemporain français :

« Artprice présente le classement des Musées d'Art Contemporain en France par les avis Google – Méthodologie et constat d'Huissier de Justice » (Juin 2019)

Méthodologie : le Musée d'Art Contemporain l'Organe gérant la Demeure du Chaos a souhaité mesurer l'empreinte sur Internet la plus fiable possible des musées d'Art Contemporain en France. A ce titre, un consensus est né parmi les statisticiens et économètres de groupe Serveur et d'Artprice sur le fait que seul l'écosystème Google (moteurs de recherche, Google Maps, Google Street View, Google Earth, Google Photos, et les autres applications Google) est légitimement le support Internet de référence, tant en terme de nombre d'utilisateurs que de visibilité, de fiabilité et en temps réel avec des mesures de sécurité que Google maîtrise pour éviter toute forme de fraude.

En effet, seul Google publie systématiquement dans le monde entier l'ensemble des acteurs culturels d'un pays. A ce jour nous n'avons pas connaissance en France d'un quelconque refus d'un Musée d'Art Contemporain de figurer dans Google qui est désormais considéré par les français comme l'acteur unique (97%) qui se subroge à l'ancien annuaire français des pages blanches ou jaunes. Les avis sur Google ne sont pas impactés par des actions commerciales de Google ou de tiers. Ce cas est unique dans l'Internet.

La méthodologie retenue est de prendre les Musées d'Art Contemporain quel que soit le lieu, dès lors où ceux-ci ont recueilli un nombre d'avis supérieur à 500 afin d'éviter toute manipulation ou manque de fiabilité sur un nombre d'avis trop faible.

Ce classement qui fait l'objet d'un constat par Huissier de Justice ne doit en aucun cas être considéré comme un quelconque classement qualitatif ; il restitue seulement une analyse économétrique des grands flux d'information en provenance des banques de données de Google.

Toutes les marques et dénominations citées dans le présent classement et notamment le descriptif de l'écosystème Google sont la propriété de leurs auteurs respectifs.

VILLE	NOM	NOTE	AVIS
Saint-Romain-au-Mont-d'Or	Musée l'Organe / La Demeure du Chaos	4,6	1 171
Paris	Le Centre Pompidou	4,4	32 483
Paris	Fondation Louis Vuitton	4,4	7 721
Paris	Palais de Tokyo	4,4	5 141
Paris	Fondation Cartier pour l'art contemporain	4,4	1 451
Bussy-Saint-Martin	FRAC Île-de-France / Le Château	4,4	883

	<i>(Parc culturel de Rentilly – Michel Chartier)</i>		
Paris	Jeu de Paume	4,4	863
Le Havre	MuMa Musée d'art moderne André Malraux	4,3	1 231
Villeneuve-d'Ascq	LaM, Lille Métropole musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut	4,3	1 161
Strasbourg	MAMCS, Musée d'art moderne de Strasbourg	4,2	1 640
Toulouse	Les Abattoirs – FRAC Occitanie Toulouse	4,2	1 354
Nîmes	Carré d'Art-Musée d'art contemporain	4,2	585
Vitry-sur-Seine	MAC VAL	4,2	584
Saint-Priest-en-Jarez (Saint-Etienne Métropole)	Musée d'art moderne et contemporain	4,2	518
Nice	Musée d'Art moderne et d'Art contemporain de Nice	4,1	1 723
Lyon	Musée d'Art Contemporain	4,1	826
Bordeaux	CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux	3,9	1 056

Seul le procès-verbal d'Huissier de Justice fait foi en termes d'horodatage.

Lire le constat de 99 pages : <https://artpressagency.wordpress.com/classementgoogle/>

Ce chiffre est très impressionnant sur une étude comparative des Musées d'Art Contemporain en France car il reflète exclusivement l'opinion des visiteurs sans que le Musée d'Art puisse intervenir auprès de Google qui refuse toutes démarches en ce sens.

D'autre part, le classement n°70 « Grand Lyon La Métropole Facebook Google » place le Musée d'Art Contemporain l'Organe gérant La Demeure du Chaos / Abode of Chaos en première position parmi les acteurs culturels du Grand Lyon La Métropole, avec ses 3,8 millions de membres Facebook et sa notation Google 4,6/5.

Son 1er rang au classement avec 3,8 millions "J'aime" est aidé par plus de 3 600 médias anglo-saxons qui ces dernières années ont effectué des reportages sur le Musée l'Organe/La Demeure du Chaos ce qui est une belle victoire pour le Grand Lyon – La Métropole.

Un chiffre récent montre la puissance du Musée d'Art Contemporain l'Organe sur l'hexagone avec plus de 29 millions de vues (PV d'huissier Maître PONS) pour la vidéo d'Antoine de Caunes en visite à la Demeure du Chaos dans le cadre de son émission «La Gaule d'Antoine» sur Canal +. Selon les chiffres officiels certifiés Facebook, c'est plus de 9,1 millions de lecteurs par semaine (plus de 30% hors France), confirmant son engagement Logarithmique toujours à un très haut niveau : 71.

Le Musée d'Art Contemporain l'Organe gérant La Demeure du Chaos / Abode of Chaos édite dans le monde entier de nombreux ouvrages dont notamment l'ouvrage « OpusIX de la Demeure du Chaos », livre Collector bilingue, de 504 pages et 4,5 kg, incluant les 702 sculptures d'acier brut « in situ » pour l'exposition « Trente ans de sculptures de thierry Ehrmann (1980-2010) ».

Cet ouvrage est également consultable gratuitement en ligne en format PDF ainsi que sur le Issuu où il a été téléchargé 37 millions de fois (constat d'Huissiers étude Mamet-Pons) :

<http://blog.ehrmann.org/pdf/demeureduchaos-abodeofchaos-opus-IX-2013.pdf>

<https://issuu.com/demeureduchaos/docs/demeureduchaos-abodeofchaos-opus-ix-1999-2013>

Le Musée d'Art Contemporain l'Organe gérant La Demeure du Chaos est aussi une résidence d'artistes et d'écrivains.

La banque de données images du Musée L'Organe a atteint les 39 millions de vues sur Flickr (constat huissier 27/03/2018 Maître PONS).

Elle est également présente dans le monde des idées. Elle a en effet engendré, depuis 20 ans dans le monde, des expositions, des débats, des dizaines de livres, des longs métrages de réalisateurs célèbres, des thèses, des recherches, des résonances sur les différents continents. Elle a fait l'objet de travaux parlementaires pour modifier la réglementation des œuvres d'art au regard de l'urbanisme, par décision du 7 juillet 2016, article 1er, la liberté de création pour les artistes est libre.

Elle incite quotidiennement son lectorat, dans chaque post (soit 70 000 articles par an), par un lien hypertexte pointant vers Artprice, à devenir membre d'Artprice pour accéder à l'information relative à l'histoire et au Marché de l'Art.

Artprice, pour sa part, à travers sa page Facebook professionnelle qui compte 1,8 million d'abonnés mais aussi ses 7 fils d'informations Twitter et sa page Google+, reprennent sur le flux d'informations depuis 1999 environ 30 % de photos, vidéos ou textes relatifs au Musée d'Art Contemporain, ayant en gestion La Demeure du Chaos / Abode of Chaos (dixit The New York Times) :

<https://fr-fr.facebook.com/artpricedotcom/>

L'atout extraordinaire de ce siège social est qu'il est constitué de 5 400 œuvres monumentales dont certaines sculptures dépassent la dizaine de tonnes d'acier brut. Certaines sculptures monumentales, comme Overground ou Underground, dépassent les 100 tonnes d'acier.

La banque de données images du Musée L'Organe a atteint les 39 millions de vues sur Flickr (constat huissier 27/03/2018 Maître PONS). Elle permet à Artprice de puiser de manière illimitée sur ces 70 000 photos et 5 000 vidéos, dont certaines atteignent plusieurs millions de vues du siège social sans avoir besoin de traduire. En effet, l'œuvre d'art, au regard de l'histoire de l'art, est universelle et son nom doit juridiquement respecter la langue d'origine. Cette pratique bien connue d'Artprice qui, à travers ses 6 300 Maisons de Ventes aux enchères partenaires et ses banques de données disponibles en six langues, supporte plus de 90 langues dans le nommage des œuvres.

Artprice, en utilisant de manière constante et permanente les images, vidéos, textes, reportages de presse écrite et audiovisuelle pour son marketing mondial et pages Internet, ses réseaux sociaux, ses plaquettes de communication institutionnelle, l'intégralité de ses communiqués financiers incluant un tiers du document dans la rubrique juridique « À propos d'Artprice » à usage principal d'un droit de reproduction exorbitant mais dont la contrepartie est une visibilité dix fois supérieure à l'histoire-même d'Artprice, génère au regard des grilles tarifaires de la profession tant des agences de presse photos, que des sociétés de droits d'auteurs, des sommes annuelles de plusieurs millions €.

Groupe Serveur accepte que cette contrepartie ne soit pas acquittée immédiatement pour ne pas impacter la trésorerie d'Artprice. Néanmoins, afin de respecter la politique élaborée pour l'ensemble des deux sociétés avec une contrepartie équitable sur les engagements respectifs de celles-ci, Groupe Serveur accepte de différer le règlement des droits de reproduction dont Artprice doit s'acquitter comme elle le fait déjà depuis 12 ans auprès de l'ADAGP, société de droits d'auteurs gérant 43 pays.

Il existe donc un faible risque qu'Artprice, dont le statut de Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art depuis plus de 20 ans est incontestable, ne soit pas capable, malgré le retour à meilleure fortune, de se retrouver de facto dans une contrefaçon illicite des droits d'auteurs dont elle a la concession tacite pour son siège social vis-à-vis de Groupe Serveur.

Dans ce cadre, Groupe Serveur, en son nom ou celui du Musée l'Organe qu'il détient à 99,95 %, s'engage à ne pas lancer d'action judiciaire en contrefaçon ou parasitisme sur Artprice parce qu'il ne se serait pas acquitté des sommes dues appliquées au tarif en vigueur extrêmement clair édité tant par les agences de presse photos, que par les sociétés de droits d'auteurs dès lors qu'Artprice démontre sa bonne foi. Il existe d'ores et déjà une capacité qu'Artprice peut activer, pour démontrer sa bonne foi, en utilisant son compte courant qu'il détient dans Groupe Serveur ce qui, d'une part, n'impacterait pas la bonne marche et la trésorerie d'Artprice et constituerait, d'autre part, un acte significatif ouvrant la voie à un échancier qui prendrait en compte les équilibres respectifs de chacune des sociétés.

Artprice avait un handicap sérieux par le fait que sa clientèle, principalement les galeries d'art, mettait un bémol sur Artprice, la considérant comme une société puissante et financière cotée sur le marché financier, ayant une position dominante et n'ayant qu'une vision froide, purement financière et capitalistique du marché de l'art.

Cette clientèle a revu sa position du fait qu'Artprice a établi son siège social au coeur du Musée d'Art Contemporain l'Organe et que les clients d'Artprice peuvent constater par Internet ou de visu que 100 % des salariés d'Artprice évoluent au coeur-même de leurs bureaux, parmi des milliers d'oeuvres d'art, créées par un unique auteur qui est thierry Ehrmann, sculpteur-plasticien depuis plus de 30 ans mais aussi Fondateur et PDG d'Artprice.

La chaîne franco-allemande Arte, la référence absolue en matière d'art en Europe et aux USA, ne s'est pas trompée. Elle a réalisé une trentaine de productions où sont intimement liées Artprice et le Musée d'Art Contemporain L'Organe, dans lesquelles thierry Ehrmann apparaît en tant que PDG d'Artprice, historien de l'art et artiste plasticien. Ces séries d'Arte France/Allemagne, qui veulent avoir une approche pédagogique, ont signé sur plusieurs années consécutives la reconduction de ces tournages car ils considèrent que cet équilibre entre les deux parties donne une notion d'excellence à la chaîne Arte dont les critères en matière de pertinence et de qualité sont d'un très haut niveau.

Un haut responsable d'Arte indiquait par similitude que le binôme Artprice/Musée d'Art Contemporain L'Organe serait pour l'Allemagne l'équivalent du binôme Lufthansa/Aéroport mythique de Berlin Tempelhof, dont la fusion a échoué pour une unique raison de sécurité aérienne.

4.3) RISQUES OPÉRATIONNELS, INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX

4.3.1) Risques liés aux logiciels ou produits licenciés par des tiers.

Comme décrit dans le paragraphe “ risque informatique ”, la société Artprice est peu dépendante de logiciel ou produit licencié par des tiers, cette dernière développant toutes ses applications en interne. Le risque pourrait être sur les produits IBM, Sun, HP, Microsoft, Oracle, Dell, Cisco, Pillar ...

Il n'existe pas manifestement de risque sur une société fournisseur d'Artprice dont le bilan économique dudit fournisseur serait susceptible de déposer le bilan.

Artprice a internalisé avec Thierry Ehrmann l'intégralité des process informatiques fondamentaux de son métier. De même, les interfaces entre les systèmes propriétaires mondialement connus et les systèmes propriétaires d'Artprice font l'objet, par Thierry EHRMANN, l'auteur, de multiples sécurités permettant, en cas de défaillance d'un tiers fournisseur, de pouvoir, de manière autonome, basculer sur un autre système d'un autre fournisseur. L'usage de plus en plus constant de Linux permet d'année en année de sécuriser et s'accaparer un savoir-faire propre à Artprice et son auteur, Thierry EHRMANN.

4.3.2) Risques liés aux évolutions technologiques

Internet, par sa croissance exponentielle et la convergence des médias (télécom, télévisions hertziennes et numériques, téléphones mobiles, Smartphone, GPRS / UMTS, 4G, 4G+, 5G...), ne permet pas de définir le média qui dominera le marché de l'Internet. A ce titre la société Artprice est susceptible de modifier sa politique de R&D, marketing et commerciale, en fonction du ou des médias qui s'imposeront sur le marché de l'Internet.

Pour mémoire, l'analyse des risques développée dans le prospectus d'introduction du 21 janvier 2000 émettait déjà les risques suivants : " une très grande partie du chiffre d'affaires prévisionnel est liée au développement de la technologie WAP / GPRS / UMTS qui est susceptible de prendre du retard dans son déploiement et/ou dans son acceptation par les opérateurs télécom et/ou l'adoption de ces technologies et formats par les professionnels et le grand public. A ce jour, aucun accord avec un opérateur GPRS / UMTS sur les modalités de rémunération n'a encore été signé par la société Artprice. Le retard colossal du GPRS / UMTS a impacté de manière très importante le C.A. d'Artprice".

Les évolutions rapides des technologies de transmission des données et leur imprévisibilité peuvent représenter un danger de non-compatibilité avec les options technologiques prises par une société qui base son développement sur Internet.

Il existe un risque que, notamment, les banques de données d'Artprice, sa Place de Marché Normalisée soient contrariées par des conflits de normes telles que Chine/USA, pour les réseaux 3G, 3G+, HSPA+, 4G, 4G+ LTE, LTE Advanced et 5G, ainsi que le passage à la norme IPV6 qui n'est pas compatible, en voie descendante, avec l'IPV4. De plus en plus d'Etats, pour des raisons de sécurité intérieure, modifient les normes internationales de l'Internet par des systèmes propriétaires faisant de leur Internet national un véritable Intranet filtré. Il existe donc bien un risque que le calendrier, où Artprice vise la fonction kiosque payante chez les opérateurs en 4G, 4G+, puisse prendre un retard important.

Enfin, Artprice renvoie également le lecteur au risque 4.2.1) concernant la 5G.

4.3.3) Risque sur le modèle économique de la 4G, 4 G++, 5 G, LTE et LTE advanced

Le développement du réseau 4G, 4G++, 5G permettra dans un avenir proche de nouvelles sources de monétisation pour le groupe. En effet, le déploiement du réseau mobile 4G, 4G+ et 4G LTE (déjà implanté en Asie et à New York) 5G, va permettre au groupe de développer un service d'abonnement à un kiosque d'informations pour un montant compris environ entre 2,5 € à 10 € par

mois (ce dernier tarif s'appliquera aux professionnels, le premier au grand public). Ce service est rendu possible sachant que les opérateurs Télécom sont désireux de monétiser leurs réseaux 4G, 4G+, LTE, 5G sources d'énormes investissements. A contrario des banques qui se déclarent totalement incompétentes pour le micro-paiement, ce type de micro-paiement permettant d'atteindre un marché de masse de plusieurs millions de clients en peu de temps car développé et poussé par les opérateurs de téléphonie mobile qui savent parfaitement prélever depuis toujours ce type de micro-paiement à leurs clients et reverser entre 75 et 80 % aux fournisseurs de contenus.

Pour Artprice, en complément du développement des technologies, qui offre le support (smartphone et tablette) nécessaire à l'accès à une information exploitable en tout lieu, la 4G, 4G+ et la 4G LTE et 5G permettront d'assurer une fluidité du contenu de l'information auprès de ses clients abonnés. Ce qui était impossible à réaliser avec un mode 2G et 3G dont la structure n'est pas initialement programmée

pour les datas. Or, la nature nomade et fortunée des clients du Groupe adhère à ce type de service de l'Internet mobile qui constitue déjà plus de 30% des consultations des clients du groupe en 2015, et dont l'essor du service kiosque devrait rapidement porter ce taux, à terme, à 80%.

Aussi, Artprice a visiblement anticipé cette opportunité en re-développant l'intégralité de ses banques de données et ses infrastructures réseaux pour répondre simultanément à trois enjeux majeurs : 1/ brique logicielle pour le micropaiement 2/ mise en place du Load Balancing et 3/ le passage ipv6. Le passage Ipv6 est préconisé par Verizon USA pour utiliser son réseau 4G LTE. En effet, le réseau 4G appelé aussi LTE (Long Term Evolution) et LTE Advanced vont permettre à Artprice une multitude d'actes tarifaires qu'il était impossible de réaliser en mode 2G ou 3G. Aussi, il est prévu dans le cadre d'une fonction kiosque avec les opérateurs télécom, un coût à la minute, aux Mo, ou au prélèvement mensuel automatique (via un abonnement téléphonique) mais pour cela il est nécessaire d'héberger des briques logicielles émanant des banques de données d'Artprice, au cœur des salles machines des grands opérateurs internationaux (dont une partie essentielle restera évidemment encryptée sur les serveurs d'Artprice).

La politique d'Artprice, dans un souci d'une gestion cohérente, est de nouer des accords 4G, 4G+, 5G payants avec un maximum de 20 opérateurs au niveau mondial. De ce fait, Artprice souligne le risque que certains pays de taille réduite ne soient pas couverts par l'application 4G/Artprice.

Il faut préciser que la société Artprice a, par sa maison mère, le Groupe Serveur, une expérience incomparable en matière de banques de données professionnelles payantes par kiosque, depuis 1985 (fonction X25/Télérel) avec, de plus, une expérience appliquée sur le 3617 Artprice qui, pendant des années, a très bien fonctionné à 5,57 F/Min (0,85 €/min) depuis 1992. Cependant, Artprice ne peut en aucun cas être garant d'une quelconque projection économique, comptable et financière de par le fait que les grands opérateurs internationaux, avec qui il travaillera, ont chacun une approche marketing différente, une infrastructure informatique propriétaire et des CGV, entre éditeur de contenus (Artprice) et opérateur, spécifiques à chacun. Dans ce cadre, Artprice, bien qu'ayant une expérience de plus de 25 ans de kiosque payant en micropaiement sur réseau analogique puis numérique, ne peut garantir qu'il retrouvera des paramètres communs avec lesdits opérateurs. Artprice met en garde contre notamment d'éventuels problèmes rencontrés avec les infrastructures informatiques propriétaires où Artprice veut néanmoins assurer la sécurité de ses banques de données qui seront obligées, de par le système kiosque, d'être toute ou partie au cœur des salles informatiques des opérateurs de téléphonie mobile. De même, sur certains opérateurs internationaux, le marketing des services et produits proposés par Artprice sur le réseau de l'opérateur doit faire l'objet d'un accord préalable (ex : Apple Store/Apps pour iPad et iPhone) qui est susceptible de ne pas être conforme aux règles marketing d'Artprice.

De plus, il n'est pas exclu que les opérateurs demandent de prendre en charge un certain nombre de frais fixes, hors leurs commissions qui se situent entre 15 à 30 %. Ces frais seraient, entre autres, l'encapsulation des données Artprice dans le service datas 4 G, 4 G+ de l'opérateur ou bien une participation financière pour être en pool position dans les moteurs de recherche propriétaires de l'opérateur de téléphonie mobile (ex : Artprice sort en premier dans la section Art).

Enfin, bien que la 4G, 4G+, LTE, 5G avec le système de kiosque micro-paiement, soit très proche, d'un point de vue marketing et industriel, du X25, télécel, numéros surtaxés, Artprice ne peut garantir que les consommateurs potentiels adhèrent à sa politique tarifaire et/ou sa manière de présenter ses produits et services sur des terminaux de 5 à 7 pouces.

Par ailleurs, la 4G, 4 G+, 5G est soumise, dans chaque pays, à la concession et/ou la cession de fréquence appartenant soit à l'état soit à l'armée. Artprice a pu constater que certains pays, dont la France, ont pris des retards importants de par les mises aux enchères des fréquences par les Etats qui ont donné suite à de violents contentieux entre opérateurs télécom paralysant, de fait, le déploiement initialement prévu des opérateurs. Enfin, l'Union Internationale des Télécommunications a défini la 4G, 4G+, 5G avec des valeurs précises pour les voies montantes et descendantes en termes de débits, néanmoins, différents opérateurs offrent une 4G, 4G+, 5G qui, en réalité, ne correspond pas au cahier des charges de l'UIT et sont susceptibles de retarder des opérations marketing du fait que le consommateur final considère que son opérateur ne lui fournit pas une véritable 4G, 4 G+, 5G.

De manière plus générale, chaque pays constituera pour Artprice un marketing "glocal", à savoir une approche globale et mondiale, comme l'est Artprice actuellement, avec des spécificités locales pour respecter la culture de l'opérateur et de ses clients.

4.3.4) Risques liés à la mise en ligne des résultats par les Maisons de Ventes

Les maisons de ventes commencent à mettre leurs résultats et calendriers sur Internet. Ce phénomène peut constituer un danger pour l'activité d'Artprice.

Dans un premier temps, la quasi-exhaustivité et consolidation mondiale des résultats de ventes d'Artprice donne une première valeur ajoutée.

D'autre part, les indices de Art Price Index prennent la relève pour se substituer aux données primaires.

La banque de données Artprice peut, grâce aux indices économétriques, valoriser de manière importante toutes ses données antérieures, la modélisation des indices Art Price Index ne font que s'affiner tant par le nombre de données que la durée sur laquelle elles s'inscrivent.

Un risque très marginal existe pour la société Artprice que des maisons de vente décident de créer une banque de données les fédérant pour concurrencer la société Artprice.

Néanmoins il existe une forte rivalité entre les maisons de ventes aux enchères, petites et grandes, sur leurs segments respectifs, ce qui peut constituer un frein à former un corps économique unique qui mettrait à disposition des ressources communes au sens d'un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) (Il existe environ 6300 maisons de ventes aux enchères, de toutes tailles et de toutes nationalités). Ainsi, il devient alors difficile d'imaginer une banque de données commune à chacune des maisons de ventes aux enchères qui viendrait contribuer à enrichir quotidiennement avec ses résultats de vente cette base.

De même, pour la production d'indices, " l'expérience controversée du Times Sotheby's Index permet de comprendre aisément que les maisons de ventes aux enchères en présence sur le marché de l'art semblent avoir une réelle difficulté à se fédérer ou imposer un quelconque indice quelle que soit leur taille " (rapport sénatorial sur le marché de l'art n°330/1999, Commission des Finances).

L'existence des livres de cotes internationaux depuis plus de 30 ans a toujours été considérée par les maisons de ventes aux enchères comme un atout plaidant en leur faveur. Leur unique préoccupation depuis environ 30 ans étant d'éviter la profusion d'une multitude de banques de données leur entraînant un surcroît de travail pour leurs études et une diminution de la crédibilité des prix.

Artridge a conclu un contrat historique avec l'ADAGP, pour tout pays et tout droit de reproduction en contrepartie du règlement, par Artridge à l'ADAGP, de tous les droits d'auteur. A ce jour, Artridge fait partie des principaux clients contribuant à la reversion de droits aux auteurs ou ayants-droit, sociétaires de l'ADAGP.

4.3.5) Risques liés à l'émergence de données gratuites

La société Artridge considère comme un risque important l'émergence de bases de données gratuites sur les résultats de ventes aux enchères publiques d'œuvres d'art. Les différents modèles économiques de l'Internet sont totalement imprévisibles.

La société Artridge, en reprenant l'analyse des grandes agences d'informations primaires, considère comme hypothèse qu'une donnée est pertinente lorsque l'achat de cette dernière (entre 1 à 50 dollars pour connaître le prix ou les indices économétriques d'un artiste sur Artridge) peut permettre de réaliser une plus-value potentielle importante vis à vis de l'achat de la donnée.

Cette analyse de la pertinence de l'information permet d'établir un prix de vente comme valeur de référence.

Une partie des clients d'Artridge (officiers ministériels, compagnies d'assurances...) recherche une valeur incontestable ou une valeur vénale de l'œuvre d'art. A ce titre une donnée gratuite ne pourra leur permettre d'appeler en garantie le producteur de la banque de données gratuite sur Internet. De plus, l'ensemble de la presse anglo saxonne et Européenne s'oriente de plus en plus vers des modes payants (unité et /ou abonnement) confortant ainsi le credo d'Artridge dans son document d'introduction de 1999 dans le chapitre 4 perspectives 2000/2010.

4.3.6) Risques de dépendance à l'égard des Maisons de Ventes aux enchères

La société Artridge expose le risque que des maisons de ventes aux enchères considèrent que leur contribution à la banque de données Artridge mérite rémunération où échange valeur marchandise. Un travail relationnel est effectué de manière régulière avec toutes les maisons de vente qui voient manifestement en Artridge une agence d'information primaire impartiale dont les informations fiables sont servies en ligne avec une consolidation des données sur la quasi-intégralité de la profession.

L'analyse des courriers, échanges verbaux, écrits et visites au cours de ces 40 dernières années (de part les filiales d'Artprice créée en 1970 FVW France, 1975 Sound View Press - Usa) confortent la société Artprice dans la relation favorable qu'elle a bâtie avec les maisons de ventes aux enchères. Cette relation est basée principalement sur un service réciproque sans ambiguïté ni distinction particulière selon la taille de la maison de ventes aux enchères où cette dernière a pour charge d'envoyer son catalogue et ses résultats de ventes ; en réciprocité, la société Artprice effectue un travail de collecte, traitement, enrichissement, diffusion de ces données à travers le monde en allant dans le sens du marché de l'art où la transparence des prix ne peut se situer que dans la publication des résultats de ventes aux enchères d'art.

4.3.7) Risques liés à la collecte des résultats de ventes aux enchères en ligne par Artprice

L'émergence de nouvelles maisons de ventes aux enchères sur l'Internet pour des ventes aux enchères d'art amène Artprice à collecter et traiter leurs résultats selon les critères éditoriaux d'Artprice.

Un risque existe dans le postulat de bonne foi qu'Artprice leur accorde après examen par la rédaction. Les maisons de ventes aux enchères traditionnelles présentent des gages de déontologie et de pérennité supérieurs aux nouvelles maisons de ventes aux enchères en ligne.

La société Artprice estime néanmoins qu'elle se doit de collecter cette information afin de restituer une image sincère du marché de l'art aux enchères.

4.3.8) Risques liés à la mise en place par Artprice des “Annonces ” et “ Artprice store ” constituant la Place de Marché Normalisée de Fine Art®

La mise en place des “Petites Annonces ” et “ Artprice store ”, produits constituant la Place de Marché Normalisée de Fine Art depuis 2005, ainsi que l'extension de cette dernière, depuis le 18 janvier 2012, aux enchères ne devrait pas augmenter les risques de contentieux intenté à l'encontre de la société Artprice par les titulaires des droits sur les œuvres objets d'une annonce sur le site d'Artprice. En effet, comme Artprice l'indique dans ses conditions générales d'utilisation des annonces, le passage d'une annonce sur la Place de Marché Normalisée® d'Artprice par un vendeur ou par un acheteur ne peut en aucun cas être interprété comme une garantie d'Artprice.com sur l'authenticité ou l'origine de l'œuvre d'art vendue. Artprice.com n'intervient pas dans les transactions entre acheteurs et vendeurs. De ce fait, elle n'exerce aucun contrôle sur la qualité, la sûreté ou la licéité des objets répertoriés, la véracité ou l'exactitude dans les annonces mises en ligne, la capacité des vendeurs à vendre lesdits biens ou services ni la capacité des acheteurs à payer lesdits biens ou services.

Artprice.com (ainsi que ses filiales et les sociétés du groupe, ses mandataires sociaux, dirigeants et salariés) est donc dégagée de toute responsabilité en cas de litige pour toute réclamation, et tout dommage présent ou futur, présumé ou non, constaté ou non, résultant de manière directe ou indirecte de ces annonces.

Les conditions générales d'utilisation des annonces, que ce soit à prix fixe ou aux enchères, ne créent aucun lien de subordination, de mandat, de société en participation, d'entreprise commune, de relations franchiseur/franchisé ou employeur/employé, entre Artprice.com et le vendeur et/ou acheteur.

La responsabilité d'Artprice.com ne saurait être retenue du fait du contenu des sites vers lesquels peuvent pointer des liens hypertextes figurant sur son site.

Ainsi, bien que minime, la prise en compte du risque lié à la mise en place de ces produits relève du seul principe de prudence de la part d'Arprice.

4.3.9) Risques liés à l'informatique d'Arprice

Salle machines

Arprice dispose de 2 salles blanches à l'extérieur des locaux et 2 salles blanches au siège social dont une principale entièrement sécurisée :

Alimentation électrique ondulée, onduleurs redondant et groupe électrogène 300KWA

Climatisation redondante avec trois systèmes autonomes.

De même, par le Load Balancing, d'autres salles blanches abritent désormais les banques de données d'Arprice en France, à Singapour, Etat de Virginie (USA), Francfort (Allemagne) avec, bien évidemment, une IP locale permettant d'être référencé comme un opérateur national. Le niveau de sécurité est très important, ces datas center étant gérés par des opérateurs internationaux.

Risques intrusion

- Accès sécurisé contrôlé par badge de l'ensemble des salles machines et bureaux. Volet blindé à l'entrée de la salle machine.
- Coffre ignifuge,
- 27 caméras numériques stockent en temps réel sur 7 jours l'intégralité des mouvements dans les zones critiques et les zones d'accès. Chaque zone d'accès est pilotée par des pylônes infrarouges, capteurs d'hyper fréquence et badges de sécurité hiérarchisés mémorisant les 7 derniers jours. Le stockage en banques de données des caméras numériques ainsi que le contrôle d'accès font l'objet d'un dépôt à la CNIL.

De surcroît une présence humaine, en sus des moyens décrits au présent paragraphe, est constante 24h/24, 365 jours par an.

Risques incendie

La salle machines centrale possède des bombonnes de gaz FM 200 Cerberus groupe Siemens, qui déclenchent un gaz non toxique neutralisant toute forme de combustion ainsi que des détecteurs optique et fumées.

Risques d'interruption des réseaux accédant à Internet

Arprice, dispose aujourd'hui d'une bande passante multi-opérateurs, en BGP4 associant des fibres optiques propriétaires ainsi que des liaisons spécialisées en secours et des salles machines redondantes.

Les équipements réseaux nécessaires à l'usage de cette connexion, sont sécurisés, redondants ou disponibles en secours.

La capacité d'Arprice à basculer d'un opérateur à l'autre en cas d'indisponibilité temporaire, à gérer elle-même les différentes parties constituant son cœur de réseau, garantit les meilleures disponibilités du service.

La disponibilité de la connexion, ainsi que sa qualité sont surveillées en permanence par des administrateurs réseau dédiés.

La capacité actuelle permet d'encaisser les pointes de trafic souvent très élevées même avec des reportages T.V. à caractère international à des heures de pointe (Europe, USA, Asie).

Il existe un risque pour lequel les principaux opérateurs mondiaux soulignent l'extrême gravité, à savoir, la gratuité établie depuis la naissance d'Internet de la Bande passante entre les grands opérateurs internationaux qui est remise en cause par certains acteurs et/ou fournisseurs de contenus et/ou d'organismes gouvernementaux. Dans un pareil cas, le coût, pour Artprice, de la bande passante Full IP pourrait subir des variations à la hausse ou à la baisse très importantes.

Risques d'interruption des réseaux de production

Le système de production est constitué d'un parc de centaines de machines et d'une trentaine de serveurs principaux, avec un SAN d'une capacité de 700 To avec des salles répliquantes de même capacité.

Le rôle de ce réseau est d'alimenter en permanence et de manière protégée, les banques de données Artprice.

Ce réseau est lui même constitué de différentes zones, chacune de ces zones étant classifiée par niveau de sécurité, les accès aux différentes zones sont gérés par un firewall.

4.3.10) Risque lié au passage du site artprice.com en https :

Le HTTPS est un protocole de communication client-serveur, ou HTTP, avec un certificat d'authentification du site exploré.

Le protocole HTTPS est une garantie pour un internaute de naviguer sur un site Internet respectueux des règles de confidentialité. Le visiteur est alors assuré de la fiabilité d'un site sur lequel il peut être amené à communiquer des données personnelles.

Les serveurs HTTPS associent le HTTP à un algorithme de chiffrement de type Secure Sockets Layer (SSL) ou Transport Layer Security (TLS). Le SSL et le TLS constituent des protocoles qui permettent de sécuriser les échanges sur Internet. Ces protocoles permettent une vérification du site visité via la délivrance d'un certificat d'authentification attribué par une autorité indépendante. Parmi les objectifs de sécurité assurés par le HTTPS figurent notamment l'authentification du serveur, l'intégrité et la confidentialité des données échangées.

Dès 2016 les développeurs du département informatique d'Artprice ont travaillé sur ce projet afin de basculer le site Internet en HTTPS. Cette bascule a eu lieu en mars 2017

Artprice émet le risque que le passage du site en HTTPS perturbe, momentanément, son référencement auprès des moteurs de recherche (ex : Google). De même, existe un risque de dysfonctionnement en cas de retard dans le renouvellement du certificat émis tous les 3 ans par l'autorité indépendante. De plus, Artprice n'est pas à l'abri d'une inaccessibilité de son site en cas de faille dans le protocole, via une attaque par DDOS. Enfin, et dans une bien moindre mesure, il subsiste un risque que des navigateurs marginaux ne sachent pas lire le HTTPS.

4.3.11) Risques sur les logiciels

Arprice développe elle-même ses logiciels en œuvre de collaboration avec Thierry EHRMANN en s'appuyant sur sa cellule développement. Les technologies utilisées varient en fonctions des objectifs à atteindre. Les logiciels développés sont des services web, banques de données et des applications de saisies Intranet fonctionnant sur des modèles client serveur. L'ensemble de ces logiciels (sources), banques de données et organisations contextuelles des données font l'objet de dépôts réguliers à l'APP/IDDN, notamment au regard du droit sui generis propre aux bases de données. Arprice fait aussi usage de logiciels originaux (APP/IDDN) développés par Groupe Serveur et Thierry Ehrmann, dans le cadre d'une œuvre de collaboration, et/ou par Thierry Ehrmann, en qualité d'auteur principal.

Les principaux serveurs sont sous Debiane (système Linux) permettant ainsi un accroissement de la sécurité en matière de malveillance ainsi que des coûts de développement très inférieurs à des O.S. propriétaires. De même, la communauté Linux constitue le meilleur support informatique à ce jour pour suivre l'évolution Internet. Thierry EHRMANN, en tant qu'auteur ou co-auteur, intègre systématiquement l'O.S. Linux dans toutes les applications futures ou en cours de réécritures.

La maîtrise complète des logiciels exploités permet, entre autres de surveiller en permanence la qualité du service fournis, d'être capable de corriger tout type de problème, matériel, logiciel dans un délai très court sans être tributaire de SSII ou d'infogérance. Les seuls contrats informatiques sont des contrats de maintenance de matériels sur site avec les délais d'intervention les plus courts selon les constructeurs.

4.3.12) Risques de pertes de données (Backup)

Les parties critiques du système d'information (banques de données), ne pouvant pas souffrir de perte d'information, sont répliquées en temps réel sur différents serveurs.

Le système dans sa globalité fait l'objet de sauvegarde quotidienne, ces sauvegardes sont ensuite mises au coffre ignifugé sur place, et, par ailleurs, mises en coffre distant. Les deux salles machines sont dans des bâtiments différents à des niveaux distincts.

Chaque élément matériel ou logiciel est soit redondant, soit dispose d'un secours prêt à l'usage. Ceci garantit, en cas de sinistre, un redémarrage dans un temps minimum.

4.3.13) Risques de piratages des cartes bancaires

Le système de paiement utilisé actuellement est de type SSL (système de cryptage). Par sécurité la société Arprice ne fait pas transiter les numéros de carte de crédit par ses plates-formes technologiques.

De manière transparente, l'utilisateur d'Arprice, quelle que soit sa nationalité, se voit proposer quatre plates-formes :

Groupe ATOS, leader européen du paiement électronique, société française résidant dans la région lilloise.

OGONE (dont les parts de marché en Europe sont significatives).

Paypal, leader américain de la banque électronique en ligne racheté par le Groupe E-Bay.

Cybermut, plate forme électronique de paiement du Crédit Mutuel,

Dans cette configuration Artprice ne détenant jamais les coordonnées bancaires de ses clients ne peut être victime d'un détournement de ces dernières.

4.3.14) Risques de virus informatiques et attaques par Déni de service et/ou DDOS

Concernant les virus, l'intégralité des serveurs frontaux ouverts au public, les postes informatiques de production et les postes bureautiques sont protégés par des logiciels anti-virus et remis à jour régulièrement.

Néanmoins, la société Artprice ne peut être tenue responsable d'actes de guerre, de catastrophe naturelle, du fait du prince ou de fait exogène à la société Artprice et ses compétences.

Il existe un risque qu'Artprice soit victime d'attaques informatiques, notamment par le biais d'un DDOS, appelé couramment Deni de Service qui a pour but de paralyser des serveurs à l'aide de centaines de millions de requêtes fictives/seconde. Ces attaques ont paralysées les grandes compagnies de l'Internet comme Google, Ebay, Facebook, MySpace, les organismes gouvernementaux américains et de grandes banques continentales. A ce jour il n'existe pas de parade absolue à ce type d'attaque, néanmoins, Artprice a mis en place l'ensemble des moyens permettant de contrer au mieux ces éventuels risques.

La société Artprice a connu un Deni de Service en mode DDOS en juin 2009 sur lequel elle a longuement communiqué de manière officielle sur le site Actusnews, prestataire homologué par l'AMF. (Voir les 3 communiqués officiels des 5, 9 et 30 juin 2009 et le paragraphe « litiges » des documents de référence et rapports financiers d'Artprice).

4.3.15) Risques liés au personnel et aux mandataires sociaux d'Artprice

La société Artprice ne peut garantir la pérennité du personnel. Bien que l'organisation interne d'Artprice soit très influencée par le concept d'équipe, il existe un degré de dépendance sur certains individus.

Thierry Ehrmann, Président Directeur Général doit être mentionné au premier rang. Ses nombreuses années d'expérience en tant qu'éditeur de banques de données et de connaissance de l'Internet et du marché de l'art sont des atouts fondamentaux pour Artprice ainsi que ses relations avec de nombreux acteurs du marché ainsi que l'ensemble des grands comptes d'Artprice. Son activité de sculpteur plasticien l'a amené sur plus de 1 827 reportages de presse économique et audiovisuelle à expliquer le pourquoi du fondement d'Artprice et de la cohérence entre son statut de sculpteur plasticien et celui de Président en exercice avec son cursus de juriste. A ce titre, il existe un risque certain qu'une grande partie du fonds de commerce d'Artprice soit attaché "intuite personae" à sa personnalité au fil de ces décennies.

Thierry Ehrmann est aussi sculpteur-plasticien depuis plus de 30 ans et régulièrement inscrit aux sociétés de droit d'auteurs, ce qui lui permet d'avoir une très bonne connaissance de la communauté artistique, notamment auprès des artistes dans le cadre de la défense de leurs droits. Depuis 18 ans dans Artprice, il est l'auteur unique et le rédacteur principal des contrats relatifs, notamment, à la propriété intellectuelle. Certains de ces contrats sont considérés comme des œuvres de l'esprit par leur aspect novateur entre les NTIC et le Code de la Propriété Intellectuelle. Par ailleurs, Thierry

Ehrmann vend des sculptures monumentales en acier brut dans le monde entier et est susceptible d'avoir certaines de ses œuvres mises aux enchères publiques afin d'avoir une cote officielle qui apparaîtra donc sur Artprice, Pour autant, il n'existe aucun conflit d'intérêt et les données qui apparaîtront sur Artprice seront traitées de manière identique à celles des autres artistes et notamment des sculpteurs plasticiens.

L'intervention de Thierry Ehrmann se situe également dans ses commentaires d'auteurs sur le marché de l'art publiés dans la presse internationale. Il est le principal créateur et auteur de la place de marché normalisée à prix fixe et/ou aux enchères, des nouveaux indices, des visuels, logos et baseline du Groupe Artprice. Il définit l'organisation contextuelle des banques de données du Groupe Artprice. Il existe donc un fort degré de dépendance de par ses différentes interventions en qualité d'auteur unique et/ou principal et au titre de ses œuvres de l'esprit.

De même, Thierry EHRMANN est atteint d'une pathologie génétique, incurable, découverte en 1978 (P.M.D. selon les critères médicaux DSM-IV classée par la CPAM en A.L.D. 30 et en invalidité catégorie 2 depuis décembre 2014) lui permettant toutefois d'assurer sereinement l'ensemble des actes de gestion tels que définis au présent paragraphe. En cas d'éventuelle aggravation de cette dernière et/ou une hospitalisation passagère, Madame Nadège EHRMANN, cofondatrice et ex-P.D.G d'Artprice, actuellement Secrétaire Générale d'Artprice, a toute la capacité juridique et le pouvoir, le cas échéant, pour se substituer en lieu et place de Thierry EHRMANN le temps nécessaire.

L'une des obligations principales d'Artprice vis à vis de Thierry EHRMANN, est de respecter le droit commun de la propriété intellectuelle et, notamment, le droit moral des œuvres de l'esprit de Thierry EHRMANN qui est, conformément à l'article L 121-1 du CPI, attaché à sa personne, perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Il est transmissible à cause de mort aux héritiers de l'auteur.

De même, les logiciels du Groupe Artprice sont produits en œuvre de collaboration avec ce dernier. La société Artprice a comme obligation, entres autres, de respecter le droit au respect de l'œuvre au titre de l'article L121.1 du CPI. Enfin, Thierry Ehrmann possède depuis près de 20 ans une connaissance particulière des algorithmes de Google, de l'ingénierie des moteurs de recherche en général et de la connaissance des métabanques de données. Thierry Ehrmann organise personnellement la stratégie du groupe Artprice avec Google USA et certains metas moteurs avec la mise en place expérimentale de recherche sur le web sémantique. La concentration de ce savoir principalement entre les mains d'une seule personne est légitimée car elle entraîne des décisions de gestion que seul le Président a capacité à prendre, notamment de consacrer jusqu'à 70 % des ressources des salles machine à Google/et ou de décider de modifier la structure des bases de données pour introduire des metadonnées afin d'assurer une suprématie loyale et en dehors de tout abus de position dominante sur les concurrents dans le secteur dans lequel la société opère.

Il est toutefois important de préciser que la société Artprice détient sa marque et l'ensemble des DNS qui sont cités au prospectus d'introduction du 21 janvier 2000 dont Artprice.com. Elle possède naturellement l'actif du contenu de ses banques de données. De même, elle possède l'intégralité des éléments d'actif de toutes ses filiales et/ou éléments d'actif rachetés dans le cadre de sa croissance externe.

Dans l'hypothèse où Thierry Ehrmann souhaiterait à l'avenir que la société Artprice le rémunère en tant qu'auteur des œuvres de l'esprit, la société Artprice ferait alors appel au droit commun de la propriété intellectuelle.

D'autres positions stratégiques (informatique, marketing, technologie, process et customer service) sont occupées par un personnel hautement qualifié qui ne peut être remplacé rapidement, notamment Nadège Ehrmann, administratrice, en sa qualité de Secrétaire Générale, responsable de l'ensemble des process industriels et informatiques normalisant les datas et l'enrichissement de ces derniers chez Artprice ; Nabila Arify, Directrice Administratif et Financière, responsable de la mise en place et du suivi de contrôles internes et ERP. Par ailleurs, Sydney Ehrmann, membre du Conseil d'Administration et non salarié d'Artprice, a une maîtrise particulière des comptes clients étrangers et, notamment, une connaissance du marché chinois où il établit une relation durable avec les clients et partenaires locaux. A ce jour, une forte dépendance existe sur ce pays qui représente l'avenir du marché de l'art et par la même celui d'Artprice. De même, Kurt Ehrmann, administrateur non salarié d'Artprice, est auteur principal des photos, films et vidéos qu'il réalise pour le compte du groupe Artprice et groupe Serveur, et est responsable de l'archivage numérique et de la gestion des reportages presse.

4.3.16) Risques liés au marché de l'art

De manière générale, il est possible que le mouvement cyclique du marché de l'art se reflète aussi dans les résultats d'Artprice. En période de récession ou de déflation, Artprice est susceptible d'enregistrer moins de résultats de ventes, ayant pour conséquence une éventuelle chute des consultations payantes.

Dans cette période de récession qui, selon les grands organismes mondiaux tels l'OCDE, le FMI ..., est la pire que le monde a eu à connaître depuis la crise de 1929, le marché de l'Art est susceptible de connaître, lui-même, tant une baisse violente sur le prix des œuvres qu'une éventuelle chute de volume des transactions qui se répercuterait sur les comptes d'Artprice.com.

Il est donc raisonnable d'imaginer que cette crise économique et financière mondiale sans précédent, qui frappe violemment le marché de l'Art, se répercute provisoirement sur le chiffre d'affaires et le résultat d'Artprice en 2018/2019. Artprice a d'ores et déjà réduit ses effectifs et pris les mesures nécessaires face à la dégradation de la conjoncture mondiale. Depuis juillet 2011, l'ensemble du monde financier et économique considère comme désormais une quasi certitude le fait que le monde retombe dans une récession qui serait supérieure à celle démarrée en 2007. La déstabilisation de l'Amérique et de la France par la dégradation de leur note AA et le problème structurel des dettes pays, notamment en Europe, peuvent réellement impacter le chiffre d'affaires d'Artprice ainsi que le cours de son titre qui, indépendamment de la vie économique d'Artprice, dépend principalement d'une politique de gestionnaires de fonds travaillant sur des échelles internationales.

4.3.17) Risques géopolitiques

Artprice est indirectement tributaire des relations géopolitiques entre la France et des pays tiers.

Une mésentente potentielle entre la France et la Chine, si elle devait se concrétiser, se retrouverait dans les grandes institutions muséales et organismes étatiques. Les particuliers et les professionnels de l'art seraient plus faiblement affectés. Un risque existe aussi, de par la forte implantation d'Artprice en Asie, d'un conflit entre pays asiatiques comme c'est le cas actuellement entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

De même, les dernières décisions prises par le gouvernement chinois fin 2018 début 2019 impactent le commerce international. En réponse à ces nouvelles dispositions, Artprice a adapté avec Artron le renforcement de sa feuille de route avec la création et mise en production par le groupe Artron d'une plateforme de paiement et infrastructures sino-chinoises répondant aux nouvelles directives de février 2019. Artprice rappelle que cette mise en conformité imprévue des directives chinoises 2019 amenant à cette nouvelle stratégie, décale quelque peu les objectifs initiaux concernant son partenariat avec Artron mais ne les remet pas en cause.

D'autre part, les actuels conflits ukrainiens, s'ils s'intensifiaient, pourraient avoir des conséquences dommageables sur l'activité d'Artprice, notamment, si elle doit faire face à une réduction de la disponibilité de la bande passante, au niveau international, suite à la réquisition par l'OTAN de tout ou partie des voies principales d'Internet pour gérer les affrontements dans cette zone de l'Europe. De plus, l'engagement de la France à un stade militaire, proche de la guerre, sur la zone africaine et dans les pays du Maghreb augmente, de manière conséquente, le risque terroriste, notamment, en matière de cyberterrorisme comme l'exemple TV5Monde.

Une guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, si elle perdurait ou s'intensifiait, pourrait avoir également des répercussions au niveau du marché de l'art. Les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis ont démarré en janvier 2018, lorsque le président américain a décidé de mettre en place, sur quatre ans, les taxes douanières sur les machines à laver et les panneaux solaires. Dès février 2018, la Chine déclenchait une enquête anti-dumping sur le sorgo américain. Le 8 mars, ce fut l'application de taxes par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium puis, fin mars, la publication d'une liste de 1300 produits chinois (écrans plats, armes, satellites, matériel médical, etc.) taxés en provenance de Chine et à l'entrée aux États-Unis. D'autres mesures et contre-mesures se sont succédées depuis, impactant de plus en plus de biens échangés entre la Chine et les États-Unis. Le président américain et son homologue chinois ont conclu un accord qui s'apparente à une trêve dans leur conflit, le 1er décembre 2018, en conclusion du sommet du G20 à Buenos Aires (Argentine).

Par ailleurs, le Brexit risque d'avoir des conséquences, notamment, au niveau du marché de l'art, pour différentes raisons. Tout d'abord, la dépréciation de la livre sterling consécutive au Brexit, de l'ordre de 10% face à l'euro, qui devrait être durable. Ensuite, les lots importés de l'UE pourraient à terme faire l'objet de taxes. Or si cette baisse favorise à court terme le marché de l'art britannique, parce que les œuvres sont soudainement moins chères pour les investisseurs internationaux, l'effet risque d'être défavorable à long terme, ce d'autant que les lots importés de l'Union européenne pourraient faire l'objet de taxes rendant l'idée d'une vente et d'un achat à Londres encore moins intéressante. Il est également possible que les grandes galeries internationales, disposant d'antennes dans différents pays, puissent se détourner de Londres pour proposer les meilleures œuvres dans des villes jugées plus dynamiques. Plus généralement, c'est tout l'écosystème de l'art au Royaume-Uni qui risque de pâtir du Brexit. De plus en plus de gens voudront vendre à New York et peut-être même à Paris. Paris se trouve en effet bien placé pour reprendre le flambeau, si Londres le laissait échapper. Capitale culturelle bénéficiant d'une réputation mondiale, de grands musées et d'un tissu très dense de galeries d'art, Paris est la première ville d'Europe continentale pour le second marché. Le produit des ventes aux enchères de Fine Art en 2018 s'est élevé à 591 millions \$ à Paris (694 millions \$ pour la France). Artprice considère que les risques liés au Brexit sur son activité sont, à ce jour, peu significatifs mais demeure vigilante et suit de près les négociations liées à la sortie du Royaume-Uni pour adapter son positionnement en fonction des évolutions à venir.

4.3.18) Risques liés aux conséquences d'une catastrophe naturelle, et/ou au terrorisme et/ou pandémie ou tout autre cas de force majeure

Il existe un réel risque de carences de fourniture de matériels et/ou de prestations de services de la part des fournisseurs et prestataires d'Artprice, tels que DELL, PILLAR ... du fait des conséquences résultant de catastrophes naturelles, comme cela a été le cas suite au Tsunami japonais et aux inondations de Bangkok, à l'arrêt quasi intégrale de toutes les centrales nucléaires japonaises, dont celle de Fukushima où le risque ne cesse de croître, ainsi que la destruction de très nombreuses usines de production hardware. D'ores et déjà Artprice a été obligé de revoir son budget informatique à la hausse pour pallier à cette carence qui est en cours. Il est possible qu'Artprice soit contraint, tant pour ses banques de données, sa Place de Marché Normalisée que son process concernant les enchères par voie électronique, d'acheter de nouveaux équipements qui ne dépendent pas d'une fabrication haute technologie dont une partie des pièces proviendrait du Japon. La société Artprice considère que ce risque est actuel et ne cesse de croître. Pour information, Artprice a connu, du fait des inondations de Bangkok, un retard important de l'ensemble de ses fournisseurs spécialisés en stockage et système d'informations (SAN, NAS...).

Par ailleurs, la société Artprice ayant une activité mondiale, elle peut être perturbée en cas de catastrophe naturelle et/ou acte terroriste et/ou de pandémie et/ou décision politique nationale ou internationale surtout si ces derniers paralysent l'activité de ses fournisseurs et/ou perturbent celle de ses clients, notamment par l'interruption des voix aériennes principalement entre l'Europe et l'Amérique du Nord (exemple éruption volcanique islandaise perturbant l'espace aérien, centrale nucléaire de Fukushima et Tsunami au Japon).

Comme expliqué dans le document de référence, l'avenir d'Artprice est tourné vers l'Asie qui représente un des principaux acteurs du marché de l'art. Il existe un risque réel et scientifique concernant des virus (ex : "grippe aviaire" tels que l'a été le SRAS qui a paralysé toute l'Asie durant l'année 1997 et effondré des pans entiers de l'économie. En 2013, le virus H7N9 a effondré le transport aérien (Les Echos 8.04.13)). En pareil cas, Artprice se verrait dans l'obligation de rapatrier son personnel, travaillant en Asie, en Europe pour cas de force majeure, avec, bien évidemment, les conséquences financières que cela impliquerait de laisser les bureaux et salles informatiques sans personnel.

Néanmoins, à son niveau, la société Artprice, dont l'activité est essentiellement tournée vers l'Internet, a tenté de minimiser les risques de perturbation de sa propre activité du fait des conséquences liées aux événements climatique et pandémique en mettant au point un " plan télétravail " qui permettrait, le cas échéant, d'assurer la continuité de la fourniture de la grande majorité de ses prestations en cas de catastrophe naturelle ou acte terroriste ou pandémie sous réserve que ses ressources informatiques et le réseau Internet ne soient pas perturbés par les conséquences des dites catastrophes.

Artprice, par les chutes de neige exceptionnelles qui sont tombées en France et ont paralysé l'ensemble du système routier, notamment durant près d'un mois en décembre 2010 et durant quelques jours lors des derniers hivers, a pu tester, en temps réel, que le plan télétravail a pleine charge fonctionnait parfaitement sur l'ensemble du personnel. Ceci est un gage de réussite, car toute simulation informatique, quelle qu'elle soit, ne garantit jamais le passage à une mise en exploitation courante.

4.3.19) Risques liés à la non réalisation du modèle économique (liés aux nouvelles technologies de l'information) et au risque de chute de la valorisation qu'elle entraînerait

La société Artprice prévoit une augmentation importante des ventes dans les années à venir. Bien que le modèle économique de la société soit fondé sur des analyses de marchés approfondies, rien ne permet d'assurer que ces prévisions internes se révéleront exactes.

L'expérience de la société Artprice.com, entre autres sur le marché primaire, est encore insuffisante pour pouvoir tirer des conclusions sur la durée nécessaire pour mettre en place cette activité. Si le succès escompté de la société n'est pas atteint dans un certain délai, cela pourrait avoir un effet néfaste sur la valeur des actions en bourse de la société, sur sa situation financière et ses profits.

Il est important de souligner qu'Artprice, depuis 2009, a consacré un développement important pour porter à terme l'ensemble de ses banques de données, Place de Marché, Enchères, produits et services sur l'Iphone, l'Ipad, Android et autres Smartphones avec différents OS (Linux Android, Window...). Pour autant, Artprice est dans l'incapacité d'assurer un développement serein sur différents systèmes d'exploitation. Ces derniers, soit du fait de faillites, de conflits en propriété intellectuelle, ou suite à des rachats, peuvent remettre en question la R&D et développements d'Artprice qui, pour des raisons économiques, ne peut pas assurer l'intégralité des plates-formes et/ou des différentes versions des systèmes d'exploitation.

Ces risques décrits au présent paragraphe conditionnent l'aménagement de salles blanches ou d'hébergement chez un ou des opérateurs (Hosting) à Hong-Kong ou en Chine continentale. Artprice émet le risque que les calendriers de déploiement de ces systèmes informatiques et, notamment, sa Place de Marché Normalisée® prennent un retard plus ou moins important. En effet, Artprice ne peut décentraliser son informatique en Asie que s'il a acquis la certitude d'un haut niveau de technologie et d'un cadre juridique qui lui assurent une véritable sérénité dans son business modèle sur la grande Asie qui représente l'avenir du Marché de l'Art.

4.3.20) Risques liés aux outils de mesure des consultations des sites web d'Artprice

La société Artprice ne peut garantir disposer d'outils fiables pour mesurer l'audience des pages consultées sur les différents sites web d'Artprice, tant avec ses propres outils de mesure que des outils de mesure de consultation en provenance de société tiers.

De plus, les modifications quotidiennes de l'arborescence ou des codes sources sur plus de 1200 sites web d'Artprice et des banques de données d'Artprice, modifient régulièrement la typologie des scripts de connexion.

Concernant le lectorat d'Artprice, défini comme une personne-membre ayant laissé son identité électronique et/ou physique avec son consentement pour recevoir une information spécifique qu'elle a elle-même programmée et/ou posséder des applicatifs logiciels d'Artprice, la société Artprice applique principalement les règles et démarches de la presse écrite et audiovisuelle pour définir le nombre de membres ayant accès à cette information qualifiée. La société Artprice calcule donc une audience cumulée, une audience moyenne, un C.P.M., une durée de consultation par individu (T.M.C.) et définit ses propres G.R.P. Un écran Artprice est défini par l'identifiant, le mot de passe et/ou les cookies. La société Artprice, à partir de cet écran, reconstitue, selon ses propres méthodes, le nombre de membres ayant capacité à bénéficier de l'écran tel que défini dans le présent paragraphe. La société Artprice bâtit à partir des membres une structure d'audience et profil ainsi qu'une projection du nombre de membres total. L'ensemble de ces chiffres résultant des

départements marketing et économétrie est propre à Artprice et ne fait pas l'objet d'une certification par un tiers.

A ce jour, aucune société de mesure d'audience ne s'est imposée comme référent dans le monde comme en Europe et en France. D'ailleurs, dans un article du Monde paru le 28 mars 2012, Xavier Ternisien rappelait combien les méthodes des sociétés tentant d'imposer un standard ou une mesure de l'Internet étaient critiquables et peu fiables. C'est ainsi que, « face aux critiques, Médiamétrie va réviser, dès juin, ses calculs pour mieux rendre compte de la réalité. Le poids de son panel - dont il est avéré qu'il est davantage consommateur de jeux concours que la moyenne des internautes - sera relativisé par la prise en compte d'une mesure dite " site centric ", réalisée, elle, à partir des visites enregistrées par les sites. ». Fin 2013 Médiamétrie a défini de nouvelles règles de comptabilisation sur le Net qui font polémique. Entrées en vigueur le 1^{er} décembre 2013, elles interdisent désormais d'agréger des audiences de sites Internet trop différents entre eux. Seules les marques considérées comme évoluant dans un même univers peuvent s'additionner. Conséquence : « Le Nouvel Observateur », par exemple, ne peut plus cumuler ses audiences avec sa filiale Rue 89, alors que le site

lui apporte un quart de son trafic ! Les conséquences de ces nouvelles règles sont telles que, par exemple, certains groupes de presse ne peuvent plus cumuler l'audience de leurs sites Web.

De plus, d'année en année, Artprice ne peut que constater les dépôts de bilan, procès et mécontentes des différentes sociétés ayant tenté d'imposer un standard ou une mesure de l'Internet.

A ce titre, Artprice renouvelle donc, chaque année, ce risque. En effet, depuis 2013, Artprice, pour répondre, notamment, aux exigences de l'IPv6 et réseaux 3G, 3G+, HSPA+, 4G, 4G+, LTE, LTE Advanced, 5G et la mise en place du Load Balancing, restructure toute son arborescence, entre autres, en optimisant les mémoires caches qui fracturent les référents de 2000 à 2012. Ces modifications constantes avec la mise en place de salles informatiques intercontinentales et/ou l'hébergement de bases de données Artprice chez les opérateurs 4G, 4G+ est/sont susceptible(s) d'impacter le nombre de clients/membres, le nombre de visiteurs et la TMC. Par ailleurs, les modifications et préconisations incessantes de Google en matière d'indexation et, notamment, par l'Internet mobile, oblige Artprice à un démembrement des données pour créer des unités de production linguistique ce qui a pour conséquence de modifier constamment les référents statistiques qu'Artprice possède.

De même, la société Artprice ne peut garantir une indexation optimisée sur les moteurs de recherche compte tenu des modifications constantes des modes d'indexations liées aux différents moteurs de recherche.

4.3.21) Risques liés aux Forums de bourse parlant d'Artprice et principalement le forum Boursorama en infraction avec le code monétaire et financier

Artprice ne peut en aucun cas être tenu responsable des propos tenus sur les forums de bourse parlant du titre Artprice. La politique de communication d'Artprice respecte strictement les dispositions imposées, notamment, par le code monétaire et financier. A ce titre, quelles que soient les circonstances, Artprice s'interdit formellement d'intervenir de quelque manière que ce soit sur les forums. Cependant il faut souligner que le forum Boursorama (leader incontesté en France des forums dédiés à la bourse) consacré à Artprice fait l'objet de poursuite d'Artprice contre Boursorama. En effet, malgré de nombreuses mises en garde, LRAR, mesures conservatoires par voie d'huissier, requêtes et ordonnances du TGI, la société Boursorama (groupe Société Générale),

par son laxisme répété, agit en violation du code monétaire et financier qu'elle ne peut pourtant prétendre ignorer, étant elle-même cotée sur Eurolist et possédant, de surcroît, le statut de banque.

Arprice a renouvelé, à plusieurs reprises la procédure par voie d'huissier et sommation itérative, de faire cesser les délits cités au présent paragraphe, aux ex-présidentes en exercice, Mme Ines-Claire MERCEREAU, Madame Marie CHEVAL et Monsieur Bernardo Sanchez Incera, afin qu'ils ne fassent pas prévaloir leurs méconnaissances des délits qui se perpétuent sur le forum de Boursorama et dont ils sont, chacun durant leur fonction de Président/Directeur Général, pleinement responsables. Boursorama essaie de faire prévaloir qu'il n'est qu'un simple hébergeur avec de modestes moyens alors que c'est bien sur le courrier entête Boursorama Banque et le RCS de cette même banque que les ex-Présidentes et le Directeur Général actuel a tenté en vain de faire croire à Arprice que Boursorama n'avait qu'un statut d'hébergeur.

Depuis début 2011, la situation avec Boursorama s'est nettement dégradée malgré les nombreuses mises en demeure signifiées par voie d'huissier dont les dernières datent de fin 2017. Arprice considère que Boursorama, filiale de la Société Générale, viole de manière constante le code monétaire et financier et permet, par ses forums, malgré les mises en garde sévères de l'AMF, de laisser opérer certains individus qui créent, dans la même journée, des mouvements de panique par de fausses informations permettant d'effondrer les « stop » pour, toujours dans la même journée, créer des variations intraday leur permettant, sur d'énormes volumes, de réaliser des plus-values conséquentes par des manœuvres formellement prohibées.

Arprice a pu constater, selon les chiffres de NYSE Euronext envoyés après la clôture du marché de manière quotidienne à la société émettrice, dans la section « résumé fin de séance », avec les "parts de marché Brockers", que la Société Générale est en première position, par volumes, avec une balance achat-vente de la journée parfaitement équilibrée et où il n'est noté aucun différentiel. Aucun autre Brockers n'affiche de tels chiffres.

La position d'Arprice est extrêmement claire et considère, la société Boursorama est, au minimum, complice passive desdits agissements décrits au présent paragraphe. Arprice circularise régulièrement à l'AMF les significations et P.V d'huissier qui ont été faits aux dirigeants de Boursorama, pour que les services de l'inspection de l'AMF puissent enquêter sur les Forums de Boursorama qui, de manière unanime, sont reconnus par la communauté financière comme étant un outrage permanent à l'AMF, au code monétaire et financier et au droit pénal commun.

De très nombreux actionnaires d'Arprice ont, par écrit et oralement, confirmé à Arprice qu'ils constataient de leurs cotés, indépendamment d'Arprice, les mêmes délits que ceux décrits par Arprice au présent paragraphe. Il est d'autant plus troublant de constater qu'Arprice est, de manière quasi systématique, dans les 5 premiers forums, sur plusieurs milliers, et que Boursorama, en parallèle, affiche les plus fortes ventes ou les plus forts achats en sa qualité de Courtier en ligne sur le même service que les forums. Ceci renforce la suspicion portée sur Boursorama Banque qui ose se prétendre simple hébergeur en ligne alors que le présent paragraphe démontre une orchestration parfaite destinée à stimuler les achats/ventes d'actions en ligne par les clients de Boursorama.

Arprice ne peut que constater, sans aucune ambiguïté que, tous les jours, elle figure pratiquement au niveau des 10 premiers forums de Boursorama avec plusieurs milliers de posts qui divulguent de la fausse information en toute impunité (PV d'huissier). Arprice considère que Boursorama est pénalement responsable de cette situation qui porte un lourd préjudice quotidien à Arprice tant vis-à-vis de ses actionnaires que ses clients et prospects. Arprice souligne que sa demande principale

auprès de Boursorama est de fermer son Forum, ce que Boursorama refuse avec une mauvaise foi inégalée. De même, Boursorama refuse de donner à Artprice des coordonnées physique et/ou électronique pour que la société Artprice la prévienne de toute infraction et/ou délit la concernant sur son Forum. Enfin, Boursorama utilise la marque Artprice.com de manière contrefaisante par la création et l'animation d'un Forum utilisant ladite marque et n'ayant fait l'objet d'aucun accord avec la société Artprice.com. Le Forum est un service indépendant de la cotation en ligne de la société Artprice.com. Ainsi, ce service ne peut se soustraire à cet accord préalable.

Artprice considère que la mauvaise foi et la volonté de violer constamment le code monétaire et financier sont incontestablement établis, bien pis, Artprice constate une discrimination positive où les posts issus d'informations réglementées, et donc par nature soumis à aucune censure, font l'objet d'une destruction immédiate de boursorama banque qui est donc bel et bien impliqué dans des manœuvres délictuelles.

4.3.22) Risques liés au réseau Internet

Le réseau Internet par son protocole IP, ses différents acteurs dans le cadre de la mutualisation de la bande passante et l'absence de réseau propriétaire, représente un risque pour la société Artprice qui ne peut garantir la bonne diffusion de ses données à travers le réseau Internet. Le passage dans la nouvelle norme IPV6 est susceptible d'entraîner de grosses perturbations, Artprice et Thierry Ehrmann ont néanmoins pris la décision de faire migrer l'ensemble des routeurs et réseaux vers cette norme.

Artprice tient à préciser que les adresses IPv4 et IPv6 ne sont pas compatibles, la communication entre un hôte ne disposant que d'adresses IPv6 et un hôte ne disposant que d'adresse IPv4 constitue donc un problème. La transition consiste à doter les hôtes IPv4 d'une double pile, c'est-à-dire à la fois d'adresses IPv6 et IPv4.

La manière la plus simple d'accéder à IPv6 est lors de l'abonnement de choisir un FAI qui offre de l'IPv6 nativement, c'est-à-dire sans recours à des tunnels.

À défaut, et pendant une phase de transition, il est possible d'obtenir une connectivité IPv6 via un tunnel. Les paquets IPv6 sont alors encapsulés dans des paquets IPv4, qui peuvent traverser le réseau du FAI jusqu'à un serveur qui prend en charge IPv6 et IPv4, et où ils sont décapsulés. Le recours à des tunnels, et donc à un réseau overlay, est de nature à nuire aux performances. Cette problématique mondiale qui n'est pas du fait d'Artprice est susceptible d'entraîner, d'une part, des coûts supplémentaires et, d'autre part, de retarder certains projets d'envergure. Ce risque est augmenté sur Artprice de par le fait que ses clients sont présents dans pratiquement tous les pays dans le monde.

Par ailleurs, et selon l'article de la Quotidienne de la Croissance du 11 avril 2014, le réseau Internet pourrait être victime de son succès. En effet devant la très forte augmentation du trafic mondial, la vision quotidienne et intense de nombreuses vidéos HD... il subsiste un risque que les utilisateurs d'Internet voient la qualité et la rapidité de leurs connexions Internet se dégrader à une situation quasi similaire à celle de la fin des années 90.

D'autre part, certains pays, pour des raisons politiques ou liées à la protection du terrorisme, sont susceptibles d'interdire ou de filtrer les données d'Artprice. Comme lu dans les échos, la mise en place de la loi sur les renseignements est susceptible de faire partir de nombreux opérateurs internationaux qui siègent en France et peut, de même, constituer pour Artprice, une perte de

clientèle très importante de par la levée de toute confidentialité sans aucun contrôle du juge du fond et une interdiction formelle à l'opérateur d'intervenir dans les « boîtes noires ».

4.3.23) Risques liés à la faillite ou à la liquidation judiciaire d'opérateurs télécom

Les dernières années ont démontré que les opérateurs télécom, notamment des opérateurs historiques et nationaux, sont susceptibles, de part de graves erreurs de gestion, d'entraîner leur mise en redressement judiciaire ou liquidation. Dans ce cas, ils sont susceptibles d'affecter gravement le réseau Internet, les infrastructures de transport numérique, les contrats passés avec des tiers, la relation client avec les usagers des banques de données.

Arprice est exposée à l'ensemble de ces risques tant par le transport de ses données, la gestion de ses classes C (DNS, ressources primaires) la rupture de la relation client, que d'éventuelles créances mobilisées sur lesdits opérateurs. Les risques décrits au présent paragraphe se sont bel et bien réalisés en Amérique du Nord, en Europe, sur des opérateurs télécom notoirement et nommément connus et étant cotés sur des marchés réglementés à fortes liquidités type premier marché/SRD.

Arprice a néanmoins pris une politique de multi-opérateurs permettant de mutualiser le risque lié à une faillite d'un opérateur Télécom.

Arprice rappelle qu'en 2010, la société a rajouté deux opérateurs internationaux directs, Colt Telecom et Verizon (USA).

4.4) RISQUES SUR LES ACTIFS INCORPORELS

Au regard de l'activité principale liée à l'exploitation des banques données, une seule UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est actuellement identifiée au niveau de la société Arprice.

L'actif incorporel " Banques de données " d'un montant de 7 362 K€ est entièrement affecté à cette UGT. Le montant brut de cette immobilisation n'a pas varié au 31/12/2018.

Nonobstant cette situation, les activités connexes liées à l'exploitation de " L'argus du livre " et aux " Annonces légales et judiciaires " (LSJE) sont suivies distinctement compte tenu de leurs spécificités.

Les actifs affectés en banque de données « Argus du livre » ont une valeur nette comptable qui ressort au 31 décembre 2018 à 694 K€.

Les banques de données ont une durée de vie indéfinie. Celles ci sont considérées comme des actifs ayant une durée d'utilité indéterminée pour les raisons suivantes :

- absence de date prévisible de fin d'utilisation de l'actif,
- pas d'obsolescence de l'actif quant à la nature et à la composition des données de base,
- absence de " contrainte temps " en matière de droits contractuels ou légaux.

Des tests de dépréciation annuels sont réalisés pour les actifs suivants :

- LSJE,
- Electre (Argus du Livre),
- Banque de données Arprice.

Ces tests de dépréciation basés sur la méthode de l'actualisation des flux nets de trésorerie attendus et générés par ces actifs ont été reconduits au 31/12/2018 où des prévisionnels ont été établis sur

4 ans (soit jusqu'en 2022) et ont fait l'objet d'une réactualisation compte tenu des événements passés et futurs.

Les projections d'activité ont été établies sur une période de 5 ans. A l'issue de cette période, un flux d'exploitation normatif est déterminé dont l'actualisation à l'infini permet d'obtenir la " valeur de sortie " avec un taux de croissance à l'infini de 1 %.

Ces tests ont démontré qu'aucun de ces éléments d'actifs ne devait faire l'objet d'une dépréciation.

Les principales hypothèses utilisées lors des tests de valeur sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	10,84 %
Taux de croissance à l'infini :	1,00 %
Le taux d'actualisation se décompose comme suit :	
- Taux sans risque :	1,00 %
- Taux prime spécifique de risque marché :	4,28 %
- Beta Artprice	2,30 %

Dans le cadre de ce test, les projections d'activité retenues anticipent une progression de l'activité du groupe ARTPRICE.

4.5) RISQUE DE LIQUIDITÉS

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. Le règlement des produits générés par les activités d'Artprice se fait au comptant, excepté pour les clients institutionnels dont le paiement intervient au plus tard à 30 jours. La société n'a pas d'emprunt ni de dette financière. Sa structure comptable a, par nature, un BFR négatif.

4.6) ASSURANCE – COUVERTURE DES RISQUES

Police Assurance Mandataires Sociaux
Désignation et montant de la garantie couverte : 1 500 KE

Le contrat d'assurance Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux couvre les conséquences des faits susceptibles d'être reprochés aux dirigeants soit par les actionnaires, soit par les tiers quels qu'ils soient.

**Police Responsabilité Civile Professionnelle et/ou
Responsabilité Civile après livraison :** Franchise par sinistre 50 KE
Désignation et montant de la garantie couverte :
Extension Monde Entier
Dommages corporels 10 000 KE
Dommages matériels, Immatériels consécutifs, ou non
Franchise sur tous dommages sauf dommages corporels 10 KE
Franchise spécifique USA/Canada 25 KE
Recours Juridiques professionnels
➤ Par année d'assurance 20 KE

> Par litige	10 KE
Responsabilité civile exploitation/Responsabilité civile Employeur :	
Etendue des garanties :	7 500 KE par sinistre
Franchise sur tous dommages sauf dommages corporels :	2 KE

Police Assurance Tous Risques Informatiques

Désignation et montant de la garantie couverte (valeur de remplacement à neuf)	1 293 KE
. Informatique, Bureautique et Electronique	
. Frais de reconstitution des archives	
. Frais supplémentaires d'exploitation	
Franchise : 10 % du montant des dommages avec un minimum de 300 euros par événement	

Police d'Assurance Véhicule Tous Risques concernant le véhicule utilitaire dont dispose la société :

Dommages tout accident
Franchise : 300 euros par sinistre responsable et vol

5) INFORMATIONS CONCERNANT ARTPRICE.COM

5.1) HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

5.1.1) Dénomination sociale et nom commercial

La société a pour dénomination sociale ARTPRICE.COM et pour nom commercial ARTPRICE.

5.1.2) Lieu et numéro d'enregistrement

La société Artprice.com est immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 411 309 198.

5.1.3) Date de constitution et d'expiration de la société

La société est immatriculée depuis le 8 avril 1997 pour une durée de 99 ans.

5.1.4) Siège social, forme juridique et législation applicable

Artprice.com
Domaine de la Source
69270 St Romain au Mont d'or
France
Tél : 04.78.22.00.00

La société Artprice.com est une Société Anonyme à Conseil d'Administration soumise aux dispositions légales et réglementaires françaises applicables aux SA à CA cotées sur Euronext Paris (compartiment C).

5.1.5) Événements importants survenus dans le développement des activités de la société

5.1.5.1) Les grandes étapes d'Artprice :

Artprice.com, créée en 1997, a été introduite sur le marché boursier en janvier 2000. Elle est cotée sur Eurolist by Euronext Paris, SRD long only et Euroclear : 7478 - PRC.

Artprice est détenue principalement par le Groupe Serveur créé en 1987.

Artprice est le Leader mondial des banques de données sur la cotation et les indices de l'Art avec plus de 30 millions d'indices et résultats de ventes couvrant plus de 700 000 Artistes. Depuis aout 2007 Artprice Images® permet un accès illimité au plus grand fonds du Marché de l'Art au monde, bibliothèque constituée de 126 millions d'images ou gravures d'oeuvres d'Art de 1700 à nos jours commentées par ses historiens.

Artprice enrichit en permanence ses banques de données en provenance de 6300 Maisons de Ventes et publie en continu les tendances du Marché de l'Art pour les principales agences et 7200 titres de presse dans le monde. Artprice met à la disposition de ses 4,5 millions de membres (members log in), les annonces déposées par ses Membres, qui constituent désormais la première Place de Marché Normalisée® mondiale pour acheter et vendre des œuvres d'Art à prix fixe ou aux enchères (enchères réglementées par les alinéas 2 et 3 de l'article L 321.3 du Code du Commerce).

Artprice a racheté les principaux livres de cotes internationaux et la société Suisse Xylogic, SSII spécialisée dans les progiciels Intranet/Extranet utilisés par les maisons de ventes aux enchères avec la production d'indices économétriques sur le marché de l'art et a réalisé successivement en 2000 et 2001 les acquisitions stratégiques :

- Sound View Press (USA) : ensemble de 15 fonds éditoriaux sur l'art américain créé en 1975 (dont le célèbre Who was who in American Art).
- Monogrammes et Signatures de Caplan (USA).
- Un fonds éditorial unique des œuvres d'art du XVIIème, XVIIIème et XIXème siècles.
- Les Editions Van Wilder (France).
- L'Argus du Livre de Collection (France).
- La banque de données Bayer sur le marché de l'art anglo-saxon de 1700 à 1913.
- Le rachat de la branche éditoriale « Le Serveur Judiciaire » auprès de la société Jet Multimédia Hosting qui, depuis 1993, est une des principales banques de données française de ventes aux enchères judiciaires en provenance des Commissaires-priseurs, avocats, notaires, huissiers de justice, Ministère du budget avec une trentaine de banques de données Télétel dont le 3617 VAE.

5.1.5.2) Les événements importants survenus durant l'exercice 2018

Artprice lance pour la finance et les investisseurs son indice Artprice100(R) constitué des " blue chips " du Marché de l'Art

L'Artprice Global Index® révèle une prise de valeur générale des œuvres d'art avec un gain de +30 % depuis sa création il y a 20 ans. Cette performance est certes très appréciable à une époque

où les taux d'intérêt appliqués par les Banques Centrales sont proches de zéro aux États-Unis (FED) et négatifs en Europe (BCE), mais ce résultat augmente encore très fortement dès lors que l'étude porte sur la partie la plus stable du Marché.

De fait, le département d'économétrie d'Artprice, en écartant les valeurs les plus volatiles (afin de réduire l'influence des phénomènes de mode et de spéculation), démontre que le Marché de l'Art est un placement financier extrêmement compétitif et fiable dans le temps. Cet indice scientifique Artprice100® fait l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle et constitue une arme majeure pour Artprice en tant que Leader Mondial de l'information sur le Marché de l'Art.

PRINCIPE

L'Artprice100® a pour mission d'observer et de quantifier la prise de valeur du Marché de l'Art en se concentrant sur sa partie la plus stable. Ce nouvel indice scientifique complète l'ensemble des outils d'aide à la décision développés par Artprice. L'Artprice100® constitue un nouveau référent indispensable au monde de la finance qui recherche des nouveaux placements sur des marchés efficients.

La création de l'indice Artprice100® répond à la demande incessante des clients d'Artprice, principalement les établissements financiers et bancaires notamment le Private Banking qui désirent un produit indicé fiable et pérenne ne nécessitant pas par son utilisateur une connaissance particulière du Marché de l'Art.

Avec l'Artprice100®, le Marché de l'Art - considéré unanimement aujourd'hui comme une alternative aux placements financiers traditionnels - possède désormais un indice de référence comparable aux principaux indices boursiers de la planète : S&P 500, FTSE 100, CAC 40, DAX, NIKKEI 225, etc. Sa composition s'inspire du principe général de construction de ces indices : il se concentre sur les artistes fondamentaux du Marché de l'Art et tient compte de leur importance relative.

COMPOSITION

La composition de l'Artprice100® est ajustée par un conseil scientifique au 1er janvier afin de refléter l'évolution progressive du Marché de l'Art. Les 100 artistes les plus performants aux enchères sur les cinq années précédentes, et qui répondent à un critère essentiel de liquidité (au moins dix œuvres homogènes vendues chaque année), sont identifiés pour constituer un portefeuille représentatif. Le poids de chaque artiste est proportionnel au produit de ventes de chacun sur la période concernée.

Ainsi au 1er janvier 2000 - année de référence de l'Artprice100® - un investissement est réalisé sur les 100 artistes dont les ventes aux enchères sont les plus régulières et les plus volumineuses (en terme de chiffre d'affaires) sur les années 1995, 1996, 1997, 1998 et 1999.

La composition n'évolue pas en cours d'année. La valeur de l'Artprice100® évolue donc selon l'indice de chaque artiste, pondéré par le poids de celui-ci dans le portefeuille.

PERFORMANCES FINANCIÈRES

Au cours de l'année 2000, la valeur de l'Artprice100® a progressé de +10,9 %. Ainsi, pour une valeur initiale fixée à 100\$, la valeur de ce portefeuille atteint déjà 110,9\$ au terme de l'année 2000.

La contribution de chaque artiste dans ce résultat apporte une information supplémentaire. Pour une participation à hauteur de 16 % dans ce portefeuille, Pablo Picasso enregistre une baisse de prix sur de -9 % sur l'année 2000. Les 16 \$ correspondant à l'investissement dans des œuvres de Pablo Picasso sont donc évalués, au 31 décembre 2000, à 14,6\$.

Heureusement, la diversification du portefeuille permet de compenser la performance négative de cet artiste. La progression de Robert Rauschenberg (+59%), Antoni Tapies (+48%), René Magritte (+18%), entre autres, permet à l'Artprice100® d'afficher un rendement tout à fait remarquable dans sa globalité.

Sur le long terme, les performances de l'Artprice100® surpassent, sans comparaison aucune, les performances de l'Indice Global Artprice ainsi que celles du marché boursier américain, représenté par le S&P 500

Evolution de l'indice des prix Artprice100®

Base 100 au premier janvier 2000

ÉVOLUTION DES ARTISTES

L'indice Artprice100® apporte une information essentielle, puisque que sa composition tend à refléter l'évolution progressive du Marché de l'Art. La liste des 100 artistes les plus importants du Marché et le poids de chacun dans le portefeuille qu'ils constituent sont établis à partir des performances moyennes des artistes sur les 5 années précédentes.

Ce critère, purement objectif, a pour but d'identifier la partie la plus stable du Marché de l'Art tout en obligeant cette liste à évoluer lentement. Le Big Data d'Artprice permet d'examiner avec la méthode des ventes répétées et l'analyse du flux colossal des ventes mondiales tous les angles morts qui pourraient échapper au conseil scientifique. Seule Artprice avec son Intranet reliant les 6300 Maisons de Ventes a la capacité de traiter et de mettre en forme cet indice qui requiert une imposante masse de calcul.

La constitution de l'Artprice100® pour les années 2000 et 2017 est fournie dans les Annexes. Quatre artistes sont remplacés (mode entrant / sortant comme dans les indices boursiers) entre l'exercice 2016 et 2017 :

Entrants : Anges Martin, Francis Picabia, Barbara Hepworth, Michelangelo Pistoletto

Sortants : Giorgio De Chirico, Alexej Von Jawlensky, Paul Klee, Cindy Sherman

Cette transformation progressive de la liste des 100 artistes constitutifs de l'Artprice100® est frappante sur le long terme. En 2000, un seul artiste chinois figure dans cette liste (Zhang Daqian) contre 18 en 2017.

CONCLUSION

Sur 18 années, l'Artprice100® affiche une progression de +360 %, soit un rendement annuel moyen de +8,9 %. Cette approche révolutionnaire de l'investissement dans le Marché de l'Art permet au monde de la finance et des investisseurs d'appréhender le Marché de l'Art par une gestion indicielle,

ce qui n'existe pas jusqu'à présent. Cette performance représente la rentabilité du Marché de l'Art dans ce qu'il a de plus stable.

Elle prouve, une fois de plus, qu'un portefeuille d'œuvres relativement bien diversifié, poursuivant une stratégie d'acquisition simple et non agressive, a une véritable raison d'être économique, qui s'ajoute aux bénéfices non lucratifs d'une collection d'œuvres d'art.

Il faut préciser que le Marché de l'Art au cours des vingt dernières années a accru sa liquidité de manière spectaculaire et est devenu selon l'avenir général un véritable marché efficient auquel Artprice, en tant que Leader Mondial, a largement contribué.

Artprice, par ses contacts, a pour objectif d'inclure très rapidement son indice Artprice100® et ses dérivés dans les écrans financiers et les salles de marché.

Artprice et Artron : une force de frappe inégalée sur le Marché de l'Art Mondial

Le secteur de l'information sur le Marché de l'Art en Chine est tenu par Artron / AMMA, entreprise étatique qui a le monopole sur les services aux commissaires-priseurs (Formation, réalisation des Catalogues et site Web, publicité, etc.). Artron / AMMA couvre principalement les Maisons de Ventes Chinoises (Chine, Taïwan, Hong Kong). Concernant les amateurs et collectionneurs d'Art, Artron / AMMA a des écoles de formation et dispose de puissants moyens pour aider à l'acquisition des œuvres par les collectionneurs.

Thierry Ehrmann Président et fondateur d'Artprice : « Cette finalisation juridique est le fruit du vaste effort et coopération mutuelle qu'Artprice a développé depuis 7 ans avec l'intégralité de ses banques de données (plusieurs centaines de millions de champs lexicaux) en mandarin pour atteindre la diaspora chinoise à travers le Monde hors la Chine où l'Internet est normalement impossible pour les groupes occidentaux y compris les GAFAs ». Artprice y parvient par cette alliance hors-norme et historique avec le Groupe Artron / AMMA.

Les Présidents fondateurs respectifs d'Artron et d'Artprice, Wan Jie et Thierry Ehrmann, qui ont exactement le même âge, partagent rigoureusement la même vision du Marché de l'Art mondial, ce qui permet aux deux groupes de posséder une capacité à œuvrer de manière extrêmement rapide et sans aucune barrière culturelle.

Wan Jie Président du Groupe Artron, fondateur d'Artron.net, d'AMMA et Vice-Président de Forbidden City College : « Notre collaboration avec Artprice a trois aspects : statistiques, analyses et canaux de distribution des banques de données. Les deux entités font en sorte d'utiliser au mieux les ressources dont elles disposent pour analyser la situation et les tendances du Marché de l'Art, avec une perspective internationale. Je souhaite qu'AMMA et Artprice continuent à unir plus que jamais leurs forces dans le futur, et que nous puissions assister à un développement rapide du Marché de l'art à l'échelle mondiale (incluant notamment les foires et festivals artistiques et les groupements de collectionneurs et de banques privés). Je souhaite que notre alliance sur le Marché de l'Art devienne une référence absolue dans ce secteur et dans le monde entier. »

La société Artron.Net créée en octobre 2000, est le plus grand portail professionnel du monde pour les œuvres d'art chinoises, ainsi que la communauté en ligne la plus populaire dans ce domaine spécifique. Cette plateforme permet à des clients du monde entier de trouver, d'acquérir et d'évaluer des œuvres d'art.

Grâce aux informations actualisées et aux conseils professionnels dispensés en matière de transactions proposés par Artron.Net, les clients, amateurs, collectionneurs et sociétés peuvent

débatte des œuvres d'art et en faire l'acquisition, tandis qu'acheteurs et vendeurs bénéficient de services à valeurs ajoutées adaptés à leurs besoins.

Selon les nombreuses analyses, c'est la marque la plus respectée dans le Monde de l'Art Chinois, Artron.Net compte plus de 3 millions de membres et enregistre chaque jour plus de 9 millions de visiteurs en ligne (en moyenne) soit 270 millions de visiteurs/mois.

Il propose différentes sections, comprenant des informations artistiques générales, des pages consacrées aux artistes, un service d'estimation d'œuvres d'art, l'Art Market Monitor of Artron (AMMA) et un puissant moteur de recherche d'œuvres, Artso.artron.net.

En répondant ainsi aux besoins de chaque segment, Artron.Net a pour objectif de se positionner en leader en matière de services professionnels destinés au secteur artistique.

L'ouverture du marché chinois par son associé le groupe étatique Artron / AMMA permet à Artprice via un co-branding de pénétrer "behind the firewall" dans l'Intranet chinois pour atteindre les 1,34 millions de chinois collectionneurs d'Art millionnaires en Chine ».

Désormais, fait nouveau et historique, l'accès des abonnements aux banques de données d'Artprice est confié en exclusivité à Artron pour la Chine, Taïwan et Hong Kong.

Artprice a déployé cette semaine avec succès pour ses nouveaux clients Chinois la plateforme de paiement chinoise incontournable ALIPAY groupe ALIBABA qui touche 750 millions de clients spécialement pour les clients d'Artron afin d'accéder aux abonnements Artprice. Baidu vient d'indexer massivement le déploiement d'Artprice.

Cette population cliente du groupe Artron / AMMA s'intéresse à l'Art comme signe extérieur de richesse ou comme investissement pur (les investissements immobiliers sont limités à 2 acquisitions par foyer). Il est bon de souligner qu'une rencontre au sommet a eu lieu préalablement à Pékin entre les états-majors d'Artprice et Artron / AMMA.

Les Chinois qui ont étudié et travaillé à l'étranger, et qui ont donc « formé leur regard » aux règles esthétiques occidentales, arrivent à un statut social où ils deviennent des collectionneurs qui sont en capacité d'investir dans des domaines diversifiés, dont l'Art. Ils ont besoin de référence pour leurs achats d'Art, aussi bien chinois qu'occidental. Cette demande couvre aussi, notamment, la constitution de collections pour les Musées privés ou Fondations qui connaissent une croissance fulgurante en Chine par l'Industrie Muséale ®.

Pour 2017, la Chine comptait pour 40 % des échanges en ligne mondiaux, réalisant 11 fois plus de transactions en ligne que les Etats-Unis. En l'occurrence, la Chine a l'immense avantage sur l'Occident de construire son économie de marché directement sur la base d'Internet.

Une e-économie n'est pas la duplication d'une économie réelle, c'est un écosystème développant ses logiques spécifiques. Selon le Laboratoire Européen d'Anticipation Politique : "L'observation de la Chine, en revanche, permet de se donner une idée de ce que sera une e-économie.

La société Artprice dispose de banques de données sur le marché de l'art depuis 1700, de 30 millions d'indices, d'analyses économétriques & résultats d'adjudications, constituée de 126 millions d'images ou gravures d'œuvres d'Art de 1700 à nos jours commentées par ses historiens.

Artprice référence plus de 700 000 artistes, leurs signatures, monogrammes et biographies. Artprice propose des abonnements permettant à ses clients d'accéder aux informations sur le marché de l'art, sur les ventes aux enchères publiques, couvrant plus de 6300 Maisons de Ventes dans le monde entier. Artprice met également à la disposition de ses clients son service exclusif Artpricing, sa Place de Marché Normalisée® mondiale pour acheter et vendre des œuvres d'Art à prix fixe ou aux enchères ainsi que son service d'économétrie.

De même, Artprice propose en ligne la banque de données du célèbre dictionnaire des ventes d'Art Mireur 1700-1900, un outil de recherche sans équivalent dans le monde entier où figure le nom des acheteurs et des vendeurs ainsi que la banque de données Bayer sur la même période (USA).

Artprice et Artron ont déjà réalisé, à plusieurs reprises depuis 2012, des projets communs lesquels ont permis d'instaurer entre elles une relation de confiance mutuelle et une collaboration enrichissante pour les deux entités et leurs activités respectives.

Grâce à Artron, Artprice a pu satisfaire en tous points au cahier des charges du grand firewall chinois « Grande Muraille Electronique » et ses conditions: loi CL97 (1997) et suivantes ainsi que le protocole Golden Shield (1998).

Les différentes conditions propres à la Chine se retrouvent dans l'ensemble des provinces à travers "la documentation technique du système d'information chinoise". En effet, sur le territoire chinois, Internet est sous la juridiction de la souveraineté chinoise qui doit être respectée et protégée.

Le protocole ajoute que les individus et entreprises étrangers peuvent utiliser Internet en Chine, mais ils doivent se soumettre aux lois du pays. Artprice a donc effectué au nettoyage des codes informatiques notamment de sociétés de droit américain et européen dont les lignes de codes incluent entre autres, des cookies, balises ou Métadonnées pour procéder à des référencements, SEO (search engine optimization) ou des remontées d'informations. De même, Artprice a été ses applications informatiques en système Cloud pour la Chine, Taïwan et Hong Kong.

Concernant l'historique conséquent de la construction des relations entre Artprice et Artron / AMMA et les conséquences économiques, il faut se référer aux documents de référence d'Artprice et notamment au document de référence 2017 déposée auprès de l'AMF le 1er Juin 2018 en application du règlement général notamment l'article 212-13, ainsi qu'aux communiqués.

Déploiement des plateformes de paiement Wechat et Alipay sur le site internet d'Artprice.com

Après Alipay, Artprice a déployé le 3 septembre 2018 sur son site internet la plateforme de paiements Wechat Pay. Alipay et Wechat Pay sont les deux géants de l'internet en Chine et ils détiennent les plus grandes parts de marché du paiement mobile sur le territoire chinois.

Wechat, à laquelle est rattachée l'application de paiement mobile Wechat Pay, est désormais la plateforme qui réunit le plus grand nombre d'abonnés au monde. En effet, depuis Mars 2018, elle a dépassé la barre du milliard d'utilisateurs. Elle est utilisée en Chine continentale mais également en dehors de la Chine par de plus en plus de sinophones. En 2017, on dénombre environ 100 millions de comptes ouverts à l'étranger.

Les utilisateurs de Wechat Pay sont estimés à 800 millions de personnes, ce qui en fait le leader mondial des moyens de paiement mobile.

Alipay compte 100 millions d'utilisateurs actifs mensuels. Sa communauté d'utilisateurs s'élève à ce jour à 520 millions de comptes enregistrés.

Artprice et Artron donnent naissance au Media Mogul de l'Art

Après sept années de travail en commun, d'apprentissage des cultures respectives, de déplacements réguliers entre la Chine et l'Europe, les deux Présidents fondateurs respectifs d'Artron et d'Artprice, Wan Jie et thierry Ehrmann, qui ont exactement le même âge, les mêmes engagements, partagent rigoureusement la même vision du Marché de l'Art mondial et la passion de l'Art avec une amitié et un respect indéfectibles.

Ceci a permis d'insuffler aux deux groupes la capacité à œuvrer de manière extrêmement rapide et sans aucune barrière culturelle pour donner naissance au « Media Mogul de l'Art ». Par analogie c'est exactement comme si Google et Baidu fusionnaient leurs savoirs respectifs.

Voir la vidéo officielle de la cérémonie des signatures au siège social d'Artprice France et la portée des accords de principe du vendredi 12 octobre 2018 :

<https://vimeo.com/295406694>

Ce vendredi 12 octobre 2018 au siège social d'Artprice, en présence du Président et fondateur d'Artron Wan Jie et de son état-major, de thierry Ehrmann Président fondateur d'Artprice et de l'ensemble de ses collaborateurs, a eu lieu la signature d'un contrat historique entre les deux groupes.

Des différents accords de principe de développement (10) entre les deux groupes ont été échangés lesquels dépassent de très loin les signatures de l'accord commercial majeur de distribution exclusive des abonnements Artprice au cœur de l'Intranet Chinois sur les millions de clients Chinois du Groupe Artron, collectionneurs d'Art en Chine.

La portée des 10 accords de principe de développement du 12 octobre 2018 (voir ci-dessous) selon les historiens d'Art, impactera et modifiera structurellement le Marché de l'Art mondial et l'Histoire de l'Art comme personne n'aurait pu l'imaginer. De même Artprice et Artron vont effectuer une mutation extraordinaire au cours de laquelle la société Artprice va, pour ses actionnaires, changer totalement de dimension tant sur le plan économique, financier qu'historique, et ce dès 2019.

La suspension du cours d'Artprice par Euronext à la demande d'Artprice devenait indiscutablement une obligation légale pour la société (AVIS EURONEXT N°: PAR_20181012_08570_EUR), compte tenu de la portée soudaine des nouveaux accords de principe diffusés par les médias Chinois qui n'ont pas vocation à intégrer la notion d'information réglementée et l'impact sur le cours d'Artprice.

Artron produit l'intégralité des catalogues des maisons de ventes chinoises et se charge de l'expédition postale ou numérique aux clients finaux des maisons de ventes. Les abonnements Artprice vendus en exclusivité par Artron en Chine pourront ainsi toucher directement le cœur de cible et le client final.

De même, Artprice sera accessible via la home page d'Artron.Net qui, selon les nombreuses analyses, est la marque la plus respectée dans le Monde de l'Art Chinois. Artron.Net compte plus de 3 millions de membres et enregistre chaque jour plus de 9 millions de visiteurs en ligne (en moyenne) soit 270 millions de visiteurs/mois sur leur site Internet.

Il existe une très forte demande de masse des collectionneurs, professionnels de l'Art et de l'industrie muséale, pour l'achat d'informations à travers Artron des abonnements Artprice incluant ses outils uniques au monde d'aide à la décision leur permettant ainsi d'acquérir des œuvres occidentales en maîtrisant l'intégralité de l'information structurant le prix de l'œuvre, le cursus de l'artiste et son périmètre économique.

Grâce aux conseils avisés d'Artron, Artprice satisfait en tous points au cahier des charges du grand firewall chinois « Grande Muraille Electronique » et ses conditions : Loi CL97 (1997) et suivantes ainsi que le protocole Golden Shield (1998).

Pour cela, Artprice a déployé, notamment sur ses banques de données Internet en mandarin (54 millions de pages en mandarin ayant demandé 7 ans de développement), Alipay et WeChat (1,8 milliard d'utilisateurs) qui sont des plateformes de paiement chinoises obligatoires pour l'acheteur chinois.

Pour se conformer à la Loi CL97, Artprice a donc réécrit durant 2 ans l'ensemble de ses codes informatiques ainsi que ses banques de données en supprimant notamment les codes sources de sociétés de droit américain et européen dont les lignes de codes incluent, entre autres, des cookies, balises, Métadonnées ou Backdoors.

A contrario d'Artprice qui est une exception grâce à l'aide et aux conseils d'Artron, aucun GAFa n'a pu pénétrer jusqu'alors le cœur de l'Intranet chinois malgré leurs multiples tentatives.

Ce qui s'est décidé ce vendredi 12 octobre 2018 excède très largement ce qui était prévu initialement. Il est bon de souligner qu'une rencontre au sommet a eu lieu préalablement en mars 2018 à Pékin entre les états-majors d'Artprice et Artron / AMMA.

Pour comprendre la puissance d'Artron et sa position incontournable en Chine, voir les vidéos d'Artron en langue anglaise :

<http://english.artron.com.cn/about/video/index>

A propos d'Artron, texte officiel de présentation:

<http://english.artron.com.cn/about/introduction/index>

Premièrement : la Market Place Normalisée d'Artprice va à terme accueillir électroniquement plus d'un million d'artistes contemporains chinois notoirement connus qui auront la possibilité de se voir attribuer un Artprice store pour vendre à l'Occident l'Art Contemporain chinois. L'infrastructure informatique d'Artprice a déjà anticipé ce nouveau flux exponentiel.

En effet, la mission d'Artron et de son Président Wan Jie, au plus haut niveau du Pouvoir Culturel Chinois, a pour ambition de déployer massivement l'Art contemporain chinois dans le monde. Il faut préciser qu'en Europe et aux USA, on ne dénombre que 120 000 artistes contemporains.

Sur Arte France Allemagne, le film "Chine, un million d'artistes" du célèbre réalisateur Jean-Michel Carré, spécialiste historique de la Chine signe un documentaire exceptionnel de 52mn montrant selon Arte le "gigantisme des ateliers, prolifération des artistes et des lieux d'exposition, écoles d'art qui ne désemplissent pas : décryptage de la frénésie d'art contemporain qui a saisi l'Empire du Milieu, avec de grands noms comme Ai Weiwei, Cang Xin ou He Yunchang."

Selon Jean-Michel Carré, thierry Ehrmann, sculpteur plasticien depuis 36 ans et fondateur d'Artprice est le seul intervenant occidental à apparaître dans cette production majeure, car Artprice historiquement a été la première au Monde à briser le tabou en certifiant, en 2012, chiffres et audits à l'appui : "La Chine est n°1 mondial du Marché de l'Art devant les USA".

C'est donc un bouleversement majeur de la Place de Marché Normalisée Artprice qui propose actuellement environ 62 000 œuvres d'art. Par sa place hégémonique en Chine, Artron fournira à terme à la place de Marché Artprice plusieurs dizaines de millions de nouvelles œuvres en ligne, engendrant donc un véritable choc pour le Marché de l'Art mondial.

Artprice va devenir de facto le hub de référence pour l'Art Chinois et l'interface privilégiée vers la Chine pour tous les collectionneurs et professionnels de l'Art et bien entendu pour les clients d'Artprice.

Deuxièmement : Le Groupe Artron est devenu la plus grande institution mondiale de services artistiques et de production de livres d'art en imprimant plus de 60 000 livres, 300 millions de volumes de publications, catalogues de ventes publiques avec des prestations artistiques de haute qualité aux artistes, musées, galeries, institutionnels, collectionneurs et professionnels chaque année depuis 25 ans. (Source Artron)

A ce titre, Artron possède des milliards de data à plat d'une grande pertinence jamais ou peu exploitées et qui seront confiées à Artprice pour progressivement enrichir les banques de données grâce à l'expertise d'Artprice et de Groupe Serveur présent sur Internet depuis 1985, d'abord en matière de fouilles de données, Datamining puis de Big Data et désormais d'algorithmes d'intelligence artificielle.

Troisièmement : La mise en commun des sources de documentation d'Artprice et d'Artron à travers les siècles, livres anciens calligraphiques, parchemins, manuscrits, catalogues de ventes constituant ainsi la naissance de ce « Media Mogul de l'Art » avec le plus grand fonds mondial de l'Histoire du Marché de l'Art qui pourra rivaliser avec ceux des grandes bibliothèques d'Art mondiales. Ce sont des millions de nouvelles ressources documentaires pour les banques de données.

Quatrièmement : L'apport par le Groupe Artron de 900 ans d'œuvres d'Art chinoises signées aux enchères sur lesquelles Artprice va appliquer sa méthode des ventes répétées, méthode scientifique permettant, à partir d'une œuvre unique, dont on connaît la traçabilité, de pouvoir produire des indices et cotes scientifiquement irréprochables.

Cela permettra à Artron et à la Chine, sur leur propre Marché de l'Art, d'enfin rivaliser avec l'Europe et les USA en matière d'analyses macro et microéconomiques sur plusieurs siècles. Cela remettra en question les préjugés sur l'Histoire du Marché de l'Art chinois très antérieur au Marché de l'Art européen.

Cinquièmement : Artron a exprimé un besoin essentiel, de la part des acteurs du Marché de l'Art chinois, d'une cotation incontestable des œuvres d'art qui est le cœur de métier d'Artprice afin de pouvoir établir une juste et impartiale taxation dans le marché intérieur chinois ainsi que pour l'import-export des œuvres d'art.

Selon Artron, seule l'expertise économétrique d'Artprice (associée à Artron) va pouvoir donner une fluidité extraordinaire au Marché de l'Art en Chine et satisfaire les autorités fiscales, administratives et douanières. Cette demande, d'après Artron et son Président Wan Jie, est colossale et seul un tiers certificateur comme Artprice, Leader mondial de l'Information sur le Marché de l'Art, faisant autorité dans le monde, peut la satisfaire en toute légitimité.

C'est l'exemple type d'un marché intérieur que seul un acteur central du marché de l'Art chinois connaît. Cette information capitale n'est jamais sortie par voie de presse et/ou n'a jamais été commentée par des économistes ou des sociologues.

Sixièmement : Artron produit les catalogues d'expositions en Chine qui comptent chaque année 5 000 expositions et foires de portée internationale de la taille de la Frieze et la FIAC en Europe. Artprice, par sa banque de données Events/expositions-foires, va pouvoir diffuser en mode

«Freemium» une information très qualitative qu'aucune entreprise occidentale ne possède. Artron possède un très grand nombre de droits de reproduction des œuvres, paramètre indispensable pour qu'Artprice puisse faire la promotion des 5 000 expositions et foires chinoises de portée internationale.

Septièmement : Mise en place par Artprice avec les équipes d'Artron, qui comptent 3 000 collaborateurs félicités par le Président Wan Jie durant le discours des signatures, d'indicateurs économiques, d'indices, de classements, de dépêches d'agence de presse et de rapports sur le Marché de l'Art Chinois lequel, pour le moment, ne possède pas ces données nécessaires à sa transparence et son efficience, ce qui est une nécessité absolue pour le Président Wan Jie.

Huitièmement : Il existe, selon Artron, un marché extrêmement important concernant l'accès aux estimations d'œuvres d'art, principalement pour les œuvres occidentales, par les clients chinois. Le service haut de gamme payant Artpricing d'Artprice répond parfaitement au besoin d'Artron et de ses clients.

Neuvièmement : Intégration sur les banques de données d'Artprice des biographies des principaux artistes chinois constituant le noyau dur du Marché de l'Art entre Pékin, Hong Kong et New York, permettant de mettre en lumière les mécanismes des mouvements des œuvres d'Art jusqu'alors réservés aux seuls initiés sur ce redoutable triangle financier générant des plus-values parfois spectaculaires.

Dixièmement : La mise en place à terme d'une normalisation, par le savoir-faire d'Artprice avec Artron, en normes internationales reconnues par l'ensemble des organisations mondiales, aboutira à une nomenclature normalisée du Marché de l'Art Occident / Grande Asie qui faisait défaut jusque-là. Artprice, pour mémoire, par le rachat de la société scientifique Suisse Xylogic en 1999, détient le process protégé de la normalisation propre au Marché de l'Art.

Le contrat de distribution exclusive des abonnements Artprice par Artron à ses clients et les dix nouveaux accords de principe supplémentaires pourront s'appliquer très rapidement du fait de la connaissance mutuelle des deux sociétés issue de 7 années de partenariat constant. Artprice démontre par cette alliance avec Artron que la patience et le labeur se mesurent a minima en années et non en trimestres.

Enfin, en 2018 la Chine comptait pour 45 % des échanges en ligne mondiaux, réalisant 12 fois plus de transactions en ligne que les USA. La Chine a l'immense avantage sur l'Occident de construire son économie de marché directement sur la base d'Internet. De même, d'un avis unanime, la Grande Asie va peser 70% du Marché de l'Art dès 2020. Artprice, en tant que Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art, se devait d'être au cœur de son marché. Pour rappel la France pesait 4% au 1S 2018.

D'autres extraits vidéos et photos des signatures et discours seront en ligne prochainement sur les réseaux sociaux d'Artprice et d'Artron.

Concernant l'historique conséquent de la construction des relations entre Artprice et Artron / AMMA et les conséquences économiques, il faut se référer aux documents de référence d'Artprice et notamment au document de référence 2017 déposé auprès de l'AMF le 1er Juin 2018 en application du règlement général notamment l'article 212-13, ainsi qu'aux communiqués.

Artprice obtient le renouvellement du label BPI Entreprise Innovante

Artprice, Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art et Place de Marché Normalisée, a reçu ce jour le renouvellement du label BPI « Entreprise Innovante ».

Ce label fort convoité permet, pour trois ans renouvelables, aux Fonds Communs de Placement pour l'Innovation (FCPI) d'investir dans le capital d'Artprice, et pour leurs souscripteurs de profiter des avantages fiscaux correspondants.

Le label BPI « Entreprise Innovante » est un label étatique, soumis à une stricte éligibilité.

La BPI est la Banque Publique d'Investissement qui accompagne, dans sa mission étatique, le développement des sociétés innovantes.

Le renouvellement de cette qualification est obtenu après un examen minutieux où l'entreprise postulante doit justifier de la création de produits, procédés ou techniques dont le caractère innovant des perspectives de développement économique est reconnu de manière incontestable.

Beijing (Pékin) : Mise en place des équipes Artprice et Artron pour conquérir le Marché de l'Art chinois, multiplier le CA d'Artprice et promouvoir l'art chinois en Occident.

Beijing (Pékin) – Si l'État-major d'Artprice et son Président thierry Ehrmann se sont déplacés pendant plusieurs jours à Pékin, au siège social d'Artron, c'est pour accélérer et concrétiser au plus vite, pour les actionnaires d'Artprice, les accords mis en place dont découleront obligatoirement les perspectives économiques très positives attendues, principalement en termes de chiffre d'affaires et d'extension du fichier clients.

Il faut tout d'abord souligner l'accueil respectueux, chaleureux et fidèle d'Artron, en particulier de son Président Wan Jie, qui a présenté à Artprice les responsables institutionnels chinois au plus haut niveau, les principaux acteurs du Marché de l'Art chinois et l'ensemble des 3500 collaborateurs d'Artron.

Toutes ces mises en relation physique permettent à Artprice de décrypter au plus vite et de manière optimale ce nouveau marché pour faire exploser la croissance de son CA, que représente la Chine pour Artprice.

En 2018, la Chine comptait pour 45 % des échanges en ligne mondiaux, réalisant 12 fois plus de transactions en ligne que les USA. La Chine a l'immense avantage sur l'Occident de construire son économie de marché directement sur la base d'Internet (Source GEAB/LEAP 2020).

De même, M. Wan Jie, Président d'Artron, incontestablement l'acteur le plus puissant du Marché de l'Art en Chine par l'empire qu'il a fondé, a réitéré, devant ses Vice-Présidents et l'ensemble de ses cadres supérieurs, son amitié indéfectible et sa fidélité dans les relations qu'il entretient personnellement avec thierry Ehrmann, Président d'Artprice.

Ce fait mérite d'être souligné car ce protocole est extrêmement rare dans la coutume chinoise.

C'est un nouveau marché fascinant et incontournable pour Artprice puisque la Chine s'est installée en Leader du Marché de l'Art mondial cette décennie, tel qu'annoncé la première fois par Artprice en 2009.

La Chine nourrit de grandes ambitions :

« La Chine, le géant qui veut dominer le Monde » titrait Challenges la semaine dernière. La Chine accélère encore avec son plan « Made in China 2025 » et ses « Nouvelles routes de la Soie ».

En tant qu'entreprise mondiale, Artprice se devait de réussir son implantation en Chine qui est désormais le dernier eldorado pour les groupes dont les marchés sont globaux.

thierry Ehrmann, PDG Fondateur d'Artprice : « Cette montée en puissance, cet appétit insatiable et cette volonté de leadership, cela fait longtemps que je les ai anticipés ! D'abord, en 9 ans, Artprice a traduit intégralement en mandarin plusieurs centaines de millions de data issues de ses banques de données mais, si vous êtes observateurs, voilà près de 30 ans que vous avez pu constater la présence de milliers d'oeuvres d'Art, de mes sculptures et peintures reprenant la culture et l'Histoire millénaires de la Chine dans notre siège social, le célèbre Musée d'Art Contemporain L'Organe, à La Demeure du Chaos / The Abode of Chaos dixit The New York Times. »

« Si certains s'étonnent aujourd'hui de voir la Chine prendre peu à peu la place de première puissance économique, ce n'est pas mon cas ! Et vraiment, nous aurions été dans l'erreur fatale si Artprice n'avait pas pénétré la Chine par la grande porte, avec l'humilité qui a fait défaut à de nombreux groupes occidentaux cotés en Bourse. En cela, je remercie encore une fois Wan Jie, Président d'Artron, ainsi que tous ses collaborateurs qui ont rendu possible cette prouesse après 9 ans d'étroite collaboration ! ».

En effet, grâce aux conseils avisés d'Artron, Artprice satisfait en tous points au cahier des charges du grand firewall chinois « Grande Muraille Electronique » et ses conditions : Loi CL97 (1997) et suivantes ainsi que le protocole Golden Shield (1998).

Pour se conformer à la Loi CL97, Artprice a donc réécrit durant 2 ans l'ensemble de ses codes informatiques ainsi que ses banques de données en supprimant notamment les codes sources de sociétés de droit américain et européen dont les lignes de codes incluent, entre autres, des cookies, balises, Métadonnées ou Backdoors.

Depuis ce lundi matin, Artprice est une des seules sociétés occidentales à posséder un site WeChat réservé aux sociétés de droit chinois qui touche plus de 1,8 milliard d'internautes chinois dans le monde.

Les chiffres de la Chine donnent le vertige : plus de 1,4 milliard d'habitants, 5 fois la population des USA, un PIB en croissance de 6,5% cette année et, concernant spécifiquement Artprice, un Marché de l'Art aux dimensions démesurées avec un réservoir d'artistes vivants (1 million d'artistes pour la Chine et 120 000 artistes pour les USA et l'Europe réunis) et d'oeuvres d'art pratiquement infini, avec des dizaines de millions d'amateurs, collectionneurs, professionnels de l'Art, clients d'Artron qui sont autant de clients potentiels pour Artprice.

Le titre du communiqué d'Artron : « Artron and Artprice teamed up to create art 'silk road' » label étatique Chinois prend tout son sens. La Nouvelle Route de la Soie est la stratégie de la Chine (Soft Power) appelée OBOR en anglais pour conquérir le monde économiquement.

L'auteur de cette initiative est la Chine : la première puissance économique en PIB-PPA en 2017, selon le FMI, la Banque mondiale et le rapport de la CIA World FBK. Selon CNN, ce projet englobe 68 pays représentant 4,4 milliards d'habitants et 62 % du PIB mondial.

Artron est une entreprise très puissante, un univers incontournable en Chine, pour peu qu'on s'intéresse à l'Art en général. Artron est non seulement le 1er éditeur de beaux livres d'Art dans le monde et catalogues de ventes aux enchères avec plus de 400 millions d'imprimés mais aussi un vaste laboratoire scientifique réparti entre Beijing (Pékin), Shanghai et Shenzhen, dont le degré de connaissance excède sans contestation les fleurons de la Silicon Valley sur ses domaines.

Le processus de numérisation en réalité virtuelle, en réalité augmentée et en mixed reality atteint un niveau de connaissances au plus haut niveau mondial. Plus de 800 prix d'excellence et Awards viennent certifier cette démarche scientifique et culturelle.

Artron.net est la marque la plus respectée du monde de l'art chinois. Elle compte plus de 3 millions de membres professionnels dans le secteur des arts et 15 millions de visites quotidiennes en moyenne, ce qui en fait le premier site Web d'art mondial. C'est le premier choix des professionnels de l'art, des investisseurs et des collectionneurs et amateurs d'art. Fondé en 1993, Artron Art Group fête cette année ses 25 ans.

L'implication d'Artron et de son Président M. Wan Jie dans l'Art en Chine ne souffre d'aucune contestation. M. Wan Jie est, entre autres, le protecteur de la célèbre Factory 798 à Beijing (Pékin), reconnue mondialement, et qu'il a présenté à l'État-major d'Arprice.

M. Wan Jie est aussi Vice-Président et Fondateur de l'Institut de la célèbre Cité Interdite, où les deux Présidents ont pu accéder à des espaces étatiques interdits au public.

Thierry Ehrmann, Président d'Arprice, a pu constater l'implication et le mécénat de son homologue M. Wan Jie sur la protection et la diffusion des chefs d'oeuvres millénaires de l'Art Chinois dans les greniers impériaux qu'il restitue au peuple grâce aux avancées scientifiques d'Artron, à l'Internet très haut débit permettant ainsi de contempler ces chefs d'oeuvres de l'humanité en réalité virtuelle, avec le soutien de l'État chinois.

Lors de ce déplacement, l'État-major d'Arprice a fait d'inoubliables rencontres avec des artistes chinois mondialement renommés comme notamment Fang Lijun (né en 1963) 623ème/700 000 en 2018 et Zhang Xiaogang (né en 1958) 121ème/700 000 artistes en 2018 dans le classement Arprice.

L'agence de presse d'Arprice, ArtMarketInsight, va produire en chinois et en anglais, avec les rédacteurs d'Artron, une trentaine de dépêches quotidiennes permettant ainsi de fusionner en connaissances le Marché de l'Art chinois et occidental.

Ces nombreux déplacements et rencontres ont permis à Arprice de valider concrètement la puissance de la Chine, avec une Histoire de plus de 4000 ans, dotée d'une avance incroyable sur l'Occident au niveau de la technologie, balayant d'un revers de la main les visions ignorantes sur l'Empire chinois.

La lecture géopolitique ne se mesure pas qu'en pourcentage du PIB consacré au budget de l'armement mais bel et bien en termes d'histoire dans le temps et du choc des civilisations protagonistes.

Le Soft Power qu'exerce la Chine se porte entre autres sur le Marché de l'Art où l'alliance Arprice / Artron s'inscrit dans le plan « belt and road initiative » BRI, lancé par Xi Jinping en 2013, connu en Europe sous le nom de « Route de la Soie ». Selon CNN, ce projet englobe 68 pays représentant 4,8

milliards d'habitants et 62% du PIB mondial avec un investissement voisin de 8000 milliards de dollars.

Concrètement pour Artprice, c'est un grand honneur d'avoir été choisie par Artron et son Président M. Wan Jie. Artron considère le travail d'Artprice et plébiscite sa place de Leader Mondial de l'Information sur le Marché de l'Art. C'est pour cela que les abonnements d'Artprice vont être distribués en Chine, avec un potentiel énorme de nouveaux clients. Les données d'Artprice vont contribuer ainsi à la fluidité du Marché de l'Art chinois, et asiatique plus largement, sachant que la Grande Asie va peser 70% du Marché de l'Art dès 2019.

Selon Artron, seule l'expertise économétrique d'Artprice (associée à Artron) va pouvoir donner une fluidité extraordinaire au Marché de l'Art en Chine sur les différentes provinces et régions autonomes et satisfaire les autorités fiscales, administratives et douanières.

Cette demande, d'après Artron et son Président Wan Jie, est colossale et seul un tiers certificateur comme Artprice, Leader mondial de l'Information sur le Marché de l'Art, faisant autorité dans le monde, peut la satisfaire en toute légitimité.

C'est l'exemple type d'un marché intérieur que seul un acteur central du marché de l'Art chinois connaît. Cette information capitale n'est jamais sortie par voie de presse et/ou n'a jamais été commentée par des économistes, des journalistes et des sociologues.

Pour information, les provinces de Chine sont la plus haute division administrative en République populaire de Chine. Il existe trente-quatre divisions de cette sorte, réparties en vingt-trois provinces, quatre municipalités, cinq régions autonomes et deux régions administratives spéciales.

Les abonnements Artprice vendus en exclusivité par Artron en Chine pourront ainsi toucher directement le cœur de cible et le client final. De même, Artprice va être, dans quelques jours, accessible via la home page d'Artron.Net et de tous les réseaux sociaux chinois où Artron est omniprésent.

Par l'intermédiaire de M. Wan Jie, Président d'Artron, Artprice a noué très rapidement des contacts commerciaux pour le moins prometteurs comme par exemple celui avec la Présidente de China Guardian, première Maison de Ventes chinoise, cotée en Bourse, très demandeuse des abonnements Artprice haut de gamme pour sa clientèle VIP et de l'analyse mensuelle d'Artprice pour son groupe.

Grâce à la technologie unique d'Artron dans le domaine de la numérisation de parchemins, manuscrits et catalogues de collections du siècle dernier, Artprice va enfin pouvoir proposer à tous ses clients des données à très forte valeur ajoutée, comme par exemple les centaines de milliers de notes manuscrites d'Hippolyte Mireur et des différents fonds documentaires d'Artprice antérieur au XVIIème siècle, trop fragiles jusqu'à présent pour supporter des manipulations de scannérisation avec les appareils de numérisation occidentaux.

Avec cette avancée majeure, Artprice va considérablement renforcer sa place de Leader Mondial de l'Information sur le Marché de l'Art.

Artprice peut voir, en 2019, son chiffre d'affaires et son résultat très largement se multiplier, compte-tenu du potentiel de nouveaux clients possibles en Chine, dans le contexte de cette alliance hors-normes avec Artron.

Pour le lancement et la commercialisation de ses services et bases de données en Chine, Artprice va bénéficier de toute la logistique d'Artron, en matière de communication sur Internet et dans le monde physique, grâce à sa puissance, sa notoriété et ses innombrables réseaux électroniques et/ou commerciaux dans l'ensemble de la Grande Asie.

Dans cette optique, Artprice, avec le concours d'Artron, vient de passer 125 millions de ses données dans la monnaie chinoise, le Renminbi (RMB) avec le taux de change au jour le jour sur l'historique des adjudications. Cela pour faciliter bien évidemment la concrétisation de l'achat de ses données par sa nouvelle clientèle chinoise présentée par Artron. Cette clientèle captive est très habituée à l'utilisation d'Alipay et de WeChat (1,8 milliard d'utilisateurs) qui sont des plateformes de paiement instantané chinoises (QR Code en mode kiosque débitant de suite le client Chinois au profit d'Artprice) obligatoires pour l'acheteur chinois.

Des séances de travail en commun et de la constitution d'équipes Artprice / Artron ayant les mêmes fonctions émergent de très nombreuses synergies. Compte tenu de l'ampleur des opérations stratégiques, capitalistiques et économiques avec Artron, un Président exécutif Artprice pour la Chine et plus généralement pour la Grande Asie, résidera à Beijing (Pékin), au plus près des équipes d'Artron.

Cette stratégie vise à accélérer les différents processus en cours. Ce choix mûrement réfléchi s'opère avec une grande maturité et un consensus unanime au sein du Groupe Artprice et de sa maison-mère Groupe Serveur, pionnier des banques de données sur Internet depuis 1987.

Cela permettra, entre autres, de coordonner plus facilement les actions communes d'Artron et Artprice.

Les objectifs d'Artron sont clairs et sans la moindre ambiguïté.

M. Wan Jie : « Les Fondateurs et les présidents des deux sociétés, M. thierry Ehrmann et moi-même, avec notre enthousiasme pour l'art, créerons une "Route de la Soie" reliant les marchés de l'art chinois et occidental sur le principe du respect et de la coopération mutuels. »

« Les deux parties vont construire une plate-forme mondiale, diversifiée et professionnelle d'échange dans le marché de l'art, qui favorisera en fin de compte le développement durable du marché mondial de l'art. »

En cela, Artprice verra sa Place de Marché Normalisée® accueillir des millions d'œuvres d'artistes chinois, fournies par Artron, engendrant donc un véritable choc pour le Marché de l'Art mondial par le montant global des œuvres en ligne.

Le Président Fondateur d'Artron, M. Wan Jie, a tout de suite saisi la pertinence et la force incontestable des DNS artmarket.com .net et .org possédés par Artprice et qui absorbent le plus légalement des millions de requêtes/mois sur la demande générique « Art Market » sur Google.com.

Artmarket.com .net et .org sont donc l'atout maître sur Internet pour capter le Marché de l'Art Mondial.

Artmarket.com est Numéro 1 sur 1,82 milliard de résultats sur Google.com (toutes langues confondues), selon le constat d'Huissier du 05/11/2018 (SCP Pons-Mergui), pour pénétrer

l'Occident et pousser par Artprice le million d'artistes chinois et leurs dizaines de millions d'œuvres déjà hébergées par Artron.

Compte-tenu du changement radical de périmètre attendu, Artprice s'oriente naturellement, par rapport à son projet d'IPO, vers une introduction de sa filiale artmarket.com, sa Place de Marché Normalisée®, sur une place Boursière Chinoise (Shanghai, Hong Kong, Shenzhen...) et non sur un marché anglo-saxon comme initialement prévu.

thierry Ehrmann : « Artprice devrait vivre en 2019 une Histoire exceptionnelle, celle que nous nouons avec Artron, pour le Marché de l'Art mondial et nos fidèles actionnaires. Je suis particulièrement satisfait d'avoir opté depuis longtemps pour une stratégie basée sur l'avènement économique de la Chine ».

« Pour information, j'avais 25 ans lors de mon premier voyage en Chine, j'en ai 56 aujourd'hui, soit plus de 30 ans d'apprentissage patient de l'Empire du Milieu. Au-delà de cette satisfaction, j'ai celle d'avoir rencontré en la personne de Wan Jie, un Président fondateur avec lequel je partage la même vision de la démocratisation et de la propagation de l'Art dans le Monde. La longue marche d'Artprice atteint ses objectifs pour les actionnaires et le marché. »

Un documentaire vidéo conséquent réalisé par Artron témoigne de toutes les rencontres, discussions et accords entre les équipes d'Artprice et d'Artron à Beijing (Pékin) tels que décrits sommairement dans ce communiqué. Il permet aussi au lectorat occidental de découvrir par la force de l'image, la démarche scientifique au plus haut niveau d'Artron et sa puissance économique dans la Grande Asie :

<https://vimeo.com/305021641>

5 décembre 2018 : lancement du compte officiel WeChat d'Artprice en Chine avec le kiosque payant :

Avec le soutien d'Artron, Artprice dispose désormais de son compte officiel WeChat payant Artprice en Chine comme une société de droit Chinois.

Voir la page Facebook d'Artron et sa publication explicite de ce jour : **With the support of Artron, Artprice Create a WeChat Official Platform and embrace Chinese culture!**

<https://www.facebook.com/artron1993/>

La création du compte officiel WeChat d'Artprice est l'atout maître pour pénétrer et épouser les habitudes des consommateurs chinois, rompus aux achats immédiats (1,2 milliard d'utilisateurs Source WeChat) par QR Code en mode kiosque. En effet WeChat dégage plus de 40 fois le chiffre d'affaires de PayPal.

Le processus est simple, le consommateur avec son smartphone, (4,5 milliards dans le monde), photographie en 1 seconde le QR Code d'un des abonnements Artprice, panier moyen 210 €, se retrouve instantanément débité sur sa carte bancaire sans la moindre intervention du client et Artprice est créditée en temps réel.

Ce système révolutionnaire rend obsolètes les plateformes bancaires de paiement en ligne car les consommateurs en WeChat QR Code mettent moins de 20 secondes pour effectuer l'intégralité de la transaction payante sur Artprice contre, dans le meilleur des cas, 8 minutes pour la même transaction sur une plateforme payante bancaire occidentale.

Il faut souligner que cette stratégie est le passage obligé pour réussir en Chine et faire décoller ses ventes. C'est également ce qu'a compris et mis en oeuvre

L'Oréal avec Maybelline comme expliqué dans l'article de ce matin "En Chine, les magasins Maybelline sont pensés pour Wechat !" disponible à l'adresse suivante :

<https://www.lsa-conso.fr/en-chine-les-magasins-maybelline-sont-penses-pour-wechat,305206>

L'utilisation du QR Code par WeChat en débit immédiat au profit d'Artrprice est la concrétisation de la consommation en mode kiosque telle qu'anticipée par Artrprice depuis des années.

Devant l'impact spectaculaire attendu sur ses revenus, compte tenu du potentiel de nouveaux clients captifs en Chine que détient son fidèle partenaire Artron présidé et fondé par Wan Jie, Artrprice peut être amenée pour 2019 à produire un prévisionnel distinct pour le chiffre d'affaires provenant de Chine. Le nombre de clients captifs peut se chiffrer en dizaines de millions.

Beijing (Pékin) - Marché de l'Art : Artrprice lance en Chine le 1er Janvier 2019 ses abonnements via le site Artron.net

Beijing (Pékin) - Artrprice, suite à différentes dates invoquées par des tiers, a précisé le 18 décembre 2018 que le démarrage officiel de la commercialisation des abonnements Artrprice en Chine est fixé le 1er Janvier 2019 (jour non férié en Chine) avec son fidèle partenaire institutionnel Artron depuis 9 ans.

Artrprice sera notamment sur la home page principale d'Artron.net sur l'emplacement premium à côté du logo Artron, voir image twitter (source Artron) :

<https://twitter.com/artpricedotcom/status/1074943649929138176>

Artron.net est le premier site Web d'art mondial avec 5,4 milliards de visites/an.

Artrprice qui possède son propre compte chinois WeChat constate selon les chiffres WeChat que le montant de l'achat immédiat débité sur le compte de l'utilisateur WeChat (QR Code) est crédité en temps réel sur les comptes bancaires d'Artrprice. C'est une pratique usuelle quotidienne pour les 988 millions d'utilisateurs WeChat en Chine.

Pour répondre à 100 % aux besoins de paiements des internautes chinois, Artrprice propose également la plateforme Alipay qu'elle a développée, lui permettant ainsi de toucher 1,2 milliard d'utilisateurs dans le monde avec 300 millions de transactions quotidiennes qui sont comptabilisées. (Source Alipay - Alibaba Group)

Alipay est aussi une solution de paiement réelle fonctionnant sur un système de QR Code. Le vendeur propose son QRcode personnel, l'acheteur scanne ce QRcode avec son mobile et accepte la transaction. Le paiement est effectué instantanément et la facture arrive par email ou sms.

A ce titre, Artrprice au regard du contrat historique et des 10 accords de principe projette raisonnablement dès 2019 la multiplication de son chiffre d'affaires en fonction

des chiffres clés du groupe Artron de décembre 2018, 3 millions de membres professionnels, 5,4 milliards de visites / an, premier site Web d'art mondial, premier imprimeur de livres d'Art au monde.

Dès fin janvier 2019, Artprice communiquera le trend (la projection) de son chiffre d'affaires pour 2019.

En 9 ans, Artprice a traduit intégralement en mandarin plusieurs centaines de millions de data issues de ses banques de données. L'ergonomie informatique développée par Artprice spécifique à la Chine et aux smartphones est faite pour l'Internet mobile (88% des internautes chinois) qui est très répandu avec 1,1 milliard d'utilisateurs 4G en juin 2018 (Source INA).

thierry Ehrmann PDG Fondateur d'Artprice : "Comme précédemment annoncé, plusieurs vidéos produites par Artron restituent au-delà des alliances capitalistiques et économiques la fusion culturelle des deux groupes. Cette courte vidéo restitue fidèlement le témoignage d'Artron sur Artprice."

<https://vimeo.com/305021641>

Si l'État-major d'Artprice et son Président thierry Ehrmann se sont déplacés pendant plusieurs jours à Pékin, au siège social d'Artron, c'est pour accélérer et concrétiser au plus vite, pour ses actionnaires, les accords mis en place dont découleront obligatoirement les perspectives économiques très positives, principalement en termes de chiffre d'affaires et d'extension du fichier clients dès le 1 janvier 2019.

Il faut tout d'abord souligner l'accueil respectueux, chaleureux et fidèle d'Artron, en particulier de son Président Wan Jie, qui a présenté à Artprice les responsables institutionnels chinois au plus haut niveau, les principaux acteurs du Marché de l'Art chinois et l'ensemble des 3500 collaborateurs d'Artron.

Toutes ces mises en relation physique permettent à Artprice de décrypter au plus vite et de manière optimale ce nouveau territoire pour faire exploser cette croissance, que représente la Chine pour Artprice. En 2018, la Chine comptait pour 45 % des échanges en ligne mondiaux, réalisant 12 fois plus de transactions en ligne que les USA. La Chine a l'immense avantage sur l'Occident de construire son économie de marché directement sur la base d'Internet (Source GEAB/LEAP 2020).

De même, M. Wan Jie, Président d'Artron, incontestablement l'acteur le plus puissant du Marché de l'Art en Chine par l'empire qu'il a fondé, a réitéré, devant ses Vice-Présidents et l'ensemble de ses cadres supérieurs, son amitié indéfectible et sa fidélité dans les relations qu'il entretient personnellement avec thierry Ehrmann, Président d'Artprice.

Ce fait mérite d'être souligné car ce protocole est extrêmement rare dans la coutume chinoise.

C'est un nouveau marché fascinant et incontournable pour Artprice puisque la Chine s'est installée en Leader du Marché de l'Art mondial cette décennie.

L'internet mobile est aussi très bien développé, avec 1,1 milliards d'utilisateurs 4G en juin 2018. Grâce au plan gouvernemental Made in China, la Chine est en train de se hisser au premier rang au niveau de la technologie 5G. (Source INA).

En 2017, l'économie numérique chinoise comptait pour près de 33 % du PIB national Dans ce contexte, la place accordée aux entreprises en tant que catalyseurs de l'innovation est essentielle : les acteurs économiques et industriels sont associés intimement à l'État dans la transformation de la

Chine en une société de l'information. Ainsi, en 2017, l'économie numérique chinoise comptait pour près de 33 % du PIB national. (source INA).

Artprice et Cision donnent naissance à la première agence de presse mondiale dédiée au Marché de l'Art

Artprice se doit d'informer le marché du communiqué à venir de CISION (CISN cotée au NYSE).

Dès le 21 décembre 2018 Artprice et Cision donnent ainsi naissance à la première agence de presse dédiée à l'information sur le Marché de l'Art : Artpress agency ® dont Artprice est le Leader mondial.

Depuis 120 ans Cision a bâti peu à peu un réseau mondial de diffusion d'informations reconnu par plus de 100 000 clients notoirement connus sur les marchés financiers.

Cision est le Leader mondial du logiciel de RP & Influence et de la recherche média.

Avec sa base de données de 1.6 million de journalistes et de médias, Cision diffuse sur l'ensemble des 5 continents sans aucune exception une information qualitative.

Le présent communiqué a été validé par les deux groupes et sera publié nativement en anglais par CISION USA.

En voici la traduction française:

PARIS (21 déc. 2018) - Artprice, société du groupe Serveur ®, pionnier de l'internet depuis 1985 en Europe, et Cision® sont heureux d'annoncer leur partenariat unique au monde pour la distribution de fils d'informations. Ce partenariat fait de Cision le distributeur officiel d'informations et de contenus du Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art.

Le partenariat stratégique désigne Cision en tant que seul fournisseur de services de distribution d'informations sur les tendances du Marché de l'Art pour les principales agences de médias d'aujourd'hui, comprenant environ 7 200 publications de presse internationale.

L'accord est le résultat direct d'une longue relation qui s'étend sur deux décennies entre Artprice et Cision, deux leaders puissants sur leur marché respectif.

Artprice est le leader mondial des banques de données sur le prix et l'indice de l'art. Il a plus de 30 millions d'indices et de résultats d'enchères. Artprice Images® donne un accès illimité à la plus grande ressource du Marché de l'Art au monde: une bibliothèque de 126 millions d'images ou de gravures d'œuvres d'art allant de 1700 à nos jours, ainsi que des commentaires des Historiens de l'Art d'Artprice.

«Nous sommes très fiers de fournir les meilleures informations mondiales relatives au Marché de l'Art, telles que des résultats de ventes aux enchères, des indices couvrant plus de 700 000 artistes, des événements majeurs et des ouvertures de musées sur les cinq continents», a déclaré thierry Ehrmann, fondateur et directeur d'Artprice.

«Le fil de presse de Cision dépasse la norme de l'industrie en matière de diffusion d'informations telle que révélée par notre audit; Il permet à Artprice d'atteindre son marché, qui représente environ

90 millions d'acheteurs et de collectionneurs dans le monde, grâce à une distribution fiable et rapide, atteignant les profondeurs de son public.

Ce 21 décembre 2018, Artprice et Cision donnent ainsi naissance à la toute première agence mondiale dédiée au Marché de l'Art, Art Press Agency ® appartenant à Artprice. Elle bénéficiera pour cela du savoir-faire de 21 ans d'artmarketinsight."

Cision s'est démarqué parmi ses concurrents en termes de partenariat en dépassant les services clients et en fournissant un service de dépêche unique en termes de diffusion et de contenu. La distribution mondiale était essentielle pour Artprice, avec une attention particulière en France, aux USA, en Europe et en Chine, où Artprice est associée au Leader chinois du Marché de l'Art, son fidèle partenaire institutionnel Artron.net, afin de renforcer sa présence sur le Marché international de l'Art.

Le partenariat étendra la portée et l'impact d'Artprice dans la mesure où son concept économique et financier l'Industrie Muséale ®», un programme mondial de soutien à l'ouverture des Musées, est désormais active sur cinq continents.

«Les récents investissements technologiques de Cision ont renforcé notre position de partenaire de choix pour la distribution d'informations», a déclaré Frédéric Dumas, vice-président des ventes, Cision, France. «Nous travaillons avec les marques les plus respectées et, depuis maintenant vingt ans que nous travaillons pour Artprice dans le monde entier, nous développons notre engagement sans faille pour assurer un public pertinent pour le contenu Artprice.

5.2) INVESTISSEMENTS

Un montant de 561 K€ a été enregistré en production immobilisée dans les comptes de la société au 31/12/2018 et correspond à des immobilisations en cours. Ceci vient s'ajouter aux 352 K€ de l'exercice précédent non encore mis en service.

Ces coûts de développement inscrits à l'actif représentent une partie de l'investissement nécessaire à l'évolution et l'adaptation du système informatique en vue des upgrades d'Artprice pour l'IPv6 et les réseaux HSPA+, 4G, LTE, LTE Advanced, la brique logicielle, le micro paiement et l'unité autonome de production linguistique, mais aussi pour la suppression intégrale des codes ASP, la refonte du circuit des Abonnements multi plateformes et la refonte à 100 % de la Place de Marché Normalisée,

6) APERÇU DES ACTIVITÉS

6.1) PRINCIPALES ACTIVITÉS

La société Artprice est le leader mondial de l'information sur le marché de l'art. Ces informations sont diffusées par Artprice.com sur différents supports décrits ci-après tout comme le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par les principaux clients d'Artprice.

6.1.1) Le e-business d'information

- Banque de données sur Internet des résultats d'adjudications de ventes internationales de Fine Art et Design : vente de requêtes sur Internet

Cette banque de données des résultats de ventes de 1700 à nos jours est mise à jour quotidiennement et traite des artistes du IV^{ème} siècle à nos jours.

- Banque de données sur Internet des informations détaillées des ventes futures internationales de Fine Art et Design : vente de requêtes sur Internet

L'homogénéisation de la recherche pour rendre disponibles, sur la même requête, aussi bien les œuvres déjà passées en vente qu'annoncées, sont effectives sur le site Internet www.artprice.com.

Auction Preview Service : veille active par le calendrier des ventes futures détaillées.

- Analyses économétriques, graphiques et indices du marché de l'art

Cotes et indices artistes : Artprice propose des indicateurs synthétiques précis et pertinents, dénommés « Outils d'aide à la décision », pour apporter des réponses claires et aider ses clients dans ses prises de décisions d'achat et vente d'œuvres d'art.

Les prix actualisés des œuvres : Artprice Indicator ® est un outil qui permet de suivre en un seul clic les valeurs indicatives d'une œuvre sur plusieurs années.

Les estimations Artpricing ® : service d'estimation simple et personnalisé visant à valoriser des algorithmes propriétaires, d'une précision inégalée. Grâce à ces algorithmes, Artprice est en mesure de proposer un service d'estimation unique au monde pour un prix réduit. Artpricing ® est un service d'estimation et non d'authentification des œuvres.

Artprice 100 ® : l'Artprice Global Index® révèle une prise de valeur générale des œuvres d'art avec un gain de +30 % depuis sa création il y a 20 ans. Cette performance est certes très appréciable à une époque où les taux d'intérêt appliqués par les Banques Centrales sont proches de zéro aux États-Unis (FED) et négatifs en Europe (BCE), mais ce résultat augmente encore très fortement dès lors que l'étude porte sur la partie la plus stable du Marché.

De fait, le département d'économétrie d'Artprice, en écartant les valeurs les plus volatiles (afin de réduire l'influence des phénomènes de mode et de spéculation), démontre que le Marché de l'Art est un placement financier extrêmement compétitif et fiable dans le temps.

Cet indice scientifique Artprice100® fait l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle et constitue une arme majeure pour Artprice en tant que Leader Mondial de l'information sur le Marché de l'Art.

PRINCIPE

L'Artprice100® a pour mission d'observer et de quantifier la prise de valeur du Marché de l'Art en se concentrant sur sa partie la plus stable. Ce nouvel indice scientifique complète l'ensemble des outils d'aide à la décision développés par Artprice. L'Artprice100® constitue un nouveau référent indispensable au monde de la finance qui recherche des nouveaux placements sur des marchés efficients.

La création de l'indice Artprice100® répond à la demande incessante des clients d'Artprice, principalement les établissements financiers et bancaires notamment le Private Banking qui désirent

un produit indicé fiable et pérenne ne nécessitant pas par son utilisateur une connaissance particulière du Marché de l'Art.

Avec l'Artprice100®, le Marché de l'Art - considéré unanimement aujourd'hui comme une alternative aux placements financiers traditionnels - possède désormais un indice de référence comparable aux principaux indices boursiers de la planète : S&P 500, FTSE 100, CAC 40, DAX, NIKKEI 225, etc. Sa composition s'inspire du principe général de construction de ces indices : il se concentre sur les artistes fondamentaux du Marché de l'Art et tient compte de leur importance relative.

COMPOSITION

La composition de l'Artprice100® est ajustée par un conseil scientifique au 1er janvier afin de refléter l'évolution progressive du Marché de l'Art. Les 100 artistes les plus performants aux enchères sur les cinq années précédentes, et qui répondent à un critère essentiel de liquidité (au moins dix œuvres homogènes vendues chaque année), sont identifiés pour constituer un portefeuille représentatif. Le poids de chaque artiste est proportionnel au produit de ventes de chacun sur la période concernée.

Ainsi au 1er janvier 2000 - année de référence de l'Artprice100® - un investissement est réalisé sur les 100 artistes dont les ventes aux enchères sont les plus régulières et les plus volumineuses (en terme de chiffre d'affaires) sur les années 1995, 1996, 1997, 1998 et 1999. Le poids de chacun des 100 artistes est détaillé dans l'Annexe 1.

La composition n'évolue pas en cours d'année. La valeur de l'Artprice100® évolue donc selon l'indice de chaque artiste, pondéré par le poids de celui-ci dans le portefeuille.

➤ Les annonces Fine Art de la place de marché normalisée® à prix fixe et aux enchères

Par le réseau de diffusion standardisé unique au monde d'Artprice, il devient possible pour tout amateur, collectionneur et professionnel de l'art de vendre et d'acheter, de mettre aux enchères ou d'enchérir sur des œuvres d'art à l'échelle internationale.

Pour saisir leurs annonces dans le formulaire normalisé par Artprice, il suffit que l'œuvre fasse référence à l'un des 700 000 artistes codifiés (ID) de la banque de données Artprice.

Les avantages des petites annonces Artprice :

- Elles bénéficient d'une audience et d'une visibilité unique au monde : près de 4,5 millions de membres Artprice, représentant le cœur du marché et plus de 3 100 sites d'art affiliés contractuellement, pour vendre et acheter des œuvres d'art parfaitement identifiées et normalisées.

- Avec les banques de données Artprice (30 millions d'indices et résultats de ventes de 700 000 artistes, les signatures, les biographies...), acheteurs et vendeurs peuvent estimer immédiatement l'œuvre proposée.

- Avec My Artprice, le portail personnalisé de près de 4,5 millions de membres d'Artprice, les Petites Annonces sont poussées de manière privilégiée et ciblée auprès des acheteurs/vendeurs en fonction de leurs artistes favoris et de leurs modes comportementaux de recherche. Artprice Knowledge analyse le comportement de millions d'amateurs d'art avec plus d'un milliard de requêtes par an.

- La saisie et la lecture des petites annonces sont simplifiées grâce à un formulaire d'aide à la saisie qui optimise la présentation de l'annonce et normalise l'œuvre.

- Les acheteurs et vendeurs peuvent instantanément visualiser les œuvres proposées car les petites annonces sont enrichies de photographies (gratuite jusqu'à 5 par annonce).

- Grâce à leur normalisation, en plus de la recherche par nom d'artiste, les membres d'Artprice peuvent trier les annonces en un seul clic selon un large choix de critères (par prix, pays de vente, catégorie, etc...).
- La consultation des Petites Annonces est totalement gratuite.
- Pour les annonces aux enchères, les frais de mise à disposition du système d'enchères allant de 5 à 9 % du montant de l'enchère sont à la charge du vendeur et seulement en cas de transaction.

Les spécificités des annonces Artprice à prix fixe :

- Elles paraissent pendant 30 jours sur www.artprice.com et les 1 200 autres sites appartenant à Artprice (artmarket.com, artistsearch.com, art-online.com...) dans un délai de 2 jours ouvrés.
- Artprice ne prend aucune rémunération sur la consultation de l'annonce ni la vente de l'œuvre objet de l'annonce. Le dépôt de plus de trois œuvres est soumis à abonnement annuel à un Artprice Store qui permet aux acteurs du marché de l'Art d'intervenir sur la place de marché normalisée en continu et en nombre illimité d'annonces.
- Les vendeurs et acheteurs peuvent directement se contacter via la messagerie acheteur/vendeur sur le site Artprice

Les spécificités des annonces Artprice aux enchères :

- Elles paraissent pendant toute la durée de l'enchère, déterminée par le vendeur, sur www.artprice.com et les 1 200 autres sites appartenant à Artprice (artmarket.com, artistsearch.com, art-online.com...) dans un délai de 2 jours ouvrés.
- l'anonymat, du vendeur comme de l'acheteur, est préservé jusqu'au moment où le règlement de la transaction, qui se fait par l'intermédiaire d'un Tiers de Confiance, est séquestré.
- Règlement de la transaction par l'intermédiaire d'un Tiers de Confiance. Artprice a choisi deux Tiers de confiance mondialement connus qui sont Escrow (qui veut dire « séquestre » en anglais) et Transact. Le Tiers de confiance agit en toute indépendance par rapport à Artprice et apporte la garantie aux parties à la transaction issue des enchères d'un règlement effectif et en totale sécurité. Dans le cadre du règlement de la transaction issue des enchères, l'acheteur verse le montant de la cession au tiers de confiance qui la séquestre, le vendeur envoie l'œuvre cédée à l'acheteur, l'acheteur accuse bonne réception de l'œuvre et autorise le paiement au vendeur, le tiers de confiance reverse alors le montant de la transaction issue des enchères, déduction faite des différents frais, au vendeur.

Ce système évite les fraudes et garantit au vendeur le versement sous séquestre du règlement de la transaction avant même l'envoi de l'œuvre à l'acheteur et, à l'acheteur, la séquestration du montant de la vente tant qu'il n'a pas accusé bonne réception de l'œuvre. Ainsi, en cas de non livraison de l'œuvre ou d'annulation de la vente, la somme est restituée à l'acheteur. Les risques sont donc réduits pour les deux parties. Il incombe à l'acheteur de choisir le tiers de confiance – les frais de commission du tiers de confiance sont pris en charge par l'acheteur.

- Artprice Decorative Arts sur la place de marché normalisée : mobilier, design, antiquités, céramiques, collections et objets d'art.
- Design sur la place de marché normalisée.

L'intégration progressive du Design dans les grandes foires d'art contemporain matérialise le lien naturel qui rapproche ces deux univers.

Artprice a intégré les grands noms du design dans ses banques de données normalisées. Grâce à ses modules de recherche avancée et l'accès commenté aux reproductions des oeuvres, Artprice offre la première banque de données de cotation du design et des arts décoratifs du XXème siècle. Ainsi, les amateurs et professionnels peuvent accéder en quelques clics à un fonds d'archives dans lequel sont

référencées toutes les pièces du Design présentées en salles des ventes, avec leur descriptif et leur reproduction.

➤ Artprice Intelligent Links® - l'e-pub du marché de l'Art

L'analyse du comportement des clients d'Artprice démontre que ses utilisateurs et les acteurs du marché de l'art font de la page d'entrée de l'artiste le point de passage obligé pour consulter ses œuvres sur la place de marché, ses cotes et indices, biographies, signatures et ventes futures. Au cœur du système Artprice, ces pages artistes sont en accès direct par la barre de recherche et les liens artistes favoris "My Artprice" et "Google News Archive Search".

Artprice met en vente pour chaque "home page" de ses 700 000 artistes seulement trois Artprice Intelligent Links®. Ce lien intelligent permet exclusivement à trois professionnels de l'art dans le monde par artiste d'occuper la page d'entrée de l'artiste.

Quatre autres emplacements sont dédiés, pour trois autres modes de communication spécifiques : la page d'accueil, la newsletter, les pages de ventes futures et les pages d'annonces de la place de marché normalisée.

Un emplacement supplémentaires est dédié aux commissaires-priseurs partenaires, sur les pages, pour leur permettre de commniquer sur des lots précis.

➤ Artprice Images® :

Artprice propose la consultation de plusieurs dizaines de millions d'images serviles de l'œuvre d'art vendue aux enchères publiques conformément à la réglementation du Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et imposée aux maisons de vente volontaire.

Ces images serviles des œuvres des 700 000 artistes sont couvertes par les banques de données d'Artprice. Cette consultation est rendue possible par l'accord spécifique avec l'ADAGP, 1^{ère} société au monde en termes de perception de droit de reproduction en art plastique et agissant pour le compte de sociétés de répartition couvrant 43 pays.

Ce service donne la possibilité de consulter à côté de son descriptif, la reproduction de l'œuvre selon la normalisation d'Artprice. Les images, de haute qualité, sont accessibles de manière illimitée par souscription à un abonnement annuel incluant l'option "Artprice Images ®".

➤ Artprice Engine® :

Artprice Engine® est un moteur de recherche au niveau des lots et artistes référencés dans la base de données Artprice.

Artprice Engine® est un moteur intégré permettant la recherche instantanée de mots clés sur des tables d'index de plusieurs milliards de mots, photos et vidéos donnant ainsi à Artprice Images® une ouverture de savoir inégalée dans l'histoire de l'Art.

Artprice offre ainsi la première couverture mondiale sur l'information sur les œuvres d'art vendues aux enchères publiques et relative aux ventes d'Antiquités, Objets de collection, Design, Mobilier, Objet d'Art, Céramique, etc.

Artprice Engine® fait l'objet de R&D, dans le but d'étendre les possibilités de recherche du moteur tout en maintenant une pertinence maximale, pour mieux servir nos clients abonnés et gratuits.

- Art Market Confidence Index ® = l'indice en temps réel de la confiance des acteurs du marché de l'art

Cet indice de confiance en temps réel utilise des fondements théoriques de même nature que ceux utilisés pour le calcul du Michigan Consumer Sentiment Index du Survey Research Center de l'université du Michigan, qui fait référence sur l'ensemble des places de marché mondiales.

La progression de l'indice de confiance Art Market Confidence Index by Artprice (Indice de confiance du Marché de l'Art par Artprice) permet de suivre en temps réel les réactions des acteurs du marché de l'art par rapport à des thèmes d'actualité stricte (variations des bourses, événement géopolitique, résultats d'une vente médiatique, ou tout accident exogène susceptible d'impacter les économies mondiales). Cet indicateur d'anticipation sera par la suite corrélé avec les indices de prix constatés d'Artprice. Artprice répond ainsi à la demande des agences de presse, médias de presse écrite et audiovisuelle ainsi qu'à ses clients qui recherchent face à un monde de plus en plus imprévisible des indicateurs en temps réel de la santé du marché de l'Art dans le monde, voire anticiper son évolution dans les mois à venir.

De cet indice de référence, calculé en simultanément, des données synthétiques dérivées pourront être téléchargées directement à partir des banques de données Artprice pour une utilisation automatique parmi les principaux tableaux de bords économiques et boursiers.

- My Art Collection

Service de gestion gratuit et confidentiel d'un portefeuille d'œuvres d'art. Ce service est disponible en ligne pour tout collectionneur et amateur d'art dans le monde.

<http://web.artprice.com/portfolio/login.aspx>

My Art Collection by Artprice® est un service qui propose de suivre gratuitement l'évolution globale d'un portefeuille d'œuvres avec une revalorisation régulière pour chacune des œuvres qui le composent.

A travers un outil très simple d'utilisation le propriétaire du portefeuille peut en un coup d'œil suivre les évolutions financières de son portefeuille d'œuvres.

Ce service exclusif permet ainsi de bénéficier de l'accès immédiat à la première place de marché normalisée mondiale d'Artprice et de vendre ou enrichir tout ou partie de sa collection en fonction du marché.

En outre, en quelques clics, le client Artprice peut bénéficier du service payant Artpricing : nos analystes (historiens de l'art, professionnels et économètres du marché de l'art) retournent sous 48h une estimation de la valeur actualisée des œuvres, ainsi que de l'accès par abonnements payants aux bases de données Artprice.

De même, par ce portefeuille, nos membres accèdent à des services d'assurance en ligne avec des devis calculés en temps réel par Artprice et ses partenaires en assurance d'art, accélérant ainsi la notion de prise en garantie immédiate de leurs œuvres.

Accessible à tous les membres Artprice, My Art Collection by Artprice est un service qui respecte rigoureusement le droit à la confidentialité et préserve les données personnelles et la vie privée.

- Artprice sur l'iPhone, l'iPad et sur Android :

Artprice a lancé une série de services gratuits et payants accessibles à ses membres ainsi qu'à tous les possesseurs d'un iPhone ou d'un iPad® à travers le monde.

Les nouveaux applicatifs d'Artprice dédiés à l'iPhone sont sur <http://web.artprice.com/iphone/>.

Les utilisateurs peuvent accéder gratuitement par leur iPhone aux dernières informations sur le marché de l'art dans le monde et charger d'un seul coup l'intégralité des 20 derniers articles de l'agence de presse d'Artprice : ArtMarketInsight.com.

Les utilisateurs peuvent aussi, à travers le navigateur, accéder à l'intégralité des services Artprice (site intégralement en responsive design) et retrouver instantanément l'application Artprice sur leur écran d'accueil en chargeant le logo Artprice sur leur iPhone ou leur iPad.

➤ Artprice sur les réseaux sociaux :

L'intégralité des produits et services d'Artprice sont désormais en un seul clic intégrés dans les principaux réseaux sociaux tels que Twitter, Facebook, Delicious, Digg, LinkedIn, Viadeo, Hotmail (Microsoft), Google (Reader, Blogspot, Blogger...), Yahoo, AOL, MySpace, WordPress, Baidu, WeChat.

Le compte Facebook d'Artprice compte 2,5 millions d'abonnés.

➤ Banques de données normalisées d'Artprice en ligne en mode freeware

Artprice met en ligne sur Internet en mode freeware (licence informatique propriétaire distribuée gratuitement sans toutefois conférer à l'utilisateur certaines libertés d'usage) une grande partie de la structure de ses banques de données et de sa normalisation du marché de l'art.

6.1.2) Publications d'ouvrages

➤ Les livres de cotation

Artprice Annual® la Bible du marché de l'art distribuée dans 84 pays (2700 pages) - Prix 129 €. Dernière édition disponible 2004.

Annuel des Arts® (1551 pages) éditée par les Editions Van Wilder rachetées par Artprice. Dernière édition disponible 2002. Prix 96 €.

Chiner Malin® (1800 pages) le guide de poche des prix de l'art par Artprice – Prix : 15 € - pour la recherche simple et rapide des résultats de ventes les plus significatifs sur les 3 dernières années d'un artiste.

Photography Price Indicator® 2001 (1280 pages) l'ouvrage publié pour répondre au boom du marché de la photo - Prix : 30 € - 4000 exemplaires.

Le "Mireur" - (3943 pages) – Prix : 745 €

Publié pour la première fois en 1911 et réédité en 7 volumes avec les commentaires critiques de Frank Van Wilder, ce Dictionnaire historique des Ventes d'Art en France et à l'Étranger pendant les XVIIIème et XIXème siècles répertorie 150 000 tableaux, estampes, dessins, aquarelles, miniatures, pastels, gouaches, sépias, fusains, émaux, éventails peints et vitraux de 30 000 artistes en provenance de plus de 3 000 ventes publiques.

➤ Les ouvrages de biographies, signatures / monogrammes d'artistes

Who Was Who in American Art – (3750 pages) – Prix: \$299.

Par les Editions Sound View Press (Artprice USA). Dernière édition 1999.

Un ouvrage répertoriant en 3 volumes plus de 65 000 biographies d'artistes américains de 1564 à 1975. Contient plusieurs milliers d'exemples de signatures.

Encyclopédie des signatures, symboles et monogrammes d'artistes par Caplan & Creps. (850 pages)
– Prix : 199 €. Épuisé

Rachat des droits papier et numérique.

Index simple et spécialisé de signatures, monogrammes et symboles de 9 400 artistes des Maîtres anciens aux artistes contemporains d'Europe, d'Amérique du nord et d'Australie. 25 000 exemples plus des centaines de nouvelles entrées jamais publiées auparavant.

Signatures et Monogrammes d'artistes des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles

Par Frank Van Wilder. (500 pages) - Prix : 69 €.

Cet ouvrage recense 10 000 signatures et 2 500 monogrammes (3^{ème} tirage épuisé).

➤ La cote des livres anciens

Cotes des livres anciens et manuscrits

Compte tenu de l'autographe et du manuscrit de 1982 à 1994

Répertoire annuel des ventes publiques. Index des thèmes et des destinataires.

L'argus du livre de collection depuis 1982 — (1260 pages) – Prix : 159 €.

Répertoire bibliographique des livres adjugés à plus de 83 euros (550 FRF) en ventes publiques. Classé en six index. Dernière édition 2008

➤ les rapports d'Artprice :

Le rapport annuel sur le marché de l'Art

Fruit d'une alliance entre Artprice, le Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art, présidé et fondé par Thierry Ehrmann, et son puissant partenaire institutionnel Chinois Artron, présidé par Wan Jie, le Rapport Annuel du Marché de l'Art mondial offre une parfaite lecture du marché pour l'Orient et l'Occident.

Les deux entités fusionnent l'intégralité de leurs ressources pour analyser le Marché de l'Art global avec une exhaustivité jamais atteinte jusqu'alors, permettant ainsi de dévoiler les enjeux d'une compétition d'une rare férocité. Personne dans le monde à ce jour ne peut produire de telles métadonnées tant sur le plan macro-économique que micro-économique.

Ce rapport contient le célèbre classement Artprice des 500 artistes les plus puissants au monde, le top 100 des enchères, l'indice Artprice100® qui s'impose en salles des marchés, l'analyse par pays et par capitales, l'analyse par périodes et par médiums, les différents indices d'Artprice et 18 chapitres clés pour décrypter implacablement le Marché de l'Art.

Le rapport est accessible gratuitement sur Artprice :

<https://fr.artprice.com/artprice-reports/le-marche-de-lart-en-2018>

Le rapport annuel du Marché de l'Art Contemporain par Artprice :

Chaque année au mois d'octobre, Artprice fait le point sur le marché de l'art contemporain dans le monde. La 21^{ème} édition de ce rapport se concentre sur les résultats de ventes aux enchères enregistrés entre juillet 2017 et juin 2018 pour les artistes nés après 1945. Cette étude est ainsi constituée d'analyses macro-économiques et micro-économiques donnant les principales clefs de compréhension sur l'évolution du marché de l'art contemporain en ventes publiques. Il décortique

les grandes tendances du marché, analysées tout au long de l'année par ArtMarketInsight, l'agence de presse d'Artprice, et par notre département d'économétrie.

Pour compléter ce bilan objectif du marché de l'art, Artprice propose aussi ses classements légendaires tels que le Top 500 des artistes contemporains par chiffre d'affaires.

Le rapport est accessible gratuitement sur Artprice :

<https://fr.artprice.com/artprice-reports/le-marche-de-lart-contemporain-2018>

6.1.3) Les CD-Rom :

Le CD-ROM Fine Art – Parution annuelle – Dernière édition 2007.

Le CD-Rom Argus du livre de collection – Données de l'argus du livre de collection de 1982 à nos jours. Dernière édition 2008.

6.1.4) Accord et partenariat

➤ Concessions de données

Concessions sous licence ou copyright à des opérateurs professionnels, éditeur d'ouvrages d'art, sur requêtes spécifiques (ex : photographes allemands du XXème siècle...).

➤ Partenariat

Les accords considérés comme partenariat sont les affiliations dont le système est basé sur le reroutage (lien du site affilié vers le site Artprice).

La politique de partenariat vers la banque de données Artprice, à partir de sites soigneusement sélectionnés, permet de consolider la réputation d'Artprice comme référence incontournable du prix de l'art.

Ces reroutages font l'objet d'accords de reversions aux partenaires correspondant à un pourcentage du CA de consultation Internet généré par les visiteurs en provenance du site partenaire selon la grille suivante :

Tranche CA mensuel HT	Taux de reversions	Montant reversions mensuelle
De 0 à 1 000 euros	20%	Jusqu'à 200 euros
Jusqu'à 5 000 euros	30%	Jusqu'à 1 500 euros
Jusqu'à 15 000 euros	40%	Jusqu'à 6 000 euros
Au-dessus de 15 000 euros	50%	Plus de 7 500 euros

La société Artprice a également un partenariat avec Google, AXA et Interpol's Stolen Works of Art databas. Ces partenariats n'entraînent pas de reversion de Chiffre d'affaires entre les parties.

➤ Partenariat avec Artron

Partenaires depuis 2009 pour la production des guides et rapports sur le marché de l'art, Artron et Artprice ont signé en octobre 2018 un accord historique pour créer une "nouvelle route de la soie de l'art", cette alliance s'inscrivant dans le plan "One Belt One Road" (OBOR) / "Belt and Road Initiative" (BRI), lancé en 2013 et connu en Europe sous le nom de "Nouvelle Route de la Soie".

Artprice couvre le monde entier et notamment la Chine avec son fidèle partenaire institutionnel Artron Art Group (Artron) fondé en 1993 et présidé par son Fondateur Mr Wan Jie qui est le plus grand imprimeur de livres d'art au monde, avec plus de 60 000 livres et catalogues de ventes aux enchères et un volume de publications total de 300 millions par an.

Artron.Net est la marque la plus respectée du monde de l'art chinois. Artron.Net compte plus de 3 millions de membres professionnels dans le secteur des arts et 15 millions de visites quotidiennes en moyenne, ce qui en fait le premier site Web d'art mondial.

Les abonnements Artprice vendus notamment via son partenaire exclusif Artron en Chine peuvent ainsi toucher directement le cœur de cible et le client final. En souscrivant aux abonnements Artprice, le marché d'art chinois accède aux outils uniques au monde d'aide à la décision d'Artprice lui permettant ainsi d'acquérir des œuvres occidentales en maîtrisant l'intégralité de l'information structurant le prix de l'œuvre, le cursus de l'artiste et son périmètre économique.

6.2) PRINCIPAUX MARCHÉS

Les principaux clients d'artprice, tant sur le plan national qu'international, sont des professionnels du marché de l'art mais également des particuliers, collectionneurs ou non.

Les professionnels du marché :

Les Marchands et galeries d'art, les maisons de ventes volontaires, maisons de ventes aux enchères, antiquaires, restaurateurs d'objet d'art, courtiers, artistes et ayants droit, experts spécialisés, galeries d'art internationales, les brocanteurs, transporteurs d'objet d'art

Officiers ministériels, notaires, huissiers, commissaires-priseurs.

Les compagnies d'assurances pour lesquelles l'information diffusée par Artprice est susceptible de permettre notamment les prises de garantie, les calculs de primes et leur évolution indiciaire, ainsi que le calcul d'indemnisation (recherche de la valeur vénale en matière d'œuvres d'art).

Les professionnels de la finance

Banques, fonds d'investissements, conseils en gestion de patrimoine, organismes/caisses de retraite pour le nantissement, la gestion de patrimoine et les indices économétriques.

Les administrations et en particulier les services fiscaux et douaniers sont confrontés à des évaluations de successions, de donations, à des procédures de dation ainsi qu'à l'ensemble des déclarations de patrimoine et par ailleurs, les douanes doivent être en mesure de calculer les droits et taxes afférents à la valeur des œuvres sur une base incontestable.

Les Institutionnels de l'art

Ministères, Départements de la Culture, Musées, Fondations, pour leurs besoins d'acquisitions et de réévaluation de collections et lors des prêts pour les assurances.

Les bibliothèques possèdent désormais des sections media électroniques et mettent à la disposition de leurs utilisateurs des PC connectés à des banques de données.

Les particuliers :

Les collectionneurs de la cible CSP+ constituent la population des collectionneurs qui assistent et achètent régulièrement aux ventes aux enchères.

La clientèle grand public : les nouveaux consommateurs d'art

La clientèle des particuliers qui traditionnellement achète l'Artprice Indicator ou consulte de manière occasionnelle les banques de données Artprice par Internet ou Minitel pour évaluer des œuvres s'aventure désormais dans les salles de ventes.

Par ailleurs, l'engouement du grand public pour les brocantes et vides greniers contribue à la consultation accrue des banques de données Artprice.

Le phénomène des sites populaires de ventes aux enchères tels que notamment Ebay couvrant les objets d'art et de collection favorise la fréquence de consultation des banques de données Artprice.

La part du chiffre d'affaires réalisé pour les exercices 2016, 2017 et 2018 par les dix premiers clients, est répartie comme suit :

Répartition clients	% du CA 2018	% du CA 2017	% du CA 2016
Le 1er client	1,11%	1,20%	1,54%
Les 5 premiers clients cumulés	3,58%	3,76%	4,90%
Les 10 premiers clients cumulés	5,71%	5,93%	7,65%

Les montants des revenus par type d'activité et par marché géographique de la société Artprice pour les exercices 2016, 2017 et 2018 sont développés dans la note 6 de l'annexe des comptes consolidés au 31.12.18 incluses au chapitre 20) du présent document de référence.

6.3) ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Les sociétés actives dans l'édition de banques de données à caractère international sur les ventes aux enchères (physiques) connues de la société sont :

- Artnet USA/Allemagne
- Artifact USA
- Artinfo USA

Artnet, coté sur un marché n'obéissant pas aux règles d'un marché réglementé comme Eurolist, n'est pas, de par ses produits et services, et l'absence de brevet logiciel dans le périmètre d'Artprice, un concurrent direct d'Artprice. La clientèle est différente, Artnet ne possède pas de Place de Marché Normalisée qui inclut une normalisation protégée. Le seul vrai point commun est le fait de fournir de l'information sur le marché de l'Art à travers Internet. L'historique des deux sociétés est fondamentalement différent, Artprice a construit ses banques de données à travers de multitude d'acquisitions de sociétés ou d'éléments d'actifs et constitue ainsi le plus grand fonds documentaire numérique et papier couvrant plusieurs siècles. Artprice considère Artnet comme un prestataire de services de grand luxe mettant en valeur des galeries d'Art haut de gamme et notoirement connues. La différence tarifaire est telle que les prix d'Artnet sont pratiquement dix à douze fois supérieurs à ceux d'Artprice ce qui prouve bien que la politique marketing et tarifaire sont fondamentalement différentes car elles obéissent à des développements de croissance et des créations de richesse totalement différentes.

Sur le plan strictement boursier, en partant d'un postulat basé sur le principe de précaution, on peut raisonnablement considérer, en échantillonnant l'année 2018, qu'un mois de titres Artprice (moyenne mensuelle : près de 5 millions d'euros pour près de 300 000 titres échangés) représente environ six mois de titres Artnet en termes de volume de titres échangés.

Avantages concurrentiels d'Artprice par rapport aux sociétés mentionnées :

- une couverture des banques de données Artprice supérieure en historique, en nombre de maisons de ventes couvertes, en nombre de résultats de vente,
- des banques de données exclusives comme les 35 000 signatures et monogrammes, les rapports de marché/cotes et indices artistes, dénommés « Outils d'aide à la décision »,
- Des formules d'abonnements en accès illimité,
- Des coûts de production et une politique de prix étudiée pour répondre aux besoins des différents segments de clients,
- un département d'économétrie et l'agence de presse ArtMarketInsight intégrés pour produire l'outil Artprice Indicator ®, des études spécifiques pour répondre aux demandes de statistiques, données économétriques et contenu rédactionnel des médias du monde entier,
- Une place de marché normalisée unique au monde de par les disciplines couvertes et le nombre d'œuvres proposées sur sa place de marché,
- Une maîtrise totale en interne de la chaîne de traitement des données, production des banques de données, l'hébergement et référencement des sites Artprice et Domain names,
- Des coûts de production extrêmement bas grâce à cette maîtrise de l'industrie de l'information de la collecte à la diffusion.

Artprice est défini comme le leader mondial de l'information sur le marché de l'art par les agences de presse et la presse artistique :

Artprice est, selon les principales Agences de presse telles que Agence France Presse, Associated Press, Reuters,... ainsi que la presse artistique internationale, le leader mondial des banques de données sur la cotation et les indices de l'art avec plus de 30 millions d'indices et résultats de ventes couvrant près de 700 000 artistes. Artprice Images(R) permet un accès illimité au plus grand fonds du marché de l'art au monde, bibliothèque constituée de 126 millions d'images ou gravures d'œuvres d'art de 1700 à nos jours commentées par ses historiens. Artprice enrichit en permanence ses banques de données en provenance de 6 300 Maisons de ventes et publie en continu les tendances du marché de l'art pour les principales agences et 7200 titres de presse dans le monde. Artprice diffuse auprès de ses 4,5 millions de membres (member log in), ses annonces normalisées, qui constituent désormais la première place de marché mondiale pour acheter et vendre des œuvres d'Art à prix fixe ou aux enchères.

Cette position de Leader mondial est, entre autres, bâtie sur le fait qu'Artprice est la seule société au monde qui, grâce à ses titres de propriété et de droit sui generis, fournit des milliers d'indices différents formés sur la méthode économétrique des ventes répétées : par exemple, pour une œuvre qui est repérée en 1850, Artprice la voit passer de maison de ventes en maison de ventes aux travers des décennies, et Artprice est donc bien certain qu'il s'agit de la même œuvre. Artprice en connaît donc la cote et le rendement année par année et c'est pour cela qu'Artprice est la seule société au monde à pouvoir avoir une méthode économétrique irréprochable sur l'ensemble des œuvres. En économétrie on appelle cela : la méthode des "ventes répétées". Car nous travaillons sur un marché homogène. Les autres font des moyennes arithmétiques, usent de la méthode des comparables, mais cela induit des erreurs car leurs études portent sur un marché de type hétérogène.

7) ORGANIGRAMME

Sociétés	Siège social	Date entrée périmètre	% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
Artprice.com	St Romain au Mont d'Or	Société mère	Société mère	SA	IG
Artprice USA	Madison / USA	01/04/00	100	INC	IG
LSJE	St Romain au Mont d'Or	23/07/01	100	SARL	IG

Les informations financières relatives aux filiales détenues à 100 % par Artprice sont indiquées dans les annexes des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018 d'Artprice au paragraphe «tableau des filiales et participations» repris dans le chapitre 20.4.2) du présent document de référence.

8) PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES, ÉQUIPEMENTS

La société Artprice.com n'est propriétaire d'aucun bien immobilier. La société Artprice assure l'hébergement de ses propres sites Internet et détient un parc informatique afin d'équiper les postes de travail de ses employés.

La société Artprice.com et ses filiales sont locataires de locaux à usage de bureaux appartenant à la SCI VHI et situés à Saint Romain au Mont d'Or (69270) Domaine de la Source.

Il n'y a pas de dirigeant commun entre la SCI VHI et la société Artprice. Ni la société Artprice, ni son actionnaire principal, à savoir le Groupe Serveur, ne détient de part sociale dans la SCI VHI, seul Monsieur Thierry EHRMANN dispose d'une participation minoritaire dans la SCI VHI.

Nom du locataire	Superficie	Montant du loyer/mois en 2018	Lien avec Artprice
Le Serveur Judiciaire Européen	10 m ²	45 €	Artprice, actionnaire unique de LSJE
Sound View Press	10 m ²	60 €	Artprice, actionnaire unique de Sound View Press
Artprice.com	795 m ²	7 530 €	

La valeur retenue pour les loyers prend en compte les données incluses dans le rapport d'expertise, qui a été faite, à la demande de l'AMF, par un professionnel indépendant en septembre 2003, et l'évolution de l'indice de référence.

Depuis cette date et conformément aux dispositions légales en vigueur, le loyer d'Artprice relatif au bail commercial conclu le 1/01/2011, a été augmenté suite aux révisions triennales. La dernière révision triennale a eu lieu en janvier 2016. Artprice a conclu un nouveau bail commercial avec la SCI VHI le 2 janvier 2017 afin d'augmenter sa surface nécessaire au stockage de ses archives.

Le loyer de Sound View Press a été augmenté suite à la révision triennale intervenue en janvier 2018. Leurs loyers restent donc conformes au prix du marché.

De plus, Artprice loue des locaux de stockage à la SARL DEPOT-SITTING (ancienne dénomination : SCI Nordindorf) pour une superficie de 313 m² pour un loyer mensuel de 1 968 € H.T.

La société Artprice, leader mondial de l'information sur le marché de l'art sur Internet, et les sociétés qui lui sont liées exercent une activité de prestataire de services qui a peu d'impact environnemental significatif. Ainsi, le groupe, au regard de sa taille et de la nature de son activité, n'est pas forcément concerné par toutes les dispositions relatives au volet environnemental. C'est le cas des moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions, la mise en place de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, la mise en place de mesures par rapport aux rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement, l'économie circulaire, la biodiversité, les nuisances sonores et autre forme de pollution spécifique à une activité, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales, l'utilisation des sols ou l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Malgré cela l'ensemble du personnel est sensibilisé au respect de l'environnement et à la nécessité de réduire au mieux les consommations énergétiques des locaux (Éteindre les ordinateurs au lieu de les laisser en veille, utilisation d'ampoules à basse tension, éteindre les lumières durant les pauses déjeuner et le soir avant de quitter les locaux, baisser les radiateurs durant la nuit et les week-end, éteindre les climatiseurs la nuit, laisser les fenêtres et velux fermés lors de l'usage des climatiseurs ou du chauffage ...).

Les locaux des sociétés du groupe ont un système de chauffage à gaz et de climatisation régulièrement révisés et contrôlés par des professionnels. L'installation électrique et la chaudière à gaz des locaux font l'objet d'un contrôle régulier de la part de VERITAS, organisme indépendant agréé par l'état, lequel a délivré une attestation de conformité. L'installation des extincteurs est conforme à la législation en vigueur avec une vérification annuelle par la société SICLI, tout comme l'installation et la répartition des sorties de secours vérifiées par la société VERITAS. Le portail électrique à l'entrée du parking fait également l'objet d'un contrôle annuel par la société VERITAS. Les installations climatiques font également l'objet d'un contrôle régulier par des professionnels indépendants. Enfin, une veille en interne des consommations énergétiques est régulièrement assurée afin de les contrôler et, le cas échéant, agir rapidement en cas de surconsommation suspecte détectée. Toutes ces mesures veillent à avoir des appareils en bon état de marche afin d'être efficace sans entraîner de surconsommation énergétique. Pour mémoire, Artprice a changé l'intégralité de son installation climatique en 2016.

Concernant la consommation de l'eau, utilisée uniquement pour les sanitaires et la cafétéria des locaux, elle est peu significative.

En 2018, le système de chauffage à gaz du groupe Artprice a engendré une consommation annuelle de 141 000 kWh, contre 143 809 kWh en 2017, soit une moyenne d'un peu moins de 207 kW/m², contre 210 l'année dernière. Selon une étude publiée par l'ADEME en 2013, la consommation moyenne annuelle des bâtiments à usage de bureaux, au niveau du chauffage, a été de 136 kW/m². La consommation du groupe Artprice est donc légèrement supérieure à la moyenne nationale notamment en raison de la configuration des bureaux dont le premier étage à une hauteur sous plafond supérieure à la moyenne.

Enfin, une politique permanente de réduction de la consommation énergétique des serveurs informatiques par des processeurs de nouvelles générations, moins dépendant en énergie, tend à faire diminuer fortement la consommation des salles machines. En 2018, la consommation électrique du groupe Artprice, engendrée essentiellement par ses data center, a représenté une consommation annuelle 440 389 kWh, soit, en moyenne 50,27 kW/heure en 2018, contre 450 319 kWh, soit, en moyenne 51,41 kW/heure en 2017. La consommation électrique annuelle du groupe Artprice a baissé d'un peu plus de 2 % par rapport à 2017 et demeure bien inférieure à celle

d'un serveur classique. Cette faible consommation est également le fruit d'un travail important fait en partenariat avec DELL, fournisseur principal du matériel informatique du groupe.

Les émissions de gaz à effet de serre (CO₂) des postes principaux du groupe Artprice (consommation d'énergie dans les locaux, déplacements professionnels et trajet domicile-travail des salariés du groupe) représentent, en 2018, 143 Tonnes, contre 111 Tonnes en 2017, ce qui demeure peu significatif.

La société Artprice et les sociétés qui lui sont liées n'ont pas pris d'autres mesures particulières en matière environnementale durant l'exercice clos le 31 décembre 2018.

9) EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

9.1) SITUATION FINANCIÈRE

Pour les informations financières de la société concernant l'exercice clos le 31 décembre 2016, nous vous invitons à consulter les pages 5, 138 à 173 et 176 à 207 du document de référence de l'exercice 2016 déposé à l'AMF le 11 juillet 2017 sous le numéro D.17-0749.

Pour les informations financières de la société concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous vous invitons à consulter les pages 5, 150 à 184 et 191 à 220 du document de référence 2017 déposé à l'AMF 1^{er} juin 2018 sous le numéro D.18-0535.

L'ensemble des informations financières vérifiées de la société pour l'exercice 2018 se trouve dans les chapitres 3 et 20 du présent document de référence.

Chiffre d'affaires trimestriels sur l'exercice 2018 :

Chiffre d'affaires en K€	1T 2018	1T 2017	Variation en %
Internet	2 328	2 122	+10
Indices et autres prestations	159	76	+ 109
Total 1er trimestre	2 487	2 198	+13

Chiffre d'affaires en K€	2T 2018	2T 2017	Variation en%
Internet	1 303	1 083	+20
Indices et autres prestations	92	127	-28
Total 2ème Trimestre	1 395	1 210	+15,3

Chiffre d'affaires en K€	3T 2018	3T2017	Variation en%
Internet	1 964	1 741	+13
Indices et autres prestations	29	36	-19
Total 3ème Trimestre	1 993	1 777	+12

Chiffre d'affaires en K€	4T 2018	4T2017	Variation en%
Internet	2 424	2 155	+ 12
Indices et autres prestations Internet	29	36	- 19
Total 4ème Trimestre	2 453	2 191	+ 12

Chiffre d'affaires annuel de l'exercice 2018 :

Chiffre d'affaires en K€	2018	2017	Variation en%
Internet	7 995	7 192	+11
Indices et autres prestations Internet	320	316	+1
Total	8 315	7 508	+11

Chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2019 :

Chiffre d'affaires en K€	1T 2019	1T 2018	Variation en%
Internet	2 429	2 328	+4,5
Indices et autres prestations Internet	161	159	+1
Total 1er Trimestre 2019	2 590	2 487	+4,5

9.2) RÉSULTAT D'EXPLOITATION

9.2.1) Analyse des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires a connu une augmentation record de +8,3 % et s'élève à 8 134 K€.

Les chiffres et résultats Artprice de l'exercice 2018 valident en tous points la stratégie de monnayer désormais tous les services et produits, permettant ainsi d'acquérir durant cet exercice 1 520 000 nouveaux membres abonnés par les réseaux sociaux qualifiés, avec leurs modes comportementaux, dans le respect des textes en vigueur en France, en Europe et aux USA.

Ces résultats démontrent notamment la poursuite de la croissance et la très bonne rentabilité d'Artprice avec, pour la deuxième année consécutive, un bénéfice au-dessus de 1,3 M€ pour un chiffre d'affaires annuel record de plus de 8,1 M€. Cette performance témoigne d'une gestion rigoureuse combinée à une conquête de parts de marché sur la grande Asie et la Côte pacifique des USA.

Artprice, aujourd'hui forte, d'une part, de ses 21 ans d'expérience dans les banques de données, et, d'autre part, de la confiance témoignée et renouvelée de ses clients et actionnaires, a incontestablement assis sa position de Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art.

Pour autant, Artprice a relevé tous les défis comme le développement en cours de sa Blockchain propriétaire, la modification de 100 % de ses banques de données et structures informatiques pour être conforme au cahier des charges très strict du Marché Chinois intérieur (Grand Firewall de Chine), le moteur de recherche révolutionnaire Artprice search ®, le kiosque Internet et l'Internet mobile que 92% des clients d'Artprice choisissent désormais.

Cela démontre que, 21 ans après, Artprice possède un potentiel de croissance immense par son innovation permanente avec un parc potentiel de 7 milliards de Smartphones (source Microsoft). Artprice possède de plus le label étatique entreprise innovante par le B.P.I.

Par conséquent, Artprice consacre chaque année 80 % de ses ressources à sa R&D. Son fondateur et PDG thierry Ehrmann reste bien sûr le premier actionnaire d'Artprice, un critère fondamental selon Warren Buffet.

Les bons résultats de l'exercice 2018 confirment en tout point, la vision globale d'Artprice sur le Marché de l'Art où les postulats de 1997 ont été en 21 ans entièrement validés, modifiant selon les historiens le cours de l'histoire du Marché de l'Art en seulement deux décennies. Ces résultats confirment également la maîtrise parfaite et l'amélioration des coûts d'exploitation en période d'instabilité économique.

Artprice, en 21 ans, a mis en place l'ensemble des process industriels permettant de limiter l'effectif à une moyenne de 40 personnes pour un groupe où l'intégralité des charges en 2017, avec Artprice Images(R), demeure inchangée jusqu'à désormais 90 M€ de C.A.

L'ensemble des process industriels et économiques d'Artprice va trouver sa pleine application avec le marché chinois intérieur, qui était jusqu'alors, impénétrable juridiquement et administrativement.

Artprice n'a aucun emprunt obligataire et une absence de dette bancaire. Artprice n'a jamais fait l'objet d'augmentation de capital, à la stricte exception des opérations antérieures de levées d'options réservées à ses salariés. Ceci résulte d'une volonté affichée du Conseil d'administration d'Artprice et de son PDG fondateur thierry Ehrmann de ne pas diluer ses actionnaires, ni d'affaiblir le cours de l'action.

Une forte croissance de son chiffre d'affaires est attendue en Chine intérieure avec des charges inchangées pour le marché intérieur chinois selon les statistiques étatiques chinoises.

Artprice, comme décrit ci-dessus, a satisfait en tous points au cahier des charges du grand firewall chinois « Grande Muraille Electronique » et ses conditions: loi CL97 (1997) et suivantes ainsi que le protocole Golden Shield (1998) et prévoit, au regard des statistiques étatiques comptabilisant le nombre de Collectionneurs, Amateurs d'Art et Professionnels, une croissance de son chiffre d'affaires avec des charges inchangées.

Artprice et Artmarket.com ont enregistré sur les réseaux sociaux une forte progression de plus de 700 % avec près de 3 millions d'abonnés supplémentaires.

Artprice avait pris l'engagement, lors de son A.G. du 30 juin 2017, de prendre la première place en matière d'information sur le Marché de l'Art sur les réseaux sociaux où elle comptait 345 000 abonnés. Pour réaliser cet objectif très ambitieux, Artprice et son entité Artmarket.com devaient conquérir plus d'un million d'abonnés à leurs publications sur la période 2S 2017/1S2018.

Pari réussi, avec le constat de 3 millions d'abonnés au 09/09/2018 (soit 769% de croissance sur la période juillet 2017 / Août 2018), **ce qui la place parmi les pages les plus suivies au Monde.** En effet, de grands groupes internationaux cotés ont cru s'exonérer de la complexité des réseaux sociaux et subissent le retard fatal générant des préjudices économiques importants qui remettent en question leur position. Même avec un budget financier exceptionnel, le retard accumulé ne peut pas être compensé du fait de l'architecture élaborée des réseaux sociaux. Certains groupes du S&P500 en sont des exemples probants.

Désormais, l'empreinte sur les réseaux sociaux est l'un des paramètres primordiaux et vitaux pour qui veut préserver le capital entreprise et son avenir, avec bien évidemment sa notoriété et visibilité à travers le Monde, ce qui est le cas d'Artprice en tant que Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art ainsi que sa Place de Marché Normalisée Artmarket.com.

C'est la raison pour laquelle Artprice a privilégié très tôt cet axe de communication, anticipant depuis longtemps le poids des réseaux sociaux dans son marketing, ses banques de données, ses équipes informatiques et ses forces de ventes, forgeant chaque jour un peu plus son expérience dans les multiples réseaux sociaux pour générer des millions de nouveaux membres qualifiés pour les multiples abonnements payants à ses banques de données.

D'autre part, Artprice avait un budget limité qui lui a permis de sortir plus d'un million d'euros de résultat pour l'exercice 2017. Cette approche budgétaire est similaire pour 2018. C'est donc bien par la qualité de l'information unique au monde d'Artprice, sa notoriété et son ingéniosité informatique et humaine qu'elle a pu gagner ce pari mondial avec un très faible budget passé en compte de charges.

Après la guerre sur les moteurs de recherches avec l'obtention de la pole position pour Artprice et Artmarket.com sur Google, il était nécessaire que la place de Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art se réplique sur les réseaux sociaux.

Etat du Marché de l'art sur l'exercice 2018

« Le Marché de l'Art connaît une croissance durable et exceptionnelle. »

Extrait de la dépêche AFP© exclusive sur le Rapport semestriel mondial d'Artprice du 3 août 2018 :

« Un marché de l'art en explosion grâce à des musées avides d'œuvres.

Finis les achats de milliardaires férus d'art, c'est désormais les musées qui acquièrent la majeure partie des lots mis aux enchères, faisant état de la très bonne santé de ce marché.

Le produit des ventes aux enchères de "Fine Art" (peinture, sculpture, dessin, photographie, estampe, installation) s'est établi à 8,45 milliards de dollars dans le monde (Source : rapport du leader mondial des banques de données sur la cotation et les indices de l'art, dont l'AFP a l'exclusivité).

Fait notable : "environ trois quarts (72%) des achats supérieurs à un million de dollars sont aujourd'hui le fait de musées", souligne le président-fondateur d'Artprice, Thierry Ehrmann, avec des créations de musées qui ne cessent d'augmenter. "Il y a plus de création de musées depuis 2000 que durant tout le 19e et 20e siècles. Et il s'en crée 700 par an en Chine", une des plaques tournantes du marché. » .../..

« Cette santé éclatante du marché de l'art s'accompagne d'une domination des oeuvres du 20e siècle (représentant 80% du produit des ventes au 1er semestre), avec un intérêt marqué pour la période comprise entre 1900 et 1940, rassemblant à la fois "les derniers chefs d'oeuvre impressionnistes et l'avènement de l'art moderne". Parmi les dix œuvres les plus chères au premier semestre 2018, huit appartiennent à ces décennies, dont une composition du Russe Malevitch vendue en mai 2018 à 85,8 millions de dollars chez Christie's à New York, soit 25 millions de plus que lors de son acquisition dix ans plus tôt.

Mais l'engouement des investisseurs se porte surtout sur les œuvres contemporaines, notamment celles de Warhol et Basquiat, qui figurent parmi les cinq artistes les plus cotés au monde, devant le peintre expressionniste chinois Zao Wou-ki (en 6e position), qui fait l'objet d'une rétrospective à Paris depuis juin.

Considéré un temps comme le mauvais élève de la classe, la Chine a acquis au fil des ans une place considérable dans le marché de l'art, et compte désormais 128 artistes parmi les 500 les plus cotés au monde, loin devant les Etats-Unis (82) et la Grande-Bretagne (27), selon Artprice. »

Le Marché de l'Art : le vecteur privilégié d'investissement alternatif en pleine croissance face aux taux négatifs ou non significatifs.

Entre logique d'investissement, spéculation, collections passionnées, demande insatiable de grandes signatures pour alimenter les nouveaux Musées du monde, le CA du Marché de l'Art mondial affiche une très bonne santé. Il connaît une croissance constante depuis 18 ans, malgré les disparités de l'économie mondiale.

Les leviers d'une telle croissance passent par la facilité d'accès aux informations sur le Marché de l'Art, notamment grâce à Artprice - pionnier et Leader mondial - la dématérialisation des ventes - le tout sur Internet avec l'ensemble des acteurs connectés - la financiarisation du marché, l'accroissement des consommateurs d'art (de 500 000 à l'après-guerre à 90 millions en 2018), leur rajeunissement, l'extension du marché à toute la Grande Asie, zone Pacifique, Inde, Afrique du Sud, Moyen-Orient et Amérique du Sud.

Ils passent aussi par l'industrie muséale (700 nouveaux Musées/an) devenue une réalité économique mondiale au XXIème siècle. Il s'est construit plus de Musées depuis 2000 que durant tout le XIXème et XXème siècles.

Cette industrie dévoreuse de pièces muséales est l'un des facteurs primordiaux de la croissance spectaculaire du Marché de l'Art. Le Marché de l'Art est désormais mature et liquide, offrant des rendements de 10% à 15% par an pour les œuvres supérieures à 100 000 \$.

Alors que les Banques Centrales appliquent des taux négatifs ou nuls, le Marché de l'Art affiche une santé insolente avec par exemple une progression de 2 108% des recettes annuelles enregistrées sur le seul segment de l'Art Contemporain en 18 ans et une progression linéaire de la valeur moyenne d'une œuvre d'art du Marché de l'Art global (ancien, moderne et contemporain) de +25%. Pour l'Art contemporain cette progression atteint 88 % en 18 ans.

Ces rendements ne sont pas réservés aux artistes stars. En effet, on obtient des rendements annuels déjà significatifs de l'ordre de 9% dès que le prix d'une œuvre franchit le prix de 20 000\$.

Le Marché de l'Art mondial s'analyse aussi avec, comme exemple, l'Artprice100® (indice global et planétaire sur l'Art ancien, moderne et contemporain) qui affiche une progression de +360% depuis 2000.

À propos de l'Artprice100® : <https://www.actusnews.com/fr/ARTPRICE/cp/2018/01/31/artprice-lance-pour-la-finance-et-les-investisseurs-son-indice-artprice100-reg-constitue-des-nbsp-blue-chips-nbsp-du-marche-de>

Au regard de ces données macro et micro-économiques, le Marché de l'Art s'affirme depuis 18 ans comme une valeur refuge face aux crises économiques et financières avec des rendements conséquents et récurrents.

L'omniprésence d'Internet par plus de 5 milliards de personnes connectées (Source Microsoft) devient désormais l'Espace unique et définitif des Maisons de Ventes de tous pays, au cœur de leur stratégie de conquête sur tous les continents. 99% des 6 300 Maisons de Ventes dans le monde sont aujourd'hui présentes sur Internet (elles n'étaient que 3% en 2005).

Le pouvoir de l'Art constitue un Soft Power essentiel pour les États-Unis, la Chine et à une autre échelle le Qatar et les Émirats Arabes Unis.

Le Marché de l'Art est donc bien un marché efficient, historique et mondial.

➤ **Résultats des activités :**

*** au niveau des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires s'est élevé à 8 135 K€ contre 7 508 K€ lors de l'exercice précédent.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 578 K€ contre 393 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 12 K€ contre 11 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 4 836 K€ contre 4 317 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 83 K€ comme pour l'exercice précédent.

L'effectif salarié moyen s'élève à 44 contre 42 lors de l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 1 521 K€ contre 1 567 K€ pour l'exercice précédent. Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 573 K€ contre 546 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 306 K€ contre 291 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des autres charges s'élève à 173 K€ contre 159 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 208 K€ contre 926 K€ pour l'exercice précédent.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 197 K€ (153 K€ pour l'exercice précédent), il s'établit à 1 405 K€ contre 1079 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de - 17 K€ contre -7 K€ pour l'exercice précédent,
- de l'impôt sur les sociétés de 49 K€ contre 1 K€ lors de l'exercice précédent,

le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 se solde par un bénéfice de 1 339 K€ contre un bénéfice de 1 071 K€ pour l'exercice précédent.

*** au niveau des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 8 134 K€ contre 7 508 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des autres charges et produits opérationnels s'élève à - 17 K€ contre -7 K€ pour l'exercice précédent.

La charge du personnel s'est élevée à 2 091 K€ contre 2 139 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des charges externes s'élève à 4 849 K€ contre 4 298 K€ pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 46 K€ comme pour l'exercice précédent.

Le montant net des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 327 K€ contre 279 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel d'activité pour l'exercice ressort à 635 K€ contre 576 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant (ROC) pour l'exercice s'élève à 635 K€ contre 576 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel ressort pour l'exercice à 1 180 K€ contre 931 K€ pour l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier net est de - 3 K€ contre - 11 K€ lors de l'exercice précédent.

Le montant des autres produits et charges financiers est de 252 K€ contre 123 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2018 se solde par un bénéfice de 1 004 K€ contre un bénéfice de 734 K€ pour l'exercice précédent.

*** décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des clients par date d'échéance**

Présentation des informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients mentionnés à l'article D. 441-4 du Code de commerce											
Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4 du code de commerce)											
	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus
(A) Tranche de retard de paiement											
Nombres de factures concernées	16					16	4				4
Montant total des factures concernées HT					121 499,00 €	121 499,00 €				52 716,00 €	52 716,00 €
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice HT					2,51%	2,51%					
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice HT										0,65%	0,65%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées											
Nombre de factures exclues					1	1				4	4
Montant total des factures exclues (préciser HT ou TTC)					4 172,00 €	4 172,00 €				52 716,00 €	52 716,00 €
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)											
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais : de 60 à 90 jours					- Délais : de 60 à 90 jours - Clients douteux = 91 jours et plus					

9.2.2) Élément ayant une influence sur les opérations d'Arprice

Aucun autre facteur ou stratégie que ceux développés au chapitre 4 du présent document de référence n'a influencé ou pourrait influencer sensiblement de manière directe ou indirecte les opérations d'Arprice en dehors, le cas échéant, des conséquences que pourraient avoir, sur l'activité ou le cours de bourse de l'action Arprice, l'amplification de la dégradation des marchés économique et financier que ce soit sur le plan national, européen et international.

10) TRÉSORERIE ET CAPITAUX

Les informations sur le flux de trésorerie et les capitaux se trouvent aux chapitres 4 (Risque de liquidités), 20 (Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur) et 21 (Informations complémentaires) du présent document de référence. Les disponibilités nettes consolidées (incluant actions propres et VMP) sont :

Exercice	Disponibilités nettes	Disponibilités nettes hors actions propres
Au 31.12.18	65	65
Au 31.12.17	124	124
Au 31.12.16	81	81

11) RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

La Société a effectué une activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé ayant donné lieu à une production immobilisée pour un montant total de 387 k€ pour l'exercice 2018. Ces coûts de développement inscrits à l'actif représentent une partie de l'investissement nécessaire à l'évolution et l'adaptation du système informatique en vue de la refonte du circuit abonnements, des multi plateformes, de la refonte de la Place de Marché Normalisée (PDMA) et du développement du site et des plateformes de paiement pour le partenariat avec ARTRON (Chine).

12) INFORMATION SUR LES TENDANCES

Depuis le 1.01.19 : Artprice est accessible pour ses nouveaux clients chinois via Artron.net le site d'art le plus consulté au monde

Comme prévu notre partenaire institutionnel chinois Artron a déployé sur sa home page principale www.artron.net à l'heure près le logo artprice.com et l'accès immédiat à nos abonnements haut de gamme. Artprice est donc une des très rares sociétés occidentales à être accessible à ce jour depuis la Chine au cœur de l'Internet chinois.

Pour rappel, Artron.net enregistre plus de 5.4 milliards de visites par an et compte 3 millions de membres professionnels, qui sont le cœur de cible d'Artprice.

Voir le lien <https://zh.artprice.com/artron>

thierry Ehrmann : "Nous avons franchi tous les obstacles, nous voici installés en Chine ! Je remercie Artron et son Président Wan Jie qui nous a ouvert les portes."

Le Président fondateur d'Artron Wan Jie déclare : "Nous partageons une vision commune et un sens de la perfection. Notre coopération qui a 9 ans va devenir une référence dans l'Histoire de l'Art mondial. 2019 sera un résultat économique exceptionnel pour nos deux groupes."

Artprice (New York) : les plus belles œuvres du début d'année 2019

Pas de répit pour les amateurs d'art ! La nouvelle année a déjà commencé, notamment en province française où se cachent encore de très nombreux trésors... Puis le calendrier des enchères reprendra du côté de New York, chez Christie's qui ouvre l'année 2019 avec cinq ventes, dont une très attendue, dédiée à l'Art Brut. Mais c'est Sotheby's sans doute qui a réuni les lots les plus précieux pour la première grande ventes de l'année : Master Paintings Evening Sale, organisée le 30 janvier 2019.

Top 10 des œuvres mises en vente en janvier 2019

© Artprice.com

	Artiste	Oeuvre	Estimation	Vente
1	Joachim WTEWAEL (c.1566-c.1638)	A Banquet of the Gods	\$5,000,000 - \$7,000,000	01.30.2019 – Sotheby's NY
2	Elisabeth VIGE-LEBRUN (1755-1842)	Portrait of Muhammad Dervish Khan (1788)	\$4,000,000 - \$6,000,000	02.30.2019 – Sotheby's NY
3	Jan VAN DE CAPPELLE (c.1624-1679)	A Shipping Scene on a Calm Sea	\$4,000,000 - \$6,000,000	03.30.2019 – Sotheby's NY
4	Ambrosius BOSSCHAERT I (1573-1621)	A Still Life of Flowers in a Glass Flask (1607)	\$2,500,000 - \$3,500,000	04.30.2019 – Sotheby's NY
5	Peter Paul RUBENS (1577-1640)	Nude Study of a Young Man	\$2,500,000 - \$3,500,000	05.30.2019 – Sotheby's NY
6	Orazio GENTILESCHI (1563-1639)	The Fall of the Rebel Angels	\$2,500,000 - \$3,500,000	06.30.2019 – Sotheby's NY
7	Pieter BRUEGHEL II (c.1564-1637/38)	St. George's Kermis (1627)	\$2,000,000 - \$3,000,000	07.30.2019 – Sotheby's NY
8	Fede GALIZIA (1578-1630)	A Glass Compote with Peaches	\$2,000,000 - \$3,000,000	08.30.2019 – Sotheby's NY
9	Jacobus VREL (c.1630-c.1680)	Street Scene with Two Figures Walking Away	\$1,500,000 - \$2,000,000	09.30.2019 – Sotheby's NY
10	Luis MELENDEZ (1716-1780)	Still Life with a Plate of Azaroles	\$1,500,000 - \$2,000,000	10.30.2019 – Sotheby's NY

Les lots les plus excitants ne sont toutefois pas nécessairement les plus chers. thierry Ehrmann, Président et Fondateur de Artprice, insiste : « Le Marché de l'Art moyen-de-gamme regorge d'opportunités. Il est crucial de se tenir continuellement informé de l'offre, et ce dès le tout premier mois de l'année. »

L'univers singulier de Henry Darger

[Henry Darger \(1892-1973\)](#) a conçu un oeuvre d'une ampleur hors du commun découvert dans sa chambre après sa mort. Cet homme secret et marginal fut le créateur d'un monde singulier, dont un manuscrit dactylographié de 15 000 pages illustrées, *The Realms of the Unreal* (Les Royaumes de l'Irréel), décrivant des événements d'un monde sorti de son imagination. *The Realms of the Unreal* conte l'histoire d'une grande guerre sur une planète imaginaire où des préadolescentes, les Vivian Girls, livrent batailles contre les adultes pour gagner leur liberté. Parallèlement à cette saga écrite (mais jamais publiée), Darger peint. Il réalise, parfois au recto et au verso, de grands panneaux

narratifs qui sont de purs chefs-d'oeuvres. Sa technique est elle aussi singulière : l'artiste pioche dans diverses sources (livres d'illustrations pour enfants, magazines divers, catalogues de mode...) les images qu'il recopie au carbone avant de les aquareller.

Ses premières œuvres vendues aux enchères le furent en France, chez Loudmer. C'était en 1989 et on donnait à l'époque moins de 10 000 \$ pour emporter un dessin panoramique de cet illustre inconnu. Aujourd'hui, ses dessins ont intégré les collections de musées majeurs dont le MoMA, le Art Institute of Chicago, le Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris où la Collection de l'Art Brut, de Lausanne. Aussi rares que prisées, il faut compter au moins 150 000 \$ pour espérer emporter l'une de ses œuvres parmi les plus importantes. Celle proposée par Christie's le 18 janvier à New York est monumentale – près de trois mètres – et dessinée sur les deux faces. Elle est attendue entre 250 000 et 500 000 \$. Deux jours plus tard, ce sera au tour de Sotheby's de vendre un plus petit dessin recto-verso d'Henry Darger (178 cm de long), estimé entre 150 000\$ et 300 000\$. La coïncidence de ces deux ventes à venir est surprenante, puisque seulement 19 dessins d'Henry Darger ont été vus aux enchères depuis 1989.

L'opulence d'un petit chef-d'oeuvre de Wtewael

Changement d'époque pour un baroque d'un tout autre style avec un Banquet des dieux, une œuvre sur cuivre du peintre hollandais [Joachim Anthonisz Wtewael](#), l'un des plus importants artistes des Pays-Bas, actif dans les années 1580-1620. Cette œuvre magistrale réunit dans un petit format de 15,8 sur 20,4 cm pas moins de 47 personnages – dieux, faunes, femmes et putti – dans une débauche orgiaque. Une densité incomparable dans laquelle on retrouve Bacchus, Ceres Mars, Venus, Cupidon, Pan et ses muses... un banquet faste attendu entre 5 et 7 millions de dollars le 30 janvier prochain chez Sotheby's (New York) malgré ses petites dimensions. Au vue de sa qualité, il est fort possible que le lot parvienne à son prix le plus optimiste, d'autant qu'une œuvre plus petite a déjà passé les 7 millions de dollars. Il s'agit également d'une huile sur cuivre, mesurant 18,2 x 13,5 cm, emmenée par une composition virtuose de 12 corps sur le thème sensuel de Mars et Vénus surpris par Vulcain (Mars and Venus Surprised by Vulcan, 7,26 m\$, Christie's). C'était à Londres, en 2012.

L'un des plus beaux dessins de Rubens

C'est aussi chez Sotheby's que sera mis en vente une feuille rare particulièrement attendue : un dessin de [Rubens](#) qui devrait devenir le second dessin le plus cher dans l'histoire des ventes aux enchères du virtuose néerlandais. Il s'agit d'une étude de jeune homme aux bras levés mesurant près de 50 centimètres, dessinée au fusain avec quelques rehauts de craie blanche pour accrocher la lumière. On y lit les repentirs de l'artiste dans la position des jambes à la musculature appuyée. La torsion des membres inférieurs et l'élan de la figure, vers l'avant et vers le haut, traduisent un morceau de bravoure baroque. L'estimation annonce entre 2,5 et 3,5 m\$, ce qui ferait de cette précieuse feuille la seconde meilleure adjudication pour un dessin de l'artiste mais la première pour une œuvre réalisée au fusain, son record sur papier étant détenu depuis 2014 par un travail à l'encre représentant Samson et Dalila, vendu plus de 5,5 m\$ chez Christie's Londres le 10 juillet 2014.

Outre les confidentielles ventes de province en France et les premières sessions new-yorkaises de Christie's et Sotheby's, il faudra faire preuve d'encore un peu de patience pour connaître les merveilles proposées par les autres grandes maisons de ventes à travers le monde, que ce soit chez les grands opérateurs chinois Poly Auction ou China Guardian, en Allemagne chez Dorotheum, en France chez Artcurial, en Corée chez Seoul Auction. La plupart des opérateurs ne reprennent le

rythme des ventes que plus tardivement, et il faut parfois patienter jusqu'au mois de mai, comme chez Grisebach, pour que les affaires reprennent après la trêve hivernale.

Artprice (Beijing) : l'immense intérêt de l'Occident pour l'art chinois

Bien loin de Beijing et de Shanghai, à des milliers de kilomètres de l'Empire du Milieu, des chefs-d'œuvre de l'art chinois continuent de vivre, de voyager, de passer de collections en collections. A New York, Londres, Paris, Bruxelles, les collectionneurs occidentaux, fascinés par un rapport tout autre au dessin, à l'écriture, à la forme et à la couleur, tentent de mettre la main sur des pièces historiques - parfois millénaires - de l'art chinois.

thierry Ehrmann : « Mais européens et américains s'intéressent aussi aux grands maîtres du XXème siècle, notamment ceux qui ont réussi à créer des ponts avec la culture occidentale. A leur tour, de nombreux plasticiens contemporains chinois, diplômés des grandes écoles d'art du pays, ont réussi à intégrer les plus prestigieuses galeries outre-Pacifique, et à séduire les plus puissants collectionneurs ».

Top 5 des artistes chinois hors Chine par produit de ventes aux enchères 2018

Zao Wou-Ki (1921-2013) - 31,250,600\$

Zhang Daqian (1899-1983) - 18,509,500\$

Pan Tianshou (Attrib.) (1897-1971) - 4,804,000\$

Lin Fengmian (1900-1991) - 3,118,500\$

Yang Feiyun (1954) - 2,793,300\$

Le réveil du marché de l'art chinois et sa consolidation ont évidemment eu un impact profond sur les échanges de toutes les œuvres d'art chinoises dans le monde. Au cours des dernières années, la cote de nombreux artistes a connu une croissance exponentielle, grâce à une demande massive, passionnée et impatiente de reprendre le contrôle.

Peu à peu, les œuvres chinoises retournent naturellement vers leur pays d'origine : les collectionneurs chinois redeviennent aujourd'hui logiquement les plus grands acheteurs d'art chinois. Si bien que les Occidentaux qui veulent prendre part à ce marché se voient obligés de suivre, ou de se coucher. Avec le glissement du Marché de l'Art vers l'Est, un nouvel équilibre des prix se dessine. Et les œuvres chinoises se trouvent en première ligne.

[Illustration photographique]

<https://imgpublic.artprice.com/img/wp/sites/11/2019/01/fang-lijung-artprice-artron-201905.jpg>

L'artiste Fang Lijun dans son studio, accueillant Wan Jie (Président du Groupe Artron), à droite, et thierry Ehrmann (Président d'Artprice), au centre.

Des œuvres réalisées en Europe

Les peintures de plusieurs artistes chinois qui se sont installés en Europe pendant les deux premiers tiers du Xxème siècle connaissent un succès particulièrement imposant auprès des acheteurs occidentaux, notamment depuis la crise financière de 2008. *Femme aux bras levés* (c. 1920-1930) de San Yu, payée 1,200\$ chez Piasa à Paris en 2000, vient d'être revendue 170,000\$ chez Sotheby's dans la capitale française.

Or ce résultat est loin d'être un cas isolé. Les prix des œuvres Chu Teh Chun affichent en effet une croissance globale comparable à celles de San Yu : +2,000 % depuis le début du XXIème siècle, selon l'indice des prix Artprice.

Il n'y a pas de doute que l'abstraction lyrique franco-chinoise de Chu The Chun, et à plus forte raison encore celle de Zao Wou-Ki, connaît une extraordinaire prise de valeur depuis la disparition respective de ces peintres en 2014 et 2013. Sur le long terme, l'évolution des prix est saisissante.

Le tableau 23.05.64 de Zao Wou-Ki a été adjugé pour la première fois aux enchères en 1991 par la maison de ventes Briest à Paris pour 78,000\$. En décembre 2000, un collectionneur asiatique l'a acquis chez Camels, à Paris toujours, pour 251,600\$. Mais ce 30 septembre 2018, c'est à Hong Kong, chez Sotheby's, que la toile 23.05.64 a été revendue pour 11,547,240\$.

Le retour des œuvres chinoises

Via Hong Kong, le Marché de l'Art chinois parvient à remettre la main sur de nombreux chefs-d'œuvre éparpillés de par le monde. Parmi les plus récentes, un imposant rouleau de 4,35m de long, comportant une peinture de l'artiste Su Shi ??, actif au XI^{ème} siècle, a été vendue 59,206,800\$ chez Poly le mois dernier. Le rouleau, qui rassemble également quatre colophons d'intellectuels chinois majeurs apposés entre le 11^{ème} et le 17^{ème} siècles, était gardé dans une collection privée japonaise, après avoir été longtemps enfermé dans la Collection Soraikan à Tokyo.

Comme l'expliquait Alex Chang, Pdg de la maison de ventes Poly Hong Kong dans le Rapport sur le Marché de l'Art Contemporain Artprice 2017 : « *Je pense qu'il existera au final un point de jonction entre l'art oriental et l'art occidental. [...] Toutefois, je crois qu'en ce qui concerne l'art traditionnel chinois, l'intérêt des collectionneurs occidentaux continuera de se porter prioritairement sur les objets et les antiquités, tandis que les collectionneurs asiatiques préféreront la calligraphie et la peinture chinoises.* »

La conquête américaine

Les grandes galeries américaines jouent un rôle primordial dans la diffusion de l'art contemporain chinois à l'échelle mondiale. Non seulement en leur offrant d' visibilité dans leurs espaces d'exposition esséminés à travers les principales capitales économique mais aussi de par leur participation aux plus prestigieuses foires d'art contemporains, aux quatre coins de la planète.

Dans ce contexte, l'apport de la galerie Pace (qui possède des antennes à New York, Londres, Beijing, Hong Kong, Palo Alto, Séoul et Genève) a permis à tout l'Occident de découvrir une vague entière d'artistes contemporains chinois. Parmi les 12 que représente actuellement la galerie Pace, six ont été diplômés de la célèbre Capital Academy of Fine Art à Pékin entre la fin des années 1980 et le début des années 2000 (Qia Xiaofei). Cette école est un incroyable vivier pour la nouvelle création plastique chinoise. Mais les plus célèbres peintres contemporains ne sont pas passés exclusivement par cette Académie. Zhang Xiaogang et Yue Minjun, tous deux représentés par la galerie Pace et parmi les peintres à l'huile chinois les plus appréciés des collectionneurs occidentaux, ont suivi une formation artistique respectivement au Sichuan Fine Arts Institute et à la Hebei Normal University.

Dans le prochain Rapport du Marché de l'Art, Artprice et son partenaire exclusif Artron, présidés par thierry Ehrmann et Wan Jie respectivement, ont analysé en détails les différentes facettes du Marché de l'Art chinois et le succès croissant de ses artistes.

Le Rapport Annuel Artprice du Marché de l'Art mondial 2018 : record du nombre d'adjudications depuis 1945, l'exigence des acheteurs en hausse.

Fruit d'une alliance entre Artprice, le Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art, présidé et fondé par thierry Ehrmann, et son puissant partenaire institutionnel Chinois Artron, présidé par Wan Jie, le 21ème Rapport Annuel* du Marché de l'Art mondial offre une parfaite lecture du marché pour l'Orient et l'Occident.

thierry Ehrmann : « les deux entités fusionnent l'intégralité de leurs ressources pour analyser le Marché de l'Art global avec une exhaustivité jamais atteinte jusqu'alors, permettant ainsi de dévoiler les enjeux d'une féroce compétition. Personne dans le monde à ce jour ne peut produire de telles métadonnées issues du Big Data et des algorithmes en IA, tant sur le plan macro-économique que micro-économique ».

[<https://imgpublic.artprice.com/img/wp/sites/11/2019/03/WAN-Jie-thierry-Ehrmann.png>]

Légende : (De gauche à droite: WAN Jie - Artron / thierry Ehrmann - Artprice)

Ce rapport contient le célèbre classement Artprice des 500 artistes les plus puissants au monde, le top 100 des enchères, l'indice Artprice100® qui s'impose en salles des marchés, l'analyse par pays et par capitales, l'analyse par périodes et par médiums, les différents indices d'Artprice et 18 chapitres clés pour décrypter implacablement le Marché de l'Art. Accessible gratuitement sur Artprice.com.

Ce 21ème Rapport Annuel* du Marché de l'Art mondial est diffusé en exclusivité mondiale par Artprice et Cision qui ont donné naissance à la première agence de presse dédiée à l'information sur le Marché de l'Art : Artpress agency ®, appartenant à Artprice qui est le Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art.

Voir communiqué Cision au NYSE <https://www.prnewswire.com/news-releases/artprice-and-cision-enter-distribution-partnership-300770437.html?prn>

Depuis 120 ans Cision (PR Newswire) a bâti un réseau mondial de diffusion d'informations reconnu par plus de 100 000 clients notoirement connus sur les marchés financiers et qui touche 1,8 milliard de personnes. Cision est le Leader mondial du logiciel de RP, Influence et recherche média avec sa base de données de 1.6 million de journalistes et de médias sur l'ensemble des 5 continents.

Lire gratuitement ce 21ème Rapport Annuel* du Marché de l'Art mondial :

<https://fr.artprice.com/artprice-reports/le-marche-de-lart-en-2018>

*Ventes publiques de Fine Art : peinture, sculpture, dessin, photographie, estampe, installation.

Période analysée : 1er janvier 2018 - 31 décembre 2018

Le Marché de l'Art, en très forte croissance, entre dans une nouvelle ère

Bilan général

- Les ventes aux enchères de Fine Art atteignent 15,48 Mrd\$ sur douze mois
- 538 000 œuvres ont été vendues en 2018 : un record absolu depuis 1945
- Le CA mondial augmente de +4 %, c'est le 3ème exercice consécutif en hausse
- David Hockney devient l'artiste vivant le plus cher du monde (79,77 m\$)
- Jenny Saville devient l'artiste femme vivante la plus chère au monde (12,49 m\$)
- Le taux d'inventus reste stable à 36 % en Occident
- En Chine, le taux d'inventus baisse de manière significative de 14 points
- L'Artprice100©, indice des artistes blue-chips du Marché de l'Art, progresse de +4,3 %

Soft Power

- Les USA (+18%) et le Royaume-Uni (+12%) portent la croissance en Occident
- Les USA redeviennent la 1ère puissance mondiale avec 5,8Mrd\$, (soit 37,9 % du CA)
- La Chine se place juste derrière, avec 4,5Mrd\$,
- La France #4 pèse 4,5 % du CA mondial avec 694m\$, soit une baisse de -10 %
- Christie's reste n°1 des maisons de ventes, avec 5Mrd\$, devant Sotheby's 3,9Mrd\$
- En Chine, Poly Auction (654m\$) surpasse China Guardian (606m\$)
- Phillips se place en 4ème position avec 653m\$
- Christie's (+13%), Sotheby's (+16%) et Phillips (+39%) sont toutes les 3 en progression
- En Europe, l'allemande Dorotheum (79m\$) et la française Artcurial (76m\$) se distinguent

Tendances

- L'Art Moderne domine le Marché haut de gamme avec 8 des dix plus belles adjudications
- 159 artistes européens se classent dans le Top 500, 153 asiatiques, 93 nord-américains
- L'Art abstrait au sommet : Malevitch, Zao Wou-Ki, Soulages, Motherwell, etc.
- L'Art afro-américain à l'honneur : Kerry James Marshall (#67) et N. A. Crosby (#426)
- Les femmes en vogue : record pour Joan Mitchell, Cecily Brown, Jenny Saville, etc.

Performances financières

- Les ventes répétées* ont un rendement annuel moyen variant entre +6,2 % et +8,2 %
- Les œuvres achetées entre 200 000\$ et 1 m\$ ont le rendement annuel le plus fort : +8,2 %

* La même œuvre achetée aux enchères et revendue aux enchères en 2018

Artprice100© « Les Loups de Wall Street sont aux portes du Marché de l'Art »

L'Artprice100® affiche une progression de +380 % depuis 2000

Soit un rendement annuel moyen de +8,6%

8 artistes sont remplacés entre l'exercice 2017 et 2018

En 2000, 1 artiste chinois figure dans la composition (Zhang Daqian) contre 16 en 2017

Un Marché de l'Art efficient, liquide et transparent à l'instar des marchés financiers.

Dans un monde où la fierté d'un pays se mesure désormais à la croissance trimestrielle après la décimale, le Marché de l'Art confirme, une fois de plus, qu'il est devenu efficient, liquide et transparent à l'instar des marchés financiers.

Pour référence, le Marché de l'Art en 2000 avait pour CA mondial 3,2 milliards \$, soit 380% d'évolution avec 15,48 milliards \$ en 2018.

La force du Marché de l'Art tient maintenant depuis 12 ans par une sélectivité sans pareil avec la phrase d'Artprice désormais universitaire "Acheter la bonne œuvre, de la bonne période, avec une belle histoire, du bon artiste, au bon moment."

Cette formule est peut-être simple mais terriblement parlante, ce qui explique le taux d'inventus qui est parfait, à savoir 36%.

N'oublions pas que le taux d'inventus, le référent depuis 120 ans, permet de vérifier si le marché est en mode spéculatif (taux d'inventus inférieur à 20%) ou en chute libre (supérieur à 60%). 36 étant, notamment selon la célèbre sociologue Raymonde Moulin du Marché de l'Art, le juste chiffre.

Hausse spectaculaire des adjudications avec 538 000 œuvres vendues en 2018, un record absolu depuis 1945, malgré la stagnation de l'économie mondiale.

Entre logique d'investissement, spéculation, collections passionnées, demande insatiable de grandes signatures pour alimenter les nouveaux Musées du monde, le nombre de transactions du Marché de l'Art mondial affiche une très bonne santé dans le Monde avec une hausse spectaculaire de 538 000 œuvres vendues en 2018, un record absolu depuis 1945, malgré la stagnation de l'économie mondiale.

Le chiffre d'affaires 2018 est très impressionnant avec un résultat global de 15,48 Mrd\$ d'enchères publiques.

Les leviers d'une telle croissance passent par la facilité d'accès aux informations sur le Marché de l'Art, la dématérialisation des ventes - le tout sur Internet avec 98% des acteurs connectés- la financiarisation du marché, l'accroissement des consommateurs d'art (de 500 000 à l'après-guerre à 120 millions en 2018), leur rajeunissement, l'extension du marché à toute la Grande Asie, zone Pacifique, Inde, Afrique du Sud, Moyen-Orient et Amérique du Sud.

L'industrie muséale®, une réalité économique mondiale au XXIème siècle qui est le moteur du Marché de l'Art.

Ces leviers passent aussi par l'industrie muséale (700 nouveaux Musées/an) devenue une réalité économique mondiale au XXIème siècle. Il s'est construit plus de Musées entre 2000 et 2014 que durant tous les XIXème et XXème siècles réunis.

Cette industrie dévoreuse de pièces muséales est l'un des facteurs primordiaux de la croissance spectaculaire du Marché de l'Art. Le Marché de l'Art est désormais mature et liquide, offrant des rendements de plus de 8% par an pour les œuvres supérieures à 200 000\$.

En 2018 les artistes chinois dans le classement Top 500 représentent 26,2%, ce qui démontre, la puissance de la Chine vis-à-vis des USA qui ne représentent que 17,4%.

De même, cette année les artistes chinois dans le classement Top 500 représentent 26,2%, ce qui démontre, la puissance de la Chine vis-à-vis des USA qui ne représentent que 17,4%. Pour information, le Top 500 des artistes les plus performants compte 45,4% d'artistes européens et 11% d'autres nationalités dont les pays d'Afrique (1,2%), d'Amérique Latine (1,6%) et d'Asie hors-Chine (6,6%).

Au regard de ces données macro et micro-économiques, le Marché de l'Art s'affirme depuis 19 ans comme une valeur refuge face aux crises économiques et financières avec des rendements conséquents et récurrents.

L'Artprice100® (indice global et planétaire sur l'Art ancien, moderne et contemporain) qui affiche une progression de +380% depuis 2000.

Alors que les Banques Centrales, notamment la BCE, appliquent des taux voisins de zéro ou négatifs, le Marché de l'Art affiche une santé insolente avec par exemple l'Artprice100® (indice global et planétaire sur l'Art ancien, moderne et contemporain) qui affiche une progression de +380% depuis 2000. Ces rendements ne sont pas réservés aux artistes stars.

En effet, on obtient des rendements annuels déjà significatifs de l'ordre de +5,5% dès que le prix d'une œuvre franchit le prix de 20 000\$.

98% des 6 300 Maisons de Ventes dans le monde sont aujourd'hui présentes sur Internet (elles n'étaient que 3% en 2005).

L'omniprésence d'Internet par plus de 5,3 milliards de personnes connectées (Source Microsoft) devient désormais l'Espace unique et définitif des Maisons de Ventes de tout pays, au cœur de leur stratégie de conquête sur tous les continents.

Le Marché de l'Art se dématérialise intégralement avec la Blockchain dans le Marché de l'Art, mais aussi dans la 5G qui devient une réalité en exploitation en 2019.

Le Marché de l'Art va être impacté par la Blockchain dont Artprice est notamment le précurseur. De même, la 5G constitue, selon un consensus, une révolution technique majeure par sa connectivité universelle, notamment avec l'Internet des objets, qui est entre autres, expérimentée à Beijing (Chine) avec Artprice et son partenaire Artron.

En effet, la 5G, qui s'implante cette année aux USA et en Europe, existe depuis deux ans en Chine. La puissante alliance entre Artprice et Artron a permis de bêta tester une multitude de services et process industriels inimaginables en 4G au cœur du Marché de l'Art.

Le Marché de l'Art est un marché efficient, historique, mondial et dont la capacité à résister aux crises économiques et géopolitiques n'est plus à démontrer. Il surperforme depuis 18 ans les principaux marchés de placement de manière incontestable.

Artprice et Artron adaptent leur stratégie 2019 pour la Nouvelle Route de la Soie du Marché de l'Art dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie « One Belt, One Road » présentées par le Président Xi Jinping en France

Le Président Chinois Xi Jinping sera cette semaine en Europe et notamment en France pour défendre les Nouvelles Routes de la Soie "One Belt, One Road" (OBOR) ou "Belt and Road Initiative" (BRI).

En effet, l'initiative de « la ceinture et de la route » englobe près de 65 pays asiatiques et européens, représentant près de 55 % du PIB mondial, 70 % de la population mondiale – 4,4 milliards d'habitants –, 75 % des réserves énergétiques mondiales, pour une durée d'investissement pour l'ensemble des projets d'environ trente à trente-cinq ans. Le coût estimé des premiers projets est de l'ordre de 900 milliards de dollars et on évoque des prêts, de la part de la Chine, pouvant atteindre 8 trillions de dollars pour les infrastructures à venir dans les différents pays traversés.

[<https://imgpublic.artprice.com/img/wp/sites/11/2019/03/one-belt-one-road-obor-bri.jpg>]

Belt and Road Initiative (BRI) Artprice - Artron - Art Market

Wan Jie, Président du Groupe Artron et partenaire d'Artprice, dans son édito concernant le 21ème Rapport mondial du Marché de l'Art co-édité par les deux groupes la semaine dernière, écrit: "Cette progression au fil du temps, tout comme le partenariat entre Artron et Artprice, ne cessera de se surpasser grâce à l'intégration des ressources, à l'optimisation des données, à la mise à niveau de la technologie Internet et à la diversification des modèles de coopération commerciale. Le résultat final ? Une Nouvelle Route de la Soie reliant les Mondes de l'Art et les marchés de l'Est et de l'Ouest."

Le Président Xi Jinping, lors du discours pour la célébration des 40 ans de réforme et d'ouverture de la Chine, a annoncé de nouvelles directives notamment pour le renforcement du marché intérieur chinois qu'Artprice et Artron ont immédiatement intégrées.

Artprice, pour épouser de manière optimale l'énorme marché intérieur chinois et en saisir le potentiel économique, adapte avec Artron le renforcement de sa feuille de route avec la création et mise en production par le groupe Artron d'une plateforme de paiement et infrastructures sino-chinoises pour répondre aux nouvelles directives de février 2019.

Dans ce cadre, Artprice va démarrer avec Artron sa campagne officielle avec un nouveau nom et marque chinois avec une nouvelle baseline en chinois qui seront communiqués au marché avant la fin du mois de mars. Cette mise en conformité imprévue des directives chinoises 2019 amenant à cette nouvelle stratégie décale quelque peu les objectifs d'Artprice qui restent inchangés.

thierry Ehrmann : « Artprice, en devenant pour la Chine une marque chinoise, prenant en compte la sensibilité spécifique des amateurs, collectionneurs et professionnels de l'Art chinois, Artprice s'intègre dans l'Histoire et le quotidien de la culture chinoise millénaire, pour ainsi accroître plus rapidement sa notoriété et son chiffre d'affaires ».

Plus que jamais l'un des principaux objectifs d'Artprice est en effet de répondre aux besoins de l'administration chinoise des 34 provinces ainsi que ceux des douanes pour délivrer l'assiette fiscale des œuvres d'art sur lesquelles les taux s'appliquent.

Par ailleurs, Artprice devient membre du Nouvel Institut Franco-Chinois de Lyon lancé en 1921. Créé à l'initiative de la Métropole de Lyon, de la Chambre de Commerce de Lyon et de l'ADERLY, Le Nouvel Institut Franco-Chinois de Lyon a déjà rassemblé de nombreux partenaires institutionnels et privés, comme le Groupe SEB, EDF, Bank Of China... et se définit, entre autres, comme la mise en réseau facilitant les contacts aux plus hauts niveaux tant en France qu'en Chine.

La mission de cet Institut est d'assurer la promotion internationale du territoire et de l'attractivité économique de la région lyonnaise en valorisant le tissu économique lyonnais en Chine et à l'accueil des investissements chinois en région Rhône-Alpes.

C'est fort logiquement qu'Artprice devient membre du Nouvel Institut Franco-Chinois de Lyon car Lyon est historiquement l'un des points d'aboutissement historique des Routes de la Soie depuis la Renaissance. Lyon est d'ailleurs la ville française la plus visitée par les dirigeants chinois.

D'autre part, il faut se souvenir de la visite officielle à Lyon du Président Xi Jinping en 2014 après avoir lancé en 2013 le projet d'un « Couloir économique des pays traversés par l'ancienne Route de la Soie ». C'est dans ce contexte que naît le Nouvel Institut Franco-Chinois de Lyon qui entend, fort d'un passé exceptionnel (1921), donner une impulsion nouvelle à l'avenir des relations entre Lyon et la Chine, dans lequel Artprice s'inscrit naturellement.

Artprice.com confirme son éligibilité au PEA-PME

Artprice.com, leader mondial de l'information sur le marché de l'art, annonce le renouvellement de son éligibilité au PEA-PME des ETI cotées sur Euronext pour 2019/2020.

Artprice continue de répondre à l'ensemble des critères d'éligibilité au PEA-PME (décret n°2014-283 du 4 mars 2014), à savoir moins de 5 000 salariés, d'une part, et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan inférieur à 2 milliards d'euros, d'autre part ;

Les investisseurs peuvent ainsi continuer à intégrer les actions Artprice.com au sein de leurs comptes PEA-PME et bénéficier ainsi des mêmes avantages fiscaux que le Plan d'Epargne en Actions (PEA) traditionnel.

La mise en place du PEA-PME a pour objectif de favoriser l'investissement de l'épargne nationale en actions et de créer un nouvel instrument pour le soutien au financement des PME et ETI.

Résultat du contrôle fiscal d'Artprice sur les exercices 2015 et 2016

La société Artprice a fait l'objet d'une vérification de comptabilité engagée par l'avis du 16/04/2018 et portant sur les exercices 2015 et 2016. Ce contrôle se conclut sans aucune rectification ou redressement, conformément à la conclusion reçue par le Direction Spécifique du Contrôle Fiscal Centre Est datée du 20/03/2019.

Perspectives 2019 :

Une nouvelle ère pour Artprice et ses actionnaires avec Artron et une diffusion en continu sur 1,8 milliard de personnes à travers le monde par le partenariat avec Cision (PR Newswire).

Artprice prévient le marché d'un changement radical de périmètre économique, capitalistique et principalement de chiffre d'affaires dès que les accords avec Artron (voir communiqué du 17 Octobre 2018 "Artprice et Artron donnent naissance au Media Mogul de l'Art") seront opérationnels et déjà optimisés, à savoir dès 2019, donc dès le T1 et S1 2019.

En effet, un consensus général des experts crédite pour 2020 la grande Asie, dominée par la Chine, de 70% du Marché de l'Art et ce n'est qu'un début, selon cette fois l'avis unanime des grands acteurs du Marché de l'Art.

Preuve en est, la remarquable performance de LVMH pour 2018 (actionnaire historique d'Artprice à ses débuts) en Chine, très bon marqueur de l'appétence des chinois pour les produits de luxe dont la consommation d'Art est un segment naturel. Cette semaine on voit un record des ventes pour Hermès grâce à sa forte croissance en Chine.

Forte de ces chiffres, Artprice superpose aussi l'avantage d'être une des rares sociétés occidentales à avoir pénétré l'Intranet chinois, grâce à l'aide et aux conseils d'Artron, fournissant ainsi ses données uniques au monde, en répondant à un besoin indispensable et nécessaire de la part des amateurs, collectionneurs et professionnels de l'Art en Chine.

Pour cela, Artprice a déployé, notamment sur ses banques de données Internet en mandarin (54 millions de pages en mandarin ayant demandé 9 ans de développement et de travail), puis en 2018 Alipay et WeChat (1,8 milliard d'utilisateurs) qui sont des plateformes de paiement instantané chinoises (QR Code en mode kiosque débitant de suite le client Chinois au profit d'Artprice) obligatoires pour l'acheteur chinois.

Pour information Google, Facebook, Twitter, etc... sont pour le moment inaccessibles en Chine.

Le titre du communiqué d'Artron : « Artron and Artprice teamed up to create art 'silk road' » label étatique Chinois prend tout son sens. La Nouvelle Route de la Soie est la stratégie de la Chine (Soft Power) appelée OBOR en anglais pour conquérir le monde économiquement.

L'auteur de cette initiative est la Chine : la première puissance économique en PIB-PPA en 2017, selon le FMI, la Banque mondiale et CIA World FBK. Elle entraîne derrière elle plus de 65 pays, sur tous les continents.

Le concept de la Nouvelle Route de la Soie a été inventé par la République Populaire de Chine. Son investissement total s'élève à plusieurs milliers de milliards de dollars soit plusieurs trillions de dollars. Ce soft power s'inscrit notamment en faisant de la Chine, de manière irrévocable, le premier pays quant au chiffre d'affaires sur le Marché de l'Art.

En effet, l'Histoire de l'Art en Chine s'inscrit sur 4000 ans contre 300 ans pour l'Histoire de l'Art aux Usa.

Après neuf années de travail en commun, d'apprentissage des cultures respectives, de déplacements réguliers entre la Chine et l'Europe, les deux Présidents fondateurs respectifs d'Artron et d'Artprice, Wan Jie et thierry Ehrmann, qui ont exactement le même âge, les mêmes engagements, partagent rigoureusement la même vision du Marché de l'Art mondial et la passion de l'Art avec une amitié et un respect indéfectibles.

Par analogie, c'est exactement comme si Google et Baidu fusionnaient leurs savoirs respectifs.

Pour le lancement et la commercialisation de ses services en Chine, Artprice va bénéficier dès la fin du Nouvel An chinois (fin février 2019) de toute la logistique d'Artron, en matière de communication sur Internet et dans le monde physique, grâce à sa puissance et sa notoriété.

La nouvelle année chinoise, pour les géomanciens et la population chinoise, est celle du Cochon de Terre, une configuration rare, amenant la prospérité et la richesse (source China.org.cn). Depuis la Chine Antique, l'astrologie chinoise impacte fortement les milieux financiers et économiques ainsi que le peuple chinois. Pour le Nouvel An chinois, « la saison Chunjie » (40 jours), il y a eu plus de 2,6 milliards de voyageurs en 2018, soit plus que la population chinoise. Ceci lui vaut donc le titre du plus grand mouvement de population annuel au monde.

Il faut noter qu'à la mi-Décembre 2018, l'administration chinoise a dicté de nouvelles règles pour le commerce électronique qui ont pris effet le 1er Janvier 2019.

Le groupe Artron a donc aussitôt développé, spécifiquement pour son alliance avec Artprice, une plateforme de paiement très efficace qui répond pleinement aux nouvelles obligations des entreprises chinoises pour 2019.

De même, Artron a prévu un plan media, un marketing électronique et physique, incluant des ressources humaines importantes dès la fin du Nouvel An chinois (fin 02/2019).

Artron est, il faut le souligner, le premier site Web d'Art mondial, avec des chiffres qui se passent de tout commentaire : 15 millions de visites quotidiennes en moyenne, 3 millions de membres professionnels soit 450 millions de visiteurs/mois sur leur site Internet et 5,4 milliards de visiteurs passionnés d'art par an.

De son côté, Artprice prévoit avec Artron d'effectuer des roadshows en Chine sur toute l'année 2019 avec les grands rendez-vous tel que « Art Basel Hong Kong » (mars 2019) afin de présenter aux acteurs prépondérants du Marché de l'Art chinois les avantages des indices et données d'Artprice pour appréhender de manière optimale les données du Marché de l'Art notamment le segment occidental.

Pour être clair : La Chine possède plus de 1,2 million d'artistes contemporains vivants contre 120 000 en Europe et aux USA. Elle compte 3 millions de professionnels de l'Art qui sont déjà sur Artron contre 270 000 en Europe et aux USA.

Enfin, en 2018 la Chine comptait pour 45 % des échanges en ligne mondiaux, réalisant 12 fois plus de transactions en ligne que les USA. La Chine a l'immense avantage sur l'Occident de construire son économie de marché directement sur la base d'Internet (SourceGEAB/LEAP 2020).

Artprice, en tant que Leader mondial de l'information sur le Marché de l'Art, se devait d'être au cœur de son marché. Pour rappel, la France pesait 4% du Marché de l'Art mondial au 2S 2018.

Selon Artron, seule l'expertise économétrique d'Artprice (associée à Artron) va pouvoir donner une fluidité extraordinaire au Marché de l'Art en Chine sur les différentes provinces et régions autonomes et satisfaire les autorités fiscales, administratives et douanières.

Cette demande, d'après Artron et son Président Wan Jie, est colossale et seul un tiers certificateur comme Artprice, Leader mondial de l'Information sur le Marché de l'Art, faisant autorité dans le monde, peut la satisfaire en toute légitimité pour le calcul de l'assiette fiscale.

Pour information, les provinces de Chine sont la plus haute division administrative en République populaire de Chine. Il existe trente-quatre divisions de cette sorte, réparties en vingt-trois provinces, quatre municipalités, cinq régions autonomes et deux régions administratives spéciales.

Les abonnements Artprice vendus en exclusivité par Artron en Chine peuvent ainsi toucher directement le cœur de cible et le client final. De même, Artprice est accessible via la home page d'Artron.Net et sur tous les réseaux sociaux chinois où Artron est omniprésent.

Compte tenu du changement radical de périmètre attendu, Artprice s'oriente par rapport à son projet d'IPO, naturellement vers une introduction de sa filiale artmarket.com, sa Place de Marché Normalisée®, sur une place Boursière Chinoise (Shanghai, Hong Kong, Shenzhen...) et non sur un marché anglo-saxon comme initialement prévu.

La patience est la clé de la vraie réussite, notamment pour être au cœur de son Marché. La Grande Asie représentera 70% du CA mondial du Marché de l'Art avec en plus l'assurance d'une croissance à 2 chiffres pour une bonne décennie, ce n'est pas pour rien que l'Amérique délaisse depuis 10 ans l'Europe pour la zone Asie Pacifique.

Il faut préciser que la Place de Marché Normalisée® d'Artprice, proposant actuellement plus de 60 000 œuvres en ligne, pourrait devenir la plus grande place de Marché Mondiale Normalisée au Monde, incluant sa Blockchain dont Artprice est l'unique déposant en brevet logiciel, car Artron fournira à terme à la Place de Marché Artprice plusieurs dizaines de millions de nouvelles œuvres en ligne, engendrant donc un véritable choc pour le Marché de l'Art mondial par le montant global des œuvres en ligne, soit une valorisation d'Artmarket.com potentiellement très élevée.

Le Président fondateur d'Artron, Wan Jie, a tout de suite saisi la pertinence et la force incontestable des DNS artmarket.com .net et .org qui absorbent le plus légalement des millions de requêtes/mois sur la demande générique « Art Market » sur Google.com.

Artmarket.com .net et .org sont donc l'atout maître sur Internet pour capter le Marché de l'Art Mondial.

Artmarket.com est Numéro 1 sur 1,82 milliard de résultats sur Google.com (toutes langues), constat d'Huissier du 05/11/2018 (SCP Pons-Mergui), pour pénétrer l'Occident et pousser par Artprice les 1,2 million d'artistes et leurs dizaines de millions d'œuvres déjà hébergés par Artron.

De plus, cette appellation est le titre universel depuis 45 ans que reprennent à 100% tous les journaux économiques financiers et artistiques pour parler du Marché de l'Art comme le Wall Street Journal, Financial Times, The New York Times, The Art Newspaper, The Guardian, etc...

Concernant l'historique conséquent de la construction des relations entre Artprice et Artron / AMMA et les conséquences économiques, il faut se référer aux documents de référence d'Artprice et notamment au document de référence 2017 déposé auprès de l'AMF le 1er Juin 2018, en application du règlement général, notamment l'article 212-13, ainsi qu'aux communiqués.

Artprice et Cision (PR Newswire) donnent naissance à la Première Agence de Presse mondiale dédiée au Marché de l'Art le 01 janvier 2019.

thierry Ehrmann, Fondateur et PDG d'Artprice : "Pour de multiples raisons, l'année 2019 se présente sous les meilleures auspices pour Artprice et ses fidèles actionnaires depuis 21 ans."

Dès le 1er janvier 2019, Artprice et Cision ont donné ainsi naissance à la première agence de presse dédiée à l'information sur le Marché de l'Art : Art Press Agency ® dont Artprice est le Leader mondial.

Depuis 120 ans Cision (PR Newswire) a bâti peu à peu un réseau mondial de diffusion d'informations, reconnu par plus de 100 000 clients notoirement connus sur les marchés financiers.

Cision est le Leader mondial du logiciel de RP & Influence et de la recherche média.

Avec ses bases de données ultra-qualifiées de 1.6 million de journalistes et de médias, Cision diffuse, sur l'ensemble des 5 continents, sans aucune exception, une information qualitative et exhaustive.

Artprice se félicite de bénéficier depuis quelques semaines du réseau de presse numérique et analogique le plus puissant au monde sur 1.8 milliard de personnes touchées de manière continue.

En effet, un partenariat exceptionnel a été conclu avec le Leader mondial du fil d'informations et des méta-bases de données d'influenceurs économiques qu'est Cision.

Lire le communiqué officiel de Cision cotée au NYSE CISON « Artprice and Cision Enter Distribution Partnership » disponible à l'adresse :

<https://www.prnewswire.com/news-releases/artprice-and-cision-enter-distribution-partnership-300770437.html>

Lire l'article sur contreponts.org : <https://www.contreponts.org/2019/01/10/334255-trashed-5>

Ainsi, Artprice diffuse en continu, depuis le 1^{er} janvier 2019, des actualités et informations pertinentes sur le Marché de l'Art.

Le fil d'informations Cision distribue l'ensemble des indices uniques au monde d'Artprice : Artprice100®, Artprice Global Index®, AMCI®, etc... diffusés en temps réel par les réseaux électroniques de Cision, notamment en salles des marchés.

Artprice renforce ainsi de manière incontestable sa position de Leader mondial de l'Information sur le Marché de l'Art, sur plus de 1.8 milliard de personnes ciblées sur les 5 continents représentant 90% du PIB de la planète.

Grâce à cette diffusion massive, Artprice distribue son savoir unique sur le Marché de l'Art, sensibilisant sans aucun doute de nouveaux amateurs, collectionneurs et professionnels de l'Art, dont la situation géographique était jusque-là un obstacle en matière de rentabilité pour la propagation de la marque Artprice et de ses banques de données.

Cet obstacle est désormais annihilé permettant ainsi à Artprice d'être la référence globale du Marché de l'Art.

Le terme "Glocal" vient de la contraction de deux mots : Global et Local. C'est une stratégie entre le marketing dit "global" et le marketing dit "local", c'est-à-dire pour un groupe d'avoir une stratégie mondiale mais la mettre en œuvre en ayant des relais locaux.

Une expression illustre ce principe : "Think global, act local".

Artprice est le Leader mondial global mais des poches économiques locales subsistaient.

Non seulement Artprice, depuis le 1^{er} Janvier 2019, par son fidèle associé institutionnel Artron, irrigue les 34 divisions / provinces de la République Populaire de Chine de ses banques de données payantes, mais aussi ajoute en même temps Cision grâce auquel aucun territoire, quel que soit le continent, n'échappera à Artprice.

Artprice devient donc à cet instant incontournable au niveau mondial, dès qu'il s'agit de parler de Marché de l'Art / Art Market, via Cision et son réseau de distribution de communiqués le plus vaste et le plus fiable du secteur, en identifiant notamment les influenceurs clés, pour former la première agence de presse mondiale dédiée au Marché de l'Art : Art Press Agency ® et Artmarket.com ®. Elles sont toutes deux propriétés d'Artprice.

Un mois après son lancement, Artprice peut, d'ores et déjà en ce début février 2019, analyser et mesurer les premières retombées.

Elles sont spectaculaires de par la couverture géographique de ce réseau mondial qui touche l'intégralité des continents avec une diffusion multilingue.

En effet, grâce à ce partenariat stratégique, Artprice bénéficie désormais de langues supplémentaires sur lesquelles sont diffusés quotidiennement ses communiqués, alors qu'avant 2019, ces langues onéreuses et complexes (telles que le japonais) n'étaient réservées qu'aux trois rapports annuels majeurs sur le Marché de l'Art d'Artprice.

À ce titre, le Japon est en ligne de mire cette année pour Artprice qui sera régulièrement présente dans l'archipel, en commençant en mars par Art Fair Tokyo 2019.

De même, Artprice est désormais présente en continu depuis le 1er janvier 2019 sur les écrans de Bloomberg et Reuters ainsi qu'auprès des grandes agences de presse telles que APA, Belga, AFP, BPA, PA, AdnKronos, ANP, Europa SDAAP, CNW, AAP, PRN Asia, Kyodo ainsi que les portails généralistes et financiers type Yahoo Finance.

Ce puissant réseau inclut aussi la diffusion nominative à une sélection de journalistes dans le monde, la viralisation en syndication de contenus, le rayonnement sur le réseau social de journalistes (PRNJ).

La distribution sur le Proche et Moyen-Orient, avec les États du Golfe et du Levant, la Russie, le Japon, l'Australie, l'Afrique du Sud, les pays de l'Ex-Union Soviétique ainsi qu'une vingtaine de pays, micro-états et principautés échappaient en partie à Artprice car il n'existait pas, ou très peu, de journaux artistiques, papier ou numérique ou de presse généraliste/économique traitant du marché de l'Art. De même, les acteurs du Marché de l'Art ne présentaient pas de visibilité sur les réseaux d'art internationaux.

Pour autant, les 90 millions d'amateurs, collectionneurs, institutionnels et professionnels de l'art ne sont pas concentrés seulement sur les hotspots du Marché de l'Art comme peuvent l'être New York, Londres, Beijing, Shanghai, Hong Kong, Paris etc ...

Historiquement, le Marché de l'Art est présent dans l'ensemble des pays, quels que soient le PIB, son nombre d'habitants ou le système économique en vigueur.

Artprice, jusqu'à présent, considérait que le coût de pénétration et la difficulté de saisir l'étroit sommet de la pyramide à très haut pouvoir d'achat sur près d'une cinquantaine de pays exotiques, micro-états et principautés, était trop onéreux et incertain.

Grâce à ce partenariat stratégique, ces 50 pays, micro-états et principautés sont désormais accessibles et immédiatement rentables.

Le vaste réseau d'influenceurs des bases de données Cision s'avère très bénéfique pour Artprice car ces influenceurs, plus que quiconque, ont parfaitement compris la mutation du Marché de l'Art en marché efficient, très proche des marchés financiers grâce aux données et indices propriétaires d'Artprice.

Cette intrusion dans le monde feutré des grands décideurs et stratèges permet à Artprice d'atteindre des sphères de pouvoir dans le monde entier.

Les résultats sont là car Artprice constate, avec à peine un mois de recul, des requêtes personnalisées sur ses indices, des demandes d'accords de partenariats, des achats d'abonnements provenant de pays qui jusqu'à présent étaient des zones blanches pour Artprice.

13) PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

Néant.

14) ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DIRECTION GÉNÉRALE

Le Conseil d'Administration est composé de six membres qui sont :

➤ Monsieur Thierry EHRMANN, Administrateur - Président Directeur Général : Monsieur Thierry EHRMANN est chef d'entreprise depuis 1981. Actuellement Président du Groupe Serveur il est également Président Directeur Général de la société Artprice sis Domaine de la Source 69270 Saint Romain au Mont d'Or.

Nom des sociétés au sein desquelles Thierry Ehrmann est ou a été membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou associé commandité à tout moment des cinq dernières années :

Accès Internet (SARL)- Gérant,
Artprice.com (SA) P.D.G non salarié
Internet Gratuit (SARL) Gérant,
Groupe Serveur (SAS) Président,
L'Organe (SARL) Gérant,
Le Serveur Judiciaire Européen (SARL) Gérant,
Regional Press Agency, (SARL) Gérant
Serveur Télécom (SARL) Gérant

➤ Madame Nadège EHRMANN, Administrateur : Madame Nadège Ehrmann, épouse de Monsieur Thierry Ehrmann, est administratrice de société depuis 1983. En dehors de son mandat d'administrateur, elle occupe un emploi, à temps partiel et complètement indépendant de son mandat, en tant que secrétaire générale de la société Artprice depuis le 23 juin 2004 ainsi qu'un poste, à temps partiel, de D.R.H. au sein du Groupe Serveur depuis 2000.

Elle exerce ses actuelles fonctions au Domaine de la Source 69270 Saint Romain au Mont d'Or.

➤ Sydney EHRMANN, Administrateur : Sydney Ehrmann, fils de Monsieur Thierry Ehrmann, est salarié du Groupe Serveur en qualité de Community Manager. Il est également gérant de la SARL Sanctuarium Spiritus Salamandrae dont le siège est Domaine de la Source 69270 Saint Romain au Mont d'Or.

➤ Kurt EHRMANN, fils de Monsieur Thierry Ehrmann, est administrateur. Il est photographe indépendant

➤ Valérie DUFOUR, Administratrice indépendante d'Artprice.com depuis 2011, est traductrice (français, anglais, japonais, espagnol, pratique des langues asiatiques) – Artiste Plasticienne - Performeuse et Commissaire d'expositions.

➤ Frédérique LARGY, Administratrice indépendante d'Artprice.com depuis 2017, est à la retraite depuis 2017. Frédérique Largy a travaillé 7 ans dans différents Cabinet d'expertise comptable puis 33 ans dans une importante société de promotion immobilière, ICADE, société cotée en bourse sur Euronext Paris (SBF 120, SRD, valorisation 5,9 milliards), en tant que Directrice Administratif et Financier puis Contrôleur de Gestion.

Les membres du Conseil d'Administration n'ont fait l'objet d'aucune condamnation que ce soit pour fraude, faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années. Aucun

des membres du Conseil d'Administration n'a fait l'objet d'incrimination ou de sanction publique officielle au cours des cinq dernières années, ou n'a été privé de ses droits civils ou civiques.

Il n'existe aucun conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale.

Il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'une quelconque des personnes et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs. Il n'existe pas d'arrangement ou accord conclu entre les mandataires sociaux et les principaux actionnaires, clients, fournisseurs ou autres.

15) RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES

Rémunérations et avantages de toute nature des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions légales, aux recommandations de MiddleNext et de l'AMF nous vous rendons compte ci-dessous de l'ensemble des rémunérations et avantages de toute nature des mandataires sociaux.

La société, après étude des recommandations de MiddleNext et de l'AFEP-MEDEF, notamment sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, a constaté que celles de MiddleNext étaient toujours globalement plus adaptées à sa taille et son activité et continue à les prendre en compte.

L'assemblée générale du 29 juin 2018 a décidé la fixation de jetons de présence, pour l'exercice en cours et jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée, à 30 000 €. Le Conseil d'Administration du 13 septembre 2018 a décidé de les attribuer aux membres du Conseil d'Administration en charge des missions confiées au Comité d'Audit à savoir Mesdames Nadège EHRMANN, Valérie DUFOUR et Frédérique LARGY à hauteur de 10 000 € chacune, au regard du temps supplémentaire passé, par rapport aux autres membres du conseil d'administration, à la réalisation desdites missions. Aucune autre rémunération, fixe ou variable, n'a été versée aux mandataires sociaux durant l'exercice 2018 dans le cadre de leur mandat.

Par ailleurs, la société n'a pas attribuée d'actions gratuites aux mandataires sociaux d'Artprice.

Il est rappelé que, conformément aux recommandations et à la loi du 30 décembre 2006 « pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié », lors de la mise en place du plan de souscription ou d'achat d'actions, le Conseil d'Administration, réuni le 9 février 2009, avait décidé, au titre de l'obligation de conservation, que tout dirigeant bénéficiaire du plan devra conserver 5 % des actions issues de l'exercice d'options attribués dans le cadre du plan jusqu'à la cessation de leurs fonctions. De plus, tout dirigeant mandataire social était lié aux conditions suivantes :

- interdiction d'exercer les options d'action la semaine précédant la publication des comptes annuels et chiffre d'affaire de la société,
- pour tout dirigeant mandataire social percevant déjà une rémunération au titre de leur mandat au sein de la société Artprice, l'exercice des options d'action sera conditionné à la réalisation d'objectifs à atteindre dont les modalités seront fixées en même temps que la détermination de la rémunération du dirigeant social par le Conseil d'Administration.

De plus, le Conseil d'Administration du 25 août 2009 avait conditionné la levée des stock-options attribués au dirigeant mandataire social à l'adoption par la France, et donc la transposition en droit

interne, de la Directive Européenne "Services", dite Bolkestein, du 12 décembre 2006, portant, notamment, sur la libéralisation des ventes volontaires aux enchères d'œuvres d'art sur Internet.

Il est rappelé que cette condition suspensive relative à la levée des stock-options décidée par le Conseil d'Administration du 25 août 2009 a été réalisée en 2011 avec la transposition de la Directive Européenne « Services » en droit interne par la loi 2011-850 du 20 juillet 2011.

Tableau récapitulatif des rémunérations du dirigeant mandataire social

Thierry EHRMANN PDG	Exercice 2018		Exercice 2017		Exercice 2016	
	Montants dûs	Montants versés	Montants dûs	Montants versés	Montants dûs	Montants versés
Rémunération fixe	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantage en nature	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
TOTAL	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Tableau sur les jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants par Artprice.com

Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés au cours de l'exercice 2018	Montants versés au cours de l'exercice 2017	Montants versés au cours de l'exercice 2016
Nadège EHRMANN			
Jetons de présence	10 k€	10 k€	4,85 k€
Autres rémunérations	30,9 k€	30 k€	30 k€
Sydney EHRMANN			
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant
Autres rémunérations	Néant	Néant	Néant
Kurt EHRMANN			
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant
Autres rémunérations	Néant	Néant	Néant
Valérie DUFOUR			
Jetons de présence	10 k€	10 k€	10 k€
Autres rémunérations	Néant	Néant	Néant
Frédérique LARGY			
Jetons de présence	10 k€	10 k€	Néant
Autres rémunérations	Néant	Néant	Néant

Sommes dues et versées, avantage en nature attribué par les sociétés contrôlées ou contrôlantes d'Artprice

Nom des mandataires sociaux d'Artprice	Rémunération fixe en tant que mandataire social			Rémunération fixe dans le cadre d'un contrat de travail			Autre rémunération et avantage de toute nature lié à l'exécution d'un contrat de travail		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Thierry EHRMANN	Néant			Néant			Néant		
Nadège EHRMANN	Néant			51,7 k€	48,5 k€	50 k€	Néant		
Sydney EHRMANN	Néant			44,6 k€	5k€	19 k€	Néant		
Kurt EHRMANN	Néant			Néant			Néant		
Valérie DUFOUR	Néant			Néant			Néant		
Frédérique LARGY	Néant			Néant			Néant		

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social

Nom et Prénom du dirigeant mandataire social	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice 2018	Prix d'exercice	Période d'exercice
Ehrmann Thierry (P.D.G.)	Néant			

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Nom et Prénom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice 2018	Prix d'exercice
Ehrmann Thierry (P.D.G.)	Néant		

16) FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

16.1) GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La société se conforme au régime de gouvernement d'entreprise mis en place en vertu de l'article L225-37 du code du commerce, aux recommandations de MiddleNext et au guide d'élaboration des documents de référence pour les valeurs petites et moyennes établi par l'AMF. Il est rappelé que le Conseil d'Administration d'Artprice, réunie le 29 août 2011, a opté pour le régime d'exemption d'institution du Comité d'Audit dans la mesure où elle respecte les conditions énoncées à l'article L823-20 du Code de Commerce. Ainsi, le Conseil d'Administration réuni en formation de Comité d'Audit doit assurer les missions dévolues au Comité d'Audit. Le Conseil a également décidé de confier la Présidence du Conseil réuni en Comité d'Audit à Madame Nadège EHRMANN.

Il n'y a pas de comité de rémunération au sein de la société Artprice.com.

16.2) MODALITÉS D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale demeure assurée par le Président du Conseil d'Administration.

16.3) CONVENTION(S) CONCLUE(S) PAR UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIÉTÉ MÈRE AVEC UNE FILIALE

En application des dispositions légales, nous vous indiquons, qu'à l'exclusion des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, aucune convention n'est intervenue durant l'exercice 2018, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part l'un des mandataires sociaux, l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% de notre société mère, la Société Artprice.com,
- et, d'autre part, notre filiale Le Serveur Judiciaire Européen dont notre société possède directement ou indirectement, plus de la moitié du capital.

16.4) INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Nous vous communiquons, ci-après, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

MANDATS DE THIERRY EHRMANN AU 31.12.18

Mandats de Thierry EHRMANN et contrat de travail :

Société	Pdt CA/Pdt	D.G.	Administrateur	Gérant	Contrat de travail
Accès Internet (SARL)				X	
Artprice.com (SA)	X	X	X		
Groupe Serveur (SAS)	X				
Internet Gratuit (SARL)				X	
L'Organe (SARL)				X	
LSJE (SARL)				X	
R.P.A. (SARL)				X	
Serveur Télécom (SARL)				X	

MANDAT DE NADÈGE EHRMANN AU 31.12.18

Mandat de Nadège EHRMANN et contrats de travail :

Société	Administratrice	Contrat de travail
Artprice.com (SA)	X	X
Groupe Serveur (SAS)		X

MANDATS DE SYDNEY EHRMANN AU 31.12.18

Mandats de Sydney EHRMANN et contrat de travail :

Société	Administrateur	Gérant	Contrat de travail
Sanctuarium Spiritus Salamandrae (SARL)		X	
Artprice.com (SA)	X		
Groupe Serveur (SAS)			X

MANDAT DE KURT EHRMANN AU 31.12.18

Mandat de Kurt EHRMANN et contrat de travail :

Société	Administrateur	Contrat de travail
Artprice.com (SA)	X	
L'Organe (SARL)		X

MANDAT DE VALÉRIE DUFOUR AU 31.12.18

Mandat de Valérie DUFOUR et contrat de travail :

Société	Administratrice	Contrat de travail
Artprice.com (SA)	X	

MANDAT DE FRÉDÉRIQUE LARGY AU 31.12.18

Mandat de Frédérique LARGY et contrat de travail :

Société	Administratrice	Contrat de travail
Artprice.com (SA)	X	

16.5) TABLEAU RELATIF À LA DÉLÉGATION EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Néant.

16.6) COMPOSITION, CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

16.6.1) - Composition et présentation des membres du Conseil

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Conseil d'Administration de la société comprend, au minimum, trois membres et, au maximum, dix huit membres sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion. La durée de leur fonction est de 6 exercices.

Le Conseil d'Administration est composé actuellement de 6 membres.

Identité et fonction des membres du CA	Administrateur indépendant	Année première nomination	Echéance du mandat	Comité d'Audit
Thierry Ehrmann P.D.G.	Non	1999	A.G. statuant sur les comptes clos le 31/12/2022	
Nadège Ehrmann Administratrice	Non	1997	A.G. statuant sur les comptes clos le 31/12/2022	Présidente
Sydney Ehrmann Administrateur	Non	2004	A.G. statuant sur les comptes clos le 31/12/2022	
Kurt Ehrmann Administrateur	Non	2007	A.G. statuant sur les comptes clos le 31/12/2018	
Valérie Dufour Administratrice	Oui	2011	A.G. statuant sur les comptes clos le 31/12/2022	Membre
Frédérique LARGY Administratrice	Oui	2017	A.G. statuant sur les comptes clos le 31/12/2022	Membre

Le taux de féminisation des membres du Conseil d'Administration d'Artridge en 2018 est de 50 % et répond donc au quota légalement imposé et en vigueur pour cet exercice.

Présentation des membres du Conseil d'Administration :

- Monsieur Thierry EHRMANN, Administrateur - Président Directeur Général :
Monsieur Thierry EHRMANN est chef d'entreprise depuis 1981. Actuellement Président du Groupe Serveur il est également Président Directeur Général de la société Artridge.
- Madame Nadège EHRMANN, Administratrice :
Madame Nadège Ehrmann, épouse de Monsieur Thierry Ehrmann, est administratrice de société depuis 1983. En dehors de son mandat d'administratrice au sein du Conseil d'Administration d'Artridge, elle occupe un emploi à temps partiel et complètement indépendant de son mandat en tant que secrétaire générale de la société Artridge depuis le 23 juin 2004 ainsi qu'un poste, à temps partiel, de D.R.H. au sein du Groupe Serveur depuis 2000.
- Sydney EHRMANN, Administrateur :
Sydney Ehrmann, fils de Monsieur Thierry Ehrmann, est salarié du Groupe Serveur en qualité de Community Manager. Il est également gérant de la SARL Sanctuarium Spiritus Salamandrae dont le siège est Domaine de la Source 69270 Saint Romain au Mont d'Or.
- Kurt EHRMANN, administrateur, fils de Monsieur Thierry Ehrmann, est Photographe.
- Valérie DUFOUR, Administratrice indépendante :
Mme Valérie DUFOUR n'a pas d'autre mandat social en dehors de celui qu'elle exerce au sein d'Artridge. Madame Valérie DUFOUR, nommée administratrice par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 30 juin 2011, remplit les critères de l'administrateur indépendant tels qu'édictés, notamment, par le code de Gouvernement d'entreprise pour les Vamps de MiddleNext.
Elle exerce les professions de traductrice (français, anglais, japonais, espagnol, pratique des langues asiatiques) – Artiste Plasticienne - Performeuse - Commissaire d'expositions.

- Frédérique LARGY, Administratrice indépendante :
Madame Frédérique LARGY n'a pas d'autre mandat social en dehors de celui qu'elle exerce au sein d'Artprice. Nommée administratrice par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 30 juin 2017, elle remplit les critères de l'administrateur indépendant tels qu'édictés, notamment, par le code de Gouvernement d'entreprise pour les Vamps de MiddleNext.
A la retraite depuis 2017, Frédérique Largy a travaillé 7 ans dans différents Cabinet d'expertise comptable puis 33 ans dans une importante société de promotion immobilière, ICADE, société cotée en bourse sur Euronext Paris (SBF 120, SRD, valorisation 5,9 milliards), en tant que Directrice Administratif et Financier puis Contrôleur de Gestion.

16.6.2) - Organisation des travaux du Conseil

Le Président organise les travaux du Conseil dont le fonctionnement n'est pas régi par un règlement intérieur.

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

16.6.3) - Convocations au Conseil, fréquence des réunions et participation

Au cours de l'exercice écoulé, notre Conseil s'est réuni quatre fois.

16.6.3.1) L'agenda et l'ordre du jour des réunions du Conseil ont été les suivants

Conseil d'Administration du 19 mars 2018 dont l'ordre du jour était :

- Participation d'Artprice.com à une manifestation organisée en Chine par notre partenaire Artron et sa filiale AMMA(Art Market Monitor of Artron), rencontres avec des Maisons de Ventes Chinoises ou toute autre personne physique et morale du marché de l'art, délégation de pouvoirs,
- Questions diverses.

Conseil d'Administration du 19 avril 2018 dont l'ordre du jour était :

- Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Examen et arrêté des comptes consolidés,
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice,
- Conventions de l'article L. 225-38 du Code de commerce,
- Proposition de fixation des jetons de présence,
- État de l'actionnariat salarié et proposition d'augmentation du capital réservée aux salariés
- Délibération sur la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale,
- Point sur les délégations de pouvoir en matière d'augmentation de capital,
- Point sur les litiges en cours,
- Point sur le fonctionnement du Conseil d'Administration,
- Point sur le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Convocation de l'Assemblée Générale Mixte,
- Préparation du rapport de gestion, du rapport de gestion du groupe et du projet de résolutions,
- Autorisation d'avenant aux conventions d'abandon de créance entre Groupe Serveur et Artprice.com en application des articles L,225-38 et suivants du Code de commerce.

Conseil d'Administration du 29 juin 2018 dont l'ordre du jour était :

- Point sur les questions écrites posées à l'AGM d'Artprice du 29 juin 2018,
- Présidence AGM d'Artprice du 29 juin 2018,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Conseil d'Administration du 13 septembre 2018 dont l'ordre du jour était :

- Examen et arrêté des comptes semestriels consolidés,
- Rapport d'activité du premier semestre de l'exercice,
- Point sur les activités et litiges en cours,
- Point sur le partenariat avec Artron,
- Répartition des jetons de présence,
- Questions diverses

16.6.3.2) Convocation des administrateurs et commissaires aux comptes

Les administrateurs ont été convoqués par le Président dans les conditions définies par l'article 17 des statuts.

Conformément à l'article L. 823-17 du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués à toutes les séances du Conseil d'Administration qui ont examinées et/ou arrêtées les comptes annuels ou intermédiaires.

16.6.3.3) Participation des administrateurs, commissaires aux comptes et conseil juridique aux réunions du Conseil d'Administration

Administrateurs :

Madame Nadège EHRMANN, Messieurs Thierry EHRMANN et Sydney EHRMANN ont été présents à toutes les réunions du Conseil d'Administration qui ont eu lieu durant l'exercice 2018.

Monsieur Kurt EHRMANN a été présent à la réunion du Conseil d'Administration du 13 septembre 2018 et absent aux Conseils d'Administration des 19 mars, 19 avril et 29 juin 2018.

Madame Valérie DUFOUR a été présente aux réunions du Conseil d'Administration des 19 avril, 29 juin et 13 septembre 2018 et absente lors de la réunion du 19 mars 2018.

Madame Frédérique LARGY a été présente aux réunions du Conseil d'Administration des 19 avril, 29 juin et 13 septembre 2018 et absente lors de la réunion du 19 mars 2018.

Commissaires aux comptes :

- La société FIDUCIAIRE CENTREX, co-commissaire aux comptes titulaire, a été représentée par M. Nicolas Total, lors des réunions du Conseil d'Administration des 19 avril et 13 septembre 2018,
- Monsieur Nicolas PRIEST, co-commissaire aux comptes titulaire, a été présent lors des réunions du Conseil d'Administration des 19 avril et 13 septembre 2018,

Conseil juridique :

Le suivi juridique de la société Artprice.com a été assuré durant l'exercice 2018, en collaboration avec le service juridique d'Artprice.com, par Maître Pierre Martin Ducruet présent également lors du Conseil d'Administration du 13 septembre 2018.

16.6.3.4) Information des administrateurs

Les administrateurs reçoivent tous les documents et informations nécessaires à leur mission avant chaque réunion du Conseil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils reçoivent aussi régulièrement toutes les informations importantes concernant la Société.

16.6.3.5) Tenue des réunions et décisions adoptées

Les réunions du Conseil se sont déroulées au siège social, à savoir au Domaine de la Source 69270 Saint Romain au Mont d'Or, et ont été présidées par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Thierry EHRMANN.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil a pris les décisions suivantes :

- Participation d'Artprice.com à une manifestation organisée en Chine par notre partenaire Artron et sa filiale AMMA(Art Market Monitor of Artron), rencontres avec des Maisons de Ventes Chinoises ou toute autre personne physique et morale du marché de l'art, délégation de pouvoirs,
- Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Examen et arrêté des comptes consolidés,
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice,
- Conventions de l'article L. 225-38 du Code de commerce,
- Proposition de fixation des jetons de présence,
- État de l'actionnariat salarié et proposition d'augmentation du capital réservée aux salariés
- Délibération sur la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale,
- Point sur les délégations de pouvoir en matière d'augmentation de capital,
- Point sur les litiges en cours,
- Point sur le fonctionnement du Conseil d'Administration,
- Point sur le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Convocation de l'Assemblée Générale Mixte,
- Préparation du rapport de gestion, du rapport de gestion du groupe et du projet de résolutions,
- Autorisation d'avenant aux conventions d'abandon de créance entre Groupe Serveur et Artprice.com en application des articles L,225-38 et suivants du Code de commerce.
- Point sur les questions écrites posées à l'AGM d'Artprice du 29 juin 2018,
- Présidence AGM d'Artprice du 29 juin 2018,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.
- Examen et arrêté des comptes semestriels consolidés,
- Rapport d'activité du premier semestre de l'exercice,
- Point sur les activités et litiges en cours,
- Point sur le partenariat avec Artron,
- Répartition des jetons de présence,
- Questions diverses

A l'issue de chaque réunion, un procès-verbal est établi puis arrêté par le Président qui le soumet à l'approbation du Conseil lors de la réunion suivante. Les procès-verbaux sont retranscrits dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un administrateur.

16.7) LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Il est précisé que le Conseil d'Administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Directeur Général.

16.8) CONTRATS LIANT LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU GROUPE ARTPRICE

Les éventuels contrats de service liant les membres du Conseil d'Administration au Groupe Artprice et prévoyant, le cas échéant, des avantages au terme de ces derniers sont décrits dans le rapport spécial des commissaires aux comptes figurant dans le chapitre 19 du présent document de référence.

17) SALARIÉS

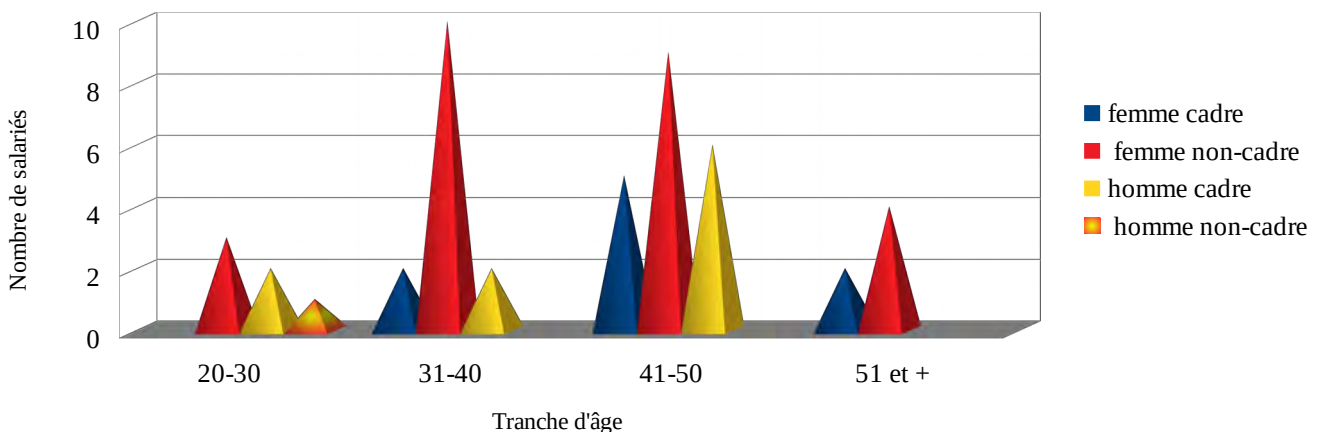
17.1) EFFECTIF

L'effectif moyen annuel du groupe Artprice en 2018 est en légère hausse par rapport à 2017 à savoir 43,41 contre 42,7 en 2017. Plus de 91 % de l'effectif du groupe bénéficie d'un contrat à durée indéterminée contre 89% l'année dernière soit une hausse de plus de 2 % .

Les femmes représentent 77 % de l'effectif, pourcentage similaire à celui de l'année dernière. Le personnel d'Artprice est composé, en moyenne, de 19 cadres, comme l'année dernière, soit presque 41 % du personnel. Les cadres sont, pour 48 %, des femmes (47 % en 2017). La moyenne d'âge du personnel d'Artprice au 31 décembre 2018 est de 40,7 ans, contre 39,5 ans l'exercice précédent. L'âge moyen des non-cadres est de 40 ans (un peu plus de 38 ans en 2017) et de 41,5 ans pour les cadres (comme en 2017).

Données salariales du groupe Artprice

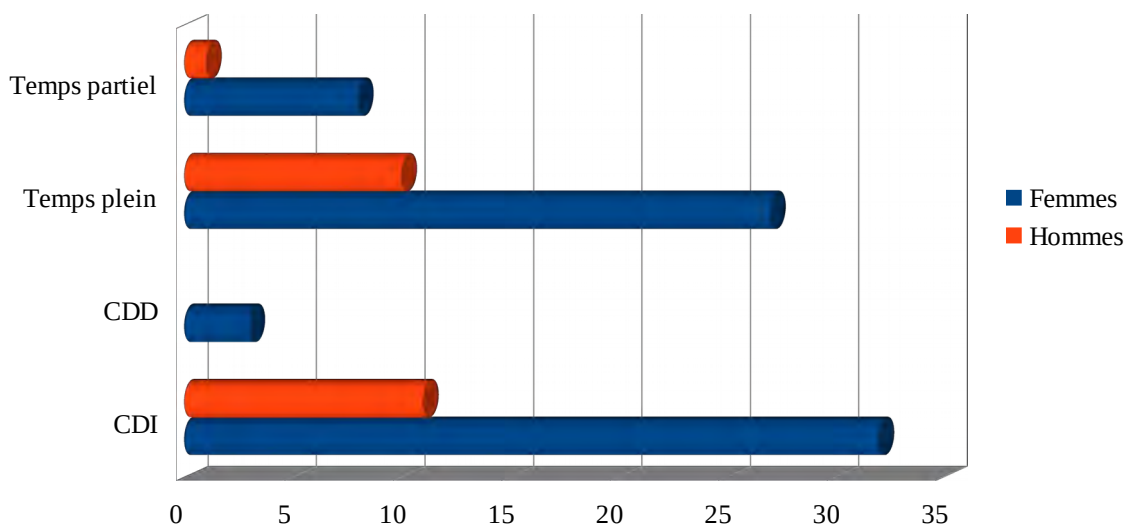
au 31 décembre 2018



Un peu plus de 19 % de l'effectif du groupe travaille à temps partiel, situation en hausse par rapport à l'exercice précédent où il avoisinait les 16 %. Ces temps partiels résultent essentiellement de

demandes expresses des salariés qui, pour des raisons familiales, souhaitent réduire leur activité professionnelle. Les temps partiels concernent, pour près de 89 %, des femmes (contre 83 % en 2017). Les contrats à durée déterminée représentent à peine 9 % de l'effectif (contre 10% l'année dernière) et correspondent aux besoins ponctuels de la société liés à la restructuration de services, à la réorganisation des départements en cas d'absences de personnels, à l'accroissement exceptionnel de l'activité et/ou à la gestion de nouveaux projets ou campagnes commerciales temporaires et exceptionnelles (campagne temporaire et exceptionnelle de par son ampleur auprès de nos partenaires et prospects pour accroître nos relations et nos résultats ...).

Typologie des contrats des salariés
au 31 décembre 2018



Fin 2018, 4 personnes réalisent la totalité de leur activité salariale en télétravail (3 en 2017) et 24 exercent partiellement leur fonction en télétravail (8 en 2017). Depuis de nombreuses années, l'entreprise a mis en place la pratique du télétravail afin d'assurer une continuité de son activité et satisfaire ses clients, prestataires et fournisseurs y compris lorsque les conditions spécifiques rendant l'accès sur le lieu de travail pour les salariés sont difficiles (ex : intempéries, épidémies, catastrophe naturelle ...).

De même, l'entreprise a accepté des demandes de mise en place de télétravail formulées par les salariés pour des raisons personnelles spécifiques. La société a également élargi cette possibilité de télétravail partiel à tous les salariés volontaires lorsque cet aménagement ne nuisait pas à l'activité de la société, à la qualité de ses prestations et à l'organisation du département auquel dépend le salarié demandeur.

Tous les autres salariés travaillent dans les locaux du siège social d'Arprice à St Romain au Mont d'Or (69).

Durant l'exercice 2018, le groupe Arprice a conclu 2 nouveaux CDD, 1 CDD a pris fin et 3 CDD ont débouché à une embauche en CDI. Deux salariés ont remis leur démission. Le turnover en 2018 représente 7,78 % de l'effectif contre 15,56 % lors de l'exercice précédent soit une réduction du turnover de 50 %. L'ancienneté moyenne des salariés du groupe Arprice est de plus de 9 ans ce qui est supérieure à la moyenne de la branche Syntec, à laquelle il appartient, qui est de 6 ans.

Des augmentations individuelles ont été accordées. L'augmentation du SMIC n'a engendré aucune augmentation automatique des salaires qui étaient déjà supérieurs au nouveau salaire minimum légal. D'une manière générale, la rémunération des collaborateurs du groupe Arprice se situe

majoritairement au niveau de la fourchette haute des rémunérations moyennes constatées en 2018 voire supérieure à cette dernière (sources : Études de rémunérations nationales 2017 de Hays). Conformément aux dispositions de la convention collective du SYNTEC applicable au sein du groupe, les salariés bénéficient d'une prime de vacances d'un montant au moins égal à 10 % de la masse globale des indemnités de congés payés de l'ensemble des salariés.

Par ailleurs, et comme le mentionne le rapport spécial du Conseil d'Administration sur les opérations réalisées au titres des options d'achat ou de souscription d'actions, ci-après, la société a mis en place des plans de stock-options dont tous les salariés, présents au moment de leurs mises en place, ont bénéficié.

Organisation du temps de travail :

Application des 35 heures depuis le 1^{er} janvier 2002. Les salariés non cadres et les cadres de 1^{ère} catégorie travaillent 37 heures par semaine et bénéficient, en contrepartie, d'un jour de RTT par mois, et les cadres de 2^{ème} catégorie font jusqu'à 38,5 heures par semaine et, en contrepartie, sont rémunérés au moins à 115 % du salaire conventionnel minimum et disposent de 12 jours de RTT par an.

Le taux d'absentéisme est de 1,95 %, contre 2,1 % en 2017 et est en constante baisse ces dernières années. Le taux de cotisation AT/MP était de 0,87 % contre 0,96 % en 2017. Le Groupe Artprice a enregistré un accident de trajet en 2018.

Relations sociales :

Il n'y a pas de représentation des salariés suite à une carence de candidature à l'occasion des élections des délégués du personnel qui ont eu lieu en avril 2019, le personnel, au regard de la taille humaine de la société peut facilement échanger avec la hiérarchie et ne ressent pas le besoin de la mise en place d'une telle institution. Pour mémoire, l'effectif d'Artprice étant inférieur à 50 salariés elle n'est pas soumise à l'obligation de conclusion d'un bilan d'accords collectifs.

En matière sociale, les procédures d'information et de consultation se font, selon la nature et la portée, par voie d'affichage et/ou par mail et/ou par voie orale lors d'entretiens entre les salariés et la Direction ou le responsable du département. La société dispose de deux tableaux d'affichage à l'attention des salariés (un dans la cafétéria et un dans le hall d'entrée des locaux du siège social) et d'un Intranet où se trouvent toutes les informations légales devant être obligatoirement mises à la disposition des salariés. En 2018, tout le personnel présent a fait l'objet d'un entretien individuel et, pour les personnes ayant 2 ans d'ancienneté en 2018 ou n'ayant pas eu d'entretien professionnel depuis 2016, a bénéficié d'un entretien professionnel. D'une manière générale, et au regard de la taille humaine du groupe, tout collaborateur a la possibilité de faire le point sur son poste ou faire part de ses observations, quel que soit le sujet, à son supérieur hiérarchique et/ou à la Direction à l'écoute des remarques formulées par ses collaborateurs.

Enfin, un repas annuel, où tous les salariés du groupe sont invités à participer, a lieu dans les locaux de la société. Durant l'année, certains responsables de service prennent l'initiative d'inviter les membres de leur équipe ou de plusieurs services au restaurant durant la pause déjeuner. Les frais consécutifs à ces initiatives, dans la mesure où elles participent, notamment, au maintien ou/et au renforcement de la cohésion entre les membres du personnel, sont pris en charge par la société.

Santé et sécurité :

Conformément à la législation française en vigueur un inventaire des risques et un plan de prévention sont établis chaque année. A cette occasion un inventaire est fait auprès des salariés au niveau, notamment, des conditions de travail (répartition dans les locaux, aménagement des bureaux, qualité du matériel bureautique et informatique ...) et au niveau de l'hygiène et la sécurité des locaux.

Par ailleurs, lorsque le salarié en fait la demande (du fait de problème de santé, pour des raisons personnelles ...), un aménagement du poste de travail est automatiquement étudié et des solutions adéquates sont apportées.

Conformément à la législation en vigueur en 2018, l'ensemble du personnel devant bénéficier d'une visite médicale a réalisé cette visite. Comme toutes les années, tout salarié le désirant a pu bénéficier en 2018 d'une vaccination contre la grippe prise en charge financièrement par l'entreprise et organisée dans ses locaux par un médecin généraliste.

Les locaux sont aux normes en vigueur en matière de sécurité et d'hygiène (issues de secours, extincteurs, interdiction de fumer et de vapoter dans les locaux, entretien régulier des locaux...).

Les climatisations pour les salariés sont scindées en plusieurs parties pour améliorer le réglage selon les besoins de chacun(e). Le statut d'ERP 5ème catégorie à caractère muséal (établissement recevant du public) de la Demeure du Chaos, gérée par le musée l'Organe, nécessite un dispositif sécuritaire supplémentaire s'imposant à Artprice puisque ses locaux sont au cœur de la Demeure du Chaos (SDIS, Gendarmerie, Représentant des Personnes à Mobilité Réduite...formant la Sous Commission à la Sécurité).

L'ensemble des installations électriques, moyens de secours, chauffage, climatisation.... est contrôlé périodiquement par des organismes indépendants accrédités. La société a enregistré un accident de trajet durant l'exercice 2018.

Formation

Le groupe organise les formations en fonction des demandes formulées par les salariés ou les départements d'une société, des besoins du groupe et des prises en charge par son OPCA.

Plusieurs formations ont eu lieu en 2018 notamment en informatique, en marketing, en gestion de la paie, en juridique Ces formations ont été assurées par des organismes de formations ou prestataires d'Artprice et faites dans le cadre d'actions individuelles ou collectives. La formation en 2018 a représenté 141 heures concernant 15 salariés (contre 254,5 heures de formation concernant 17 salariés en 2017). Ainsi près de 33 % des salariés du groupe ont bénéficié d'au moins une formation durant l'exercice 2018. Ces formations externes sont enrichies d'une importante documentation spécifique et d'un transfert conséquent de compétences en interne sur les technologies et produits développés par le groupe lui-même.

D'une façon générale, la formation en interne est très importante au regard de la particularité de l'activité du groupe et des logiciels propriétaires spécifiques.

Egalité de traitement

La société ouvre systématiquement l'ensemble de ses postes à toute personne qu'elle soit de sexe féminin ou masculin, de nationalité française ou étrangère, en situation de handicap ou non et quel que soit son âge.

Les engagements de la société Artprice, et des sociétés qui lui sont liées, dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités, sont quotidiens : recrutement de jeunes

diplômés, de seniors, de personnes en difficulté de réinsertion, de femmes, d'hommes, de personnes en situation de handicap, de personnes de nationalité ou d'origine étrangère, entretien régulier avec tous les salariés, aménagement des postes en fonction du travail et des besoins des salariés, prise en compte des contraintes personnelles et de l'état de santé des salariés pour l'organisation du temps de travail et l'aménagement des postes...

Le groupe dispose parmi son personnel actuel, ou/et a recruté durant l'exercice 2018, des hommes et des femmes de tout âge, de tout niveau de formation, de plusieurs nationalités, des travailleurs handicapés... Le personnel du groupe est très hétérogène et est embauché et géré sur la base de critères objectifs (compétences, connaissances, besoins de la société selon son activité ...).

En 2018, plus de 77 % de son personnel est composé de femmes et plus de 39 % de l'effectif est de nationalité ou d'origine étrangère. Le groupe est proche du quota déterminé par la législation en vigueur en matière d'emploi de travailleurs handicapés.

Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relative :

- au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collectives
- à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de professionnalisation
- à l'élimination du travail forcé et obligatoire
- à l'abolition effective du travail des enfants

Le groupe respecte l'ensemble des dispositions sociales françaises légales et réglementaires ainsi que les dispositions conventionnelles du SYNTEC. Comme évoqué ci-avant, le groupe rejette toute forme de discrimination et, bien évidemment, ne recourt, ni directement, ni indirectement, à l'esclavage ou à l'embauche d'enfant. De plus, les fournisseurs du groupe étant principalement locaux, ils sont soumis aux mêmes exigences réglementaires et légales.

La sensibilisation du personnel au respect de l'environnement

La société Artprice, leader mondial de l'information sur le marché de l'art sur Internet, et les sociétés qui lui sont liées exercent une activité de prestataire de services qui a peu d'impact environnemental significatif. Ainsi, le groupe, au regard de sa taille et de la nature de son activité, n'est pas forcément concerné par toutes les dispositions relatives au volet environnemental. C'est le cas des moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions, la mise en place de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, la mise en place de mesures par rapport aux rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement, l'économie circulaire, la biodiversité, les nuisances sonores et autre forme de pollution spécifique à une activité, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales, l'utilisation des sols ou l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Malgré cela l'ensemble du personnel est sensibilisé au respect de l'environnement et à la nécessité de réduire au mieux les consommations énergétiques des locaux (Éteindre les ordinateurs au lieu de les laisser en veille, utilisation d'ampoules à basse tension, éteindre les lumières durant les pauses déjeuner et le soir avant de quitter les locaux, baisser les radiateurs durant la nuit et les week-end, éteindre les climatiseurs la nuit, laisser les fenêtres et velux fermés lors de l'usage des climatiseurs ou du chauffage ...).

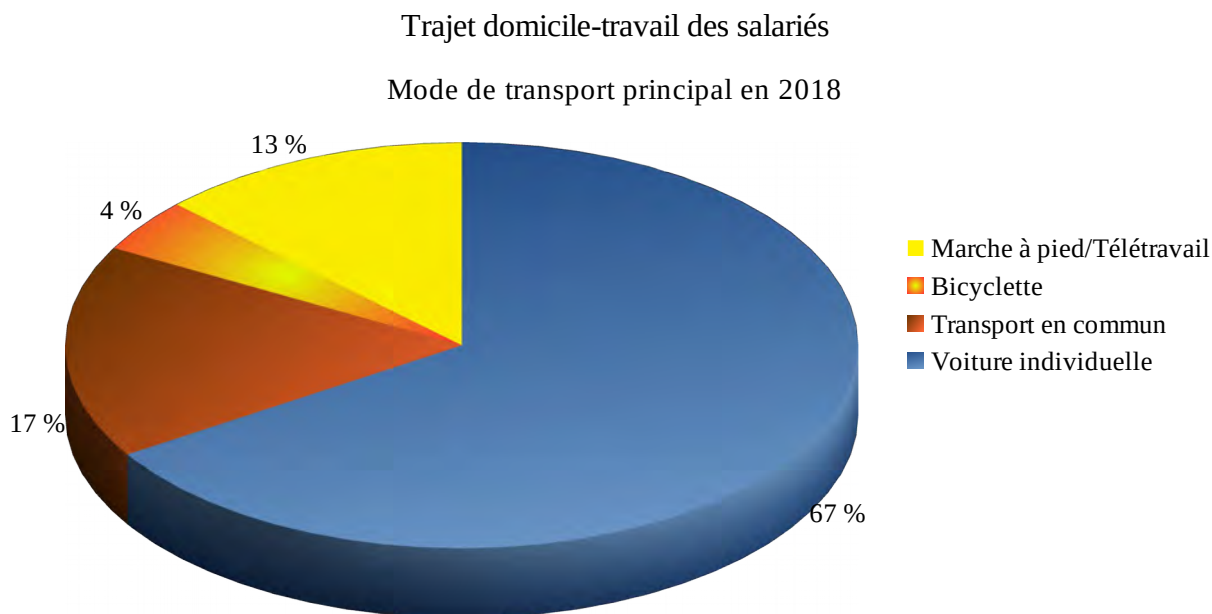
De même, la société a acheté du papier ayant le label Rainforest Alliance certifié et certifié FSC (ISO 9001, ISO 9706 et ISO 14001), les salariés ont pris l'habitude de ne pas jeter le papier imprimé qui peut être réutilisé (ex : usage à des fins de brouillon, de mémo, de note) et favorisent autant

que possible les échanges numériques et le stockage numérique à celui sur papier. L'ensemble de ces consignes favorablement appliqué par les salariés du groupe a permis de réduire sensiblement la consommation de papier ces dernières années. En 2018, la consommation de papier a été de 997 kg contre 1 Tonne en 2017, ce qui représente à peine 22 kg/salarié/an, consommation par salarié relativement stable par rapport à l'exercice antérieur.

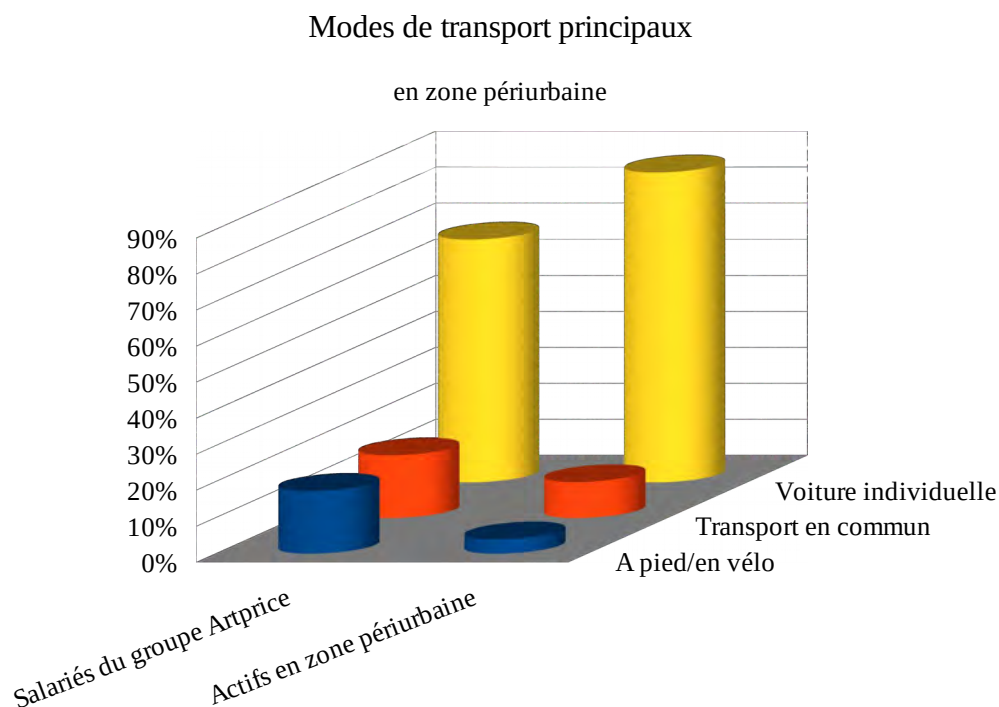
La consommation de papier demeure bien inférieure à la moyenne nationale qui est, selon l'ADEME, de 70 à 85 kg/salarié/an. Dans le cadre de l'édition de ses ouvrages, Artprice a consommé 1,7 Tonnes de papier sur l'année 2018 comme pour l'année 2017. Artprice rappelle qu'il a été décidé, depuis 2016, de ne plus faire d'édition papier de l'ouvrage GMAC. Cet ouvrage est accessible à tous en version numérique à partir du site internet d'Artprice.com. Concernant le RAMA 2018, tout comme l'année dernière, l'ensemble des langues se trouve dans un seul et même ouvrage afin de réduire au maximum la quantité de papier à utiliser et le coût de revient de l'ouvrage.

De plus, le groupe Artprice encourage toutes initiatives économiques et écologiques dans le comportement quotidien des salariés et dans le cadre de l'activité du groupe. Le 7 juin 2018, tout comme les années précédentes, l'ensemble du personnel du groupe a été encouragé à participer au challenge mobilité Rhône-Alpes consistant à privilégier ce jour là les transports propres ou moins polluants plutôt que l'usage individuel de la voiture pour réaliser le trajet Domicile-Travail. Plus de 90 % des salariés ont relevé le défi et ont permis de réduire de plus de 56 %, par rapport aux autres jours, les émissions de CO₂ liées à leur trajet quotidien Domicile-Travail (Emissions CO₂ le 7 juin 2018 : 65 kg au lieu de 150 kg habituellement).

D'une façon plus générale, le reste de l'année, 17 % des salariés d'Artprice travaillent à domicile ou se rendent au travail principalement à pied ou en bicyclette, 17 % utilisent les transports en commun et 67 % viennent en voiture individuelle.



Selon l'INSEE, dans les communes de densité intermédiaire (zone périurbaine), comme c'est le cas de la commune de Saint Romain au Mont d'Or où se situe le siège social d'Artprice.com, les salariés se rendent à leur travail à pied ou en vélo pour 4 % d'entre eux, pour 86 % en voiture et 10 % en transport en commun. Les salariés du groupe sont donc plus nombreux, par rapport à la moyenne nationale dans les zones périurbaines, à utiliser des moyens de transport moins consommateurs d'émission de CO₂



La moyenne des émissions de CO₂ par an et par salarié du groupe Artprice en 2018 s'élève à près de 685 kg, contre 733 kg en 2017, ce qui demeure largement inférieur à la moyenne annuelle des émissions de CO₂ dans les zones périurbaines qui est de 890 kg (source INSEE).

Par ailleurs, en 2018, le personnel a continué à collecter tous les bouchons plastiques pour les apporter à deux salariées d'Artprice, une qui les a remis à un établissement scolaire pour l'aider à financer un voyage scolaire, et une seconde qui les a donnés à l'association Handi-Chiens. Handi-Chiens est une association régie par la loi 1901, créée en 1989 et reconnue d'utilité publique par décret du 7 mars 2012. Handi'Chiens a pour mission d'éduquer et de remettre gratuitement des Chiens d'Assistance à des personnes atteintes d'un handicap moteur.

Les bouchons collectés par Handi-chiens sont remis à l'association « Les Bouchons d'Amour » qui se charge de leur recyclage. Ce partenariat avec « Les Bouchons d'Amour » existe depuis 2009. Chaque année, en contrepartie de la collecte pour son compte des bouchons, « Les Bouchons d'Amour » verse 50 000 € à Handi'chiens.

Depuis 2011, le groupe a mis également en place le tri sélectif de ses déchets et a transmis à l'ensemble du personnel les informations nécessaires afin qu'il applique scrupuleusement les règles qu'impose le tri sélectif. La collecte des déchets recyclés, dont les containers de tri sont stockés dans un abri spécifique situé en face du portail des locaux du groupe, est assurée par la commune.

De même, concernant les toners usagés, utilisés pour les fax, imprimantes et photocopieurs, ils sont renvoyés aux fournisseurs, à savoir les sociétés HP, Dell et Canon, qui se chargent de leurs recyclages.

Enfin, concernant le matériel informatique et bureautique hors d'usage, une partie est donnée au Musée l'Organe pour la réalisation d'œuvres d'art. Pour le matériel informatique ancien mais en parfait état de marche, une partie est mis à la disposition des salariés en télétravail ou pouvant rester travailler ponctuellement à la maison en raison de pandémies, de mauvaises conditions climatiques rendant le trajet domicile-travail difficile... Pour le reste un partenariat a été conclu avec la société E-dechet, société de recyclage des équipements électriques usagés agréée par l'Etat, qui a collecté, en 2017, 1 860 kg de matériels informatique et bureautique usagés du groupe Artprice.com au vu de sa destruction ou de son recyclage.

Dans la même optique de comportement économique et écologique, le groupe privilégie, autant que possible, les conférences téléphoniques ou en visioconférence ou les échanges numériques aux déplacements physiques qui restent marginaux.

Néanmoins, au regard de la dimension internationale du groupe Artprice, des déplacements physiques demeurent indispensables pour le maintien et le développement de son activité et se font essentiellement par transport collectif (avion, TGV). Cette année, quelques déplacements incontournables pour le développement ou la consolidation de ses relations avec sa clientèle (rencontres avec ses clients et prospects lors de foires nationales et internationales sur le marché de l'art) ou le renforcement de ses liens avec ses partenaires (Maisons de Ventes, galeries, artistes, fondations, partenaire chinois Artron...) français et étrangers, ont eu lieu. Durant l'exercice 2018, ces déplacements ont engendré des émissions de CO₂ égales à 43 Tonnes contre 8,4 Tonnes en 2017.

Les engagements sociétaux en faveur du développement durable

Le Groupe Artprice œuvre pour le développement durable régional en matière d'emploi grâce aux emplois qu'elle crée chaque année en fonction de ses possibilités. 96 % de l'effectif est issu et/ou réside dans la région. La distance moyenne entre le domicile et le lieu de travail des salariés du groupe est d'à peine 13 km, distance légèrement inférieure à la moyenne qui était, en 2013, de 14,6 km sur le plan national et de 13,7 km sur le plan régional (source INSEE). Les 2 seules salariées d'Artprice résidant en dehors de la région exerce l'intégralité de leur activité à partir de leur domicile (télétravail).

Le groupe Artprice a conclu, en 2018, 2 conventions de stages avec différents collèges locaux et établissements d'enseignement supérieur. Cette situation traduit la volonté du groupe de favoriser la formation des jeunes de la région en accueillant des stagiaires dans ses entreprises et en participant aux financements de structures (école, fondation) assurant des formations d'enseignement supérieur dans le domaine du marché de l'art ou participant au développement des activités culturelles et artistiques.

De même, le groupe Artprice a remis gracieusement 1 231 exemplaires de ses ouvrages sur le marché de l'art à différentes écoles locales ou d'enseignement secondaire spécialisé dans le marché de l'art.

De plus, durant l'exercice 2018, Artprice a offert à tous les collaborateurs qui le souhaitaient des places pour participer à la Biennale d'Art Contemporain. Artprice a été invitée à participer à des débats et conférences organisés par des partenaires ou professionnels du marché de l'art comme, par exemple, lors de la Conférence organisée par Degroof Petercam à Bruxelles. De même, Artprice s'est rendue à la soirée de l'ANECP, partenaire d'Artprice.

D'une façon générale, que ce soit en interne, avec ses salariés, ou en externe, dans le cadre de ses relations avec ses clients, partenaires ou fournisseurs, Artprice sensibilise systématiquement ses interlocuteurs sur la nécessité de privilégier, dans un souci économique et écologique, le support numérique au support papier (scanner les documents au lieu de les photocopier, envoyer les

documents par mail plutôt que les envoyer par la poste, s'échanger les informations par mail plutôt que les transmettre par fax...) et a mis en place des process et procédures allant dans ce sens.

Par ailleurs, Artprice privilégie des relations de fidélité avec ses fournisseurs locaux quand cela est possible et lorsque le prix qu'ils proposent est conforme à celui du marché. Artprice a établi une procédure effective depuis 2015 où elle demande à ses fournisseurs de lui communiquer toute information dont ils disposent portant sur l'origine géographique des matériaux et composants utilisés dans la fabrication des produits fournis, les contrôles de qualité et d'audits, l'organisation de la chaîne de production et l'identité, l'implantation géographique et les qualités de leur société et, le cas échéant, de leurs propres sous-traitants et fournisseurs. Cette politique de proximité permet de limiter les effets de serre provoqués par l'activité d'Artprice, de participer au maintien ou au développement de l'activité économique et industrielle de sa région où ses fournisseurs sont soumis aux mêmes contraintes sociales et environnementales qu'elle.

Enfin, concernant la loyauté des pratiques, le groupe Artprice rappelle qu'il a externalisé le règlement en ligne de ses prestations de service lequel est assuré par des organismes bancaires. De même la majorité des relations avec la clientèle se fait par écrit, par voie numérique, à l'aide d'interface générique gérée par l'ensemble du personnel des départements marketing et commercial. La mutualisation des traitements des demandes des clients, l'organisation interne du service marketing et commercial, avec notamment la mise en place d'une base de données de « réponse type » selon la nature de la demande, est une barrière efficace à toute tentative de corruption. De plus, la source externe et le caractère public des données de base excluent toute possibilité de comportement déloyal en interne sur ces dernières. Enfin, et comme le prévoient les conditions générales d'utilisation et de ventes du groupe, il se réserve le droit de retirer de ses sites internet toute annonce et/ou tout élément de quel que nature que ce soit qui serait contraire à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou qui contreviendrait aux dites conditions générales. Dans le même esprit, et conformément à ses conditions générales d'utilisation, le groupe Artprice se réserve le droit de résilier, avec effet immédiat, tout abonnement de client dont le comportement serait contraire à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou qui contreviendrait aux dites conditions générales.

En revanche le groupe Artprice, de par la nature de son activité, a peu d'influence sur ses clients au niveau de leur santé et leur sécurité ou au titre des informations sociétales en faveur des droits de l'homme.

17.2) PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS

17.2.1) Stock options - plans

Néant.

17.2.2) Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2018.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce était inexistante.

Augmentation du capital réservée aux salariés

Nous vous rappelons qu'en application des dispositions de l'article L 225-129-6 du code de commerce, lorsque les actions détenues collectivement par les salariés représentent moins de 3% du capital social, le Conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale extraordinaire à l'effet de lui soumettre une résolution tendant à procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise.

Il est rappelé que cette consultation de l'assemblée générale extraordinaire doit être renouvelée tous les trois ans. A ce titre, nous vous rappelons que la dernière consultation de l'assemblée générale sur ce sujet date du 29 juin 2018.

17.2.3) Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des dirigeants, mandataires sociaux et membres du personnel salarié de la société, ou de certaines catégories d'entre eux, et des sociétés liées à la société dans les conditions prévues à l'article L225-197-2 du code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 10% du capital de la société, soit 665 151 actions nouvelles, à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'Administration.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'Administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'Administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Lyon, le 16 avril 2019

Les Commissaires aux comptes

Société Fiduciaire Centrex

Nicolas TOTAL

Nicolas PRIEST

18) PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1) TITRES ET DROITS DE VOTE DÉTENUS PAR LES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Le tableau ci-après récapitule la répartition des différentes catégories de titres et d'actionnaires ainsi que le nombre d'actions et de droit de vote sur les trois derniers exercices :

Actionnariat	Situation au 31/12/2016			Situation au 31/12/2017			Situation au 31/12/2018		
	Nbre d'actions	% capital	% droits de vote	Nbre d'actions	% capital	% droits de vote	Nbre d'actions	% capital	% droits de vote
ACTIONNAIRES MANDATAIRES SOCIAUX									
T. Ehrmann	4 501	0.07	0.052	4 501	0.07	0.1	4 501	0.07	0.1
N. Ehrmann	1	0.001	0.001	1	0.001	0.001	1	0.001	0.001
S. Ehrmann	4 339	0.07	0.1	4 309	0.06	0.1	4 309	0.06	0.1
K. Ehrmann	6 100	0.09	0.12	6 100	0.09	0.14	4 100	0.06	0.09
TOTAL	14 941	0.23	0.27	14 911	0.22	0.34	12 911	0.19	0.29
Action de concert	Néant			Néant			Néant		
Actionnariat salarié (au sens art.225-102 code du commerce)	Néant			Néant			Néant		
TITRES EN AUTO CONTRÔLE	Néant			Néant			Néant		
ACTIONNAIRES NON DIRIGEANTS (titres au porteur et nominatifs)	6 636 574			6 636 604			6 638 604		
TOTAL	6 651 515			6 651 515			6 651 515		

18.2) INFORMATIONS RELATIVES AUX ACTIONNAIRES PRINCIPAUX DE LA SOCIÉTÉ ARTPRICE.COM

Au 31 décembre 2018, Le Groupe Serveur, principal actionnaire d'Artprice, et la famille EHRMANN détiennent ensemble 2 019 006 actions, soit un peu plus de 30 % du capital social d'Artprice et près de 46 % des droits de vote.

Aucun franchissement de seuil n'a été déclaré durant l'exercice 2018.

➤ Au 31 décembre 2018, les éléments concernant l'actionnariat de la société étaient les suivants :

- participation excédant le 19 /20 ^{ème} du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 9/10 ^{ème} du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 2/3 du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 1/2 du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 1/3 du capital et des droits de vote	Groupe Serveur (droit de vote)
- participation excédant 3/10 ^{ème} du capital et des droits de vote	Groupe Serveur (nombre de titres)

- participation excédant 1/4 du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 1/5 ^{ème} du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 3/20 ^{ème} du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 1/10 ^{ème} du capital et des droits de vote	Néant
- participation excédant 1/20 ^{ème} du capital et des droits de vote	Néant

A la connaissance de la société Artprice.com, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement, indirectement ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Artprice dispose d'une entière autonomie dans le choix de ses prestataires et fournisseurs, dans ses décisions relatives à sa politique économique, commerciale et financière, et dans la gestion de ses ressources humaines.

Les intervenants extérieurs à la société, tels que le Cabinet d'Avocat en charge du suivi juridique de la société, les commissaires aux comptes, et les responsables des procédures interne mis en place par la société veillent à ce que le contrôle exercé par Groupe Serveur sur Artprice ne soit pas exercé de manière abusive et qu'aucun conflit d'intérêts entre les deux sociétés ne s'instaure.

18.3) PACTE D'ACTIONNAIRES

Il n'existe à ce jour aucun pacte d'actionnaires en vigueur.

19) OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Les opérations avec des apparentes sont décrites dans la note 5 des annexes des comptes consolidés au 31 décembre 2018, figurant au chapitre 20 du présent document.

19.1) RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à

l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

I. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration :

1) Avenant à la convention d'abandon de créance avec Groupe SERVEUR

Contrat conclu le 30 décembre 2005 – avenant du 26 août 2014 – avenant du 25 avril 2016 – avenant du 19 avril 2018, au titre des prestations suivantes :

- **Personne concernée : Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Avenant n°3 à la convention d'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune.
- **Modalités :** Le retour à meilleure fortune sera constitué lorsque le projet de kiosque mondial couvrant l'ensemble des pays dans lesquels ARTPRICE fournit ses prestations et tels qu'annoncé dans le document d'introduction en bourse d'ARTPRICE, sera opérationnel et que la société aura réalisé, au cours des exercices clos à venir, un bénéfice net comptable ou une opération sur le capital permettant la reconstitution des capitaux propres, au niveau des comptes sociaux d'ARTPRICE, à un niveau au moins égal au capital social et lorsque la reconstitution de la créance, objet des présentes, n'entraîne pas la réduction des capitaux propres à un niveau inférieur au capital social ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur ni la capacité de financement par la société de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir.
Le Débiteur s'engage ainsi à réinscrire dans ses livres au crédit du Créancier, dans les 12 mois de la clôture de l'exercice social durant lequel les conditions ci-dessus décrites se sont réalisées, la moitié de la somme totale correspondant à la créance de 1 044 891,62 euros HT, objet du présent abandon, à savoir 522 445,81 euros au premier exercice à venir, à condition que cette réinscription dans les comptes du débiteur n'entraîne pas l'enregistrement d'un résultat déficitaire sur l'exercice concerné par ladite réinscription ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur pour l'exercice à venir ni n'affecte sa capacité de financement de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir.
- **Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Cette convention a été conclue dans l'intérêt de la société, et son dernier avenant a eu pour but de préciser explicitement la volonté des parties sur les modalités du retour à meilleure fortune.
- La présente convention n'a pas généré de flux sur l'exercice.

2) Avenant à la convention d'abandon de créance avec GROUPE SERVEUR

Contrat conclu le 28 décembre 2004 – avenant du 26 août 2014 – avenant du 25 avril 2016 – avenant du 19 avril 2018, au titre des prestations suivantes :

- **Personne concernée : Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Avenant n°3 à la convention d'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune.
- **Modalités :** Le retour à meilleure fortune sera constitué lorsque le projet de kiosque mondial couvrant l'ensemble des pays dans lesquels ARTPRICE fournit ses prestations et tels qu'annoncé dans le document d'introduction en bourse d'ARTPRICE, sera opérationnel et que la société aura réalisé, au cours des exercices clos à venir, un bénéfice net comptable ou une opération sur le capital permettant la reconstitution des capitaux propres, au niveau des comptes sociaux d'ARTPRICE, à un niveau au moins égal au capital social et lorsque la reconstitution de la créance, objet des présentes, n'entraîne pas la réduction des capitaux propres à un niveau inférieur au capital social ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur ni la capacité de financement par la société de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir.
Le Débiteur s'engage ainsi à réinscrire au crédit du Créancier, dans ses livres, dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice social durant lequel la condition ci-dessus décrite s'est réalisée, la somme de 500 000 euros H.T., correspondant à la créance objet du présent abandon à condition que cette réinscription dans les comptes du débiteur n'entraîne pas l'enregistrement d'un résultat déficitaire sur l'exercice concerné par ladite réinscription ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur pour l'exercice à venir ni n'affecte sa capacité de financement de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir.
- **Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Cette convention a été conclue dans l'intérêt de la société, et son dernier avenant a eu pour but de préciser explicitement la volonté des parties sur les modalités du retour à meilleur fortune.

La présente convention n'a pas généré de flux sur l'exercice.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

II. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

a) Dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Convention de compte courant avec M. EHRMANN Thierry

Contrat conclu le 9 décembre 2014, au titre des prestations suivantes :

- **Personne concernée : Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Convention de compte courant
- **Modalités :** Les parties décident que les sommes déposées sur le compte courant de Monsieur Thierry EHRMANN seront rémunérées par un intérêt au taux maximum fiscalement déductible.

- **Motifs justifiant son intérêt pour la société :** Cette convention permet à la société de disposer des sommes concernées dans l'intérêt social ou celui du groupe, moyennant une rémunération habituelle, sans impacter la capacité d'emprunt du groupe.
- La présente convention n'a pas généré de flux sur l'exercice.

2. Convention de gestion de trésorerie avec GROUPE SERVEUR

Contrat conclu le 9 décembre 2014, au titre des prestations suivantes :

- **Personne concernée : Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Convention de gestion de trésorerie
- **Modalités :** La société Groupe Serveur est désignée par la soussignée de seconde part pour centraliser et gérer la trésorerie du groupe. Ses missions consistent à :
 - assurer à la société centralisée la gestion de sa trésorerie et, le cas échéant, les moyens de financement de ses investissements ;
 - négocier au mieux des intérêts de la société centralisée et pour son compte les meilleures conditions bancaires avec ses établissements financiers, ainsi que tous contrats de prêt ;
 - faire les placements les plus judicieux pour le compte du groupe, dans le respect de l'intérêt social de la société centralisée.
- **Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Cette convention permet à la société de disposer des moyens propres de la société Groupe Serveur pour la gestion de la trésorerie, permettant de réaliser des économies d'échelles et d'optimiser cette gestion.
- La présente convention n'a pas généré de flux sur l'exercice.

3. Convention de compte courant avec GROUPE SERVEUR

Contrat conclu le 5 mai 2006 – avenant du 12 décembre 2014, au titre des prestations suivantes :

La convention prévoit la rémunération des sommes déposées au taux d'intérêts de 3 %.

- **Personne concernée : Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Avenant à la convention de compte courant
- **Avenant :** Modification de la durée, avec prise d'effet au 01/01/2015, la convention est désormais pour une durée indéterminée.
- **Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Cette convention a été conclue dans l'intérêt de la société, car elle permet de clarifier les conditions d'exécution de la convention initiale et de simplifier son suivi selon les nouvelles dispositions légales.
- Montant du produit facturé à la société GROUPE SERVEUR au titre de l'exercice : 246 965,54 euros HT.

4. Convention de mise à disposition de matériel et mobilier avec GROUPE SERVEUR

Contrat conclu le 22 octobre 2003 – avenant du 12 décembre 2014, au titre des prestations suivantes :

- **Personne concernée : Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Avenant à la convention de mise à disposition de matériel et mobilier
- **Avenant :** Modification de la durée, avec prise d'effet au 01/01/2015, la convention est désormais pour une durée indéterminée.

- **Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Cette convention a été conclue dans l'intérêt de la société, car elle permet de clarifier les conditions d'exécution de la convention initiale et de simplifier son suivi selon les nouvelles dispositions légales.
- Montant du produit facturé à la société GROUPE SERVEUR au titre de l'exercice : 3 600 euros HT.

5. Contrat de prestations de services GROUPE SERVEUR

Contrat conclu le 1^{er} juillet 2005 – avenant du 25 septembre 2012 – avenant du 9 décembre 2014 – avenant du 25 avril 2017, au titre des prestations suivantes :

- **Personne concernée :** **Thierry EHRMANN**
- **Nature et objet :** Avenant n°3 au contrat de prestations de services GROUPE SERVEUR.
- **Modalités :** L'avenant, prenant en compte l'évolution des coûts supplémentaires à la charge de GROUPE SERVEUR au profit d'ARTPRICE, modifie la rémunération du prestataire qui est fixée en fonction des postes et tarifs suivants :
 - Salaires du personnel des services administratifs, comptable, financier, juridique et artistique :
 - o refacturation de 90% du coût réel global salarial annuel (salaires annuels bruts + charges patronales) + 15% de marge
 - Gestion des DNS
 - o Surveillance électronique, gestion et assistance informatique, administrative et juridique : 182 € / DNS / an
 - o Redevance DNS : 26 € / DNS / an
 - o Hébergement des DNS : 20 € / DNS / an
 - o Communication : 432 000 € / an
 - o Ingénierie et assistance IP/BGP4/X25 : refacturation de l'ingénierie et l'assistance pris en charge par GROUPE SERVEUR pour le compte d'ARTPRICE : 54 000 € / an
 - **Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Cette convention a été conclue dans l'intérêt de la société, ses avenants ont permis de clarifier les conditions d'exécution de la convention initiale, de simplifier son suivi selon les nouvelles dispositions légales et de tenir compte de l'évolution des coûts à la charge de GROUPE SERVEUR pour son exécution.
 - Montant de la charge facturée par la société GROUPE SERVEUR à la société ARTPRICE.COM au titre de l'exercice : 1 059 110 euros HT.

A Lyon, le 16 avril 2019,

Les Commissaires aux Comptes,

Nicolas PRIEST

Société Fiduciaire Centrex
Nicolas TOTAL

19.2) COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR LES OPÉRATIONS CONCLUES AVEC DES APPARENTÉS

Pour mémoire et s'agissant de la convention d'abandon de créance avec retour à meilleure fortune conclue entre Artprice et LSJE, il est rappelé que le retour à meilleure fortune est constitué par la réalisation, au cours des exercices clos à venir, d'un bénéfice net comptable ou d'une opération sur le capital permettant la reconstitution des capitaux propres à un niveau au moins égal au capital social et lorsque le remboursement de la créance, objet de la convention, n'entraîne pas la réduction des capitaux propres à un niveau inférieur à la moitié du capital social.

Le Débiteur s'engage ainsi à réinscrire au crédit du Créancier, dans ses livres, dans les six mois de la clôture de l'exercice social durant lequel les conditions ci-dessus décrites sont réalisées, la somme de 350 000 euros H.T., correspondant à la créance objet de l'abandon.

20) INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'ARTPRICE.COM

20.1) COMPTES DES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2016 ET 31 DÉCEMBRE 2017

Les informations financières historiques sont incorporées par référence, les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2016 aux pages 138 à 207 du document de référence 2016 déposé à l'AMF le 11 juillet 2017 sous le numéro [D.17-0749](#), et les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2017 aux pages 150 à 220 du document de référence 2017 déposé à l'AMF le 1^{er} juin 2018 sous le numéro [D.18-0535](#).

20.2) COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018

COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ IFRS

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS IFRS

NOTE 1 : Faits caractéristiques

NOTE 2 : Règles et méthodes comptables

- 2-1) Référentiel comptable
- 2-2) Estimations et jugements
- 2-3) Méthodes de consolidation
- 2-4) Périmètre de consolidation
 - 2.4.1 *Méthodes de conversion des comptes des filiales étrangères*
 - 2.4.2 *Date de clôture*
- 2-5) Méthodes d'évaluation
 - 2.5.1 *Immobilisations corporelles*
 - 2.5.2 *Immobilisations incorporelles*
 - 2.5.3 *Stocks*
 - 2.5.4 *Créances et dettes*
 - 2.5.5 *Trésorerie et valeurs mobilières*
 - 2.5.6 *Impôts différés*
 - 2.5.7 *Provisions pour risques et charges*
 - 2.5.8 *Principes de reconnaissance du chiffre d'affaires*
 - 2.5.9 *Autres produits et charges opérationnels*
 - 2.5.10. *Titres auto détenus*
 - 2.5.11 *Recours à des estimations*
 - 2.5.12 *Goodwill*
 - 2.5.13 *Provisions pour indemnité de fin de carrière*
- 2-6) Paiements fondés sur des actions

NOTE 3 : Notes sur le bilan actif

- 3-1) Immobilisations
 - Tableau de l'actif immobilisé*
 - Tableau des amortissements et provisions*
- 3-2) Stocks
- 3-3) Échéances des créances consolidées
- 3-4) Valeurs mobilières de placement

NOTE 4 : Notes sur le bilan passif

- 44-1) Variations des capitaux propres consolidés
- 4-2) Plan de stocks options
- 4-3) Provisions pour risques et charges
- 4-4) Échéancier des dettes
- 4-5) Rémunération de dirigeants

NOTE 5 : Notes sur le compte de résultat

- 5-1) Charges de personnel et ventilation des effectifs
- 5-2) Autres produits et charges opérationnels
- 5-3) Résultat financier
- 5-4) Résultat par actions
- 5-5) Transactions avec les parties liées
- 5-6) Impôt sur les bénéfices

NOTE 6 : Informations sectorielles

- 6-1) Chiffre d'affaires par activité et zone géographique
- 6-2) Ventilation du chiffre d'affaires par produits ou services
- 6-3) Production immobilisée

NOTE 7 : Engagements hors bilan

- 7-1) Engagements reçus
- 7-2) Engagements donnés

NOTE 8 : Autres risques

- 8-1) Risque de taux et de change
 - 8.1.1 *Risque de change*
 - 8.1.2 *Risque de taux de liquidités*

NOTE 9 : Honoraires des commissaires aux comptes

20.2.1) Comptes consolidés au 31 décembre 2018

BILAN IFRS (en K EUR)			
	Note	31/12/2018	31/12/2017
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill	3-1	43	43
Autres immobilisations incorporelles	3-1	9 884	9 595
Immobilisations corporelles	3-1	96	79
Immeubles de placement			
Participations entreprises associées			
Actifs financiers disponibles à la vente			
Autres actifs non-courants	3-3	49	32
Actifs d'impôts non courants			
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		10 072	9 749
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	3-2	40	54
Clients et comptes rattachés	3-3	141	81
Autres actifs courants	3-3	9 076	8 184
Actif d'impôt courant	5-6		
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	3-4	15	15
Trésorerie et équivalent de trésorerie		50	109
Actifs non courants destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS		9 322	8 443
TOTAL ACTIF		19 394	18 192

	Note	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	4-1	6 652	6 652
Autres réserves	4-1	10 431	9 717
Résultat de l'exercice	4-1	1 004	734
Interêts minoritaires		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		18 086	17 103
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	4-4		
Passif d'impôts non courants			
Provisions à long terme	4-3	146	135
Autres passifs non courants			
TOTAL PASSIF NON COURANTS		146	135
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	4-4	316	392
Emprunts à court terme	4-4	19	176
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme			
Passif d'impôt courants	5-6	360	20
Provisions à court terme			
Autres passifs courants	4-4	466	365
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés			
TOTAL PASSIF COURANTS		1 157	953
TOTAL PASSIF		19 394	18 192

COMPTE DE RESULTAT IFRS - Par nature (en K EUR)

Rubriques	Note	31/12/2018	31/12/2017
		(12 mois)	(12 mois)
Produits des activités ordinaires	6-1	8 134	7 508
Achats consommés		(12)	(11)
Charges de personnel	5-1	(2 091)	(2 139)
Charges externes		(4 849)	(4 298)
Impôts et taxes		(46)	(46)
Dotation aux amortissements	3-1	(306)	(291)
Dotation aux provisions	4-3	(21)	12
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis			
Autres produits et charges d'exploitation		(173)	(159)
Résultat opérationnel d'activité		635	576
Actions gratuites et stocks options		0	0
Résultat opérationnel courant		635	576
Autres produits et charges opérationnels	5-2	(17)	(7)
Production immobilisée	6-2	561	362
Résultat opérationnel		1 180	931
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	5-3		
Coût de l'endettement financier brut	5-3	(3)	(11)
Coût de l'endettement financier net		(3)	(11)
Autres produits et charges financiers	5-3	252	123
Charge d'impôt	5-6	(425)	(309)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		1 004	734
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net		1 004	734
Part du groupe		1 004	734
Intérêts minoritaires			
Résultat net de base par action (en euros)	5-4	0,15097	0,11042
Résultat net dilué par action (en euros)		0,15097	0,11042

Etat consolidé du résultat global

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net - Part du groupe	1004	734
Variation écart de conversion	-25	73
Ecarts actuariels	4	0
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-21	73
Résultat global - Part du groupe	983	808

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE - IFRS (en K EUR)

RUBRIQUES	Note	31/12/2017 (12 mois)	31/12/2016 (12 mois)
Résultat net consolidé		734	618
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions		279	221
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
-/+ Autres produits et charges calculés			
-/+ Plus et moins-values de cession			1
-/+ Profits et pertes de dilution			
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
- Dividendes (titres non consolidés)			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		1 014	840
+ Coût de l'endettement financier net		11	4
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)		309	419
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)		1 334	1 263
- Impôts versé		-40	-47
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité		-821	-963
+/- Autres flux générés par l'activité			
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)		472	253
- Décaissements liés aux acquisitions d'immo. corp. et incorporelles		-421	-365
+ Encaissements liés aux cessions d'immo. corp. et incorporelles			1
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières			
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			
+/- Incidence des variations de périmètre			
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
+/- Variation des prêts et avances consentis			
+ Subventions d'investissement reçues			
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS d'investissement (E)		-421	-365
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital :			
- Versées par les actionnaires de la société mère			
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
-/+ Rachats et reventes d'actions propres			
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
- Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées			
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts			
- Remboursements d'emprunts (y/c contrats de location financement)			
- Intérêts financiers nets versés (y/c contrats de location financement)		-11	-4
+/- Autres flux liés aux opérations de financement			
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)		-11	-4
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		0	0
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)		40	-116
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)		-92	24
TRESORERIE DE CLOTURE (J)		-52	-92
ECART : H - (J-I)		0	0

ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES IFRS (en K EUR)

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidé	Total Part Groupe	Total Capitaux Propres
Capitaux propres clôture N-2	6 652	17 075	(7 430)	16 296	16 296
Opérations sur capital et affectations du résultat en réserves Paiements fondés sur des actions Opérations sur titres auto-détenus Dividendes Résultat net de l'exercice			734	734	734
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (1) Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (2) Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (3) Ecart actuariels sur régime à prestations définies (4)			73 (0)	73 (0)	73 (0)
Résultat enregistré directement en capitaux propres (1) + (2) + (3)			73	73	73
Variation de périmètre Autres					
Capitaux propres clôture N-1	6 652	17 075	(6 623)	17 103	17 103
Opérations sur capital et affectations du résultat en réserves Paiements fondés sur des actions Opérations sur titres auto-détenus Dividendes Résultat net de l'exercice			1 004	1 004	1 004
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (1) Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (2) Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (3) Ecart actuariels sur régime à prestations définies (4)			(25) 4	(25) 4	(25) 4
Résultat enregistré directement en capitaux propres (1) + (2) + (3) + (4)			(21)	(21)	(21)
Variation de périmètre Autres					
Capitaux propres clôture N	6 652	17 075	(5 640)	18 086	18 086

20.2.2) Annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2018

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire. La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2018. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 avril 2019.

NOTE 1 : Faits caractéristiques

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 s'élève à 8 134 K€ et a progressé de 8,3% par rapport à l'exercice 2017.

Le résultat net du groupe ressort à 1 004 K€ au 31/12/2018 alors qu'il était de 734 K€ au 31/12/2017.

Les capitaux propres sont ainsi en hausse, et ressortent à 18 086 K€.

Activité et événements importants survenus au cours de l'exercice

Événements importants intervenus depuis la date de clôture, le 31 décembre 2018, et perspectives d'avenir

Nous renvoyons le lecteur à la partie « Rapports du Conseil d'Administration » II) – points 2.1 et 2.2 du présent rapport financier pour le détail de ces deux paragraphes.

NOTE 2 : Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

2-1) Référentiel comptable

En application des règlements européens 1606/2002 et 1725/2003, les états financiers consolidés du groupe ARTPRICE.COM sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2018. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables de ARTPRICE.COM sont décrits ci-après.

Le groupe a appliqué dans ses états financiers IFRS toutes les normes et interprétations IFRS / IFRIC publiées au journal officiel de l'Union Européenne au 31 décembre 2018 et dont l'application est obligatoire à cette date. Il n'a pas été fait application de normes ou interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC non rendues obligatoires par l'Union Européenne au 31 décembre 2018, et notamment la norme IFRS 16 – Comptabilisation des contrats de location, applicable au 1er janvier 2019.

2-2) Estimations et jugements

Les estimations faites par la Direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après la prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS 10.

2-3) Méthodes de consolidation

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

2-4) Périmètre de consolidation

Sociétés	Siège social	Date entrée périmètre	% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
Artprice.com	St Romain au Mont d'Or	Société mère	Société mère	SA	IG
Artprice USA	Madison / USA	01/04/2000	100	INC	IG
LSJE	St Romain au Mont d'Or	23/07/2001	100	SARL	IG

Aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours de la période.

2.4.1 Méthodes de conversion des comptes des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en appliquant les méthodes suivantes :

- Les capitaux propres de la filiale sont convertis au cours historique
- Le bilan (hors capitaux propres) est converti au cours de clôture,
- Le compte de résultat est converti au cours moyen.

Les écarts de conversion résultant de l'application des cours historiques et des cours moyens, par rapport au cours de clôture, sont imputés dans les réserves consolidées (pour la quote-part du groupe).

2.4.2 Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice social clôturant le 31 décembre.

2-5) Méthodes d'évaluation

2.5.1 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût historique comprenant tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés),
- amortissement calculé selon la méthode linéaire ou dégressive, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Agencements et aménagements.....10 ans
- Matériel de transport5 ans
- Matériel de bureau et informatique.....3 ans
- Mobilier de bureau.....10 ans

2.5.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à l'actif du bilan à leur coût historique. Un amortissement est constaté sur les logiciels, droits numériques, droits d'auteurs et fichiers commerciaux selon le mode linéaire, et sur une durée n'excédant pas trois ans.

Les frais de développement sont amortis sur une durée de cinq ans.

Les marques ne font pas l'objet d'un amortissement. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Un test de dépréciation annuel est réalisé selon la méthode de l'actualisation des flux nets de trésorerie attendus et générés par ces actifs.

La valeur d'inventaire est déterminée à partir de critères liés au niveau d'activité généré par ces actifs et aux perspectives d'utilisation des droits de propriété intellectuelle afférents à ces banques de données.

Les frais de dépôt des marques non reconnus en tant qu'actif en IFRS sont comptabilisés en charge, et les dépenses antérieures ont été retraitées en RAN.

2.5.3 Stocks

Les stocks de produits finis et de travaux en cours sont évalués au coût de production, sans excéder la valeur nette de réalisation. Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction du taux de rotation et des perspectives d'écoulement. Les travaux en cours provenant de facturation de prestations intra-groupe ne donnent pas lieu à retraitement de profit interne, celui-ci étant considéré comme inexistant.

2.5.4 Créances et dettes

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale taxes comprises.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire, appréciée en

fonction de la situation juridique et financière de chaque débiteur défaillant, est inférieure à la valeur nominale.

2.5.5 Trésorerie et valeurs mobilières

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les « emprunts ».

Les valeurs mobilières sont évaluées à leur juste valeur au jour de la clôture, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat.

2.5.6 Impôts différés

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés qui reflètent les différences dans le temps entre les charges et les produits retenus pour l'établissement des états financiers consolidés, et ceux retenus pour le calcul des impôts sur les bénéfices des sociétés.

La méthode retenue est la méthode du report variable.

Ces impôts différés, actifs ou passifs, résultent pour l'essentiel :

- de l'annulation des provisions à caractère fiscal,
- des différences temporelles entre bilans sociaux et fiscaux,
- des reports fiscaux déficitaires.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif sera réglé, sur la base des taux d'impôts locaux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés actifs et passifs sont, pour la présentation au bilan, compensés par entité fiscale.

2.5.7 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux litiges et risques en cours.

Les avantages du personnel, notamment en terme d'engagement de retraite sont comptabilisés. Ils sont évalués sur la base de calculs actuariels périodiques (voir note 2.5.13).

2.5.8 Principes de reconnaissance du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

A ce titre, la norme IFRS 15 applicable pour la première fois sur l'exercice n'a pas eu d'impact sur la présentation des comptes annuels.

Le mode de comptabilisation des produits et des opérations partiellement exécutées à la clôture des comptes annuels repose sur les éléments suivants :

Le chiffre d'affaires est pris en compte lors de la vente des ouvrages (papiers DVD,...) et des lots d'unités permettant la connexion sur le site Internet. La vente est définitive car aucune unité n'est remboursée quelle que soit la consommation du client à la fin de l'exercice.

Il n'y a donc pas de prestations partiellement exécutées à la fin de l'exercice. Au regard de ce

type d'abonnement proposé, les obligations naissant du contrat n'engagent pas la société Artprice.com à servir de nouvelles prestations postérieures à la date d'acceptation électronique du contrat d'abonnement susceptibles d'engendrer des coûts complémentaires pour la société.

Le chiffre d'affaires comprend également des prestations d'échanges publicitaires. Les flux sont comptabilisés conformément à la valorisation des prestations d'échanges publicitaires vendues, dont la contrepartie est elle-même comptabilisée en charges (charges publicitaires).

Selon la nomenclature imposée et définit par Euronext, Artprice est classée dans la catégorie "Publisher" tels que les éditeurs suivants multi supports (banques de données médicales, scientifiques, sociales et juridiques...). Le mode de comptabilisation d'Artprice se retrouve aussi dans les sociétés comme Reed Elsevier, Wolters Kluwer qui sont classées dans la même nomenclature d'Euronext.

Conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients » applicable au 1er janvier 2018, il a été identifié deux obligations de performances concernant les abonnements vendus :

- mise à disposition de la base de données (sans obligation de mise à jour)
- accessibilité permanente de la base sur la durée de l'abonnement.

Le prix de transaction a ainsi été alloué à ces deux obligations, la première représentant environ 98% du prix total.

La mise à disposition de la base de données est vendue en l'état au jour de la souscription de l'abonnement, et est définitive quelle que soit la consommation du client.

Par conséquent, les enjeux résiduels sont non significatifs au regard du chiffre d'affaires du groupe.

2.5.9 Autres produits et charges opérationnels

Sont comptabilisés sur la ligne « autres produits et charges opérationnels » les charges et produits dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise.

2.5.10 Titres auto détenus

Les titres auto détenus par le groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation des titres auto détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

2.5.11 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les durées d'amortissement des immobilisations.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

2.5.12 Goodwill

Le Goodwill correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le Goodwill positif « représente ou comprend la fraction du prix payé en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise ».

2.5.13 Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 ; il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté obtenue au jour de la clôture de l'exercice.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

- âge de départ 67 ans
- taux d'actualisation Iboxx : 1,57 %

Au 31/12/2017 le taux d'actualisation retenu était de 1,30%.

2-6) Paiements fondés sur des actions

Conformément à la note IFRS 2 « paiement fondé sur des actions », les options de souscription et d'achat d'actions attribuées aux salariés du groupe sont évaluées à la juste valeur de l'avantage accordé à la date d'octroi.

La juste valeur est calculée par application du modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'attribution sont sans effet sur cette évaluation. La charge calculée est comptabilisée en résultat opérationnel courant en contrepartie des réserves, linéairement sur la période d'acquisition des droits. En cas de conditions d'acquisition des droits, ces dernières sont prises en compte conformément au paragraphe 19 d'IFRS 2.

NOTE 3 : Notes sur le bilan actif

3-1) Immobilisations

Les tableaux de variations des immobilisations, amortissements et provisions figurent pages suivantes.

ACTIF IMMOBILISE (en K EUR)

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Variation Tx de change	Clôture
GoodWill	782					782
GOODWILL	782					782
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	1 360			343		1 703
Concessions, brevets et droits similaires	470					470
Banque de données Artprice	7 362					7 362
Banque de données Electre / Argus du livre	694					694
Autres immobilisations incorporelles						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	695	561		(343)		914
IMMOBILISATIONS INCORPO- RELLES	10 580	561				11 142
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage	420				6	426
Autres immobilisations corporelles	610	51	5			655
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 029	51	5		6	1 082
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	32	17				49
Créances rattachées à des participations						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32	17				49
TOTAL GENERAL	12 424	629	5	0	6	13 055

AMORTISSEMENTS (en K EUR)

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Variation Tx de change	Clôture
GoodWill	586				586
GOODWILL	586				586
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement	508	272			780
Concessions, brevets et droits similaires	242				242
Banque de données Artprice					
Banque de données Electre / Argus du livre					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	750	272			1 022
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage	420			6	426
Autres immobilisations corporelles	530	34	5		559
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	950	34	5	6	985
Amortissements Dérogatoires					
AMORTISSEMENTS DEROG.					
Primes de remboursements des obligations					
PRIMES DE RBT DES OBLIGATIONS					
TOTAL GÉNÉRAL	2 286	306	5	6	2 594

PROVISIONS (en K EUR)

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Variation Tx de change	Clôture
GoodWill	154				154
GOODWILL	154				154
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	96				96
Banque de données Artprice					
Banque de données Electre / Argus du livre	139				139
Autres immobilisations incorporelles					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	235				235
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
TOTAL GÉNÉRAL	389	0	0	0	389

Le détail du goodwill et son mode d'amortissement et provision est présenté dans le tableau ci-dessous :

Goodwill	Brut	Amortissements et provisions	Net
Sur titres Artprice.com Suisse	117	117	
Sur titres Editions Van Wilder	469	469	
Sur titres Le Serveur Judiciaire Européen	154	154	
Sur fonds de commerce ADEC	43		43
TOTAL	783	740	43

Les banques de données Artprice sont incluses dans les immobilisations incorporelles pour un montant de 7 362 K€. L'activation de ces banques de données est notamment issue de l'application de la norme IAS 38. Le montant brut de cette immobilisation n'a pas varié au cours de la période.

Les banques de données Electre/Argus du Livre sont incluses dans les immobilisations incorporelles pour un montant brut de 694 K€, provisionnées à hauteur de 139 K€. Ces banques de données concernent l'Argus du Livre de Collection et l'Argus de l'Autographe et du Manuscrit. Le montant brut et le montant de la provision de cette immobilisation n'ont pas varié au cours de la période.

Les immobilisations inscrites à l'actif ont toutes une durée de vie finie, hormis les banques de données. Celles-ci sont considérées comme des actifs ayant une durée d'utilité indéterminée pour les raisons suivantes :

- absence de date prévisible de fin d'utilisation de l'actif,
- pas d'obsolescence de l'actif quant à la nature et à la composition des données de base,
- absence de « contrainte temps » en matière de droits contractuels ou légaux.

A ce titre, aucun amortissement n'est comptabilisé, mais un test de dépréciation annuel est réalisé selon la méthode de l'actualisation des flux nets de trésorerie attendus et générés par cet actif.

Les projections d'activité ont été établies sur une période de 5 ans. A l'issue de cette période, un flux d'exploitation normatif est déterminé dont l'actualisation à l'infini permet d'obtenir la « valeur de sortie ». Le taux de croissance de ce flux à l'infini est de 1 %.

Les hypothèses retenues, à savoir le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini, n'ont pas été modifiées entre les deux périodes où les tests ont été réalisés. Les principales hypothèses utilisées lors des tests de valeur sont les suivantes :

- | | |
|------------------------------------|---------|
| 1) Taux d'actualisation : | 10,84 % |
| 2) Taux de croissance à l'infini : | 1,00 % |

Le taux d'actualisation se décompose comme suit :

- | | |
|--|--------|
| - Taux sans risque : | 1,00 % |
| - Taux prime spécifique de risque marché : | 4,28 % |
| - Beta Artprice | 2,30 |

Dans le cadre de ce test, les projections d'activité retenues anticipent une progression de l'activité du groupe ARTPRICE, progression qui est liée à l'extension de sa place de marché normalisée® aux enchères (infrastructure permettant aux utilisateurs d'Artprice de visualiser, participer, organiser et/ou effectuer des opérations de courtage aux enchères réalisées à distance par voie électronique) et à l'adaptation de son système informatique en vue des upgrades pour l'IPV6.

Les développements concernant l'IPV6 (343 K€) ont été terminés sur l'exercice, avec une mise en service effective au 31 décembre 2018.

Les immobilisations incorporelles en cours pour 914 K€ correspondent à de la production immobilisée sur les exercices 2012 à 2018, décrite au point 6-3.

Test de sensibilité :

L'utilisation des hypothèses suivantes conduirait à une valorisation similaire aux valeurs comptables des immobilisations incorporelles :

- Utilisation d'un taux d'actualisation de 18% appliqué sur les projections d'activités de la société, qui paraît incohérent eu égard aux transactions sur les marchés boursiers ;
- Utilisation de projections d'augmentation de chiffre d'affaires de 4% par an, en conservant un taux d'actualisation de 10.84%. Cette évolution paraît faible au vu des performances réalisées au cours des 3 dernières années et des perspectives d'évolution de la société.

3-2) Stocks

	31/12/2018	31/12/2017
En-cours productions		
Travaux en cours		
Stock Livres	340	349
Provisions	-300	-296
Total stock net	40	54

3-3) Échéances des créances consolidées

CRÉANCES AU 31/12/2018	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières	49		49
Créances clients et comptes rattachés	178	178	
Autres créances	9 076	9 076	
Provisions sur comptes clients	-36	-36	
TOTAL	9 267	9 217	49

3-4) Valeurs mobilières de placement

	Valeurs Brutes	Provisions
Sicav	15	0
Total	15	0

NOTE 4 : Notes sur le bilan passif

4-1) Variation des capitaux propres consolidés

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 6 651 515 actions de 1 Euro. Il n'a pas varié au cours de l'exercice.

Le tableau de variation des capitaux propres figure **ci-avant**.

En l'absence d'intérêts minoritaires, les capitaux propres correspondent à 100% des capitaux part du groupe.

4-2) Plan de stocks options

Il n'y a pas de plan de stocks options en cours dans la société.

4-3) Provisions pour risques et charges

	Ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Clôture
Provisions pour risques	34				34
Provisions pour charges	101	17	0	-6	112
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	135	17	0	-6	146

Les provisions pour charges comptabilisées correspondent en totalité aux provisions pour indemnité de fin de carrière calculées selon la méthode décrite au point 2.5.13.

Dans le cours normal de ses activités, le groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Bien que l'issue finale de ces procédures ne puisse être présumée avec certitude, le groupe estime les charges pouvant en découler, et les montants correspondants éventuels font l'objet de provisions pour risques et charges.

Les obligations qui pourraient résulter de la clôture de ces contentieux ne devraient pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du groupe et sur ses résultats. Ainsi, aucune provision n'est comptabilisée à la clôture.

Les principaux litiges qui ont eu ou pourraient avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe Artprice sont les suivants :

- Camard et Briolant contre Artprice
- La succession Picasso contre Artprice

Ces litiges sont explicités ci-dessous :

Camard et Briolant contre Artprice

Artprice rappelle qu'en 11 ans, la société Artprice a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance de Paris par, en tout et pour tout, 5 Maisons de Ventes parisiennes alors que l'immense majorité des 6 300 Maisons de Ventes et des Experts (94,5%) travaille depuis 1987 avec Artprice et considère ces assignations comme une pure hérésie.

Seule la Maison de Vente Camard et Associés a fait appel au jugement rendu par le TGI de Paris dont les 5 jugements ont confirmé le fait que les catalogues de vente aux enchères sont en principe dépourvus de protection au titre du droit d'auteur.

Concernant le litige très spécifique opposant la Maison de Vente Camard et le photographe S. Briolant à Artprice, il convient de rappeler que les demandes du photographe ont toutes été déboutées par le Tribunal de Grande Instance de Paris lors des 2 actions intentées par S Briolant contre Artprice. Artprice a déposé une plainte pénale avec constitution de partie civile pour faux et usage de faux, escroquerie et tentative d'escroquerie au jugement qui a abouti à un non lieu confirmé par la Cour d'Appel de Paris dans son arrêt rendu le 4 avril 2013. M. Briolant a assigné le 8 juillet 2013 Artprice devant le Tribunal Correctionnel sur le fondement de l'article 91 du CPP lequel, par jugement du 5 juin 2014, a accueilli favorablement sa demande. Ce jugement a fait l'objet d'un appel déposé par Artprice le 10 juin 2014. La Cour d'Appel de Paris, par arrêt du 27 octobre 2015, et la Cour de Cassation, par son arrêt du 5 janvier 2017, ont confirmé le jugement déferé.

Par ailleurs, Artprice.com a déposé une nouvelle plainte, sur la base d'éléments nouveaux, le 9 août 2013 contre Stéphane Briolant pour faux intellectuel et usage de faux intellectuel et pour escroquerie au jugement. Cette plainte a fait l'objet d'un avis de classement sans suite rendu le 11 février 2014. Suite à de nouveaux éléments établis et répréhensibles, Artprice a complété sa plainte le 31 octobre 2013 et a déposé une plainte avec constitution de partie civile devant le Doyen du Juge d'Instruction qui l'a reçue le 20 février 2014. Une ordonnance de consignation concernant ladite plainte a été rendue le 26 mars 2014. Artprice a honoré cette consignation le 1er avril 2014. Une demande de mesure d'instruction supplémentaire a été transmise en janvier 2018 laquelle n'a pas été validée par le juge d'instruction. Une ordonnance de non lieu a été rendu le 6 juillet 2018. Un appel contre cette ordonnance a été déposé par Artprice le 11 juillet 2018. L'examen de cet appel est en cours.

La Cour d'Appel de Paris par son arrêt du 26 juin 2013, dont la teneur est en totale contradiction avec la doctrine et la jurisprudence existantes en la matière, a infirmé une partie du jugement en retenant, partiellement, les demandes de Camard et Associés et Briolant fondées sur la contrefaçon. Conformément au dispositif de l'arrêt du 26 juin 2013, Artprice a affiché, sur, au moins, 30 % en tête de la page d'accueil de son site internet www.artprice.com pendant 30 jours, le dispositif dudit arrêt. Artprice a pris toutes les mesures conservatoires aux fins de justifier, le cas échéant, toute demande reconventionnelle d'indemnisation pour les préjudices économique, moral et financier qu'elle a subis du fait dudit affichage. Par ailleurs, cette décision, condamnant Artprice à régler 884 298 € au titre des dommages et intérêts, a fait l'objet d'un pourvoi en cassation déposée par la société Artprice le 12 juillet 2013. Par ordonnances du 6 février 2014 la cour de cassation, à la demande de Camard et Briolant, a radié l'affaire et a refusé les 10 juillet 2014 et 26 février 2015 de réinscrire le pourvoi au rôle. Une nouvelle requête en réinscription au rôle a été déposée auprès de la Cour de Cassation le 8 janvier 2016. La Cour de Cassation, par arrêt du 8 avril 2018, a cassé partiellement l'arrêt de la Cour d'Appel du 26 juin 2013 et a renvoyé les parties devant la Cour de Paris saisie par M Briolant et la société Camard et Associés le 6 juin 2018. Le dossier est en cours d'examen.

Par ailleurs, au regard des factures de Monsieur Briolant fournies par ce dernier dans le présent

litige, il apparaît que, comme l'atteste le document fourni par Stéphane Briolant lui-même et émanant de son propre expert-comptable, les sommes résultant de ses factures n'auraient pas été comptabilisées dans le compte de charge 651, et plus précisément le compte 6516 relatif aux « Droits d'auteur de reproduction », mais dans les comptes de la classe 604 relatif à « l'achat d'études de prestation de services » ou le compte 622 correspondant à des « honoraires versés ». De même, Monsieur Stéphane BRIOLANT a tenté de justifier de l'originalité de ses photographies, en fournissant des factures intitulées « note d'auteur », mais dont le contenu ne comporte pas les mentions légales obligatoires imposées par la loi, et, notamment, les contributions à verser à l'AGESSA, organisme de sécurité sociale des auteurs, pour toute facturation de droit d'auteur. Ainsi, au regard des incohérences et inexactitudes qui existent au niveau des factures fournies par Monsieur Stéphane BRIOLANT devant les instances civiles et pénales dans les litiges qui l'opposent à Artprice, cette dernière a le plus grand intérêt, dans le cadre de sa défense, et afin que la justice puisse rendre sa décision en toute connaissance de cause, à avoir connaissance du montant des cotisations, relatives aux factures litigieuses, versées par Monsieur Stéphane BRIOLANT à l'AGESSA, organisme de sécurité sociale des auteurs, et de connaître la situation réelle de Monsieur BRIOLANT.

C'est pourquoi le Conseil d'Artprice a tenté d'obtenir à plusieurs reprises, du Conseil de Monsieur Stéphane BRIOLANT les informations relatives aux cotisations versées par Monsieur BRIOLANT à l'AGESSA, mais en vain. De son côté, Artprice a aussi adressé deux lettres recommandées avec accusé de réception à Monsieur Stéphane BRIOLANT afin que ce dernier lui communique les informations concernant les cotisations, relatives aux factures litigieuses, qu'il aurait versées aux AGESSA, mais également en vain. Enfin, la réponse des AGESSA est générale mais ne donne pas d'information spécifique sur les factures de M. Briolant objet des litiges avec la société Artprice.

De même, Artprice, contestant également les pratiques de Camard et Briolant pour la forcer à régler les condamnations prononcées à son encontre par la Cour d'Appel, a saisi le JEX le 4 octobre 2013 lequel l'a déboutée de ses demandes le 4 février 2014. La société Camard et Monsieur Briolant ont redoublé d'acharnement dans l'exécution de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26 juin 2013 en saisissant le JEX le 23 mai 2014 en demandant à Artprice de vendre ses titres auto-détenus quand bien même les conditions requises pour ce faire n'étaient pas remplies. Par jugement du 30 septembre 2014, le JEX a répondu favorablement aux demandes de Camard et Briolant et, malgré un appel déposé par Artprice contre cette décision et le non respect de cette procédure par rapport aux dispositions légales et réglementaires spécifiques régissant la cession de titres auto-détenus, le dépositaire des titres auto-détenus Artprice a été contraint, à la demande de Camard et Briolant, de vendre ces derniers.

Par ailleurs, la société ARTPRICE, a confié le dossier à un second avocat pour se conformer aux règles de déontologie de l'ordre, et, après accord des barreaux de Paris et Lyon, a saisi le Tribunal de Grande Instance de Paris pour engager la responsabilité civile professionnelle de maître SPITZ, en sa qualité d'avocat de Camard et de S.Briolant, en raison des fautes commises par lui dans l'exécution de l'arrêt du 26 juin 2013. Par jugement du 2 avril 2015, le TGI de Paris a débouté Artprice sans ordonner l'exécution provisoire de la décision contrairement à la demande du défendeur. Artprice a fait appel et, par arrêt du 13 septembre 2016, la Cour d'Appel a sursis à statuer jusqu'au rendu de la décision de la Cour de Cassation saisie par Artprice contre l'arrêt de la CA de Paris du 26 juin 2013.

De plus, dans un souci de transparence, l'avocat d'Artprice, Me Mazoyer, a informé par écrit le 10 mars 2014 l'huissier, diligenté par l'avocat de Camard et Briolant pour exécuter avec acharnement les condamnations consécutives à l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26.06.13, de la situation critique et critiquable de ses clients, des différentes procédures en cours contre ces derniers et des risques qu'il encourt s'il poursuit ses actes d'exécution forcée. Devant la persistance de la volonté d'exécuter les condamnations malgré les réels risques d'insolvabilité et irrégularités de ses clients, Artprice a assigné l'huissier de la société Camard et M. Briolant

devant le JEX de Lyon pour engager sa responsabilité civile professionnelle et en à informer la Chambre régionale et départementale des Huissiers du Rhône. Par jugement du JEX de Lyon du 24 février 2015, Artprice a été débouté de ses demandes. Par arrêt du 2 mars 2017 la Cour d'Appel a confirmé le jugement du JEX.

Enfin, dans la mesure où, pour obtenir la conviction des juges ayant abouti à l'arrêt du 26 juin 2013, Camard et Briolant ont vraisemblablement fourni des factures intellectuellement fausses et des pièces (plusieurs dizaines de DVD) dont Artprice n'arrive pas à obtenir malgré ses nombreuses demandes, Artprice a déposé le 6 août 2014 un recours en révision dudit arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26 juin 2013 laquelle a débouté Artprice de sa demande. Artprice a déposé un pourvoi en cassation contre cette décision le 6 septembre 2016. Une ordonnance de radiation a été rendue par la Cour de Cassation le 8 juin 2017.

Pour mémoire, Camard et Briolant n'ont jamais effectué de mise en demeure et ont systématiquement refusé tout contact, débat ou rencontre avec Artprice ou ses Conseils. A ce titre, Artprice a considéré dès les premiers jours suivant la première assignation (2008) que le prétendu débat en propriété intellectuelle était en fait une manœuvre pour extorquer des sommes conséquentes à Artprice. Des éléments et pièces probantes figurent dans la seconde plainte pénale du 9 août 2013 complétée par celle du 31 octobre 2013 et suivie de la plainte avec constitution de partie civile du 20 février 2014 mais ne peuvent pas être évoqués dans le présent paragraphe pour des raisons de secret de l'instruction.

Enfin, M. Briolant a de nouveau assigné Artprice le 17 juillet 2013 devant le Tribunal de Grande Instance en utilisant les mêmes arguments rejetés par le même Tribunal de Grande Instance en 2010. Une procédure d'incident a été faite par Artprice pour l'obtention de pièces complémentaires de la part de M. Briolant concernant les AGESEA. Le Juge de la Mise en état, par décision du 13 février 2014, a considéré qu'Artprice avait suffisamment d'éléments pour traiter la demande de contrefaçon des droits d'auteur alléguée par M. Briolant dans cette nouvelle procédure.

Dans le cadre de cette procédure, Artprice a fait appel à M. Cozien, expert scientifique en photographie, nommément et notoirement connu et inscrit auprès de la Cour d'Appel, qui déclare dans son rapport, sans ambiguïté, qu'il n'existe aucune empreinte d'auteur sur les photographies serviles communiquées par Monsieur Briolant dans lesdits litiges et qui, d'ailleurs, en partie, ne correspondent pas aux catalogues de Ventes auxquels il essaie de les rattacher. Selon cet expert, les photographies de M. Briolant, objets du litige, sont non seulement sans aucune originalité mais en plus de piètre qualité. Cette position a été réitérée par les juges du TGI de Paris qui, par jugement du 5 mars 2015, ont une nouvelle fois rejeté toutes les demandes de M. Briolant en rappelant l'absence d'originalité de ses photographies. Monsieur Briolant a fait appel à l'encontre dudit jugement le 23 mars 2015 et la Cour d'Appel, par un arrêt du 30 septembre 2016, a réformé ce jugement et condamné Artprice à hauteur de 68 400 € au titre du préjudice moral et patrimonial de M. Briolant. Artprice a déposé un pourvoi contre cette décision le 3 novembre 2016. La Cour de Cassation par arrêt du 31 janvier 2018 a rejeté les pourvois.

Artprice a engagé des frais de procédures et d'honoraires avocats très conséquents pour alerter les Tribunaux, l'avocat de Camard et Briolant, l'huissier de Camard et Briolant, les barreaux des ordres des avocats de Lyon et de Paris, les Chambres régionale et départementale des Huissiers, l'ADAGP, les AGESEA ... de l'irrégularité dans lesquelles se trouvent Camard et Briolant. De plus, Artprice a pris toutes les mesures conservatoires nécessaires pour obtenir, le cas échéant, réparation des importants préjudices financiers et moraux qu'ils subissent du fait de ce litige dont les condamnations obtenues par Camard et Briolant par Arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 26/06/13 restent en total contradiction avec la doctrine et la jurisprudence existantes en la matière. D'ailleurs, comme l'a rappelé à 2 reprises le TGI de Paris en 2010 et en 2014, dans les litiges opposant Camard et Briolant à Artprice, les catalogues de vente aux enchères sont

dépourvus de protection au titre du droit d'auteur et les photographies de M. Briolant n'ont aucune originalité.

De plus, Monsieur Cozien, Expert scientifique en photographie inscrit auprès de la Cour d'Appel, confirme dans son rapport, sans la moindre ambiguïté, qu'il n'existe aucune emprunte d'auteur sur les photographies de Monsieur Briolant, objets desdits litiges, ces photographies étant même, selon ses dires, de très piètre qualité.

Ainsi, la société Artprice persuadée que Camard et Briolant n'ont saisi la justice que pour battre monnaie, alors même qu'ils sont eux-mêmes conscients (au regard de leurs propres comptabilités, leur absence de cotisation ou contribution au niveau des AGESEA...) que leurs prestations/produits n'ouvrent droit à aucun droit d'auteur, elle continuera à mettre tous les moyens en œuvre pour que la vérité soit rétablie et ses préjudices réparés.

La succession Picasso contre Artprice

En août 2005, la société Artprice a demandé et obtenu, de la succession Picasso, l'autorisation, en contrepartie d'une somme forfaitaire versée par Artprice à ladite succession, de reproduire une œuvre de P. Picasso sur le CD-ROM 2005 d'Artprice.

En octobre 2005 et fin 2007, la succession Picasso a mandaté un huissier pour faire des constats sur différents produits d'Artprice. Ces deux interventions de la succession Picasso à l'encontre d'Artprice n'ont jamais donné lieu, jusqu'à ce jour, à un quelconque contentieux au fond de quelque nature que ce soit.

Le 8 mars 2010, la succession Picasso a assigné, devant le TGI de Paris, la société Artprice pour contrefaçon alors, qu'à ce jour, aucun des résultats d'adjudication des œuvres de Pablo PICASSO ne comporte d'illustration des lots. De même, la succession Picasso ne peut attirer en justice Artprice sur des produits où Artprice n'est pas partie au contrat et dont, en conséquence, sa responsabilité ne peut être mise en cause.

Par jugement du 28 octobre 2011 le Tribunal a débouté la succession Picasso de sa demande d'expertise, de sa demande d'indemnisation au titre du droit moral, et a condamné Artprice pour contrefaçon sur 55 œuvres parmi les 29 000 œuvres sur lesquelles la succession Picasso prétendait subir une contrefaçon. La succession Picasso a fait appel. La Cour d'Appel, par un arrêt du 18 janvier 2013, a confirmé le jugement du Tribunal à l'exception du nombre d'œuvres prétendument contrefaites selon Picasso. Artprice a déposé un pourvoi en cassation contre ledit arrêt. La succession Picasso a, le 13 mai 2013, demandé la radiation du pourvoi d'Artprice contre l'arrêt de la Cour d'Appel du 18 janvier 2013. Par ordonnance du 17 octobre 2013 la Cour de cassation a rejeté la demande de la Succession Picasso. Par arrêt du 10 septembre 2014, la Cour de cassation a cassé et annulé l'arrêt du 18 janvier 2013 en ce qu'il avait condamné Artprice en réparation du préjudice moral.

Au regard des différentes pièces fournies par la succession Picasso dans le litige l'opposant à Artprice dont, principalement, le PV d'huissier de Me Marie Josephe LOUVET du 9 janvier 2008, Artprice et ses avocats diligenteront toutes les procédures judiciaires et/ou disciplinaires pour faire valoir le fait incontestable qu'il n'y a jamais eu, pour les « 22 707 résultats d'adjudication », la moindre image reproduisant une quelconque œuvre de Pablo Picasso.

En effet, dans ledit PV d'huissier, Me LOUVET a failli à son indépendance d'officier ministériel, vis à vis de son client, en omettant de préciser, notamment, page 25 dudit PV suite au paragraphe « au sein de cet encart, figure un lien intitulé « Ses résultats d'adjudications », en face duquel je note qu'il est mentionné « 22707 », de manière explicite et objective qu'il n'existait aucune image reproduite pour les 22 707 résultats d'adjudication. Cette omission a eu pour effet, entre autres, d'être repris intégralement dans le malheureux arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 18 janvier 2013. Ainsi, Artprice a assigné l'huissier devant le TGI de Paris le 13 décembre 2016. Le TGI de Paris a débouté Artprice de ses demandes dans un jugement du 14

mars 2018. Un appel a été déposé par Artprice contre ce jugement.

Au regard des procédures en cours et dans la mesure où, depuis la mise en ligne d'Artprice Images, Artprice n'a jamais mis, dans ses banques de données Artprice Images, la moindre reproduction d'œuvres de Pablo Picasso, Artprice considère que les règlements qu'elle a effectués à ce jour de 300 k€ au profit de Picasso et couvrant l'intégralité des sommes demandées par la Cour d'appel dans son arrêt du 18 janvier 2013 doivent être considérées comme des produits à recevoir. En conséquence aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

4-4) Échéancier des dettes

DETTES AU 31/12/2018	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'un an
Dettes auprès des établissements de crédit	0	0	0
Concours bancaires courants	19	19	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0
Avances et acomptes sur commandes	0	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	316	316	0
Dettes fiscales et sociales	431	431	0
Dettes sur immobilisations	0	0	0
Autres dettes	35	35	0
TOTAL	802	802	0

4-5) Rémunération de dirigeants

Jetons de présence : 30 K€ (dont versés aux administrateurs chargés des missions dévolues au Comité d'Audit : 30 K€)

NOTE 5 : Notes sur le compte de résultat

5-1) Charges de personnel et ventilation des effectifs

Ventilation	31/12/2018	31/12/2017
Cadres	18	18
Employés	28	26
Effectif total	46	44
Effectif moyen	44	43

Les charges de personnel s'élèvent à 1 519 K€ de salaires et traitements, et 572 K€ de charges sociales.

5-2) Autres produits et charges opérationnels

	31/12/2018	31/12/2017
Autres produits opérationnels	0	7
Autres charges opérationnelles	17	14
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	-17	-7

5-3) Résultat financier

	31/12/2018	31/12/2017
Produits de trésorerie et d'équivalents		
Coût de l'endettement financier brut	-3	-11
Coût de l'endettement financier net	-3	-11
Intérêts des autres créances	247	225
Différences de change	5	-101
Autres produits et charges financiers	252	123
RÉSULTAT FINANCIER	249	113

5-4) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre d'actions ordinaires en circulation.

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net	1 004	734
Nombre d'actions	6 651 515	6 651 515
Résultat de base par actions (en euros)	0,15097	0,11042

5-5) Transactions avec les parties liées

Le groupe est contrôlé par la société Groupe Serveur, principal actionnaire de la société Artprice.com, côté et détenu par un nombre important d'actionnaires.

Les transactions suivantes ont été réalisées avec le Groupe Serveur :

	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de biens et services		
- Concession Internet		
- Prestations Assistance Internet		
- Telematique		
- Refacturation de frais	7	4
TOTAL	7	4
Achats de biens et services		
- Management fees	1 059	1 054
- Refacturation de frais	126	130
TOTAL	1 185	1 184

Dettes et créances au 31/12/2018	Créances	Dettes
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	7 522	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
TOTAL	7 522	0

5-6) Impôt sur les bénéfices

Des impôts différés sont comptabilisés selon la méthode décrite au point 2-5-6, avec un taux de 28%.

La société Artprice.com est la société mère d'un groupe fiscal intégrant sa filiale Le Serveur Judiciaire Européen. A ce titre la société Artprice.com est seule redevable de l'impôt dû par le groupe.

Analyse de la charge d'impôt

L'impôt sur les bénéfices au compte de résultat comprend :

	31/12/18	31/12/17
Impôt exigible	49	1
CVAE	37	39
Impôt différé	338	269
Total charge d'impôt	425	309

Impôt différé au bilan

Les impôts différés actifs et passifs sont, pour la présentation au bilan, compensés par entité fiscale. Les sources d'impôts sont donc présentées en net.

	31/12/2018	31/12/2017
Actif d'impôt différé	1 880	2 206
Passif d'impôt différé	2 240	2 226
Impôt différé net (passif si négatif)	-360	-20
Déficits reportables	1 809	2 138
Activation base de données	-2 061	-2 061
Différences temporelles	-108	-97
Total source d'impôt différé	-360	-20

Le groupe Artprice dispose de 4 916 K€ de déficits fiscaux au 31/12/2018.

Compte tenu des prévisions croissantes d'activités, la société estime que les impôts différés activés dans ce cadre seront recouvrables dans les années futures, malgré la règle de plafonnement d'imputation des déficits instituée par la loi de finances.

Rapprochement impôt calculé / impôt réel

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net consolidé	1 004	734
Charge d'impôt	425	309
Résultat avant impôt	1 429	1 044
Impôt théorique	400	292
Déficits non activés	8	4
Différences permanentes	-4	-6
Différence CICE	-17	-19
Ecart de taux	0	-1
CVAE	37	39
Impact changement taux IS	0	0
Total charge d'impôt	425	309

La loi de finances pour 2018 a instauré un taux d'impôt sur les sociétés de 28% sur une partie du résultat pour 2018 et 2019, puis sur la totalité du résultat pour 2020. Une baisse de ce taux au-delà a également été décidée.

Compte tenu des prévisions de résultat et de leur imputation sur les déficits fiscaux existant, la société a retenu ce taux de 28% pour le calcul de la totalité de ses impôts différés.

NOTE 6 : Informations sectorielles

6-1) Produits des activités ordinaires par activité et zone géographique

2018 CONSOLIDE par secteur d'activité	Union Européenne	EXPORT	TOTAL
Internet	5 040	2 712	7 752
Indices et autres prestations	236	141	377
Opérations de courtage aux enchères / Place de marché normalisée	5	0	5
TOTAL CONSOLIDE	5 281	2 853	8 134

2017 CONSOLIDE par secteur d'activité	Union Européenne	EXPORT	TOTAL
Internet	4 666	2 526	7 192
Indices et autres prestations	180	126	305
Opérations de courtage aux enchères / Place de marché normalisée	10	1	11
TOTAL CONSOLIDE	4 856	2 653	7 508

NB : Les transactions effectuées avec des parties liées sont identifiées au paragraphe 5.5.

6-2) Ventilation du chiffre d'affaires par produits ou services

Chiffre d'affaires consolidé	31/12/18	31/12/17	31/12/16
INTERNET Artprice.com	7 752	7 192	6 467
Artprice Annual			1
Argus et autres éditions	1	1	
Signatures et Monogrammes			1
SOUS-TOTAL EDITION	1	1	1
Place de marché normalisée	5	11	9
Indices et autres prestations	376	304	369
SOUS/-TOTAL Autres	381	315	378
TOTAL GLOBAL	8 134	7 508	6 846

6-3) Production immobilisée

Un montant de 561 K€ a été enregistré en production immobilisée dans les comptes de la société au 31/12/2018 et correspond à des immobilisations en cours. Ceci vient s'ajouter aux 352 K€ de l'exercice précédent non encore mis en service (cf. point 3-1).

Ces coûts de développement inscrits à l'actif représentent une partie de l'investissement nécessaire à l'évolution et l'adaptation du système informatique en vue des upgrades d'Artprice pour l'IPv6 et les réseaux HSPA+, 4G++, 5G, LTE, LTE Advanced, la brique logicielle, le micro paiement et l'unité autonome de production linguistique, mais aussi pour la suppression intégrale des codes ASP, la refonte du circuit des Abonnements multi plateformes et la refonte à 100 % de la Place de Marché Normalisée, et au développement du site et plateforme de paiement pour le partenariat avec la Chine.

Il s'agit essentiellement de temps passé par nos collaborateurs pour ce faire.

L'activation de ces coûts est issue de l'application de la norme IAS38, notamment :

- L'actif immobilisé satisfait au caractère identifiable de la norme,
- Son coût peut être évalué de façon fiable,
- Il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité.

NOTE 7 : Engagements hors bilan

7-1) Engagements reçus

- La société Art Auction Serveur a signé une promesse de vente à la SA Artprice.com des droits numériques de l'auteur Enriqué Mayer (livre de cote international) pour les années allant de 1963 à 1986 pour un montant de 152 KE.
Il n'existe pas de risque pouvant générer d'incidence comptable dans les livres d'Artprice dans la mesure où le montant de 152 KE ne deviendrait exigible que si la promesse était réellement levée par le bénéficiaire qui en deviendra alors propriétaire. A ce jour, la promesse n'a pas été levée.
- De nombreux documents commerciaux ou reportages de presse écrite et audiovisuelle comportent l'usage des droits de reproduction de " l'Esprit de la Salamandre " et/ou "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos®.

La société Artprice avait l'usufruit non exclusif de l'utilisation des œuvres "nutrisco et extinguo, l'Esprit de la Salamandre", décrite au contrat du 09/12/1999 et par avenants des 21/06/2005 et 27/04/2009. Cet usufruit ne lui conférait aucune propriété sur l'image des œuvres " l'Esprit de la Salamandre " et/ou "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos®. Le groupe Serveur était le seul concessionnaire exclusif des droits de reproduction des 3 348 œuvres constituant "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos® dont l'auteur principal est Thierry Ehrmann. Cette concession exclusive au profit de Groupe Serveur avait fait l'objet d'une convention réglementée avec le propriétaire des murs des bureaux d'Artprice, la SCI VHI. Elle a pris fin au 31.12.08 et n'a pas été renouvelée. Comme indiqué dans le présent chapitre, lors des communications antérieures, du fait du non renouvellement de ladite concession exclusive, le régime du droit commun lié, notamment, au droit de reproduction s'applique de plein droit selon les usages en vigueur dans la profession.

Un rapport d'expert auprès de la Cour d'Appel mandaté par Groupe Serveur fait état de près de 8,2 millions d'euros de retombées de presse écrite et audiovisuelle de 1 138 médias mondiaux sur la période 2006-2008. Avec une méthodologie restrictive se limitant aux articles ou

reportages incluant la reprise systématique d'Artprice, ne retenant que les reportages supérieurs à 30 000 euros et en écartant les reportages dont les grilles de tarifs publicitaires du journal ne sont pas connues, l'expert de la Cour d'Appel a estimé lesdites retombées de presse à 2,919 millions d'euros.

En 2018/2019, la plaidoirie historique : Demeure du Chaos, Epoux Ehrmann, SCI VHI contre la France devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (C.E.D.H.) au titre, notamment, de la liberté d'expression (article 10) est considérée, selon de très nombreux journaux d'art internationaux, et sous la plume d'historiens, de critiques, de juristes spécialisés en propriété littéraire et artistique, comme une suite en Europe, au 21ème siècle du célèbre procès Brancusi contre les USA en 1928. L'enjeu de ce célèbre procès, gagné par Brancusi au terme des procédures, a été la reconstruction aux USA d'un consensus, cadré par le droit, sur la juste délimitation des frontières cognitives de l'art.

C'est dans ces termes que les demandeurs défendront de nouveau la Demeure du Chaos devant les tribunaux.

Enfin, le film: "Artprice ou la révolution du marché de l'Art" écrit par un scénario original de Thierry EHRMANN, qui est un documentaire historique sur l'Histoire d'Artprice, de son origine à ce jour et dont le tournage a duré plusieurs mois, au sein de la Demeure du Chaos, est un succès au delà de toute référence de film d'entreprise. Le nombre de consultation se chiffre en millions de vue et/ou téléchargement. De même, il a été édité pour les clients d'Artprice plusieurs centaines de milliers de D.V.D. du film.

La société Artprice, toutefois, ne s'est pas acquittée des différents droits dont Thierry EHRMANN est l'auteur unique et détenteur des droits de reproduction et droit moral. Une discussion est toujours en cours, cette dernière étant régulièrement reportée par la croissance exponentielle de consultation du film désormais en 5 langues et où les parties souhaitent contracter en toute connaissance de cause et, notamment, avec un prévisionnel sur les consultations futures.

La société Artprice, le Groupe Serveur, l'auteur principal et les auteurs des milliers d'œuvres monumentales de la "Demeure du Chaos ®" ne pourraient en aucun cas voir leur responsabilité mise en jeu en cas de confusion du fait de journalistes et/ou de critiques d'art.

L'auteur principal autorise Artprice, dans des conditions précises conformes au régime du droit commun, à utiliser le droit de reproduction, avec l'obligation de légèrer le copyright de l'auteur principal et, pour certaines œuvres collectives des auteurs dont l'auteur principal, de respecter le droit de leur œuvre au titre de l'article L.121-1 du CPI. Il faut préciser que la société Artprice a son siège social dans les mêmes lieux que les œuvres monumentales, "la Demeure du Chaos®" lui faisant bénéficier ainsi des nombreux reportages de presse internationale écrite et audiovisuelle sur la "Demeure du Chaos®" /ou "Abode of Chaos®".

La société Artprice utilise les commentaires d'auteurs (au titre de la loi du 11/03/1957) de Thierry Ehrmann sur le marché de l'art publiés dans la presse internationale. Thierry Ehrmann est aussi le principal créateur et auteur des nouveaux indices Artprice, l'auteur unique de la Place de Marché Normalisée® et de son process et d'Artprice Images. Il définit personnellement, en tant qu'auteur unique, l'organisation contextuelle de l'ensemble des banques de données du Groupe Artprice et le droit sui generis en découlant. Il est le créateur des visuels, logos et baseline du Groupe Artprice – Les logiciels du groupe Artprice sont produits avec ce dernier.

Thierry EHRMANN est l'auteur unique des produits et services comme "Personal Research", l'indice "ArtMarket Confidence Index", "My Art Collection", "Artprice Knowledge", "Artprice Indicator", "Artpricing" et "Artprice Smartphone", la Place de Marché Normalisée à prix fixe et

aux enchères, ainsi que les principaux indices du marché de l'art que produit Artprice sur lesquels il ne perçoit aucune rémunération.

La société Artprice a comme obligation de respecter le droit commun du Code de la Propriété Intellectuelle. Au titre de l'article L121-1 du code de la propriété intellectuelle, la société Artprice reconnaît à l'auteur Thierry Ehrmann la jouissance du droit au respect de ses œuvres et s'engage notamment à légender systématiquement l'auteur. Ce droit est attaché à sa personne, il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Il est transmissible à cause de mort aux héritiers de l'auteur.

Il est à noter que les œuvres de l'esprit, relatives aux interventions de Thierry EHRMANN dans le groupe Artprice, au titre de l'article 121-1 du CPI, telles que décrites au présent paragraphe ne fait l'objet à ce jour d'aucune rémunération entre la société Artprice et Thierry Ehrmann en sa qualité d'auteur.

Dans l'hypothèse où Thierry Ehrmann souhaiterait à l'avenir que la société Artprice le rémunère en tant qu'auteur des œuvres de l'esprit d'artprice, la société Artprice ferait alors appel au droit commun de la propriété intellectuelle

Artprice concède chaque année plusieurs milliers de droits de reproduction, notamment avec de nombreux titres de presse écrite et média audiovisuel internationaux financiers et professionnels qui reprennent régulièrement les analyses et indices d'Artprice.

Cette concession est strictement limitée à la parution du journal ou à la diffusion audiovisuelle. Elle peut être gratuite, payante ou en échange valeur marchandise. Dans tous les cas, l'éditeur de presse écrite et audiovisuelle a l'obligation de légender chaque graphique, camembert et illustration avec copyright Artprice.com.

De même, toute citation, écrite ou sous forme audiovisuelle même partielle, de donnée, indice ou commentaire au titre du droit d'auteur, même dans une revue de presse, doit expressément citer Artprice comme l'auteur de manière lisible et dans un corps de caractère égal à la légende du journal relative à la donnée Artprice.

7-2) Engagements donnés

- *Baux commerciaux*
 - Engagement de bail pour la location des locaux du siège social d'Artprice jusqu'au 31/12/2021 pour un loyer annuel de 67 000 euros hors charges locatives, sachant que le loyer a été révisé au 01/01/2016.
 - Engagement de bail d'un local à usage de bureaux et de salles d'archives de 102 m² et de 21 m² dans les locaux du siège d'Artprice jusqu'au 31/12/2025, pour un loyer annuel de 23 360 euros hors charges locatives
 - Engagement de bail pour la location des locaux du siège social de la filiale Le Serveur Judiciaire Européen jusqu'au 22/07/2019. Le montant du loyer annuel est de 540 euros hors charges locatives.

Les trois engagements de baux ci-dessus ne posent pas de risque particulier dans la mesure où les sociétés du groupe Artprice peuvent à tout moment résilier leur bail commercial pour choisir un autre site, au terme de chaque période triennale contractuelle.

NOTE 8 : Autres risques

8-1) Risque de taux et de change

8.1.1. Risque de change

Les résultats commerciaux et les investissements d'Artprice sont faits en euro afin d'être inclus dans les rapports financiers consolidés d'Artprice. Les taux de change (dollar-euro) peuvent être sujets à des fluctuations et évolutions qui pourraient avoir un effet négatif ou positif sur les recettes et la situation financière d'Artprice une fois exprimées en euro.

L'exposition du groupe au risque de change porte essentiellement sur les opérations commerciales réalisées avec l'Amérique du nord tant au niveau de la société Artprice que de la filiale américaine.

Politique marketing

Les conséquences de la chute du dollar nous ont amenés sur les exercices précédents à revoir notre politique tarifaire et la devise de facturation sur certaines zones afin de limiter l'impact négatif de cet effet. Ainsi pour toutes les zones hors Amérique du nord la devise de facturation est l'Euro.

La politique tarifaire des services et abonnements vendus aux clients de la zone US est fixée en fonction de la situation concurrentielle de la zone.

Fournisseurs

Les fournisseurs facturant en USD ou dont les produits et services sont sujet à la fluctuation USD par rapport à l'EUR inclut notamment les achats d'espaces publicitaires, les DNS, la bande passante. Les frais de la filiale Artprice INC sont payés à partir d'un compte devise en dollar.

8.1.2. Risque de taux et de liquidités

La société n'a pas d'emprunt en cours et n'a pas contracté de demande d'emprunt.

En l'absence d'exposition aux risques de taux, il n'existe pas de couverture de taux ni de change.

NOTE 9 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe sont les suivants :

	Nicolas PRIEST				FIDUCIAIRE CENTREX			
	Montant H.T		%		Montant H.T		%	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Audit								
. Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés								
<i>Émetteur</i>	38 000	37 000	100%	98.7%	38 000	37 000	100%	98.7%
<i>Filiales intégrées globalement</i>								
. Services autres que la certification des comptes		500		1.3%		500		1.3%
<i>Émetteur</i>								
<i>Filiales intégrées globalement</i>								
Sous-total	38 000	37 500	100%	100%	38 000	37 500	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
. Juridique, fiscal, social								
. Autres (à préciser si plus de 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
TOTAL	38 000	37 500	100%	100%	38 000	37 500	100%	100%

20.3) RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

A l'Assemblée Générale de la société ARTPRICE.COM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ARTPRICE.COM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- Établissement d'une attestation relative à l'obligation d'information en matière fiscale et de prélèvements sociaux des utilisateurs de plate-forme de mise en relation par voie électronique (Article 242 bis du CGI et décret N° 2017-126 du 2 février 2017)

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 4-3) Provisions pour risques et charges » de l'annexe des comptes consolidés. Cette note mentionne l'existence de litiges et procédures en cours dans lesquels est engagée votre société et l'absence de provision dans les comptes de l'exercice relative à ces litiges et procédures.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Litiges et procédures en cours :

Risque identifié :

Au 31 décembre 2018, les litiges et procédures en cours ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes de l'exercice comme mentionné dans la note « 4-3) Provisions pour risques et charges » de l'annexe.

Nous avons considéré que le risque lié à ces litiges et procédures en cours est un point clé de l'audit en raison de leur importance significative et du jugement nécessaire à l'appréciation de l'absence de provision dans les comptes.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos contrôles ont notamment consisté à :

- Documenter nos travaux des éléments intervenus au cours de la période ;
- Juger que les derniers événements de la période ne remettent pas en cause l'absence de provision ;
- Vérifier l'information appropriée dans l'annexe

Évaluation des banques de données :

Risque identifié :

Les notes « 2.5.2 Immobilisations incorporelles » et « 3-1) immobilisations » de l'annexe décrivent les principes d'évaluation retenus en ce qui concerne les banques de données. Un test

de dépréciation annuel est réalisé selon la méthode de l'actualisation des flux nets de trésorerie attendus et générés par cet actif.

Nous avons considéré cet élément comme un point clé de l'audit car les banques de données constituent le principal actif de votre société.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation réalisés ;
- Examiner le caractère raisonnable des prévisions de flux de trésorerie ;
- Vérifier que l'information fournie, à ce titre dans la note, est appropriée.

Parties liées

Risque identifié :

La note « 5-5 Transactions avec les parties liées » de l'annexe fait mention de l'existence de créances d'un montant de 7 522 K€ au 31 décembre 2018.

Nous avons considéré ce poste comme un point clé de l'audit en raison de son montant significatif au niveau des comptes consolidés.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les perspectives de recouvrement de ces créances
- Apprécier les éléments justifiant l'absence de provision pour dépréciation

Évaluation des actifs incorporels :

Risque identifié :

La note « 6-3) Production immobilisée » de l'annexe relate l'évaluation des immobilisations incorporelles en cours et l'activation des coûts de développement relatifs à « IPV6 et réseaux HSPA+, 5G, LTE, LTE Advanced, Brique logicielle, Codes ASPS-ABO-PDMA, le micro-paiement et l'unité autonome de production linguistique, mais aussi pour la suppression intégrale des codes ASP, la refonte du circuit des Abonnements multi plateformes et la refonte à 100% de la Place de Marché Normalisée ».

Ces actifs incorporels sont essentiellement valorisés par le temps passé par les collaborateurs de la société

Nous avons considéré cette évaluation des actifs incorporels comme un point clé de l'audit en raison du jugement nécessaire à l'appréciation de leur valeur d'activation.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Nous assurer que les critères retenus pour l'activation de ces coûts de développement correspondent au référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne ;
- Vérifier que l'information fournie, à ce titre dans la note, est appropriée.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ARTPRICE.COM par L'Assemblée Générale du 26 juin 2015 pour le cabinet SFC et du 30 juin 2017 pour le commissaire aux comptes Nicolas PRIEST.

Au 31 décembre 2018, le cabinet SFC était dans la 4^{ème} année de sa mission sans interruption et le commissaire aux comptes Nicolas PRIEST dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 16 avril 2019

Nicolas PRIEST

Société Fiduciaire Centrex
Nicolas TOTAL

20.4) COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2018

SOMMAIRE

NOTE SUR LES COMPTES ANNUELS

BILAN (en milliers d'euros)

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

ANNEXE

Faits caractéristiques de l'exercice

Informations sur les principes, règles et méthodes comptables

Compléments d'informations sur les comptes de bilan actif

Compléments d'informations sur les comptes de bilan passif

Compléments d'informations sur les comptes de bilan actif et passif

Compléments d'informations sur le compte de résultat

Engagements financiers et autres informations

20.4.1) Comptes sociaux au 31 décembre 2018

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/18	Net au 31/12/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	1 703	780	923	852
Concessions, brevets et droits assimilés	955	955		
Fonds commercial	736	139	598	598
Autres immobilisations incorporelles	914		914	695
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	281	281		
Autres immobilisations corporelles	655	560	96	79
Im mob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 830	1 830		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	49		49	32
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 124	4 545	2 579	2 256
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	288	248	40	52
Créances				
Clients et comptes rattachés	193	53	140	80
Fournisseurs débiteurs	20		20	47
Personnel	2		2	3
Etat, Impôts sur les bénéfices	62		62	67
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	38		38	80
Autres créances	11 352	901	10 451	9 562
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	44		44	20
Charges constatées d'avance	87		87	112
TOTAL ACTIF CIRCULANT	12 087	1 202	10 885	10 022
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations Ecarts de conversion -	71		71	97
COMPTES DE REGULARISATION	71		71	97
TOTAL ACTIF	19 281	5 746	13 535	12 375

BILAN PASSIF

	Net au		Net au	
	31/12/18		31/12/17	
PASSIF				
Capital social ou individuel	6	652	6	652
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	17	075	17	075
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-12	451	-13	522
Résultat de l'exercice	1	339	1	070
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12	613	11	275
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques		105		131
Provisions pour charges				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		105		131
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
<i>Emprunts</i>				
<i>Découverts et concours bancaires</i>		18		174
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		18		174
Emprunts et dettes financières diverses				
Emprunts et dettes financières diverses - Associés				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		338		441
<i>Personnel</i>		123		115
<i>Organismes sociaux</i>		144		140
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		49		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>		63		
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>		52		58
Dettes fiscales et sociales		431		313
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				3
Produits constatés d'avance		30		38
TOTAL DETTES		817		969
TOTAL PASSIF	13	535	12	375

COMPTE DE RÉSULTAT

	du 01/01/18 au 31/12/18 12 mois	%	du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois	%	Simple variation en valeur	%
PRODUITS						
Ventes de marchandises		0,01	1	0,01		-33,85
Production vendue	8 135	99,99	7 508	99,99	627	8,35
Production stockée						
Subventions d'exploitation	8	0,10	16	0,22	-8	-52,25
Autres produits	570	7,00	377	5,02	193	51,26
Total	8 713	107,10	7 901	105,23	811	10,27
CONSOMMATION MISES & MAT						
Achats de marchandises						
Variation de stock (mises)	12	0,15	11	0,15	1	6,55
Achats de m.p & aut.approv.						
Variation de stock (m.p.)						
Autres achats & charges externes	4 836	59,45	4 317	57,50	519	12,02
Total	4 848	59,60	4 329	57,65	520	12,01
MARGE SUR MISES & MAT	3 864	47,50	3 572	47,58	292	8,17
CHARGES						
Impôts, taxes et vers. assim.	83	1,02	83	1,11		-0,58
Salaires et Traitements	1 521	18,70	1 567	20,87	-46	-2,93
Charges sociales	573	7,04	546	7,27	27	4,88
Amortissements et provisions	306	3,77	291	3,88	15	5,27
Autres charges	173	2,13	159	2,12	14	8,58
Total	2 656	32,65	2 647	35,25	9	0,35
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 208	14,85	926	12,33	282	30,52
Produits financiers	284	3,49	367	4,88	-83	-22,55
Charges financières	88	1,08	214	2,85	-126	-59,05
Résultat financier	197	2,42	153	2,04	44	28,43
Opérations en commun						
RESULTAT COURANT	1 405	17,26	1 079	14,36	326	30,22
Produits exceptionnels			7	0,09	-7	-99,30
Charges exceptionnelles	17	0,21	14	0,18	3	21,12
Résultat exceptionnel	-17	-0,21	-7	-0,09	-10	147,42
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	49	0,60	1	0,02	48	NS
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 339	16,46	1 071	14,26	268	25,06

20.4.2) Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2018

Au 31/12/2018, Artprice affiche un résultat net de 1 339 KE contre 1 071 KE au 31/12/17. Les capitaux propres s'élèvent ainsi à 12 613 KE, contre 11 275 KE l'exercice précédent.

Nous renvoyons le lecteur à la partie « Rapports du Conseil d'Administration » II) – points 2.1 et 2.2 du présent rapport financier pour le détail des activités et événements importants survenus au cours de l'exercice, les événements importants intervenus depuis la date de clôture, le 31 décembre 2018, et les perspectives d'avenir.

<p style="text-align: center;">INFORMATIONS SUR LES PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES</p>

Les comptes au 31 décembre 2018 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28) du règlement ANC N°2014-03 du 5/06/2014 modifié par le règlement ANC N°2015-06 du 23/11/2015 relatif au Plan Comptable Général, du règlement ANC N° 2018-07 du 10/12/2018 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments patrimoniaux est celle des coûts historiques.

MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les méthodes d'évaluation et de présentation sont celles prévues par les textes en vigueur.

Dans les cas où plusieurs méthodes sont possibles les options suivantes ont été retenues.

*** Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes suivants :

- Comptabilisation à leur valeur d'acquisition,
- Amortissement des frais d'établissement, des frais de recherche et développement, des logiciels, des droits numériques, droits d'auteur et des fichiers commerciaux en linéaire sur une durée de trois à cinq ans,
- Les marques et fonds de commerce ne font pas l'objet d'un amortissement.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire des fonds de commerce est inférieure à leur valeur comptable. Un test de dépréciation annuel est réalisé selon la méthode de l'actualisation des flux nets de trésorerie attendus et générés par ces actifs.

La valeur d'inventaire est déterminée à partir de critères liés au niveau d'activité généré par ces fonds et aux perspectives d'utilisation des droits de propriété intellectuelle afférents à ces banques de données.

*** Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- Comptabilisation à leur valeur d'acquisition,
- Amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes : 10 années pour les installations et agencements, 5 années pour le matériel de transport, 3 années pour le matériel de bureau et informatique, et 10 années pour le mobilier de bureau.

*** Petits matériels de faible valeur**

L'entreprise comptabilise en charges les matériels, outillages et matériels de bureaux dont la valeur unitaire hors taxes est inférieure à 500 Euros.

*** Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les titres de participation font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres détenus, réévaluée, le cas échéant des perspectives de développement et de résultat.

*** Stocks**

Les stocks de marchandises et de travaux en cours sont évalués au coût de production, sans excéder la valeur nette de réalisation. Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction du taux de rotation et des perspectives d'écoulement de ces stocks.

*** Créances et dettes**

Les créances d'exploitation sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire, appréciée en fonction de la situation juridique et financière de chaque débiteur défaillant, est inférieure à la valeur nominale.

*** Trésorerie**

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au bilan au plus bas de la valeur d'acquisition ou de la valeur de marché. La valeur d'inventaire correspond au cours de clôture ou au cours moyen des vingt dernières cotations pour les titres cotés.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée au cours de l'exercice si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur inscrite au bilan.

*** Ecart de conversion**

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été réévaluées en fonction du cours de chaque devise à la clôture de l'exercice.

Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écarts de conversion actif ou passif. Les risques de pertes ont donné lieu à la constitution d'une provision pour perte de change.

*** Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la société correspond à la vente de prestations de services d'abonnement Internet et de produits manufacturés.

Le mode de comptabilisation des produits et des opérations partiellement exécutées à la clôture des comptes annuels repose sur les éléments suivants :

Le chiffre d'affaires est pris en compte lors de la vente des ouvrages (papiers, CD Rom,...) et des lots d'unités permettant la connexion sur le site Internet. La vente est définitive car aucune unité n'est remboursée quelle que soit la consommation du client à la fin de l'exercice. Il n'y a donc pas de prestations partiellement exécutées à la fin de l'exercice.

Au regard de ce type d'abonnement proposé, les obligations naissant du contrat n'engagent pas la société Artprice.com à servir de nouvelles prestations postérieures à la date d'acceptation électronique du contrat d'abonnement susceptibles d'engendrer des coûts complémentaires pour la société.

Le chiffre d'affaires comprend également des prestations d'échanges publicitaires. Les flux sont comptabilisés conformément à la valorisation des prestations d'échanges publicitaires vendues, dont la contrepartie est elle-même comptabilisée en charges (charges publicitaires).

*** Intégration fiscale**

La société Artprice.com est société mère d'un groupe fiscal intégrant :

- SARL Le Serveur Judiciaire Européen – Domaine de la Source
69270 St Romain au Mont d'Or.

A ce titre la société Artprice.com est seule redevable de l'impôt dû par le groupe.

L'impôt sur les sociétés éventuellement comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

**COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS SUR LES
COMPTES DE BILAN ACTIF**

VARIATIONS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

(en milliers d'euros)	2017	Augmentation	Diminution	2018
Frais de développement	1 360	343		1 703
Logiciels	24			24
Concessions brevets et marques	932			932
Fonds commercial	736			736
Immobilisations incorporelles en cours	695	561	343	913
Total immobilisations incorporelles	3 747	904	343	4 308
Installations techniques et mat. outillages	281			281
Installations générales	349			349
Matériel de transport	20			20
Mobilier de bureau et informatique	241	51	5	287
Total immobilisations corporelles	891	51	5	937
Participations	1 830			1 830
Autres immobilisations financières	32	45	28	49
Total immobilisations financières	1 862	45	28	1 880
Total général	6 500	1 000	376	7 124

VARIATION DES AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS ET DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	2017	Augmentation	Diminution	2018
<u>Amortissements</u>				
Frais de développement	508	272		780
Logiciels	24			24
Concessions brevets et marques	932			932
Total immobilisations incorporelles	1 464	272	0	1 736
Installations techniques et mat. outillages	281			281
Installations générales	322	4		326
Matériel de transport	18	2		20
Mobilier de bureau et informatique	190	29	5	214
Total immobilisations corporelles	811	35	5	841
Total amortissements	2 275	307	5	2 576
<u>Provisions</u>				
Provision pour perte de change	97		26	71
Autres provisions pour risques	34			34
Participations	1 830			1 830
Fonds de commerce	139			139
Stock	248			248
Clients	53			53
Autres provisions pour dépréciation	842	59		901
Total provisions	3 243	59	26	3 275

Les immobilisations incorporelles se décomposent de la façon suivante

(en milliers d'euros)	31.12.18	31.12.17
Frais de développement	1703	1 360
Logiciels	24	24
Marques, droits	932	932
Fonds de commerce	736	736
Immobilisations incorporelles en cours	914	695
Total brut	4 308	3 747
Amortissements et dépréciations	-1 735	-1 463
Dépréciation fonds de commerce	-139	-139
Total Net	2 434	2 145

Les Marques et droits comprennent les postes suivants :

(en milliers d'euros)	31.12.18	31.12.17
Droit Art Price Index	26	26
Droit Mireur	40	40
Droit numérique Falk	152	152
Droit numérique Creps	248	248
Droit M. Bayer	46	46
Banque données Artistbiography	174	174
Datas Signatures et Monogrammes	244	244
Total	932	932

Le poste fonds de commerce comprend :

(en milliers d'euros)	31.12.18	31.12.17
Fonds de commerce ELECTRE	694	694
Fonds ADEC Diffusion	42	42
Total	736	736

Immobilisations incorporelles en cours :

IPv6 et RESEAUX HSPA+, 4G, LTE, LTE Advanced, Brique logicielle, Codes ASPs-ABO-PDMA.

Un montant de 561 K€ a été enregistré en production immobilisée dans les comptes de la société au 31/12/2018 et correspond à des immobilisations en cours.

Ceci vient s'ajouter aux 352 K€ de l'exercice précédent non encore mis en service.

Ces coûts de développement inscrits à l'actif représentent une partie de l'investissement

nécessaire à l'évolution et l'adaptation du système informatique en vue des upgrades d'Artprice pour l'IPv6 et les réseaux HSPA+, 4G, LTE, LTE Advanced, la brique logicielle, le micro paiement et l'unité autonome de production linguistique, mais aussi pour la suppression intégrale des codes ASP, la refonte du circuit des Abonnements multi plateformes et la refonte à 100 % de la Place de Marché Normalisée,

Il s'agit essentiellement de temps passé par nos collaborateurs pour ce faire.

L'activation de ces coûts est issue de l'application du règlement 213-1 de l'ANC, notamment :

- L'actif immobilisé satisfait au caractère identifiable de la norme,
- Son coût peut être évalué de façon fiable,
- Il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité.

Les immobilisations corporelles comprennent :

(en milliers d'euros)	31.12.18	31.12.17
Catalogues de ventes	281	281
Installations et agencements	349	349
Matériel de transport	20	20
Matériel de bureau et informatique	230	186
Mobilier	56	55
Total	936	891
Amortissements	-841	-811
Total	95	80

Les immobilisations financières comprennent :

(en milliers d'euros)	31.12.18	31.12.17
Dépôts et cautionnements	49	32
Titres	1 830	1 830
Total	1879	1862
Provisions	-1 830	-1830
Total	49	32

AUTRES CRÉANCES

Les autres créances comprennent essentiellement les avances en compte courant aux filiales et à la société mère.

	Pourcentage de détention	31.12.18	31.12.17
- Sound View Press	100%	623	573
- LSJE	100%	292	356
- Groupe Serveur (société mère)		8820	7849
- Intérêts courus sur avance		253	232
Total des avances et intérêts bruts		9988	9 010
Provision pour dépréciation		-901	-842
Montant des avances et intérêts nets		9087	8 168

STOCKS

En milliers d'Euros	31.12.18	31.12.17	Variation
Stocks de livres	288	300	-12
Provisions	-248	-248	0
Net	40	52	-12

Les provisions sur stocks sont calculées comme suit :

- Les éditions de l'Artprice Annual et de l'Argus du Livre de deux ans et plus sont provisionnées à 99 %.

PRODUITS A RECEVOIR

Les postes suivants du bilan incluent des produits à recevoir pour les montants indiqués :

	(En K€)
Créances clients	0
Personnel	3
Etat	1
Autres créances	253
	<hr/>
	257
	=====

DISPONIBILITES

Ce poste ne comprend que des disponibilités.

<p>COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS SUR LES</p> <p>COMPTES DE BILAN PASSIF</p>
--

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 6 651 515 actions de 1 Euro. Il n'a pas varié au cours de l'exercice.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	(En €)
Capitaux propres à la fin de l'exercice	12 613 470
Capitaux propres à la fin de l'exercice précédent	11 274 743
	<hr style="width: 100%;"/>
Variation (total 1)	1 338 727
	=====
Résultat net	1 338 727
	<hr style="width: 100%;"/>
Variation (total 2)	1 338 727
	=====

TABLEAU DE VARIATION DU CAPITAL ET DES CAPITAUX PROPRES

Voir pages suivantes.

CHARGES À PAYER

Les postes suivants du bilan incluent des charges à payer pour les montants indiqués :

	(En K€)
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52
Dettes fiscales et sociales	228
	<hr style="width: 100%;"/>
	284
	=====

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DES 5 DERNIERS EXERCICES

	<i>Nombre d'actions ordinaires</i>	<i>Valeur Nominale (en euros)</i>	Montant du capital social (en K €)	Primes liées au capital (en K €)	Pertes cumulées (en K €)	Total capitaux propres (en K €)
Au 31 décembre 2014	6651 515	1	6 652	17 075	-15 797	7 930
Emission d'actions						
Bénéfice net					1 284	1 284
Au 31 décembre 2015	6651 515	1	6 652	17 075	-14 513	9 214
Emission d'actions						
Bénéfice net					990	990
Au 31 décembre 2016	6651 515	1	6 652	17 075	-13 523	10 204
Emission d'actions						
Bénéfice net					1 070	1 070
Au 31 décembre 2017	6651 515	1	6 652	17 075	-12451	11 275
Emission d'actions						
Bénéfice net					1 339	1 339
Au 31 décembre 2018	6651515	1	6652	17 075	-11 113	12 613

<p style="text-align: center;">COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS SUR LES</p> <p style="text-align: center;">COMPTES DE BILAN ACTIF ET PASSIF</p>

ÉTAT DES PROVISIONS

Confère tableau de variation pages précédentes.

Les provisions pour risques et charges intègrent une provision pour perte de change de 70 K€.

Les autres provisions pour dépréciation incluent une provision sur compte courant pour 901 K€.

Dans le cours normal de ses activités, le groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Bien que l'issue finale de ces procédures ne puisse être présumée avec certitude, le groupe estime les charges pouvant en découler, et les montants correspondants éventuels font l'objet de provisions pour risques et charges.

Les obligations qui pourraient résulter de la clôture de ces contentieux ne devraient pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du groupe et sur ses résultats. Ainsi, aucune provision n'est comptabilisée à la clôture.

Les principaux litiges qui ont eu ou pourraient avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe Artprice sont les suivants :

- Camard et Briolant contre Artprice
- La succession Picasso contre Artprice

Ces litiges sont explicités ci-dessous :

Camard et Briolant contre Artprice

Artprice rappelle qu'en 11 ans, la société Artprice a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance de Paris par, en tout et pour tout, 5 Maisons de Ventes parisiennes alors que l'immense majorité des 6 300 Maisons de Ventes et des Experts (94,5%) travaille depuis 1987 avec Artprice et considère ces assignations comme une pure hérésie.

Seule la Maison de Vente Camard et Associés a fait appel au jugement rendu par le TGI de Paris dont les 5 jugements ont confirmé le fait que les catalogues de vente aux enchères sont en principe dépourvus de protection au titre du droit d'auteur.

Concernant le litige très spécifique opposant la Maison de Vente Camard et le photographe S. Briolant à Artprice, il convient de rappeler que les demandes du photographe ont toutes été déboutées par le Tribunal de Grande Instance de Paris lors des 2 actions intentées par S Briolant contre Artprice. Artprice a déposé une plainte pénale avec constitution de partie civile pour faux et usage de faux, escroquerie et tentative d'escroquerie au jugement qui a abouti à un non lieu confirmé par la Cour d'Appel de Paris dans son arrêt rendu le 4 avril 2013. M. Briolant a assigné le 8 juillet 2013 Artprice devant le Tribunal Correctionnel sur le fondement de l'article 91 du CPP lequel, par jugement du 5 juin 2014, a accueilli favorablement sa demande. Ce jugement a fait l'objet d'un appel déposé par Artprice le 10 juin 2014. La Cour d'Appel de Paris, par arrêt du 27 octobre 2015, et la Cour de Cassation, par son arrêt du 5 janvier 2017, ont confirmé le jugement déféré.

Par ailleurs, Artprice.com a déposé une nouvelle plainte, sur la base d'éléments nouveaux, le 9 août 2013 contre Stéphane Briolant pour faux intellectuel et usage de faux intellectuel et pour escroquerie au jugement. Cette plainte a fait l'objet d'un avis de classement sans suite rendu le 11 février 2014. Suite à de nouveaux éléments établis et répréhensibles, Artprice a complété sa plainte le 31 octobre 2013 et a déposé une plainte avec constitution de partie civile devant le Doyen du Juge d'Instruction qui l'a reçue le 20 février 2014. Une ordonnance de consignation concernant ladite plainte a été rendue le 26 mars 2014. Artprice a honoré cette consignation le 1er avril 2014. Une demande de mesure d'instruction supplémentaire a été transmise en janvier 2018 laquelle n'a pas été validée par le juge d'instruction. Une ordonnance de non lieu a été rendu le 6 juillet 2018. Un appel contre cette ordonnance a été déposé par Artprice le 11 juillet 2018. L'examen de cet appel est en cours.

La Cour d'Appel de Paris par son arrêt du 26 juin 2013, dont la teneur est en totale contradiction avec la doctrine et la jurisprudence existantes en la matière, a infirmé une partie du jugement en retenant, partiellement, les demandes de Camard et Associés et Briolant fondées sur la contrefaçon. Conformément au dispositif de l'arrêt du 26 juin 2013, Artprice a affiché, sur, au moins, 30 % en tête de la page d'accueil de son site internet www.artprice.com pendant 30 jours, le dispositif dudit arrêt. Artprice a pris toutes les mesures conservatoires aux fins de justifier, le cas échéant, toute demande reconventionnelle d'indemnisation pour les préjudices économique, moral et financier qu'elle a subis du fait dudit affichage. Par ailleurs, cette décision, condamnant Artprice à régler 884 298 € au titre des dommages et intérêts, a fait l'objet d'un pourvoi en cassation déposée par la société Artprice le 12 juillet 2013. Par ordonnances du 6 février 2014 la cour de cassation, à la demande de Camard et Briolant, a radié l'affaire et a refusé les 10 juillet 2014 et 26 février 2015 de réinscrire le pourvoi au rôle. Une nouvelle requête en réinscription au rôle a été déposée auprès de la Cour de Cassation le 8 janvier 2016. La Cour de Cassation, par arrêt du 8 avril 2018, a cassé partiellement l'arrêt de la Cour d'Appel du 26 juin 2013 et a renvoyé les parties devant la Cour de Paris saisie par M Briolant et la société Camard et Associés le 6 juin 2018. Le dossier est en cours d'examen.

Par ailleurs, au regard des factures de Monsieur Briolant fournies par ce dernier dans le présent litige, il apparaît que, comme l'atteste le document fourni par Stéphane Briolant lui-même et émanant de son propre expert-comptable, les sommes résultant de ses factures n'auraient pas été comptabilisées dans le compte de charge 651, et plus précisément le compte 6516 relatif aux « Droits d'auteur de reproduction », mais dans les comptes de la classe 604 relatif à « l'achat d'études de prestation de services » ou le compte 622 correspondant à des « honoraires versés ». De même, Monsieur Stéphane BRIOLANT a tenté de justifier de l'originalité de ses photographies, en fournissant des factures intitulées « note d'auteur », mais dont le contenu ne comporte pas les mentions légales obligatoires imposées par la loi, et, notamment, les contributions à verser à l'AGESSA, organisme de sécurité sociale des auteurs, pour toute facturation de droit d'auteur. Ainsi, au regard des incohérences et inexactitudes qui existent au niveau des factures fournies par Monsieur Stéphane BRIOLANT devant les instances civiles et pénales dans les litiges qui l'opposent à Artprice, cette dernière a le plus grand intérêt, dans le cadre de sa défense, et afin que la justice puisse rendre sa décision en toute connaissance de cause, à avoir connaissance du montant des cotisations, relatives aux factures litigieuses, versées par Monsieur Stéphane BRIOLANT à l'AGESSA, organisme de sécurité sociale des auteurs, et de connaître la situation réelle de Monsieur BRIOLANT.

C'est pourquoi le Conseil d'Artprice a tenté d'obtenir à plusieurs reprises, du Conseil de Monsieur Stéphane BRIOLANT les informations relatives aux cotisations versées par Monsieur BRIOLANT à l'AGESSA, mais en vain. De son côté, Artprice a aussi adressé deux lettres recommandées avec accusé de réception à Monsieur Stéphane BRIOLANT afin que ce dernier lui communique les informations concernant les cotisations, relatives aux factures litigieuses, qu'il aurait versées aux

AGESSA, mais également en vain. Enfin, la réponse des AGESSA est générale mais ne donne pas d'information spécifique sur les factures de M. Briolant objet des litiges avec la société Artprice.

De même, Artprice, contestant également les pratiques de Camard et Briolant pour la forcer à régler les condamnations prononcées à son encontre par la Cour d'Appel, a saisi le JEX le 4 octobre 2013 lequel l'a déboutée de ses demandes le 4 février 2014. La société Camard et Monsieur Briolant ont redoublé d'acharnement dans l'exécution de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26 juin 2013 en saisissant le JEX le 23 mai 2014 en demandant à Artprice de vendre ses titres auto-détenus quand bien même les conditions requises pour ce faire n'étaient pas remplies. Par jugement du 30 septembre 2014, le JEX a répondu favorablement aux demandes de Camard et Briolant et, malgré un appel déposé par Artprice contre cette décision et le non respect de cette procédure par rapport aux dispositions légales et réglementaires spécifiques régissant la cession de titres auto-détenus, le dépositaire des titres auto-détenus Artprice a été contraint, à la demande de Camard et Briolant, de vendre ces derniers.

Par ailleurs, la société ARTPRICE, a confié le dossier à un second avocat pour se conformer aux règles de déontologie de l'ordre, et, après accord des barreaux de Paris et Lyon, a saisi le Tribunal de Grande Instance de Paris pour engager la responsabilité civile professionnelle de maître SPITZ, en sa qualité d'avocat de Camard et de S.Briolant, en raison des fautes commises par lui dans l'exécution de l'arrêt du 26 juin 2013. Par jugement du 2 avril 2015, le TGI de Paris a débouté Artprice sans ordonner l'exécution provisoire de la décision contrairement à la demande du défendeur. Artprice a fait appel et, par arrêt du 13 septembre 2016, la Cour d'Appel a sursis à statuer jusqu'au rendu de la décision de la Cour de Cassation saisie par Artprice contre l'arrêt de la CA de Paris du 26 juin 2013.

De plus, dans un souci de transparence, l'avocat d'Artprice, Me Mazoyer, a informé par écrit le 10 mars 2014 l'huissier, diligenté par l'avocat de Camard et Briolant pour exécuter avec acharnement les condamnations consécutives à l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26.06.13, de la situation critique et critiquable de ses clients, des différentes procédures en cours contre ces derniers et des risques qu'il encourt s'il poursuit ses actes d'exécution forcée. Devant la persistance de la volonté d'exécuter les condamnations malgré les réels risques d'insolvabilité et irrégularités de ses clients, Artprice a assigné l'huissier de la société Camard et M. Briolant devant le JEX de Lyon pour engager sa responsabilité civile professionnelle et en à informer la Chambre régionale et départementale des Huissiers du Rhône. Par jugement du JEX de Lyon du 24 février 2015, Artprice a été débouté de ses demandes. Par arrêt du 2 mars 2017 la Cour d'Appel a confirmé le jugement du JEX.

Enfin, dans la mesure où, pour obtenir la conviction des juges ayant abouti à l'arrêt du 26 juin 2013, Camard et Briolant ont vraisemblablement fourni des factures intellectuellement fausses et des pièces (plusieurs dizaines de DVD) dont Artprice n'arrive pas à obtenir malgré ses nombreuses demandes, Artprice a déposé le 6 août 2014 un recours en révision dudit arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26 juin 2013 laquelle a débouté Artprice de sa demande. Artprice a déposé un pourvoi en cassation contre cette décision le 6 septembre 2016. Une ordonnance de radiation a été rendue par la Cour de Cassation le 8 juin 2017.

Pour mémoire, Camard et Briolant n'ont jamais effectué de mise en demeure et ont systématiquement refusé tout contact, débat ou rencontre avec Artprice ou ses Conseils. A ce titre, Artprice a considéré dès les premiers jours suivant la première assignation (2008) que le prétendu débat en propriété intellectuelle était en fait une manœuvre pour extorquer des sommes conséquentes à Artprice. Des éléments et pièces probantes figurent dans la seconde plainte pénale du 9 août 2013 complétée par celle du 31 octobre 2013 et suivie de la plainte avec constitution de

partie civile du 20 février 2014 mais ne peuvent pas être évoqués dans le présent paragraphe pour des raisons de secret de l'instruction.

Enfin, M. Briolant a de nouveau assigné Artprice le 17 juillet 2013 devant le Tribunal de Grande Instance en utilisant les mêmes arguments rejetés par le même Tribunal de Grande Instance en 2010. Une procédure d'incident a été faite par Artprice pour l'obtention de pièces complémentaires de la part de M. Briolant concernant les AGESEA. Le Juge de la Mise en état, par décision du 13 février 2014, a considéré qu'Artprice avait suffisamment d'éléments pour traiter la demande de contrefaçon des droits d'auteur alléguée par M. Briolant dans cette nouvelle procédure.

Dans le cadre de cette procédure, Artprice a fait appel à M. Cozien, expert scientifique en photographie, nommément et notoirement connu et inscrit auprès de la Cour d'Appel, qui déclare dans son rapport, sans ambiguïté, qu'il n'existe aucune emprunte d'auteur sur les photographies serviles communiquées par Monsieur Briolant dans lesdits litiges et qui, d'ailleurs, en partie, ne correspondent pas aux catalogues de Ventes auxquels il essaie de les rattacher. Selon cet expert, les photographies de M. Briolant, objets du litige, sont non seulement sans aucune originalité mais en plus de piètre qualité. Cette position a été réitérée par les juges du TGI de Paris qui, par jugement du 5 mars 2015, ont une nouvelle fois rejeté toutes les demandes de M. Briolant en rappelant l'absence d'originalité de ses photographies. Monsieur Briolant a fait appel à l'encontre dudit jugement le 23 mars 2015 et la Cour d'Appel, par un arrêt du 30 septembre 2016, a réformé ce jugement et condamné Artprice à hauteur de 68 400 € au titre du préjudice moral et patrimonial de M. Briolant. Artprice a déposé un pourvoi contre cette décision le 3 novembre 2016. La Cour de Cassation par arrêt du 31 janvier 2018 a rejeté les pourvois.

Artprice a engagé des frais de procédures et d'honoraires avocats très conséquents pour alerter les Tribunaux, l'avocat de Camard et Briolant, l'huissier de Camard et Briolant, les barreaux des ordres des avocats de Lyon et de Paris, les Chambres régionale et départementale des Huissiers, l'ADAGP, les AGESEA ... de l'irrégularité dans lesquelles se trouvent Camard et Briolant. De plus, Artprice a pris toutes les mesures conservatoires nécessaires pour obtenir, le cas échéant, réparation des importants préjudices financiers et moraux qu'ils subissent du fait de ce litige dont les condamnations obtenues par Camard et Briolant par Arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 26/06/13 restent en total contradiction avec la doctrine et la jurisprudence existantes en la matière. D'ailleurs, comme l'a rappelé à 2 reprises le TGI de Paris en 2010 et en 2014, dans les litiges opposant Camard et Briolant à Artprice, les catalogues de vente aux enchères sont dépourvus de protection au titre du droit d'auteur et les photographies de M. Briolant n'ont aucune originalité.

De plus, Monsieur Cozien, Expert scientifique en photographie inscrit auprès de la Cour d'Appel, confirme dans son rapport, sans la moindre ambiguïté, qu'il n'existe aucune emprunte d'auteur sur les photographies de Monsieur Briolant, objets desdits litiges, ces photographies étant même, selon ses dires, de très piètre qualité.

Ainsi, la société Artprice persuadée que Camard et Briolant n'ont saisi la justice que pour battre monnaie, alors même qu'ils sont eux-mêmes conscients (au regard de leurs propres comptabilités, leur absence de cotisation ou contribution au niveau des AGESEA...) que leurs prestations/produits n'ouvrent droit à aucun droit d'auteur, elle continuera à mettre tous les moyens en œuvre pour que la vérité soit rétablie et ses préjudices réparés.

La succession Picasso contre Artprice

En août 2005, la société Artprice a demandé et obtenu, de la succession Picasso, l'autorisation, en contrepartie d'une somme forfaitaire versée par Artprice à ladite succession, de reproduire une œuvre de P. Picasso sur le CD-ROM 2005 d'Artprice.

En octobre 2005 et fin 2007, la succession Picasso a mandaté un huissier pour faire des constats sur différents produits d'Artprice. Ces deux interventions de la succession Picasso à l'encontre d'Artprice n'ont jamais donné lieu, jusqu'à ce jour, à un quelconque contentieux au fond de quelque nature que ce soit.

Le 8 mars 2010, la succession Picasso a assigné, devant le TGI de Paris, la société Artprice pour contrefaçon alors, qu'à ce jour, aucun des résultats d'adjudication des œuvres de Pablo PICASSO ne comporte d'illustration des lots. De même, la succession Picasso ne peut attirer en justice Artprice sur des produits où Artprice n'est pas partie au contrat et dont, en conséquence, sa responsabilité ne peut être mise en cause.

Par jugement du 28 octobre 2011 le Tribunal a débouté la succession Picasso de sa demande d'expertise, de sa demande d'indemnisation au titre du droit moral, et a condamné Artprice pour contrefaçon sur 55 œuvres parmi les 29 000 œuvres sur lesquelles la succession Picasso prétendait subir une contrefaçon. La succession Picasso a fait appel. La Cour d'Appel, par un arrêt du 18 janvier 2013, a confirmé le jugement du Tribunal à l'exception du nombre d'œuvres prétendument contrefaites selon Picasso. Artprice a déposé un pourvoi en cassation contre ledit arrêt. La succession Picasso a, le 13 mai 2013, demandé la radiation du pourvoi d'Artprice contre l'arrêt de la Cour d'Appel du 18 janvier 2013. Par ordonnance du 17 octobre 2013 la Cour de cassation a rejeté la demande de la Succession Picasso. Par arrêt du 10 septembre 2014, la Cour de cassation a cassé et annulé l'arrêt du 18 janvier 2013 en ce qu'il avait condamné Artprice en réparation du préjudice moral.

Au regard des différentes pièces fournies par la succession Picasso dans le litige l'opposant à Artprice dont, principalement, le PV d'huissier de Me Marie Josephe LOUVET du 9 janvier 2008, Artprice et ses avocats diligenteront toutes les procédures judiciaires et/ou disciplinaires pour faire valoir le fait incontestable qu'il n'y a jamais eu, pour les « 22 707 résultats d'adjudication », la moindre image reproduisant une quelconque œuvre de Pablo Picasso.

En effet, dans ledit PV d'huissier, Me LOUVET a failli à son indépendance d'officier ministériel, vis à vis de son client, en omettant de préciser, notamment, page 25 dudit PV suite au paragraphe « au sein de cet encart, figure un lien intitulé « Ses résultats d'adjudications », en face duquel je note qu'il est mentionné « 22707 », de manière explicite et objective qu'il n'existait aucune image reproduite pour les 22 707 résultats d'adjudication. Cette omission a eu pour effet, entre autres, d'être repris intégralement dans le malheureux arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 18 janvier 2013. Ainsi, Artprice a assigné l'huissier devant le TGI de Paris le 13 décembre 2016. Le TGI de Paris a débouté Artprice de ses demandes dans un jugement du 14 mars 2018. Un appel a été déposé par Artprice contre ce jugement.

Au regard des procédures en cours et dans la mesure où, depuis la mise en ligne d'Artprice Images, Artprice n'a jamais mis, dans ses banques de données Artprice Images, la moindre reproduction d'œuvres de Pablo Picasso, Artprice considère que les règlements qu'elle a effectués à ce jour de 300 k€ au profit de Picasso et couvrant l'intégralité des sommes demandées par la Cour d'appel dans son arrêt du 18 janvier 2013 doivent être considérées comme des produits à recevoir. En conséquence aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

ÉTATS DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

En milliers d'euros	Total	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<u>État des créances brutes :</u>			
Autres immobilisations financières	49		49
Créances clients et comptes rattachés	193	133	60
Personnel et comptes rattachés	2	2	
État I/S	62	62	
TVA	38	38	
Groupe et associés	9 987	9987	
Débiteurs divers	1 386	1386	
Charges constatées d'avance	87	87	
<u>TOTAUX</u>	11804	11695	109

En milliers d'euros	Total	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<u>État des dettes :</u>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :			
. à 1 an maximum à l'origine	18	18	
. à plus d'1 an à l'origine			
Fournisseurs et comptes rattachés	338	338	
Dettes fiscales et sociales	431	431	
Groupe et associés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance	30	30	
<u>TOTAUX</u>	817	817	

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les charges et produits constatés d'avance sont tous liés à l'exploitation.

ENDETTEMENT FINANCIER NET (en milliers d'euros)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Les dettes sont indiquées entre () :		
Emprunts et dettes financières	0	0
(I) Dettes financières à long terme	0	0
Découverts bancaires	(18)	(174)
(II) Endettement brut	(18)	(174)
Valeurs mobilières de placement hors Actions propres	0	0
Disponibilités	44	20
(III) Endettement financier net	26	(154)
Actions propres (nettes)	0	0
(IV) Endettement financier net après auto-contrôle	<u>26</u>	<u>(154)</u>

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS SUR LE
COMPTE DE RÉSULTAT

CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ EMPLOI

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 61 551 euros.

Le produit correspondant a été porté au crédit d'un compte 648 – Autres charges de personnels.

Le CICE servira principalement à l'amélioration du fonds de roulement de l'entreprise.

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS (en milliers d'euros)

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	CHARGES	PRODUITS
Amendes et pénalités	12	
Charges et Produits sur exercices antérieurs	5	
Autres		
<u>TOTAL</u>	17	

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITE (en milliers d'euros)

	<u>31.12.2018</u>	<u>31.12.2017</u>
INTERNET ARTPRICE.COM	7 752	7 192
Artprice Annual	0	0
Argus du livre et autres éditions	1	1
Signatures et monogrammes	0	0
SOUS-TOTAL EDITION	1	1
Opérations de courtage aux Enchères/ Place de marché normalisée	0 5	0 11
Indices et autres prestations	377	304
SOUS-TOTAL AUTRES	382	315
TOTAL GLOBAL	8 135	7 508

TRANSFERTS DE CHARGES

Les transferts de charges concernent seulement l'exploitation et correspondent à des charges pour leur totalité.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS
--

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements reçus

- La société Art Auction Serveur a signé une promesse de vente à la SA Artprice.com des droits numériques de l'auteur Enriqué Mayer (livre de cote international) pour les années allant de 1963 à 1986 pour un montant de 152 KE.
Il n'existe pas de risque pouvant générer d'incidence comptable dans les livres d'Artprice dans la mesure où le montant de 152 KE ne deviendrait exigible que si la promesse était réellement levée par le bénéficiaire qui en deviendra alors propriétaire. A ce jour, la promesse n'a pas été levée.
- De nombreux documents commerciaux ou reportages de presse écrite et audiovisuelle comportent l'usage des droits de reproduction de " l'Esprit de la Salamandre " et/ou "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos®.

La société Artprice avait l'usufruit non exclusif de l'utilisation des œuvres "nutrisco et extinguo, l'Esprit de la Salamandre", décrite au contrat du 09/12/1999 et par avenants des 21/06/2005 et 27/04/2009. Cet usufruit ne lui conférait aucune propriété sur l'image des œuvres " l'Esprit de la Salamandre " et/ou "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos®. Le groupe Serveur était le seul concessionnaire exclusif des droits de reproduction des 3 348 œuvres constituant "Demeure du Chaos®"et/ou Abode of Chaos® dont l'auteur principal est Thierry Ehrmann. Cette concession exclusive au profit de Groupe Serveur avait fait l'objet d'une convention réglementée avec le propriétaire des murs des bureaux d'Artprice, la SCI VHI. Elle a pris fin au 31.12.08 et n'a pas été renouvelée. Comme indiqué dans le présent chapitre, lors des communications antérieures, du fait du non renouvellement de ladite concession exclusive, le régime du droit commun lié, notamment, au droit de reproduction s'applique de plein droit selon les usages en vigueur dans la profession.

Un rapport d'expert auprès de la Cour d'Appel mandaté par Groupe Serveur fait état de près de 8,2 millions d'euros de retombées de presse écrite et audiovisuelle de 1 138 médias mondiaux sur la période 2006-2008. Avec une méthodologie restrictive se limitant aux articles ou reportages incluant la reprise systématique d'Artprice, ne retenant que les reportages supérieurs à 30 000 euros et en écartant les reportages dont les grilles de tarifs publicitaires du journal ne sont pas connues, l'expert de la Cour d'Appel a estimé lesdites retombées de presse à 2,919 millions d'euros.

En 2018/2019, la plaidoirie historique : Demeure du Chaos, Epoux Ehrmann, SCI VHI contre la France devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (C.ED.H.) au titre, notamment, de la liberté d'expression (article 10) est considérée, selon de très nombreux journaux d'art internationaux, et sous la plume d'historiens, de critiques, de juristes spécialisés en propriété littéraire et artistique, comme une suite en Europe, au 21ème siècle du célèbre procès Brancusi contre les USA en 1928. L'enjeu de ce célèbre procès, gagné par Brancusi au terme des procédures, a été la reconstruction aux USA d'un consensus, cadré par le droit, sur la juste délimitation des frontières cognitives de l'art.

C'est dans ces termes que les demandeurs défendront de nouveau la Demeure du Chaos devant les tribunaux.

Enfin, le film: "Artprice ou la révolution du marché de l'Art" écrit par un scénario original de Thierry EHRMANN, qui est un documentaire historique sur l'Histoire d'Artprice, de son origine à ce jour et dont le tournage a duré plusieurs mois, au sein de la Demeure du Chaos, est un succès au delà de toute référence de film d'entreprise. Le nombre de consultation se chiffre en millions de vue et/ou téléchargement. De même, il a été édité pour les clients d'Artprice plusieurs centaines de milliers de D.V.D. du film.

La société Artprice, toutefois, ne s'est pas acquittée des différents droits dont Thierry EHRMANN est l'auteur unique et détenteur des droits de reproduction et droit moral. Une discussion est toujours en cours, cette dernière étant régulièrement reportée par la croissance exponentielle de consultation du film désormais en 5 langues et où les parties souhaitent contracter en toute connaissance de cause et, notamment, avec un prévisionnel sur les consultations futures.

La société Artprice, le Groupe Serveur, l'auteur principal et les auteurs des milliers d'œuvres monumentales de la "Demeure du Chaos ®" ne pourraient en aucun cas voir leur responsabilité mise en jeu en cas de confusion du fait de journalistes et/ou de critiques d'art.

L'auteur principal autorise Artprice, dans des conditions précises conformes au régime du droit commun, à utiliser le droit de reproduction, avec l'obligation de légèrer le copyright de l'auteur principal et, pour certaines œuvres collectives des auteurs dont l'auteur principal, de respecter le droit de leur œuvre au titre de l'article L.121-1 du CPI. Il faut préciser que la société Artprice a son siège social dans les mêmes lieux que les œuvres monumentales, "la Demeure du Chaos®" lui faisant bénéficier ainsi des nombreux reportages de presse internationale écrite et audiovisuelle sur la "Demeure du Chaos®" /ou "Abode of Chaos®".

La société Artprice utilise les commentaires d'auteurs (au titre de la loi du 11/03/1957) de Thierry Ehrmann sur le marché de l'art publiés dans la presse internationale. Thierry Ehrmann est aussi le principal créateur et auteur des nouveaux indices Artprice, l'auteur unique de la Place de Marché Normalisée® et de son process et d'Artprice Images. Il définit personnellement, en tant qu'auteur unique, l'organisation contextuelle de l'ensemble des banques de données du Groupe Artprice et le droit sui generis en découlant. Il est le créateur des visuels, logos et baseline du Groupe Artprice – Les logiciels du groupe Artprice sont produits avec ce dernier.

Thierry EHRMANN est l'auteur unique des produits et services comme "Personal Research", l'indice "ArtMarket Confidence Index", "My Art Collection", "Artprice Knowledge", "Artprice Indicator", "Artpricing" et "Artprice Smartphone", la Place de Marché Normalisée à prix fixe et aux enchères, ainsi que les principaux indices du marché de l'art que produit Artprice sur lesquels il ne perçoit aucune rémunération.

La société Artprice a comme obligation de respecter le droit commun du Code de la Propriété Intellectuelle. Au titre de l'article L121-1 du code de la propriété intellectuelle, la société Artprice reconnaît à l'auteur Thierry Ehrmann la jouissance du droit au respect de ses œuvres et s'engage notamment à légèrer systématiquement l'auteur. Ce droit est attaché à sa personne, il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Il est transmissible à cause de mort aux héritiers de l'auteur.

Il est à noter que les œuvres de l'esprit, relatives aux interventions de Thierry EHRMANN dans le groupe Artprice, au titre de l'article 121-1 du CPI, telles que décrites au présent paragraphe ne fait

l'objet à ce jour d'aucune rémunération entre la société Artprice et Thierry Ehrmann en sa qualité d'auteur.

Dans l'hypothèse où Thierry Ehrmann souhaiterait à l'avenir que la société Artprice le rémunère en tant qu'auteur des œuvres de l'esprit d'artprice, la société Artprice ferait alors appel au droit commun de la propriété intellectuelle

Artprice concède chaque année plusieurs milliers de droits de reproduction, notamment avec de nombreux titres de presse écrite et média audiovisuel internationaux financiers et professionnels qui reprennent régulièrement les analyses et indices d'Artprice.

Cette concession est strictement limitée à la parution du journal ou à la diffusion audiovisuelle. Elle peut être gratuite, payante ou en échange valeur marchandise. Dans tous les cas, l'éditeur de presse écrite et audiovisuelle a l'obligation de légènder chaque graphique, camembert et illustration avec copyright Artprice.com.

De même, toute citation, écrite ou sous forme audiovisuelle même partielle, de donnée, indice ou commentaire au titre du droit d'auteur, même dans une revue de presse, doit expressément citer Artprice comme l'auteur de manière lisible et dans un corps de caractère égal à la légende du journal relative à la donnée Artprice.

Engagements donnés

- *Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune*

Par conventions d'abandon de créance conclues avec Groupe Serveur les 28 décembre 2004 et 30 décembre 2005, la société Groupe Serveur a accordé à Artprice l'abandon de ses créances à hauteur, respectivement, de 500 K€ et de 1 045 K€.

Ces deux conventions comprennent une clause de retour à meilleure fortune constituée par la réalisation, au cours des exercices clos à venir, d'un bénéfice net comptable ou d'une opération sur le capital permettant la reconstitution des capitaux propres à un niveau au moins égal au capital social.

Par avenant du 26 août 2014, les parties ont rajouté aux conditions de retour à meilleure fortune la condition suivante « et lorsque la reconstitution de la créance, objet des présentes, n'entraîne pas la réduction des capitaux propres à un niveau inférieur au capital social. »

Malgré, notamment, la conjoncture économique et financière, et des répercussions de ces dernières sur l'activité d'Artprice, la société va être certainement en mesure d'activer cette clause prochainement si la trésorerie disponible et le résultat, au moment de la réinscription de la créance dans les comptes du débiteur, le permettent.

Par avenant du 25 avril 2016, il a été convenu que le Débiteur s'engage ainsi à réinscrire dans ses livres au crédit du Créancier, dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice social durant lequel la condition ci-dessus décrite s'est réalisée, la moitié de la somme totale correspondant à la créance de 1 044 891,62 € HT, objet du présent abandon, à savoir 522 445,81€ par exercice social ouvert à partir du 1er janvier 2017, et la somme totale de 500 000 €, à condition que cette réinscription dans les comptes du débiteur n'entraîne pas l'enregistrement d'un résultat déficitaire sur l'exercice concerné par ladite réinscription ni n'affecte la trésorerie disponible en liquidité nécessaire au bon fonctionnement du débiteur pour l'exercice à venir.

Par avenant du 19 avril 2018, les parties ont rajouté aux conditions de retour à meilleure fortune la condition suivante « lorsque le projet de kiosque mondial couvrant l'ensemble des pays dans

lesquels Artprice fournit ses prestations, et tels qu'annoncé dans le document d'introduction en bourse d'Artprice, sera opérationnel » et que la réinscription n'affecte pas non plus «sa capacité de financement de ses projets R&D pour l'exercice concerné et celui à venir ».

Au 31/12/2018, le montant cumulé des engagements relatifs à des clauses de retour à meilleure fortune s'élève donc à 1 545 K€.

- *Baux commerciaux*

- Engagement de bail pour la location des locaux du siège social d'Artprice jusqu'au 31/12/2021 pour un loyer annuel de 67 000 euros hors charges locatives.
- Engagement de bail d'un local à usage de bureaux et de salles d'archives de 102 m² et de 21 m² dans les locaux du siège d'Artprice jusqu'au 31/12/2025, pour un loyer annuel de 23 360 euros hors charges locatives
- Engagement de bail pour la location des locaux du siège social de la filiale Le Serveur Judiciaire Européen jusqu'au 22/07/2019. Le montant du loyer annuel est de 540 euros hors charges locatives.

Les deux engagements de baux ci-dessus ne posent pas de risque particulier dans la mesure où les sociétés du groupe Artprice peuvent à tout moment résilier leur bail commercial pour choisir un autre site, au terme de chaque période triennale contractuelle.

Engagement pris en matière de pensions, compléments de retraites et indemnités assimilées

Les indemnités de fin de carrière sont évaluées selon une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté obtenue au jour de la clôture de l'exercice.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

- âge de départ 67 ans
- taux d'actualisation Iboxx : 1,57 %

Cet engagement s'élève à 112 K€. Il n'est pas comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2018.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

- Rémunération des organes de direction : Néant.
- Jetons de présence : 30 K€

<u>EFFECTIF MOYEN</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<i>Cadres</i>	18	18
<i>Employés</i>	28	25
Total effectif au 31 Décembre	46	43
Effectif moyen sur l'exercice	44	42

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur des titres détenus en €		Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos
				Brute	Nette		
Filiales et participations							
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication							
Filiales détenues à plus de 50 %							
LSJE	4500 €	-12 180 €	100 %	686787 €	0 €	0 €	- 9 202 €
ARTPRICE USA en \$	1000 \$	- 676 873 \$	100 %	1143368 €	0 €	0 \$	- 28 629 \$
Participations détenues entre 10 et 50 %							

20.5) RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

A l'Assemblée Générale de la société ARTPRICE.COM,

- **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARTPRICE.COM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

- **Fondement de l'opinion**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Établissement d'une attestation relative à l'obligation d'information en matière fiscale et de prélèvements sociaux des utilisateurs de plate-forme de mise en relation par voie électronique (Article 242 bis du CGI et décret N° 2017-126 du 2 février 2017)

- **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Compléments d'informations sur les comptes de bilan actif et passif » de l'annexe des comptes annuels concernant les litiges et procédures en cours « Camard et Briolant contre Artprice » et « La succession Picasso contre Artprice » dans lesquels est engagée votre société et l'absence de provision dans les comptes de l'exercice relative à ces litiges et procédures.

- **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des actifs incorporels :

Risque identifié :

La note « Compléments d'informations sur les comptes de bilan actif » de l'annexe relate l'évaluation des immobilisations incorporelles en cours et l'activation des coûts de développement relatifs à « IPV6 et réseaux HSPA+, 4G, LTE, LTE Advanced, Brique logicielle, Codes ASPS-ABO-PDMA, le micro-paiement et l'unité autonome de production linguistique, mais aussi pour la suppression intégrale des codes ASP, la refonte du circuit des Abonnements multi plateformes et la refonte à 100% de la Place de Marché Normalisée ».

Ces actifs incorporels sont essentiellement valorisés par le temps passé par les collaborateurs de la société.

Nous avons considéré cette évaluation des actifs incorporels comme un point clé de l'audit en raison du jugement nécessaire à l'appréciation de leur valeur d'activation.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos travaux ont notamment consisté à :

- Nous assurer des critères retenus pour l'évaluation et l'activation de ces coûts de développement ;
- Vérifier que l'information fournie, à ce titre dans la note, est appropriée.

Litiges et procédures en cours :

Risque identifié :

Au 31 décembre 2018, les litiges et procédures en cours ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes de l'exercice comme mentionné dans le paragraphe « Compléments d'informations sur les comptes de bilan actif et passif ».

Nous avons considéré que le risque lié à ces litiges et procédures en cours est un point clé de l'audit en raison de leur importance significative et du jugement nécessaire à l'appréciation de l'absence de provision dans les comptes.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos contrôles ont notamment consisté à :

- Documenter nos travaux des éléments intervenus au cours de la période ;
- Juger que les derniers événements de la période ne remettent pas en cause l'absence de provision ;
- Vérifier l'information appropriée dans l'annexe

Créances Groupe et associés :

Risque identifié :

La note de l'annexe « Compléments d'informations sur les comptes de bilan actif » fait mention des avances en compte courant aux filiales et à la société mère.

Au 31 décembre 2018, le montant des créances avances en compte courant s'élève en valeur brute à 9 988 k€, déprécié à hauteur de 901 k€.

Nous avons considéré ce poste comme un point clé de l'audit en raison de son montant significatif au niveau des comptes annuels.

Notre réponse :

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les perspectives de recouvrement des créances ;
- Nous assurer des modalités de dépréciation des créances présentant un risque.

- **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Délais de paiements

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil d'administration des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Informations sur les rémunérations, avantages et engagements de toute nature

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil d'administration des informations requises par l'article L. 225-37-3 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Déclaration de performance extra-financière

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Prises de participation et de contrôle

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

- **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ARTPRICE.COM par l'Assemblée Générale du 26 juin 2015 pour le cabinet SFC et du 30 juin 2017 pour le commissaire aux comptes Nicolas Priest.

Au 31 décembre 2018, le cabinet SFC était dans la 4^{ème} année de sa mission sans interruption et le commissaire aux comptes Nicolas PRIEST dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 16 avril 2019

Nicolas PRIEST

Société Fiduciaire Centrex
Nicolas TOTAL

20.6) DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Les dernières informations financières vérifiées incluses dans le présent document de référence datent des comptes sociaux et consolidés annuels au 31 décembre 2018.

20.7) POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

20.8) PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

En dehors des procédures judiciaires développées au présent paragraphe, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

Artprice contre Oddo/Pinatton/KBC Securities

Objet du litige : Demande judiciaire “ in futurum ” au titre de l'article 145 (NCPC) de produire le livre d'ordres en vue d'une action contre les I.T.M. afférente à la fixation du cours d'introduction de l'action de Artprice au Nouveau Marché de 1 million de nouvelles actions à 19.06 euros (alors que le premier cours a coté 55 euros avec, au cours des 3 premiers jours, près de 80 % des titres échangés) dans le cadre du mandat pour organiser et coordonner le syndicat de garantie et de placement de son introduction au Nouveau Marché de Paris. La voie judiciaire a été requise suite au refus catégorique de Oddo/Pinatton/KBC Securities de produire à l'amiable le livre d'ordres conformément aux obligations du mandat tel que décrit dans le présent paragraphe. Le 3 octobre 2003, le Tribunal de Commerce de Paris a repoussé la demande d'expertise et la remise du livre d'ordres, cependant la société Artprice a décidé de poursuivre cette affaire sur le fonds avec cette fois-ci une demande indemnitaire, du fait des manœuvres répétées d'Oddo Pinatton et de KBC Securities de ne pas remettre le livre d'ordres, non restitution de compte, constituant l'une des obligations du mandataire envers son mandat.

Camard et Briolant contre Artprice

Artprice rappelle qu'en 11 ans, la société Artprice a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance de Paris par, en tout et pour tout, 5 Maisons de Ventes parisiennes alors que l'immense majorité des 6 300 Maisons de Ventes et des Experts (94,5%) travaille depuis 1987 avec Artprice et considère ces assignations comme une pure hérésie.

Seule la Maison de Vente Camard et Associés a fait appel au jugement rendu par le TGI de Paris dont les 5 jugements ont confirmé le fait que les catalogues de vente aux enchères sont en principe dépourvus de protection au titre du droit d'auteur.

Concernant le litige très spécifique opposant la Maison de Vente Camard et le photographe S. Briolant à Artprice, il convient de rappeler que les demandes du photographe ont toutes été déboutées par le Tribunal de Grande Instance de Paris lors des 2 actions intentées par S Briolant contre Artprice. Artprice a déposé une plainte pénale avec constitution de partie civile pour faux et usage de faux, escroquerie et tentative d'escroquerie au jugement qui a abouti à un non lieu confirmé par la Cour d'Appel de Paris dans son arrêt rendu le 4 avril 2013. M. Briolant a assigné le

8 juillet 2013 Artprice devant le Tribunal Correctionnel sur le fondement de l'article 91 du CPP lequel, par jugement du 5 juin 2014, a accueilli favorablement sa demande. Ce jugement a fait l'objet d'un appel déposé par Artprice le 10 juin 2014. La Cour d'Appel de Paris, par arrêt du 27 octobre 2015, et la Cour de Cassation, par son arrêt du 5 janvier 2017, ont confirmé le jugement déféré.

Par ailleurs, Artprice.com a déposé une nouvelle plainte, sur la base d'éléments nouveaux, le 9 août 2013 contre Stéphane Briolant pour faux intellectuel et usage de faux intellectuel et pour escroquerie au jugement. Cette plainte a fait l'objet d'un avis de classement sans suite rendu le 11 février 2014. Suite à de nouveaux éléments établis et répréhensibles, Artprice a complété sa plainte le 31 octobre 2013 et a déposé une plainte avec constitution de partie civile devant le Doyen du Juge d'Instruction qui l'a reçue le 20 février 2014. Une ordonnance de consignation concernant ladite plainte a été rendue le 26 mars 2014. Artprice a honoré cette consignation le 1^{er} avril 2014. Une demande de mesure d'instruction supplémentaire a été transmise en janvier 2018 laquelle n'a pas été validée par le juge d'instruction. Une ordonnance de non lieu a été rendu le 6 juillet 2018. Un appel contre cette ordonnance a été déposé par Artprice le 11 juillet 2018. L'examen de cet appel est en cours.

La Cour d'Appel de Paris par son arrêt du 26 juin 2013, dont la teneur est en totale contradiction avec la doctrine et la jurisprudence existantes en la matière, a infirmé une partie du jugement en retenant, partiellement, les demandes de Camard et Associés et Briolant fondées sur la contrefaçon. Conformément au dispositif de l'arrêt du 26 juin 2013, Artprice a affiché, sur, au moins, 30 % en tête de la page d'accueil de son site internet www.artprice.com pendant 30 jours, le dispositif dudit arrêt. Artprice a pris toutes les mesures conservatoires aux fins de justifier, le cas échéant, toute demande reconventionnelle d'indemnisation pour les préjudices économique, moral et financier qu'elle a subis du fait dudit affichage. Par ailleurs, cette décision, condamnant Artprice à régler 884 298 € au titre des dommages et intérêts, a fait l'objet d'un pourvoi en cassation déposée par la société Artprice le 12 juillet 2013. Par ordonnances du 6 février 2014 la cour de cassation, à la demande de Camard et Briolant, a radié l'affaire et a refusé les 10 juillet 2014 et 26 février 2015 de réinscrire le pourvoi au rôle. Une nouvelle requête en réinscription au rôle a été déposée auprès de la Cour de Cassation le 8 janvier 2016. La Cour de Cassation, par arrêt du 8 avril 2018, a cassé partiellement l'arrêt de la Cour d'Appel du 26 juin 2013 et a renvoyé les parties devant la Cour de Paris saisie par M Briolant et la société Camard et Associés le 6 juin 2018. Le dossier est en cours d'examen.

Par ailleurs, au regard des factures de Monsieur Briolant fournies par ce dernier dans le présent litige, il apparaît que, comme l'atteste le document fourni par Stéphane Briolant lui-même et émanant de son propre expert comptable, les sommes résultant de ses factures n'auraient pas été comptabilisées dans le compte de charge 651, et plus précisément le compte 6516 relatif aux « Droits d'auteur de reproduction », mais dans les comptes de la classe 604 relatif à « l'achat d'études de prestation de services » ou le compte 622 correspondant à des « honoraires versés ». De même, Monsieur Stéphane BRIOLANT a tenté de justifier de l'originalité de ses photographies, en fournissant des factures intitulées « note d'auteur », mais dont le contenu ne comporte pas les mentions légales obligatoires imposées par la loi, et, notamment, les contributions à verser à l'AGESSA, organisme de sécurité sociale des auteurs, pour toute facturation de droit d'auteur. Ainsi, au regard des incohérences et inexactitudes qui existent au niveau des factures fournies par Monsieur Stéphane BRIOLANT devant les instances civiles et pénales dans les litiges qui l'opposent à Artprice, cette dernière a le plus grand intérêt, dans le cadre de sa défense, et afin que la justice puisse rendre sa décision en toute connaissance de cause, à avoir connaissance du montant des cotisations, relatives aux factures litigieuses, versées par Monsieur Stéphane BRIOLANT à l'AGESSA, organisme de sécurité sociale des auteurs, et de connaître la situation réelle de Monsieur BRIOLANT.

C'est pourquoi le Conseil d'Artprice a tenté d'obtenir à plusieurs reprises, du Conseil de Monsieur Stéphane BRIOLANT les informations relatives aux cotisations versées par Monsieur BRIOLANT à l'AGESSA, mais en vain. De son côté, Artprice a aussi adressé deux lettres recommandées avec accusé de réception à Monsieur Stéphane BRIOLANT afin que ce dernier lui communique les informations concernant les cotisations, relatives aux factures litigieuses, qu'il aurait versées aux AGESSA, mais également en vain. Enfin, la réponse des AGESSA est générale mais ne donne pas d'information spécifique sur les factures de M. Briolant objet des litiges avec la société Artprice.

De même, Artprice, contestant également les pratiques de Camard et Briolant pour la forcer à régler les condamnations prononcées à son encontre par la Cour d'Appel, a saisi le JEX le 4 octobre 2013 lequel l'a déboutée de ses demandes le 4 février 2014. La société Camard et Monsieur Briolant ont redoublé d'acharnement dans l'exécution de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26 juin 2013 en saisissant le JEX le 23 mai 2014 en demandant à Artprice de vendre ses titres auto-détenus quand bien même les conditions requises pour ce faire n'étaient pas remplies. Par jugement du 30 septembre 2014, le JEX a répondu favorablement aux demandes de Camard et Briolant et, malgré un appel déposé par Artprice contre cette décision et le non respect de cette procédure par rapport aux dispositions légales et réglementaires spécifiques régissant la cession de titres auto-détenus, le dépositaire des titres auto-détenus Artprice a été contraint, à la demande de Camard et Briolant, de vendre ces derniers.

Par ailleurs, la société ARTPRICE, a confié le dossier à un second avocat pour se conformer aux règles de déontologie de l'ordre, et, après accord des barreaux de Paris et Lyon, a saisi le Tribunal de Grande Instance de Paris pour engager la responsabilité civile professionnelle de maître SPITZ, en sa qualité d'avocat de Camard et de S.Briolant, en raison des fautes commises par lui dans l'exécution de l'arrêt du 26 juin 2013. Par jugement du 2 avril 2015, le TGI de Paris a débouté Artprice sans ordonner l'exécution provisoire de la décision contrairement à la demande du défendeur. Artprice a fait appel et, par arrêt du 13 septembre 2016, la Cour d'Appel a sursis à statuer jusqu'au rendu de la décision de la Cour de Cassation saisie par Artprice contre l'arrêt de la CA de Paris du 26 juin 2013.

De plus, dans un souci de transparence, l'avocat d'Artprice, Me Mazoyer, a informé par écrit le 10 mars 2014 l'huissier, diligenté par l'avocat de Camard et Briolant pour exécuter avec acharnement les condamnations consécutives à l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26.06.13, de la situation critique et critiquable de ses clients, des différentes procédures en cours contre ces derniers et des risques qu'il encourt s'il poursuit ses actes d'exécution forcée. Devant la persistance de la volonté d'exécuter les condamnations malgré les réels risques d'insolvabilité et irrégularités de ses clients, Artprice a assigné l'huissier de la société Camard et M. Briolant devant le JEX de Lyon pour engager sa responsabilité civile professionnelle et en à informer la Chambre régionale et départementale des Huissiers du Rhône. Par jugement du JEX de Lyon du 24 février 2015, Artprice a été débouté de ses demandes. Par arrêt du 2 mars 2017 la Cour d'Appel a confirmé le jugement du JEX.

Enfin, dans la mesure où, pour obtenir la conviction des juges ayant abouti à l'arrêt du 26 juin 2013, Camard et Briolant ont vraisemblablement fourni des factures intellectuellement fausses et des pièces (plusieurs dizaines de DVD) dont Artprice n'arrive pas à obtenir malgré ses nombreuses demandes, Artprice a déposé le 6 août 2014 un recours en révision dudit arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 26 juin 2013 laquelle a débouté Artprice de sa demande. Artprice a déposé un pourvoi en cassation contre cette décision le 6 septembre 2016. Une ordonnance de radiation a été rendue par la Cour de Cassation le 8 juin 2017. Une demande de réinscription du pourvoi a été déposée auprès de la Cour de Cassation le 22 mai 2019. La demande est en cours d'examen.

Pour mémoire, Camard et Briolant n'ont jamais effectué de mise en demeure et ont systématiquement refusé tout contact, débat ou rencontre avec Artprice ou ses Conseils. A ce titre, Artprice a considéré dès les premiers jours suivant la première assignation (2008) que le prétendu débat en propriété intellectuelle était en fait une manœuvre pour extorquer des sommes conséquentes à Artprice. Des éléments et pièces probantes figurent dans la seconde plainte pénale du 9 août 2013 complétée par celle du 31 octobre 2013 et suivie de la plainte avec constitution de partie civile du 20 février 2014 mais ne peuvent pas être évoqués dans le présent paragraphe pour des raisons de secret de l'instruction.

Enfin, M. Briolant a de nouveau assigné Artprice le 17 juillet 2013 devant le Tribunal de Grande Instance en utilisant les mêmes arguments rejetés par le même Tribunal de Grande Instance en 2010. Une procédure d'incident a été faite par Artprice pour l'obtention de pièces complémentaires de la part de M. Briolant concernant les AGESEA. Le Juge de la Mise en état, par décision du 13 février 2014, a considéré qu'Artprice avait suffisamment d'éléments pour traiter la demande de contrefaçon des droits d'auteur alléguée par M. Briolant dans cette nouvelle procédure.

Dans le cadre de cette procédure, Artprice a fait appel à M. Cozien, expert scientifique en photographie, nommément et notoirement connu et inscrit auprès de la Cour d'Appel, qui déclare dans son rapport, sans ambiguïté, qu'il n'existe aucune emprunte d'auteur sur les photographies serviles communiquées par Monsieur Briolant dans lesdits litiges et qui, d'ailleurs, en partie, ne correspondent pas aux catalogues de Ventes auxquels il essaie de les rattacher. Selon cet expert, les photographies de M. Briolant, objets du litige, sont non seulement sans aucune originalité mais en plus de piètre qualité. Cette position a été réitérée par les juges du TGI de Paris qui, par jugement du 5 mars 2015, ont une nouvelle fois rejeté toutes les demandes de M. Briolant en rappelant l'absence d'originalité de ses photographies. Monsieur Briolant a fait appel à l'encontre dudit jugement le 23 mars 2015 et la Cour d'Appel, par un arrêt du 30 septembre 2016, a réformé ce jugement et condamné Artprice à hauteur de 68 400 € au titre du préjudice moral et patrimonial de M. Briolant. Artprice a déposé un pourvoi contre cette décision le 3 novembre 2016. La Cour de Cassation par arrêt du 31 janvier 2018 a rejeté les pourvois.

Artprice a engagé des frais de procédures et d'honoraires avocats très conséquents pour alerter les Tribunaux, l'avocat de Camard et Briolant, l'huissier de Camard et Briolant, les barreaux des ordres des avocats de Lyon et de Paris, les Chambres régionale et départementale des Huissiers, l'ADAGP, les AGESEA ... de l'irrégularité dans lesquelles se trouvent Camard et Briolant. De plus, Artprice a pris toutes les mesures conservatoires nécessaires pour obtenir, le cas échéant, réparation des importants préjudices financiers et moraux qu'ils subissent du fait de ce litige dont les condamnations obtenues par Camard et Briolant par Arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 26/06/13 restent en total contradiction avec la doctrine et la jurisprudence existantes en la matière. D'ailleurs, comme l'a rappelé à 2 reprises le TGI de Paris en 2010 et en 2014, dans les litiges opposant Camard et Briolant à Artprice, les catalogues de vente aux enchères sont dépourvus de protection au titre du droit d'auteur et les photographies de M. Briolant n'ont aucune originalité.

De plus, Monsieur Cozien, Expert scientifique en photographie inscrit auprès de la Cour d'Appel, confirme dans son rapport, sans la moindre ambiguïté, qu'il n'existe aucune emprunte d'auteur sur les photographies de Monsieur Briolant, objets desdits litiges, ces photographies étant même, selon ses dires, de très piètre qualité.

Ainsi, la société Artprice persuadée que Camard et Briolant n'ont saisi la justice que pour battre monnaie, alors même qu'ils sont eux-mêmes conscients (au regard de leurs propres comptabilités, leur absence de cotisation ou contribution au niveau des AGESEA...) que leurs prestations/produits n'ouvrent droit à aucun droit d'auteur, elle continuera à mettre tous les moyens en œuvre pour que la vérité soit rétablie et ses préjudices réparés.

Artprice a attaqué les 5 maisons de ventes pour entente devant l'autorité de concurrence

Artprice a saisi les autorités de la Concurrence pour entente à l'encontre de cinq maisons de ventes dont Christie's.

La place de marché normalisée et protégée d'Artprice au titre de la propriété intellectuelle a permis à cette dernière d'asseoir son modèle depuis 2004, et d'être prête, le cas échéant, à basculer en enchères en ligne, principalement comme infrastructure permettant la réalisation d'opération de courtage aux enchères pour les 4500 Maisons de Ventes.

Les 5 Maisons de Ventes, dont Christie's, ont compris que la Directive Services allait permettre aux Maisons de ventes et Experts dans le monde d'accéder pour des coûts infiniment inférieurs aux coûts d'intermédiation actuels (36 à 37,5 % source CVV) aux membres d'Artprice avec sa place de marché normalisée et protégée par le droit sui generis. Cette minorité de Maisons de Ventes doit assumer la révolution de l'Internet plutôt que de chercher des conflits fictifs.

Ainsi, dans la mesure où les actions en justice concertées de ces 5 Maisons de Ventes, concomitantes à la volonté affichée d'Artprice d'intégrer le marché des enchères, résulteraient d'une intention délibérée d'entraver l'entrée d'un acteur économique sur le marché émergent des enchères en ligne et que ces infractions et l'entrée en vigueur de la Directive Européenne des enchères électroniques en droit français, initialement prévue pour fin 2009, constituent le principal enjeu économique entre les parties susnommées, Artprice a déposé à leur encontre une plainte pour entente illicite (Article L.420-1 du Code de commerce) auprès de l'autorité de concurrence.

En effet, il existe, selon Artprice, des liens indiscutables, des personnes communes, des participations capitalistiques et des mandats sociaux communs, des organes de directions communs, des ventes publiques communes, des courriers, notes et déclarations internes d'organismes syndicaux comme le SYMEV, des P.V. communs sur la stratégie contre Artprice, des refus de ventes prohibés comme la Gazette de l'Hôtel Drouot (propriété des principales sociétés incriminées) malgré des mises en demeure, des stratégies similaires avec des indices sérieux et concordants pouvant établir une action de concert et/ou une entente mûrement méditée mais sévèrement réprimée par, entre autres, l'article L.420-1 du Code de Commerce. Le dossier est toujours en cours.

La succession Picasso contre Artprice

En août 2005, la société Artprice a demandé et obtenu, de la succession Picasso, l'autorisation, en contrepartie d'une somme forfaitaire versée par Artprice à ladite succession, de reproduire une œuvre de P. Picasso sur le CD-ROM 2005 d'Artprice.

En octobre 2005 et fin 2007, la succession Picasso a mandaté un huissier pour faire des constats sur différents produits d'Artprice. Ces deux interventions de la succession Picasso à l'encontre d'Artprice n'ont jamais donné lieu, jusqu'à ce jour, à un quelconque contentieux au fond de quelque nature que ce soit.

Le 8 mars 2010, la succession Picasso a assigné, devant le TGI de Paris, la société Artprice pour contrefaçon alors, qu'à ce jour, aucun des résultats d'adjudication des œuvres de Pablo PICASSO ne comporte d'illustration des lots. De même, la succession Picasso ne peut attirer en justice Artprice sur des produits où Artprice n'est pas partie au contrat et dont, en conséquence, sa responsabilité ne peut être mise en cause.

Par jugement du 28 octobre 2011 le Tribunal a débouté la succession Picasso de sa demande d'expertise, de sa demande d'indemnisation au titre du droit moral, et a condamné Artprice pour

contrefaçon sur 55 œuvres parmi les 29 000 œuvres sur lesquelles la succession Picasso prétendait subir une contrefaçon. La succession Picasso a fait appel. La Cour d'Appel, par un arrêt du 18 janvier 2013, a confirmé le jugement du Tribunal à l'exception du nombre d'œuvres prétendument contrefaites selon Picasso. Artprice a déposé un pourvoi en cassation contre ledit arrêt. La succession Picasso a, le 13 mai 2013, demandé la radiation du pourvoi d'Artprice contre l'arrêt de la Cour d'Appel du 18 janvier 2013. Par ordonnance du 17 octobre 2013 la Cour de cassation a rejeté la demande de la Succession Picasso. Par arrêt du 10 septembre 2014, la Cour de cassation a cassé et annulé l'arrêt du 18 janvier 2013 en ce qu'il avait condamné Artprice en réparation du préjudice moral.

Au regard des différentes pièces fournies par la succession Picasso dans le litige l'opposant à Artprice dont, principalement, le PV d'huissier de Me Marie Josephe LOUVET du 9 janvier 2008, Artprice et ses avocats diligenteront toutes les procédures judiciaires et/ou disciplinaires pour faire valoir le fait incontestable qu'il n'y a jamais eu, pour les « 22 707 résultats d'adjudication », la moindre image reproduisant une quelconque œuvre de Pablo Picasso.

En effet, dans ledit PV d'huissier, Me LOUVET a failli à son indépendance d'officier ministériel, vis à vis de son client, en omettant de préciser, notamment, page 25 dudit PV suite au paragraphe « au sein de cet encart, figure un lien intitulé « Ses résultats d'adjudications », en face duquel je note qu'il est mentionné « 22707 », de manière explicite et objective qu'il n'existait aucune image reproduite pour les 22 707 résultats d'adjudication. Cette omission a eu pour effet, entre autres, d'être repris intégralement dans le malheureux arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 18 janvier 2013. Ainsi, Artprice a assigné l'huissier devant le TGI de Paris le 13 décembre 2016. Le TGI de Paris a débouté Artprice de ses demandes dans un jugement du 14 mars 2018. Un appel a été déposé par Artprice contre ce jugement.

S. Gaillard contre Artprice.com

Lors de la visite de reprise de Melle Gaillard, salariée d'Artprice, à l'issue de son arrêt maladie, la médecine du travail a établi un certificat d'inaptitude pour maladie non professionnelle. Conformément aux dispositions légales en vigueur, la société Artprice a essayé de trouver un poste à proposer à Melle Gaillard au titre de son reclassement en tenant compte des conclusions du médecin du travail, du profil de Melle Gaillard et des possibilités de poste au sein d'Artprice ou de l'une quelconque des sociétés dirigées par M. Ehrmann. Le 12 mai 2015, la société Artprice soumettait au médecin du travail et proposait à Melle Gaillard un poste de reclassement.

Melle Gaillard a refusé la proposition de reclassement. Artprice, étant dans l'incapacité de faire une autre proposition de reclassement au sein de la société Artprice ou d'une quelconque autre société liée à elle ou dirigée par M. Ehrmann, a été contrainte d'envisager le licenciement de Melle Gaillard pour inaptitude physique non professionnelle et impossibilité de reclassement. Melle Gaillard a contesté le bienfondé de son licenciement devant le Conseil des prud'hommes le 25 juin 2015. Par jugement du 21 juillet 2017, le Conseil des prud'hommes a débouté Melle Gaillard de l'ensemble de ses demandes. Melle Gaillard a fait appel. La Cour d'Appel de Lyon, par arrêt du 7 juin 2019 a confirmé le jugement en rejetant, de nouveau, toutes les demandes de Melle Gaillard.

20.9) CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Il n'y a pas de changement significatif de la situation financière du groupe depuis le 31 décembre 2018 pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

21) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

21.1) CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2018, le capital social de la société Artprice s'élève à 6 651 515 euros divisé en 6 651 515 actions d'une valeur nominale d'un euro chacune, entièrement libérées.

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

➤ **Tableau d'évolution du capital social de la société Artprice.com durant les 5 derniers exercices**

Date	Nature de l'opération	Augmentation du capital	Prime d'émission et d'apport	Nombre d'actions avant	Nombre d'actions après	Nominal	Capital social
24.04.15	Options levées au cours de l'exercice clos le 31.12.14	131 532€	295 947 €	6 519 983	6 651 515	1 €	6 651 515 €

➤ **Actions d'auto-contrôle :**

La société ARTPRICE.COM n'a acquis et cédé aucune action propre durant l'exercice 2018 et détenait, au 31 décembre 2018, aucun titre de ses propres actions.

Aucun programme de rachat autorisé préalablement par l'assemblée générale n'est en cours.

➤ **Nantissements, garanties et sûretés**

<i>En milliers d'Euros</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
Agencements	Néant	Néant	Néant
Matériel de transport	Néant	Néant	Néant
Matériel informatique	Néant	Néant	Néant
Logiciels	Néant	Néant	Néant
TOTAL	0	0	0

Nantissement sur emprunt :

Type de nantissements/hypothèques	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti (a)	Total du poste de bilan (b)	% correspondant (a)/(b)
s/immo. incorporelle	Néant				
s/immo. corporelle	Néant				
s/immo. financière	Néant				
Total	0				

Les lignes de crédit à long terme ne font l'objet d'aucune clause de remboursement anticipée (ni covenant au bénéfice des banques).

➤ **Délégations en matière d'augmentation de capital**

Néant

➤ **Plan de stock-option et participation** (cf. le paragraphe 17.2) du présent document de référence).

Néant

➤ **BSA, BSCPE :**

Néant

➤ **Tableau d'évolution sur 17 mois des actions et titres de capital potentiel cotés**

Mois-année	Nombre de séances	Cours clôture plus haut	Cours clôture plus bas	Titres échangés
Janv - 18	22	17,88	16,72	407 215
Fév - 18	20	17,22	14,42	432 884
Mars - 18	21	15,8	14,50	232 754
Avril - 18	20	16,2	14,50	277 166
Mai - 18	22	16,2	14,52	198 979
Juin - 18	21	14,92	13,16	199 136
Juillet - 18	22	14,94	13,88	127 941
Août - 18	23	15,92	13,92	356 081
Sept - 18	20	14,32	13,34	127 740
Oct - 18	20	15,88	12,02	382 149
Nov - 18	22	13,5	10,3	391 692
Déc - 18	19	14,64	10,64	400 737
Janv - 19	22	15,94	13,1	483 955
Fév - 19	20	15,66	12,96	201 366
Mars - 19	21	14,16	12,98	122 213
Avril - 19	20	13,48	12,94	108 494
Mai - 19	22	13,28	11,56	208 952

Source : Euronext

Arprice attire l'attention du lecteur sur le fait que, compte tenu de la déréglementation, ces chiffres ne reflètent en aucun cas la liquidité réelle du titre Arprice dont les échanges réalisés sur les plateformes alternatives ne sont pas comptabilisés dans les données fournies par Euronext malgré des volumes très importants et bien souvent supérieurs à ceux enregistrés sur Euronext (cf paragraphe « *Risque lié au développement croissant des plateformes alternatives : une véritable opacité sur le marché boursier* »).

21.2) ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS

21.2.1) Objet social (article 3 des statuts)

La Société a pour objet :

- L'édition, la réalisation et la diffusion mondiale de l'annuaire des cotes internationales ADEC/Art Price Annual since 1987 & Falk's Art Price Index (USA) ;
- la mise à disposition, à destination du marché grand public et/ou professionnel mondial, par tous réseaux numériques et notamment Internet, des banques de données issues entre autres, des annuaires des cotes internationales ADEC/Art Price Annual since 1987 & Falk's Art Price Index (USA) ;
- la recherche et l'ingénierie informatique, le développement, l'exploitation, la réalisation, la diffusion, la promotion quel que soit le support (Internet/Extranet/Intranet, médias audiovisuels, réseau câblé, télématique, satellite, téléphonie, guides et annuaires, presse écrite, EDI etc) destinés à la création de nouvelles banques de données ou l'acquisition de banques de données existantes ;
- l'édition de banques de données en produits imprimés : journaux, CD-Rom. tous supports informatiques, et l'activité d'agence de presse diffusant des banques de données par tous réseaux numériques et notamment par Internet.
- la mise à disposition, à destination du marché grand public et/ou professionnel mondial, d'accès aux réseaux INTERNET/INTRANET, et tout autre réseau numérique d'informations, ainsi que la création, l'exploitation et l'hébergement des banques de données et sites sur les réseaux suscités au présent paragraphe.
- l'activité internationale d'agence conseil en communication, incluant entre autres, toute opération de régie publicitaire et centrale d'achat d'espace.
- mise à disposition d'une place de marché électronique (market place) avec une standardisation permettant la diffusion électronique d'annonces aux enchères portant sur les œuvres d'art, dans les conditions définies par l'article 5 de la loi 2011-850 du 20 juillet 2011 transposé dans le code de commerce, et d'annonces de vente ou d'achat à prix fixe d'œuvre d'art liées à un artiste normalisé par les banques de données artprice (ID Artprice).
- la mise à disposition de banques de données comportementales (Artprice Knowledge) interfacées à la place de marché normalisé.
- l'hébergement et/ou l'interface de fichiers d'annonces normalisées (Artprice stores) interconnectés avec la place de marché normalisé.
- l'apport d'affaires à titre onéreux à toute entreprise partenaire, y compris les établissements de crédit, sans prise de mandat.
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets, marques, licence, licences informatiques, copyrights, droits d'auteurs, droits sui generi (loi du 1^{er} juillet 1998 n°98-536), concernant ces activités, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seul soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits.
- la participation de la société à toutes entreprises créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports fusions, alliances ou sociétés en participation, et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou

financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Elle pourra agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes physiques ou morales et réaliser, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle pourra prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toutes sociétés, groupements ou entreprises, françaises ou étrangères.

21.2.2) Organes d'administration et de direction

Les statuts de la société Artprice réglementent, dans ses articles 15 à 19, la nomination, les fonctions, les pouvoirs et la rémunération des membres du Conseil d'Administration et du Président Directeur Général.

Aucun règlement intérieur ni même code de déontologie n'existe à ce jour.

Le Conseil d'Administration est composé de trois membres au minimum et dix-huit au maximum. Nommés pour six années ils sont rééligibles et révocables par décision de l'assemblée générale.

A chaque décision jugée importante une réunion du Conseil d'Administration a lieu afin de permettre à chaque mandataire social d'être informé des projets, d'exprimer leur opinion sur ce dernier et décider ensemble de la ou des solutions à adopter pour chacun de ces projets.

21.2.3) Les droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'action et les modifications des droits des actionnaires (articles 11 à 14 et 21 des statuts)

Les titres constituant le capital d'Artprice revêtent la forme de titres au porteur ou au nominatif.

La cession des actions, quelle que soit leur forme, s'opère dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les titres Artprice sont gérés par notre gestionnaire de titres CM-CIC mandaté, notamment, aux fins d'assurer le service titres et financier des titres de la Société.

Un droit de vote double a été mis en place, et intégré dans les statuts, par décision de l'assemblée générale d'Artprice.com du 9 décembre 1999.

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété. Néanmoins, n'interrompra pas le délai ci-dessus fixé, ou conservera le droit acquis, tout transfert du nominatif au nominatif, par suite de succession *ab intestat* ou testamentaire, de partage de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit du conjoint ou de parents au degré successible.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

21.2.4) Assemblées générales (article 21 des statuts)

➤ Convocation, lieu de réunion.

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation des assemblées est faite par une insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu du siège social, ainsi en outre que dans le Balo, après avis préalable à l'Autorité des Marchés Financiers quinze (15) jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les actionnaires titulaires d'actions depuis un (1) mois au moins à la date de l'insertion ou de l'avis de convocation, sont en outre convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou par lettre recommandée sur leur demande et à leurs frais.

La convocation proprement dite doit, le cas échéant, être précédée d'un avis préliminaire de réunion dans les conditions prévues par la loi.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués aux assemblées générales par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six (6) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Ordre du jour. L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour ; néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

Le comité d'entreprise peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

➤ Accès aux assemblées.

- Justification de la qualité d'actionnaire. Immobilisation

Le droit de participer aux assemblées est subordonné, soit à l'inscription de l'actionnaire ou de l'intermédiaire habilité dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit à la transmission aux lieux indiqués dans l'avis de convocation d'un certificat constatant l'indisponibilité des actions au porteur inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée, cinq jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée.

- Télécommunication

Tout actionnaire pourra également, si le conseil le décide au moment de la convocation de l'assemblée, participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

- Vote à distance

En cas de vote à distance, seuls seront pris en compte les formulaires reçus par la société au moins trois jours avant la date de la réunion de l'assemblée.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

➤ Feuille de présence, bureau, procès-verbaux.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur délégué à cet effet par le conseil. À défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi parmi les actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

➤ Quorum, vote, nombre de voix.

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions

de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions légales.

En cas de vote à distance, il n'est tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires parvenus à la société dans le délai ci-dessus.

- Vote proportionnel

Sous réserve du droit de vote double ci-dessous rappelé, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

- Droit de vote double

Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire qui en aura fait la demande expresse à la société par lettre recommandée accusé de réception. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété. Néanmoins, n'interrompra pas le délai ci-dessus fixé, ou conservera le droit acquis, tout transfert du nominatif au nominatif, par suite de succession *ab intestat* ou testamentaire, de partage de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit du conjoint ou de parents au degré successible.

Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés à mains levées, par lecture optique ou par voie électronique, ou encore à scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau.

➤ Assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice).

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté à distance possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

➤ Assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins, sur première convocation le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième

des actions ayant droit de vote. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance. Toutefois :

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission sont valablement décidées aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées ordinaires;
- sauf lorsqu'elle intervient par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, l'augmentation de capital par majoration du montant nominal des titres n'est décidée qu'avec le consentement unanime des actionnaires ;
- le changement de nationalité de la société est décidé à l'unanimité des actionnaires si le pays d'accueil n'a pas conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

➤ Assemblées spéciales.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée.

La décision d'une assemblée générale de modifier les droits relatifs à une catégorie d'actions n'est définitive qu'après approbation par l'assemblée spéciale de cette catégorie.

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote, et dont il est envisagé de modifier les droits. Elles statuent aux conditions de majorité de l'assemblée extraordinaire.

21.2.5) Dispositions pouvant retarder, différer ou empêcher un changement de son contrôle

Les statuts, ni aucun autre acte, ne prévoient de disposition spécifique.

21.2.6) Franchissement de seuil (article 13)

Les statuts ne font que reprendre la réglementation en vigueur concernant le franchissement de seuil.

22) CONTRATS IMPORTANTS

L'ensemble des contrats importants, non conclus dans le cadre normal des affaires, dans lesquels la société Artprice et/ou ses filiales est/sont partie(s) et contenant des dispositions conférant à cette/ces dernière(s) une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du groupe à la date d'enregistrement du présent document, est décrit dans le paragraphe 19) du présent document.

23) INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

Ce document ne contient aucune information en provenance de tiers autres que les commissaires aux comptes.

24) DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Durant la validité du présent document de référence, peuvent être consultés au siège social de la société, à savoir Domaine de la Source, 69270 Saint Romain au Mont d'Or, en version papier, les documents suivants :

- l'acte constitutif et les statuts de la société,
- les rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la société, dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement,
- les informations financières historiques de la société et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du présent document.

De même, peuvent être consultés par voie numérique, les informations suivantes :

Date	Publication	Support de consultation
07/02/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/01/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
14/02/2017	Artprice: T4 et chiffres annuels 2016 +8%, perspectives 2017 très positives.	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
07/03/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 28/02/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
24/03/2017	Artprice.com: Eligibilité au PEA-PME	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
07/04/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/03/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
26/04/2017	Artprice: rapport financier annuel 2016, résultats et perspectives très positifs	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
04/05/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 30/04/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
12/05/2017	Artprice : T1 croissance à 2 chiffres +12% avec des perspectives 2017 très positives.	sites www.actusnews.com et www.artprice.com

Date	Publication	Support de consultation
09/06/2017	Mise à disposition des documents préparatoires à l'AG d'Artprice.com	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
05/07/2017	Compte-rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'Artprice du 30 juin 2017	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
10/07/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 30/06/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
12/07/2017	Mise à disposition du document de référence 2016 d'Artprice.com	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
26/07/2017	Artprice: Affectation du résultat 2016	sites www.journal-officiel.gouv.fr
10/08/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/07/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
06/09/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/08/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
07/09/2017	Mise à disposition du Rapport Financier Semestriel	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
06/10/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 30/09/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
07/11/2017	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/10/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
14/11/2017	Artprice : publication T3, confirmation de sa croissance à deux chiffres pour l'exercice 2017 et perspectives 2018	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
07/02/2018	Artprice : T4 +15% perspectives 2018 exceptionnelles	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
23/03/2018	Artprice confirme son éligibilité au PEA-PME	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
06/04/2018	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/03/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
19/04/2018	Artprice : rapport financier annuel 2017, résultats et perspectives très positifs	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
04/05/2018	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 30/04/17	sites www.actusnews.com et www.artprice.com

Date	Publication	Support de consultation
14/05/2018	Artprice : 1T 2018 croissance à 2 chiffres, perspectives 2018 historiques.	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
18/05/2018	Avis de réunion valant avis de convocation à l'AGM d'Artprice.com du 29/06/2018	site www.journal-officiel.gouv.fr
24/05/2018	Exposé des motifs et projet de texte des résolutions à l'AGM d'Artprice.com du 29/06/2018	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
31/05/2018	Mise à disposition des documents préparatoires à l'AGM d'Artprice du 29/06/2018	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
04/06/2018	Mise à disposition du document de référence 2017	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
03/07/2018	Compte rendu de l'AGM d'Artprice du 29/06/2018	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
05/07/2018	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 30/06/18	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
27/07/2018	Approbation des comptes annuels, rapports des Commissaires aux Comptes et affectation du résultat par l'AGM d'Artprice du 29/06/2018	site www.journal-officiel.gouv.fr
09/08/2018	Artprice : 2T 2018 forte croissance à 2 chiffres, perspectives 2018 historiques.	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
13/09/2018	Mise à disposition du rapport financier semestriel 2018	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
12/10/2018	Suspension du cours d'Artprice dans l'attente d'un communiqué	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
17/10/2018	Artprice: Reprise de cotation sur Euronext Paris jeudi 18 octobre 2018 à 9h00	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
09/11/2018	Artprice: 3T croissance à 2 chiffres, vers une mutation radicale du périmètre économique (CA) en 2019 avec Artron le 1 ^{er} site Web d'art mondial	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
13/11/2018	Artprice obtient le renouvellement du label BPI Entreprise Innovante	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
08/01/2019	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/12/2018	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
05/02/2019	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital d'Artprice.com au 31/01/2019	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
12/02/2019	Artprice : 4T croissance à 2 chiffres, vers une mutation du périmètre économique (CA) en 2019 avec Artron et Cision (PR Newswire)	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
22/03/2019	Artprice.com confirme son éligibilité au PEA-PME	sites www.actusnews.com et www.artprice.com

Date	Publication	Support de consultation
16/04/2019	Artprice : Rapport financier annuel 2018, résultats records et perspectives très positives	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
09/05/2019	Artprice : CA 1T 2019 en croissance, validation par le CA de l'entrée d'Artron au Conseil d'Administration d'Artprice, IPO Artmarket, valuation et 5G.	sites www.actusnews.com et www.artprice.com
20/05/2019	Avis de réunion valant avis de convocation à l'AGM d'Artprice du 28/06/2019	site www.journal-officiel.gouv.fr
23/05/2019	Exposé des motifs et projet de texte des résolutions Assemblée Générale Mixte du 28/06/2019	site www.artprice.com
04/06/2019	Mise à disposition des documents préparatoires à l'AGM d'Artprice du 28/06/2019 et formulaire de vote	sites www.actusnews.com et www.artprice.com

25) INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

L'ensemble des informations concernant les filiales et participations de la société Artprice se trouve dans les chapitres 7 (Organigramme) et 20 (informations financières et plus particulièrement au niveau des annexes des comptes consolidés) du présent document de référence.



Domaine de la Source - 69270 Saint-Romain-au-Mont-d'Or - France
Tél. +33 478 220 000 - Fax - +33 478 220 606 - eMail ir@artprice.com
S.A. capital 6 651 515 € - RCS 411 309 198
N° TVA Intracommunautaire FR 154 11 309 198

artprice.com is listed on Eurolist by Euronext Paris
artprice.com est coté à Eurolist by Euronext Paris
(Euroclear: 7478 - Bloomberg: PRC - Reuters: ARTF)



The third Millennium industry - L'industrie du troisième millénaire
S.A.S. capital 63 000 000 € - RCS Lyon 408 369 270